



Système de suivi et de capitalisation du FFU Région Sahel et Lac Tchad

RAPPORT ANNUEL 2020

RESULTATS JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2020

Altaï Consulting pour l'Union européenne – juin 2021



This project is funded by the EU



© Union européenne

Juin 2021

Sauf indication contraire, toutes les photos de ce rapport sont créditées à Altai Consulting.

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Altai Consulting et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

Photo de couverture : © OIM, 2020, Daniel Kisito Kouawo – Niamey, Monica Chiriac – Agadez. « Depuis 2019, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Afrique de l'Ouest et du Centre utilise l'art de la rue comme une activité de sensibilisation clé basée sur un « design centré sur l'humain » pour s'engager auprès des migrants et des membres de la communauté. En 2020, au milieu de la pandémie de COVID-19, l'OIM poursuit l'initiative au Sénégal, au Ghana et au Niger dans le but d'améliorer les relations entre les migrants et les communautés d'accueil, tout en stimulant le débat sur la manière de réduire la propagation de la désinformation et de la xénophobie, deux sujets particulièrement sensibles en période de COVID-19 ».

ALTAI CONSULTING

Altai Consulting fournit des services de recherche et de suivi et d'évaluation aux institutions publiques et aux organisations internationales dans les pays en développement.

Nos équipes opèrent dans plus de 50 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Depuis sa création il y a 18 ans, Altai Consulting a mis l'accent sur la migration, la gouvernance et le développement durable dans la recherche et les évaluations de programmes.

Contacts

Philibert de Mercey (Directeur de projet) : pdemercey@altaiconsulting.com

Eric Davin (Partenaire) : edavin@altaiconsulting.com

www.altaiconsulting.com

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par Eric Davin, Justine Rubira, Philibert de Mercey, Garance Dauchy, Marie Faou, Sarah Akesbi, Solène Cros, Paul Olivier et Rim Wazni.

Nous remercions chaleureusement les partenaires de mise en œuvre qui ont pris le temps de discuter avec nous et de se conformer à nos exigences pour ce rapport. Nous sommes redevables à :

- ACF, ADA, AICS, APESS, DGLPAP, Diakonia, Eau Vive, Educo, Expertise France, GIZ, Humanité & Inclusion, Keoogo, LVIA, MENA, MINEFID, OIM, OXFAM, PMLAL, SEMFILMS, Solidar Suisse, Terre des Hommes et VSF au Burkina Faso ;
- ACF, AFD, GIZ, OIM et SNV au Cameroun ;
- Enabel, GIZ, ITC, le PAM, le PNUD et UNCDF en Guinée;
- ICMPD, SNV et UNCDF au Ghana;
- AFD, Berthy, Caritas, COGINTA, *Concern Worldwide*, Geyser SA, GIZ, Humanité & Inclusion, OXFAM, SMC, UNHCR et Vergnet au Tchad ;
- AECID, AFD, CIVIPOL, Enabel, Expertise France, GIZ, Humanité & Inclusion, LuxDev, LVIA, OIM, SNV *World* et SOS SAHEL au Mali ;
- AECID, Croix-Rouge Française, Expertise France, GIZ, GRET, OIT, OIM, OXFAM et *Save the Children* en Mauritanie ;
- ACTED, AFD, CISP, CIVIPOL, Enabel, FIIAPP, Garkua, GIZ, HACP, Karkara, LuxDev, OIM, SNV *World* et UNHCR au Niger ;
- *British Council*, DRC, FAO, IRC, *Mercy Corps*, NRC, OIM, ONU Femmes, le PNUD, le PAM et UNICEF au Nigéria;
- 20STM, ACTED, AECID, AICS, AF Consulting, AFD, CDP, CIVIPOL, Enabel, GRET, LuxDev OIM, et PPI au Sénégal ;
- Enabel, GIZ, IMVF, ITC et OIM en Gambie ;
- et ACH, AFD, Centre pour le Dialogue Humanitaire, CIVIPOL, Expertise France, EU-DGEAC, FIIAPP, Humanité & Inclusion, Investisseurs & Partenaires, Interpol, ITC, LuxDev, OIM, OXFAM, *Cruz Roja Española*, *Save the Children*, Sequa et UNHCR au niveau régional.

Nous tenons également à remercier les délégations de l'UE au Burkina Faso, au Cameroun, en Gambie, au Ghana, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, au Sénégal et au Tchad, ainsi que l'équipe du FFU à Bruxelles.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	4
SYNTHÈSE	5
2. INTRODUCTION.....	10
2.1. Contexte.....	10
2.2. Le FFU SLC en 2020.....	10
3. MÉTHODOLOGIE.....	12
3.1. Méthodologie du MLS.....	12
3.2. Défis et limites du rapport annuel 2020	15
4. VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE.....	17
4.1. Budget et nombre de contrats par statut.....	17
4.2. Répartition du budget par pays, PMO et objectif stratégique	21
4.3. Budget alloué à la réponse à la COVID-19	24
5. APERÇU DE LA SITUATION ET DES RÉSULTATS.....	26
5.1. La région du Sahel et du lac Tchad en 2020	26
5.2. La réponse du FFU – Vue d'ensemble des résultats	27
6. ANALYSE PAR PAYS.....	62
6.1. Burkina Faso	62
6.2. Cameroun	75
6.3. Tchad	85
6.4. Ghana	98
6.5. Guinée	108
6.7. Mauritanie	127
6.8. Niger	138
6.9. Nigéria.....	152
6.10. Sénégal.....	162
6.11. Gambie.....	174
6.12. Projets régionaux dans le MLS.....	180
CONCLUSIONS	189
7. INDEX.....	192
7.1. Tables	192
7.2. Chiffres.....	Error! Bookmark not defined.

SYNTÈSE

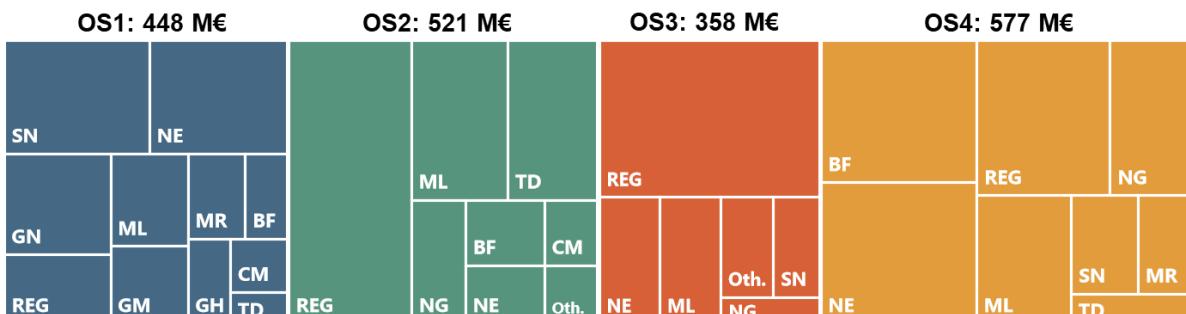
Ceci est le rapport annuel 2020 préparé par le Système de suivi et de capitalisation (MLS) pour la fenêtre Sahel et Lac Tchad, couvrant tous les résultats obtenus grâce au financement du FFU d'urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique (FFU) dans la région depuis le début des activités jusqu'à la fin de décembre 2020, avec un accent particulier sur les résultats générés en 2020 et au deuxième semestre (S2) de 2020.

Le présent rapport comprend des résultats de programmes mis en œuvre au Burkina Faso, au Bénin, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Gambie, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, au Sénégal au Tchad et au Togo.¹ De plus, pour la première fois, le présent rapport comprend des encadrés d'analyse de résultat (niveau *outcome*) pour certains projets.

Portefeuille

En avril 2021, le FFU pour l'Afrique avait engagé 4,92 milliards d'euros, dont 2,21 milliards d'euros sur 114 décisions dans la fenêtre SLC. 193 projets opérationnels sont contractés dans la région SLC. Le présent rapport couvre 166 projets, soit l'équivalent de 1,75 millions d'euros. Les 193 projets contractuels comprennent 42 projets achevés, 131 projets en cours de mise en œuvre et 20 projets en cours. 124 des projets actuellement en cours de mise en œuvre rapportent des données et sept sont soit trop tôt dans leur phase de mise en œuvre pour pouvoir rendre compte de résultats, soit leurs activités n'ont pas encore généré de résultats pertinents pour les indicateurs du FFU.² En plus des 124 projets de mise en œuvre, le présent rapport comprend des données sur 42 projets achevés, ce qui porte le total des projets couverts par ce rapport à 166.

Figure 1: Budget par pays et par objectif stratégique, SLC, avril 2021³



Sur le budget total de projets opérationnels contractés par le FFU dans la fenêtre SLC (1,90 mds€), la plus grande part (30%) finance des projets axés sur les activités de sécurité et de gouvernance (OS4, 577 M€). Les activités de renforcement de la résilience (OS2) représentent 27% des fonds du FFU dans la fenêtre (521 M€) et 24% (448 M€) du volume total des contrats sont consacrés au soutien des activités liées aux opportunités économiques et à l'emploi (OS1). La gestion des migrations (OS3) représente 19% (358 M€) supplémentaires dans le financement total du FFU SLC.

¹ Les résultats atteints au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo sont collectés dans le cadre de programmes régionaux et présentés à la section 5.12 du présent rapport.

² Ceci exclut 161 contrats non opérationnels représentant environ 400 millions d'euros et non inclus dans l'analyse MLS. Les coûts administratifs ne sont pas non plus inclus dans l'analyse.

³ Part du budget pour les projets contractés et pertinents pour la MLS. Les quatre objectifs stratégiques (OS) du FFU sont les suivants: OS1 ' Accroître les possibilités économiques et d'emploi ' ; OS2 ' Renforcer la résilience des communautés et en particulier les plus vulnérables, y compris les réfugiés et autres personnes déplacées ' ; OS3 ' Amélioration de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination ' et OS4 ' Amélioration de la gouvernance et de la prévention des conflits et réduction des déplacements forcés et des migrations irrégulières ' . Le total affiché dans le visuel ne reflète pas le budget alloué aux activités transversales, qui représentent 5 millions d'euros.

La région du Sahel et du lac Tchad en 2020

En 2020, la situation dans la région du SLC a continué de se détériorer rapidement. Les déplacements massifs et les niveaux d'insécurité ont augmenté, ce qui a encore accru les besoins humanitaires. Le nombre d'événements violents dans la région du SLC a presque doublé en 2020 par rapport à l'année précédente, tandis que le nombre de décès a augmenté de plus d'un tiers. Les régions du Liptako-Gourma¹ et du bassin du Lac Tchad sont restées les deux zones les plus touchées, tandis que la violence menace les pays côtiers. La montée de la violence et de l'insécurité a continué de provoquer des déplacements massifs, et la région du Liptako-Gourma a notamment accueilli 1,5 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) en novembre 2020, ce qui représente une multiplication par 20 en deux ans.² Les déplacements massifs ont également été alimentés par des régimes climatiques de plus en plus irréguliers avec d'importantes inondations dans la région du Liptako-Gourma entre avril et septembre 2020 et de fortes précipitations dans le bassin du Lac Tchad affectant 2,1 millions de personnes et dévastant des maisons, des terres et du bétail. Alors que la région SLC a été relativement épargnée par la pandémie de COVID-19 par rapport à d'autres régions du monde, les mesures gouvernementales mises en œuvre pour limiter cette pandémie ont exacerbé la situation précaire des plus vulnérables et ont eu un impact important sur les économies. Les effets de la pandémie, combinés à l'insécurité croissante, aux effets du changement climatique, à la pauvreté endémique ainsi qu'aux déplacements massifs, ont provoqué une augmentation des besoins humanitaires dans la région : en novembre 2020, 31,4 millions de personnes avaient un besoin urgent d'aide humanitaire, ce qui représente une augmentation de 50% par rapport à 2019.

Principaux résultats en 2020

Tableau 1: Indicateurs de réalisation communs du FFU pour tous les projets SLC, décembre 2020^{3,4}

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	17 333	24 685	13 327	19 900	75 245
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	4 234	4 570	4 995	6 317	20 116
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	74 906	98 006	34 968	41 143	249 024
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	32 251	44 832	13 045	15 122	105 253
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	18	326	61	101	506
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	70	133	38	27	268
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1 583	3 506	711	937	6 737
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	403 808	459 855	105 601	21 125	990 386
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	560 237	737 215	183 263	162 424	1 643 138
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	522 319	697 355	438 495	327 455	1 985 624
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	182	218	12	5	417
2.6 Hectares [...] ou des pratiques de gestion durable ont été introduites...	11 413	93 257	9 334	12 608	126 611
2.7 Nombre de personnes [toucées] par des campagnes sur la résilience...	666 651	1 259 787	28 566 280	105 186 597	135 679 318
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	15 082	33 237	11 673	6 591	66 583
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2 456 491	1 364 114	354 544	400 420	4 575 569
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	30	6	91
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1 867	2 246	1 013	4 017	9 143
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	443 515	1 021 641	210 392	1 013 803	2 689 351
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	28 900	19 228	11 906	2 809	62 843
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	50 500	21 820	5 491	3 238	81 049
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	17 058	21 547	6 872	24 447	69 925
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	83	328	54	22	487
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection...	729	1 975	322	850	3 877
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	2 915	1 395	359	224	4 893
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	11	326	173	130	640
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10 340	4 115	1 073	752	16 280
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	22	22	20	3	67
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	2 315	1 312	3 296	3 555	10 478
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	13 686	12 190	5 221	5 474	36 572
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	544 936	429 118	148 333	2 548 868	3 671 255
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	132	732	93	246	1 203
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	213	793	490	357	1 853
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	188	311	163	2 164	2 826
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	158	200	46	97	501
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	47	44	17	3	111
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	5 925 399	6 096 221	12 021 619
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	571 770	172 638	744 408
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	174	883	1 057

¹ Le Liptako-Gourma est la zone tri-frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

² Veuillez-vous reporter au texte principal pour les sources de ces données.

³ Ce tableau comprend les extrants collectifs déclarés par 161 projets opérationnels avec des données à rapporter. La somme des valeurs du T3 2020 et du T4 2020 trouvées dans le rapport peut différer d'une unité des valeurs S2 2020 en raison de l'arrondissement.

⁴ Les résultats des indicateurs 3.2 et 3.7 n'incluent pas les données de l'IOM, à l'exception de 99 (IC EU-OIM Burkina Faso) et 219 (OIM JI Mauritanie) pour 3.2 et 25 (OIM JI Burkina Faso), 52 (OIM JI Cameroun), 220 (OIM JI Guinée Conakry), 147 (OIM JI Sénégal) pour 3.7, tous au 1er trimestre 2019.

Malgré les défis opérationnels posés par la pandémie de COVID-19 dans la région, les projets du FFU ont continué d'obtenir des résultats significatifs au cours des premier et deuxième semestres de 2020 dans tous les principaux domaines d'intervention du FFU.

Objectif stratégique 1 : Accroître les opportunités économiques et les perspectives d'emploi

Même si les pays d'Afrique de l'Ouest ont été moins touchés par la pandémie de COVID-19, la crise a porté un coup majeur à l'économie de la région. L'activité économique en Afrique subsaharienne a diminué d'environ 3,7% en 2020, tandis que les prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour 2021 et 2022 s'élèvent à un niveau modéré de 3%, soit essentiellement zéro par habitant, affectant en particulier les groupes sociaux à faible revenu.

Les programmes financés par le FFU ont créé ou soutenu 11 312 micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en 2020 (indicateur 1.2), ce qui représente 56% du total atteint depuis le lancement des programmes du FFU. 71% des MPME soutenues en 2020 existaient déjà auparavant, et 14% ont été créées,¹ reflétant l'accent mis par les programmes sur le renforcement des capacités des entreprises existantes, y compris des entreprises très informelles.

Les programmes financés par le FFU ont créé ou soutenu 33 227 emplois (en équivalent temps plein)² en 2020 (indicateur 1.1), dont 19 900 au cours du S2 2020, le résultat le plus élevé de tous les semestres à ce jour. Les personnes de moins de 35 ans représentaient 48% des bénéficiaires en 2020 et les femmes 40%.³

Les programmes financés par le FFU s'efforcent de fournir un soutien et de coopérer avec les autorités ouest-africaines dans leurs efforts de (re)formation et de (re)qualification de la main-d'œuvre. En 2020, 28 167 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle (EFTP)⁴ et/ou d'un développement des compétences (indicateur 1.4), principalement un EFTP technique (53%), suivi de l'EFTP combiné au développement des compétences (23%).

Objectif stratégique 2 : Renforcer la résilience des communautés et, en particulier, des plus vulnérables, y compris les réfugiés et autres personnes déplacées

En 2020, 31,4 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire dans le SLC. Les régions du Liptako-Gourma et du lac Tchad sont les deux zones les plus vulnérables, avec respectivement 13,4 millions de personnes (dont cinq millions d'enfants) et 10,6 millions dans le besoin.

Les programmes financés par le FFU ont fourni à 765 950 bénéficiaires une assistance liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) en 2020, ce qui représente une légère augmentation par rapport au résultat obtenu en 2019 (10%). 330 022 bénéficiaires (43% des bénéficiaires de 2020) ont reçu des outils ou des intrants agricoles, tels que des intrants agricoles de qualité pour renforcer la production et la diversification des cultures, et 172 708 personnes ont bénéficié de la réhabilitation des terres. Les programmes ont également aidé 345 687 bénéficiaires à recevoir une aide nutritionnelle en 2020 (indicateur 2.3).

Les déplacements massifs, l'insécurité croissante et le manque de présence de l'État dans les zones rurales et reculées limitent souvent l'offre de services essentiels. En 2020, les programmes financés par le FFU ont fourni 126 727 services sociaux de base, dont la grande majorité (83%) étaient liés à la santé, dans des zones instables (indicateur 2.2). En 2020, les programmes ont également soutenu la

¹ Pour le reste 14% des MPME créées ou soutenues en 2020, aucune information indiquant si les MPME avaient été créées ou soutenues n'était disponible.

² Le nombre d'emplois créés ou pris en charge grâce à la comptabilité de travail, les activités sont calculées en équivalent temps plein, en fonction du nombre de jours travaillés par les bénéficiaires divisé par 230 (jours de travail par année).

³ Le sexe pour les 15% restants des bénéficiaires de la création d'emplois en 2020 n'était pas précisé.

⁴ Enseignement et formation techniques et professionnels.

fourniture de services à long terme aux populations du Sahel et ont permis à 754 964 personnes d'avoir un meilleur accès aux prestations sociales de base (indicateur 2.9).

Les programmes financés par le FFU visent également à renforcer les capacités du personnel local à renforcer la prestation de services et à favoriser l'appropriation locale de la fourniture de services sociaux de base. En 2020, 18 264 membres du personnel des autorités locales et des prestataires de services de base ont bénéficié du renforcement des capacités (indicateur 2.8), principalement dans le domaine des soins de santé (53%), la nutrition et la sécurité alimentaire (35%).

Objectif stratégique 3 : Amélioration de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination¹

En 2020, la région SLC a été caractérisée par une forte augmentation de l'ampleur des déplacements forcés et plusieurs changements dans les schémas de migration mixtes. La détérioration de la situation sécuritaire a notamment entraîné une multiplication par vingt du nombre de déplacés internes dans le Sahel central (Burkina Faso, Niger, Mali) entre 2018 et 2020. Les routes migratoires privilégiées se sont déplacées vers la route de l'Atlantique depuis la fin de 2019. Au départ des côtes ouest-africaines, plus de 23 000 réfugiés et migrants sont arrivés sur les côtes des îles Canaries en 2020, contre environ 2 700 en 2019. Même si elle est de plus en plus utilisée, la route de l'Atlantique est la route maritime irrégulière la plus dangereuse vers l'Europe, avec environ un décès enregistré pour 20 arrivées.

Les programmes financés par le FFU ont protégé et/ou assisté 5 030 personnes en déplacement en 2020 (indicateur 3.2), soit plus du double du nombre de bénéficiaires soutenus en 2019 (2 246). La plupart des bénéficiaires en 2020 (82%) étaient des migrants en transit, 8% étaient des réfugiés et des demandeurs d'asile.²

Alors que les personnes en déplacement sont confrontées à des risques importants au cours de leur parcours migratoire, 1 224 195 migrants et migrants potentiels ont bénéficié de campagnes d'information sur la migration en 2020 (indicateur 3.3), ce qui représente une augmentation de 20% par rapport au nombre atteint en 2019. La plupart de ces activités de sensibilisation se sont concentrées sur les risques de la migration irrégulière (90%), et ont été menées par le biais de campagnes en face à face (90%) et par médias interposés (10%).³

Au-delà des risques encourus le long des routes migratoires, les migrants sont également confrontés à des défis lorsqu'ils retournent dans leur pays d'origine. Les programmes financés par le FFU ont fourni une aide à la réintégration à 31 320 personnes en 2020 (indicateur 3.5 bis), soit 45% de l'ensemble des bénéficiaires aidés depuis le lancement du FFU.

Objectif stratégique 4 : Amélioration de la gouvernance et de la prévention des conflits

En 2020, les conflits dans la région SLC se sont intensifiés et ont menacé de s'étendre aux pays côtiers. Dans la région du Liptako-Gourma, la violence des groupes armés non étatiques et des armées nationales a augmenté, causant la mort de 6 252 personnes dans 2 137 actes de violence armée au Burkina Faso, au Mali et au Niger (soit une augmentation de 30% par rapport aux 4 823 décès de 2019). Dans la région du Lac Tchad, les groupes armés non étatiques ont organisé un nombre croissant d'enlèvements vers la fin de l'année et semblent avoir étendu leurs opérations au nord-ouest du Nigéria, grâce à une collaboration intensifiée avec les bandits et les réseaux criminels organisés.

Les programmes financés par le FFU soutiennent la réponse des États en matière de sécurité par la fourniture de formations, d'équipements, la remise en état des infrastructures et le soutien à la

¹ Les résultats pour les indicateurs 3.2 et 3.7 n'incluent pas les données de l'OIM, à l'exception de 99 (IC EU-OIM Burkina Faso) et 219 (IC EU-OIM Mauritanie) pour 3.2 et 25 (IC EU-OIM Burkina Faso), 52 (IC EU-OIM Cameroun), 220 (IC EU-OIM Guinée Conakry), 147 (IC EU-OIM Sénégal) pour 3,7, tous au 1er trimestre 2019.

² Pour 11%, le profil des bénéficiaires était ' non spécifié '.

³ Les autres catégories sont: non précisées (7%) et autres (3%).

coordination. En 2020, 2 351 forces de sécurité nationales et locales ont été formées dans la région, soit une augmentation de 38% par rapport au montant atteint fin 2019 (indicateur 4.2, 8 522 membres des forces de sécurité ont été formés depuis le début des activités).

Les programmes financés par le FFU contribuent à la formation de représentants des communautés et de la société civile ainsi qu'à la reconstruction des mécanismes de paix endogènes au niveau communautaire. En 2020, 65% (soit 7 014 personnes) des 10 796 personnes formées à la paix et à la gouvernance étaient des représentants de la communauté et de la société civile (indicateur 4.2).

Dans les pays du SLC, la présence et la gouvernance de l'État ont été affectées par l'insécurité, le déplacement et les conflits. Le FFU finance 16 programmes du SLC qui ont contribué, en 2020, à l'adoption de 339 politiques et lois (indicateur 4.6). 66% des politiques ont été adoptées au niveau local (223 politiques) et visaient à soutenir les institutions et les autorités locales dans la réduction des conflits et le développement de la fourniture de services.

Réponse à la COVID-19

Au 31 décembre 2020, 261 401 cas de COVID-19 et 3 733 décès avaient été enregistrés dans les pays de la SLC. La plupart des pays ont pu assouplir les mesures de restriction au cours de l'été, mais les soupçons d'une deuxième vague de contamination plus virulente en Afrique à l'automne ont conduit certains gouvernements à rétablir des mesures plus strictes de distanciation physique et de couvre-feu tout en visant à minimiser l'impact économique sur la population.

Le FFU a adapté sa réponse dans la région SLC en réorientant une partie de son financement et en allouant de nouvelles ressources aux activités liées à la COVID-19, pour un montant de 99,8 millions d'euros. Dans la région SLC en 2020, 744 408 personnes ont bénéficié d'activités de réponse d'urgence liées à la COVID-19, telles que le traitement ou l'équipement médical, l'aide alimentaire et les formations (indicateur 6.2). 1 057 MPME, centres de santé et de formation et institutions gouvernementales ont reçu une formation au renforcement des capacités et à la communication des risques, ainsi que du matériel médical (indicateur 6.3). Enfin, 676 entreprises ont bénéficié d'un soutien financier d'urgence ou accéléré dans le contexte de la pandémie (indicateur 1.2) et, dans l'ensemble de la région, plus de 133 millions de bénéficiaires ont profité de campagnes de sensibilisation à la pandémie (indicateur 2.7).

Indicateurs transversaux

En 2020, les projets du FFU ont soutenu la création de 847 nouveaux groupes multipartites et mécanismes d'apprentissage (indicateur 5.1), de 2 327 outils de planification, de suivi et/ou d'apprentissage (indicateur 5.2) et ont mené 143 études sur le terrain, enquêtes et autres types de recherche (indicateur 5.3). 20 initiatives de coopération régionale ont été créées, lancées ou soutenues (indicateur 5.4).

2. INTRODUCTION

2.1. CONTEXTE

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique (FFU pour l'Afrique ou FFU) a été lancé en novembre 2015. Il est composé de trois « fenêtres » ou volets géographiques : « Afrique du Nord » (NoA), « Corne de l'Afrique » (HoA) et « Sahel et lac Tchad » (SLC), cette dernière comprenant officiellement 12 pays : le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Tchad. Les pays voisins sont également éligibles à participer à certains programmes régionaux. Le présent rapport comprend des résultats de programmes mis en œuvre dans 15 pays : les 12 pays susmentionnés ainsi que le Bénin, la Guinée-Bissau et le Togo.¹

Ceci est le septième rapport et le troisième rapport annuel préparé par le Système de suivi et de capitalisation (MLS) pour la fenêtre SLC, couvrant tous les résultats obtenus grâce au financement du FFU dans la région depuis le début des activités jusqu'à la fin de décembre 2020, avec un accent particulier sur les résultats générés en 2020 et au deuxième semestre (S2) de 2020. Les rapports précédents peuvent être trouvés [ici](#).²

En réponse à la pandémie de COVID-19, l'Union européenne (UE) a décidé de réorienter des fonds du portefeuille SLC, et certains partenaires de mise en œuvre (PMO) ont choisi d'apporter des ajustements à leurs activités. Trois nouveaux indicateurs spécifiques à la COVID-19 ont été ajoutés aux indicateurs communs du FFU afin d'inclure les résultats générés par ces initiatives dans les rapports du MLS.

2.2. LE FFU SLC EN 2020

En mai 2021, le FFU avait engagé (c'est-à-dire alloué des fonds à la suite de décisions des comités opérationnels du FFU) 4,92 milliards (mds) d'euros.³ La fenêtre SLC est la première en taille avec 2,21 milliards d'euros engagés sur 114 décisions, dont 98% (ou 2,11 milliards) ont été contractés à travers 357 projets dans la région. Sur ces 357 contrats signés, 193 sont opérationnels et présentent un intérêt pour le MLS.⁴ 42 d'entre eux, d'une valeur de 273 millions (M) d'euros sont achevés, 131 projets, d'une valeur de 1,51 M€, sont en phase de mise en œuvre et 20 projets (123 M€) sont en phase de démarrage. De plus, 124 des projets actuellement en phase de mise en œuvre ont des données à rapporter.⁵

Ce rapport présente des données de 166 projets, dont 42 projets achevés, pour un montant total contractuel de 1,75 milliards d'euros. À ce titre, il couvre 22 projets et 2,60 M€ de financement de plus que le rapport S1 2020.⁶ Le financement et la mise en œuvre continuent de suivre les quatre objectifs stratégiques du FFU et les priorités stratégiques fixées par le conseil stratégique du FFU et ratifiées en

¹ Les résultats atteints au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo sont tous atteints par des programmes régionaux et présentés dans la section 5.12 du présent rapport.

² https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_en

³ Bien que le présent rapport présente des données de résultat jusqu'au 31 décembre 2020, les données monétaires sont à jour à la date de la rédaction du présent rapport (mai 2021).

⁴ Les projets sont considérés comme opérationnels lorsqu'ils produisent des résultats pour les bénéficiaires. Les projets administratifs et les projets non opérationnels (tels que les projets contractés dans le cadre du *Research and Evidence Facility* et du *Technical and Cooperation Facility*, les études de faisabilité, les audits, etc.) ne sont pas inclus dans l'analyse.

⁵ Sept projets sont soit trop tôt dans leur phase de mise en œuvre pour être en mesure de rapporter des données, soit leurs activités n'ont pas encore généré de résultats pertinents pour les indicateurs du FFU.

⁶ L'augmentation est de 260 millions d'euros du budget dont 225 millions d'euros pour les 22 projets nouvellement inclus ainsi que 35 millions d'euros de compléments et/ou modifications budgétaires pour des projets déjà inclus.

septembre 2019, à savoir i) les retours et la réintégration; ii) la gestion des réfugiés; iii) l'achèvement des progrès en matière de sécurisation des documents et du registre civil; iv) les mesures de lutte contre la traite des êtres humains; v) les efforts essentiels de stabilisation; et vi) le dialogue sur les migrations.¹

¹ Les quatre objectifs stratégiques (OS) du FFU sont les suivants: OS1 'Accroître les opportunités économiques et les perspectives d'emploi'; OS2 'Renforcer la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés, et en particulier pour les plus vulnérables, y compris les réfugiés et autres personnes déplacées', OS3 'Améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination' et OS4 'Amélioration de la gouvernance, de la prévention des conflits et la réduction des déplacements forcés et des migrations irrégulières'.

3. MÉTHODOLOGIE

3.1. MÉTHODOLOGIE DU MLS

Le MLS utilise les données produites par les systèmes internes de suivi et d'évaluation (S&E) des projets pour informer 38 indicateurs communs de résultats du FFU. Ces indicateurs sont communs aux trois fenêtres du FFU. Avec chaque partenaire de mise en œuvre (PMO), l'équipe du MLS sélectionne les indicateurs communs de résultats pertinents pour chaque projet, et crée le fichier de collecte de données correspondant. Compte tenu de la complexité et de la diversité du portefeuille du FFU, des différentes limites et capacités de chacun des PMO et systèmes de S&E, et des niveaux de progression variables pour chaque projet, le MLS a essayé d'offrir autant de souplesse que possible en ce qui concerne la quantité, la désagrégation et le format des données collectées auprès des PMO.

Le MLS agrège ensuite les données collectées en utilisant une méthodologie standardisée (et les désagrège à nouveau selon diverses lignes d'analyse pour écrire les rapports). Cette approche permet au MLS d'aider les PMO à mettre en lien leurs propres activités et résultats, avec la liste des indicateurs du FFU et d'avoir accès à un niveau de désagrégation plus précis (par sexe, type de bénéficiaire, lieu, etc.). Cela donne également au MLS une grande souplesse pour modifier la manière dont les données sont analysées ou présentées selon les besoins.

Sur la base des informations reçues, l'équipe MLS établit des cartographies des indicateurs de résultats pour chaque projet, collecte les données pertinentes de chaque PMO, vérifie la qualité des données et les saisit dans la base de données pour agrégation, contrôle de qualité et analyses supplémentaires.

3.1.1. CHANGEMENTS MÉTHODOLOGIQUES

Au cours du premier semestre 2020, à l'issue d'un processus de consultation avec les partenaires de mise en œuvre, les délégations de l'UE et le siège de l'UE, le FFU a révisé ses indicateurs de production communs et leurs méthodologies respectives afin de mieux saisir les résultats du portefeuille, d'assurer la cohérence méthodologique et la cohérence entre les partenaires et les régions de mise en œuvre en minimisant la marge d'interprétation et d'améliorer l'alignement avec les indicateurs de développement de la Direction Générale (DG) INTPA.¹ Les spécialistes thématiques pertinents de la DG INTPA ont été consultés pour tous les objectifs stratégiques et pour les trois fenêtres dans le cadre de ce processus. Les révisions qui en résultent ont été formalisées au moyen d'un ensemble de notes méthodologiques, dont une version simplifiée se trouve dans les annexes du rapport S1 2020.

À la suite de ce processus de révision, certains des indicateurs originaux du FFU ont été éliminés, modifiés, clarifiés ou élargis, et un petit nombre de nouveaux indicateurs ont été créés, de sorte qu'il y a maintenant 38 (au lieu de 41) indicateurs de production communs. Dans certains cas, d'autres catégories de désagrégation sont maintenant demandées pour augmenter la granularité des données déclarées. En outre, trois nouveaux indicateurs ont été ajoutés pour capter les extrants générés par les activités du projet liées à la pandémie COVID-19. Le tableau ci-dessous résume ces changements (à l'exclusion des nouvelles catégories de désagrégation).

Tableau 2: Résumé des modifications méthodologiques apportées aux indicateurs communs de résultats du FFU²

Indicateur FFU	Changements méthodologiques

¹ Direction générale des partenariats internationaux, anciennement DG DEVCO.

² Les indicateurs non indiqués dans ce tableau n'ont pas changé.

1.1 Nombre d'emplois créés ou soutenus par le biais de projets financés par le FFU	Les données précédemment cartographiées sous l'indicateur 1.5 du FFU ont dans la plupart des cas été déplacées pour être comptées sous cet indicateur.
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP et/ou de développement des compétences	Les formateurs d'EFTP sont maintenant comptés sous cet indicateur, dans une catégorie de désagrégation distincte.
1.5 (ANCIEN) Placements facilités	Cet indicateur a été supprimé.
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits, agrandis ou améliorés	Cet indicateur inclut maintenant les centres d'EFTP.
1.7 (ANCIEN) Volume financier des nouveaux instruments de financement pour des bourses ou une activité indépendante	Cet indicateur a été supprimé.
1.7 (ANCIEN) Volume financier accordé à des destinataires individuels	Cet indicateur a été supprimé.
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	Les routes et les pistes d'atterrissement sont maintenant comptées sous cet indicateur.
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	Tous les membres de la famille du bénéficiaire direct sont désormais comptés sous cet indicateur, à l'exception des formations (dans ces cas, seule la personne formée est comptée).
2.7 Nombre de personnes atteintes par des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux.	Les campagnes médiatiques (y compris la radio, la télévision, les médias sociaux, les panneaux d'affichage et les dépliants) sont désormais comptabilisées sous cet indicateur, tant que la portée de la campagne peut être estimée avec une précision suffisante. Les bénéficiaires des campagnes de nutrition sont désormais comptés sous cet indicateur.
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	Cet indicateur ne compte plus que l'aide immédiate à l'arrivée.
3.5 bis (NOUVEAU) Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	Cet indicateur a été créé pour prendre en compte l'aide à la réintégration à long terme, qui n'est plus comptée sous l'indicateur 3.5.
3.8 (NOUVEAU) Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR bénéficiant d'aide à l'évacuation et à la réinstallation ou d'autres solutions durables pour les personnes évacuées	Cet indicateur a été créé pour compter les bénéficiaires des activités d'évacuation et de réinstallation. Il remplace l'ancien indicateur 3.8 du FFU pour les réfugiés et les personnes déplacées de force bénéficiant d'une assistance juridique pour soutenir leur réintégration. Les données précédemment communiquées sous l'ancien indicateur 3.8 du FFU sont maintenant comptées sous l'indicateur 3.2 du FFU, le cas échéant.
3.9 (ANCIEN) Systèmes d'alerte précoce sur les flux migratoires créés	Cet indicateur a été supprimé.
4.1 (NOUVEAU) Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	Cet indicateur a été créé pour saisir la construction d'infrastructures qui soutiennent les acteurs de la gouvernance, y compris les édifices gouvernementaux, les mairies, les bureaux administratifs, les infrastructures de sécurité et les infrastructures de justice. Il remplace l'ancien indicateur 4.1 du FFU qui ne faisait référence qu'aux postes frontaliers.
4.1 bis (NOUVEAU) Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	Cet indicateur a été créé pour capturer tout équipement fourni aux acteurs de la gouvernance.
4.2 bis (ANCIEN) Renforcement des capacités des institutions en matière de sécurité, de gestion des frontières, etc.	Cet indicateur a été supprimé.
4.4 (ANCIEN) Nombre de victimes de la traite assistées	Cet indicateur a été supprimé. Les données précédemment rapportées dans le cadre de cet indicateur sont maintenant comptées sous l'indicateur 3.2 du FFU, le cas échéant.

4.5 (ANCIEN) Initiatives transfrontalières créées ou soutenues	Cet indicateur a été supprimé. Les données précédemment rapportées dans le cadre de cet indicateur sont maintenant comptées sous l'indicateur 5.4 du FFU, le cas échéant.
4.7 (ANCIEN) Réfugiés qui bénéficient d'une politique de l'extérieur du camp	Cet indicateur a été supprimé.
4.8 (ANCIEN) Réseaux et dialogues	Cet indicateur a été supprimé.
5.4 (NOUVEAU) Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	Cet indicateur a été créé pour saisir les initiatives de coopération régionale créées ou soutenues par le financement du FFU. Dans la plupart des cas, les données cartographiées sous l'indicateur 4.5 du FFU ont été déplacées pour être comptées sous cet indicateur.
6.1 (NOUVEAU) Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies et/ou distribuées	Cet indicateur a été créé pour saisir les fournitures liées à la pandémie (comme l'EPI et l'équipement hospitalier) fournies et/ou distribuées aux collectivités, aux établissements de santé et aux institutions gouvernementales.
6.2 (NOUVEAU) Nombre de personnes bénéficiant directement des activités d'intervention d'urgence liées au COVID-19	Cet indicateur a été créé pour capturer les bénéficiaires directs des activités d'intervention liées au COVID-19 telles que les bénéficiaires des distributions d'EPI, les transferts monétaires et les traitements médicaux ou de soutien.
6.3 (NOUVEAU) Nombre d'entités bénéficiant des activités d'intervention d'urgence liées au COVID-19	Cet indicateur a été créé pour capturer les entités bénéficiant d'activités d'intervention liées au COVID-19, telles que les hôpitaux, les écoles, les institutions gouvernementales et les PME.

L'équipe du MLS a cherché à réaliser ces changements avec un minimum d'inconvénients pour les partenaires de mise en œuvre, en s'appuyant autant que possible sur les documents du projet et l'automatisation pour procéder à ces changements. Cela a été possible parce que la méthodologie MLS produit des données suffisamment granulaires et désagrégées pour que la plupart des travaux impliqués soient mis en œuvre par l'équipe MLS plutôt que par les PMO. Néanmoins, le processus a également été très consultatif, et les PMO ont été informés en détail de l'impact de tout changement sur leurs données.

Pour les changements qui nécessitaient de nouvelles données ou des précisions supplémentaires, l'équipe du MLS a communiqué avec tous les PMO concernés, qui ont dans la plupart des cas été en mesure de fournir des données rétroactives pour les indicateurs communs de résultats nouvellement créés du FFU ainsi qu'une désagrégation supplémentaire pour les données existantes. Toutefois, il faut noter que, comme certains projets financés par le FFU sont soit sur le point d'être achevés, soit déjà achevés, l'application des modifications méthodologiques aux données historiques n'a pas toujours été possible. Ceci est particulièrement pertinent pour les catégories de désagrégation supplémentaires (qui ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus). Il convient également de souligner qu'à la suite de ce processus, les données incluses dans les rapports S1 et S2 2020, ainsi que dans les rapports futurs ne seront pas entièrement comparables aux rapports précédents. Cependant, toutes les données historiques ont été adaptées aux nouvelles notes méthodologiques des rapports S1 2020 et annuel 2020 dans la mesure du possible. Dans certains cas, des données qui n'ont pas pu être modifiées ou adaptées ont été retirées pour assurer la comparabilité.

3.1.2. ANALYSE DES RÉSULTATS AU NIVEAU *OUTCOME*

Outre le suivi des résultats, le MLS du FFU a inclus pour la première fois dans le présent rapport une analyse des résultats au niveau *outcome* de certains projets. Étant donné qu'il n'existe pas d'indicateurs de résultats au niveau *outcome* communs (ni de les données de lignes de base et systèmes de S&E communs) pour les projets du FFU, il n'est pas possible de recueillir des données d'*outcome* à l'échelle du portefeuille du FFU, car les projets ne peuvent pas rendre compte d'indicateurs de résultats pour lesquels des données de lignes de base n'ont pas encore été collectées. Comme solution initiale, le

MLS a mis au point une méthode pour agréger le nombre de personnes ayant connu des résultats et des impacts améliorés par domaine thématique (p. ex. pauvreté, résilience) dans l'ensemble des projets. Cette approche a été mise à l'essai dans le cadre de 35 projets à l'aide de données recueillies jusqu'en décembre 2019. Toutefois, les résultats agrégés dépendaient fortement des choix méthodologiques des partenaires et l'agrégation du « nombre de personnes » signifiait que l'intensité du changement ne pouvait pas être saisie. En raison de ces problèmes, il a été convenu qu'au lieu d'une agrégation quantitative des indicateurs de résultats entre les projets, le MLS se concentrerait sur les données sur les résultats niveau *outcome* de projets spécifiques dès qu'elles seraient disponibles pour fournir une image indicative des changements auxquels le FFU contribue sur le terrain. Cette approche prendra la forme d'études de cas et d'analyses de résultats spécifiques au programme dans les rapports semestriels du MLS. Ces analyses sont incluses pour la première fois dans différentes sections du présent rapport sous la forme d'encadrés d'analyse des résultats pour les projets pertinents. Pour plus d'informations sur la composante de résultat, la MLS a produit une note qui peut être consultée [ici](#).¹

3.2. DÉFIS ET LIMITES DU RAPPORT ANNUEL 2020

Au cours de la mise en œuvre des changements méthodologiques, certains projets n'ont pas été en mesure de fournir de désagrégation supplémentaire. Dans ces cas, les données ont été incluses dans la catégorie « non spécifiée » dans les analyses du MLS. D'autres manquaient de données pour les indicateurs nouvellement créés. Parmi les cas importants, on peut citer :

- En raison des modifications méthodologiques apportées aux indicateurs de résultats communs expliqués ci-dessus, toutes les données de la GIZ précédemment recueillies n'ont pas pu être transférées au système modifié. Par conséquent, les données de la GIZ incluses dans ce rapport ne sont pas complètes et les chiffres peuvent différer des rapports précédents.
- Le projet AJUSEN Support Budgétaire (NE-06-01) au Niger n'a pas répondu à l'équipe MLS concernant les changements méthodologiques.
- Pour les projets terminés où les contacts au sein des PMO ne sont plus en poste, l'équipe du MLS a appliqué les changements méthodologiques dans la mesure permise par les documents de projet et les évaluations finales.

Les données pour S2 2020 ont été reçues de tous les projets pour lesquels elles étaient attendues, avec les exceptions suivantes :²

- En Guinée, INTEGRA Enabel (GN-01-02) n'a pas été en mesure de fournir des données à temps pour ce rapport, en raison de graves problèmes de santé affectant l'équipe.
- En Mauritanie, Promopêche OIT (MR-04-02) n'a pas fourni de données à temps pour le présent rapport. En outre, Nexus SRD *Appui Budgétaire* (MR-08-01) n'a pas fourni de données pour 2020, car les modalités de soutien ont été modifiées pour aider le gouvernement mauritanien à répondre à la pandémie de COVID-19 et aucun indicateur pertinent du FFU n'a été identifié pour suivre ce soutien principalement financier.
- Au Tchad, RESTE *Emploi Résilience* OXFAM (TD-01-01) n'a pu fournir les données que de deux des trois PMO formant le consortium.
- Au Mali, PAECSIS Enabel (ML-08-02) n'a pu fournir des données que pour le T3 2020, car aucun point focal de suivi et d'apprentissage n'était en place pour le T4 2020.

¹ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/default/files/eutf_mls_outcomes_vulgarisation.pdf

² Nous estimons que ces projets auraient contribué à moins de 3,5% des quelque 7 000 points de données recueillis pour S2 2021. Les données manquantes pour ce semestre seront comblées pour le prochain rapport, dans la mesure du possible.

- Au Niger, l'appui budgétaire Ajusen (NE-06-01) n'a pas fourni de données en 2020.
- Au Sénégal, aucun des projets PACERSEN (SN-05-01 et SN-05-02) n'a été en mesure de fournir des données car aucun agent de S&E n'était en place au moment de la collecte des données.
- Le projet régional *Refugees' Resilience Niger* (REG-06-04) n'a pas fourni de données à temps pour ce rapport.

4. VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE

4.1. BUDGET ET NOMBRE DE CONTRATS PAR STATUT

En avril 2021, le FFU pour l'Afrique avait engagé 4,92 milliards d'euros, dont 2,21 milliards d'euros sur 114 décisions dans la fenêtre SLC. Un total de 1,90 milliards d'euros a été contracté pour 193 projets opérationnels à ce jour.¹

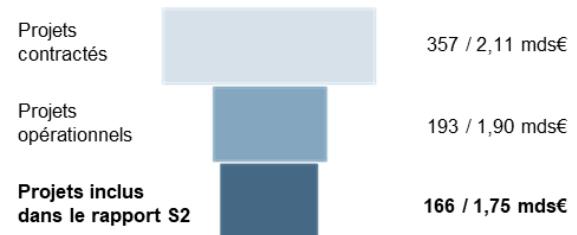
Les 193 projets opérationnels et contractés comprennent 20 projets en phase de démarrage, sept projets qui viennent de débuter leur phase de mise en œuvre, et n'ont aucune donnée à rapporter au MLS, 124 projets dans leur phase de mise en œuvre et avec des données à déclarer et 42 projets achevés.

Le présent rapport comprend des données sur 166 projets (d'un financement équivalent à 1,75 milliards d'euros), comprenant 42 projets achevés, ainsi que 124 projets en phase de mise en œuvre avec des données à rapporter. Depuis la publication du rapport précédent, les projets suivants ont été ajoutés à la base de données MLS et au présent rapport :

Tableau 3: Projets nouvellement ajoutés au MLS pour le rapport annuel/S2 2020, avril 2021²

Pays	Nom du programme	Code projet FFU	Nom du projet	PMO	Budget FFU
Tchad	Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA)	T05-FTUE-SAH-TD-07-03	DIZA – Appui transversal	HCR	1 000 000 €
Ghana	Renforcement de la sécurité frontalière au Ghana	T05-FTUE-SAH-GH-01-01	Sécurité frontalière Ghana	ICMPD	4 840 000 €
	Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana	T05-FTUE-SAH-GH-02-01	Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana (GrEEEn SNV)	SNV	9 840 000 €
		T05-FTUE-SAH-GH-02-01	Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana (GrEEEn UNCDF)	UNCDF	9 940 000 €
Guinée	Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée (RESIGUI)	T05-FTUE-SAH-GN-04-01	Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée (RESIGUI)	PAM	8 000 000 €
Mauritanie	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie	T05-FTUE-SAH-MR-08-03	Appui à la société civile et aux acteurs institutionnels dans le domaine de la protection des migrants et des droits humains en Mauritanie (Nexus SRD IOM)	OIM	1 500 000 €
Mali	Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao	T05-FTUE-SAH-ML-12-01	Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao (ADEL)	LuxDev	13 000 000 €
Niger	Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les	T05-TF-SAH-NE-12-03	Projet d'appui à la stabilité socioéconomique et à la paix dans la région d'Agadez (PASP)	Garkua	3 138 349 €

Figure 2: Projets et budget couverts par l'actuel rapport S2 2020 MLS, mai 2021



¹ Les 193 projets ne comprennent que des projets 'opérationnels' : 161 projets d'une valeur d'environ 400 millions d'euros et considérés comme 'non opérationnels' sont exclus de l'analyse globale. Il s'agit principalement d'évaluations et de vérifications, de services aériens, de cartes et de plans, de rapports, de communications et d'événements.

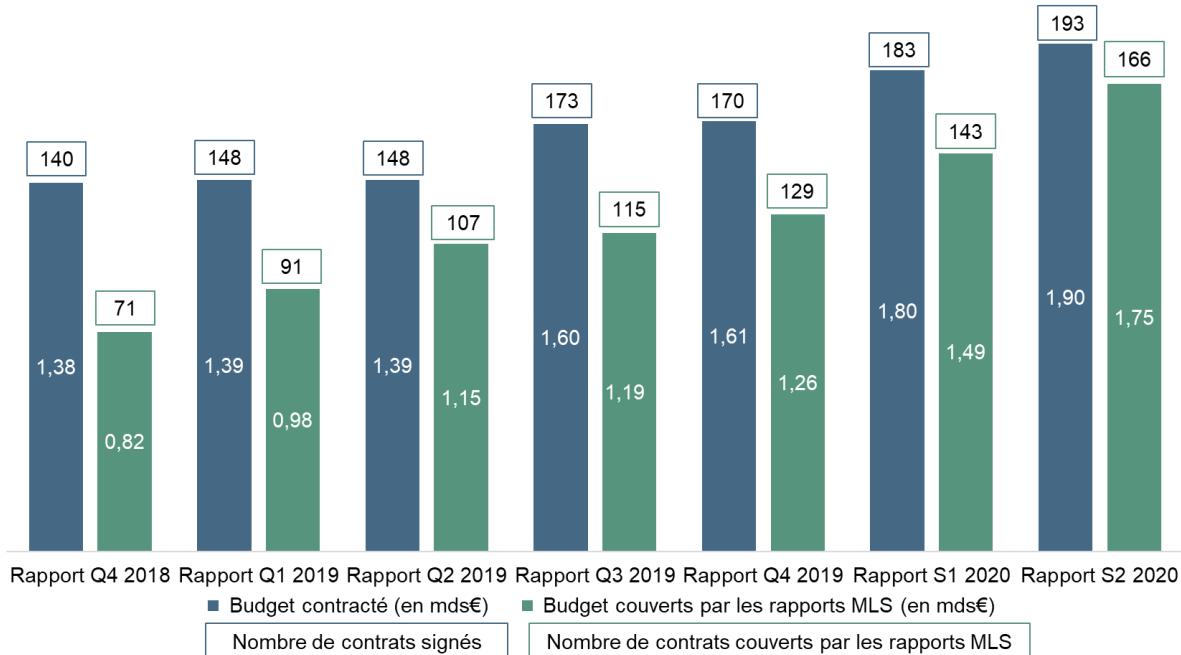
² Entre les rapports S1 et S2 2020, la MLS a reclasé un projet comme étant pertinent. Cela a affecté le nombre total de projets inclus dans le rapport, d'où l'écart apparent entre 143 projets inclus dans le rapport S1 2020 et 166 dans le rapport S2, avec 22 nouveaux projets ajoutés.

	zones de transit au Niger (Stabilisation Agadez)				
Sénégal	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, retour et réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise	T05-FTUE-SAH-SN-06-03	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Sénégal (Gouv. Migration)	AECID	9 500 000 €
	Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au secteur privé et à la création d'emplois au Sénégal	T05-FTUE-SAH-SN-09-01	Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au secteur privé et à la création d'emplois au Sénégal (PASPED)	AICS	14 303 200 €
	Partenariat opérationnel conjoint (POC) de lutte contre l'immigration irrégulière et le trafic de migrants et de la traite des êtres humains au Sénégal	T05-FTUE-SAH-SN-10-01	Partenariat opérationnel conjoint de lutte contre l'immigration irrégulière et le trafic de migrants et de la traite des êtres humains au Sénégal (POC)	CIVIPOL	9 000 000 €
Gambie	Construire un avenir - Make it in The Gambia	T05-FTUE-SAH-GM-03-03	Make it in The Gambia - Instituto Marquês de Valle Flôr (MIITG - IMVF)	IMVF	5 000 000 €
Régional	Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest (Protection Afrique de l'Ouest)	T05-FTUE-SAH-REG-13-01	Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest	CRE	10 000 000 €
		T05-FTUE-SAH-REG-13-02	Amélioration de la protection des enfants et jeunes migrant(e)s dans les principales routes migratoires de l'Afrique de l'Ouest	Save the Children	5 000 000 €
	Archipel : une initiative d'EFTP Afrique-Europe	T05-FTUE-SAH-15-01	Archipel : une initiative d'EFTP Afrique-Europe (ARCIPELAGO)	Séqua	15 000 000 €
	Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel (PDU)	T05-FTUE-SAH-18-02	Soutien au programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité du G5 Sahel, composante hydraulique et assainissement pour les zones Nord Tillabéri et Ouest Tahoua au Niger, dans le cadre du PROSEHA (PROSEHA)	LuxDev	8 000 000 €
		T05-FTUE-SAH-REG-18-04	Résilience et cohésion sociale des communautés transfrontalières du Liptako-Gourma (RECOLG)	Save the Children	17 640 000 €
		T05-FTUE-SAH-REG-18-06	Alliance pour la cohésion sociale et la résilience au Mali et en Mauritanie (ACOR)	HI	12 691 500 €
		T05-FTUE-SAH-REG-18-07	Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations vulnérables des régions transfrontalières du Burkina Faso et du Niger (REcosa)	HI	17 575 000 €
		T05-FTUE-SAH-REG-18-08	Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale dans les zones frontalières du Niger et du Tchad (REcosoc)	OXFAM	12 734 094 €
		T05-FTUE-SAH-18-09	Programme de résilience et de cohésion sociale au Sahel (PROGRESS)	ACH	27 000 000 €
	Programme d'Appui au G5 pour la Sécurité au Sahel (PAGS) Phase II	T05-FTUE-SAH-20-01	Programme d'Appui au G5 pour la Sécurité au Sahel (PAGS) Phase II – en consortium avec GIZ et FIAPP	CIVIPOL	9 998 500 €

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du nombre de projets opérationnels financés par le FFU ainsi que le nombre de projets inclus dans les rapports MLS, ainsi que les montants de financement

correspondants. Entre novembre 2020¹ et avril 2021, douze projets opérationnels ont été contractés, soit un financement équivalant à 63 millions d'euros. Au cours de cette période, les 22 projets énumérés ci-dessus ont été nouvellement inclus dans la base de données MLS. Cela représente une augmentation de 260 millions d'euros du financement couvert par le MLS du FFU.²

Figure 3: Évolution des projets et budgets couverts par la MLS en SLC, avril 2021³



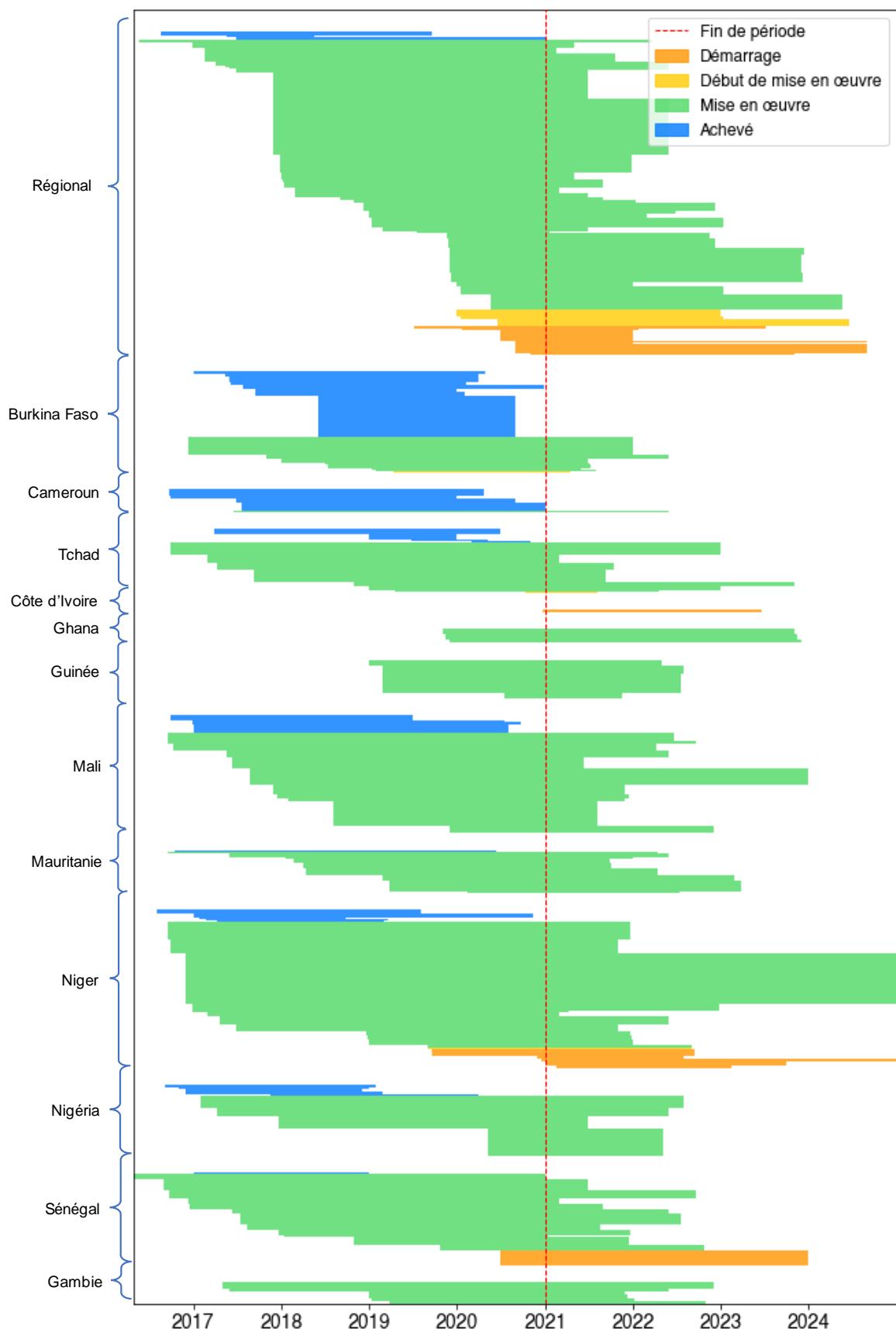
Le graphique ci-dessous présente 193 projets opérationnels contractés selon le budget (hauteur de la barre), la durée du contrat et l'état d'avancement. Le graphique utilise des noms de programme abrégés par souci de clarté. Les budgets se réfèrent uniquement la contribution du FFU. La longueur des barres représente la durée de vie du projet et la hauteur/largeur le budget FFU par projet. La couleur des barres indique l'état d'avancement du projet. Les dates d'achèvement sont considérées comme celles en date d'avril 2021.

¹ Les données sur le portefeuille et le financement du rapport précédent, qui couvrait les données sur les entrants jusqu'au 31 juin 2020, étaient valides en novembre 2020.

² L'augmentation est de 260 millions d'euros du budget dont 225 millions d'euros pour les 22 projets nouvellement inclus ainsi que 35 millions d'euros de compléments et/ou modifications budgétaires pour des projets déjà inclus.

³ Veuillez noter qu'entre novembre 2020 et avril 2021, trois projets équivalant à 6 millions d'euros ont été requalifiés comme non 'opérationnels' et un projet (3,5 millions d'euros) a été requalifié comme pertinent. Cela explique la disparité entre les dix projets ajoutés dans le graphique mais les 12 projets se sont contractés depuis novembre 2020. De plus, plusieurs projets opérationnels ont reçu des suppléments ou des modifications budgétaires au cours de cette période.

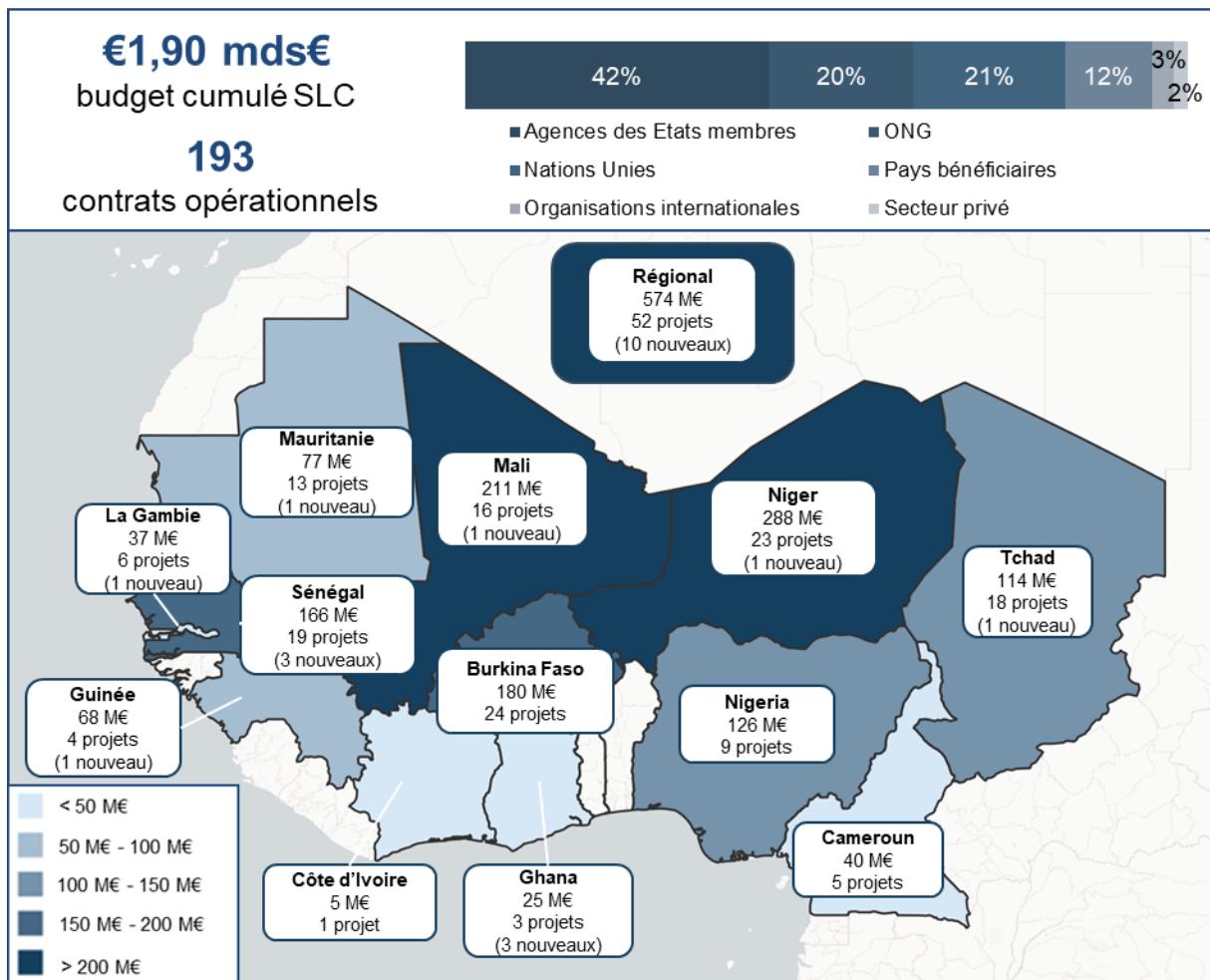
Figure 4: Projets opérationnels contractés du FFU SLC, par budget et état d'avancement de la mise en œuvre, avril 2021



4.2. RÉPARTITION DU BUDGET PAR PAYS, PMO ET OBJECTIF STRATÉGIQUE

En avril 2021, les projets régionaux représentaient collectivement la part la plus importante de financement du FFU en matière de budget. Au total, 573,8 millions d'euros (soit 30% du total) ont été engagés dans 52 projets au niveau régional. Au niveau des pays, le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont les portefeuilles les plus importants, avec des budgets respectifs de 281,4 millions d'euros (15%), 210,8 millions euros (11%) et 180,0 millions d'euros (9%).

Figure 5: Répartition du budget par pays et partenaire de mise en œuvre, avril 2021^{1,2}



Le budget du FFU SLC pour les projets opérationnels est en grande partie géré par des agences des États membres (805 millions d'euros), ainsi que par des agences, fonds et programmes des Nations Unies (403 millions d'euros). Les projets gérés par des organisations non gouvernementales (ONG) représentent 20% du budget total, soit 373 millions d'euros. Les gouvernements des pays bénéficiaires reçoivent directement 11% (soit 216 millions d'euros) du budget, principalement sous la forme d'appui budgétaire, suivis par les organisations internationales et le secteur privé dans une moindre mesure, avec respectivement 3% et 2% du budget.³

¹ La carte montre la répartition du budget SLC combiné (1,90 mds€) pour les 193 projets opérationnels par pays.

² 'Nouveau' fait référence aux projets nouvellement ajoutés à la MLS pour le rapport annuel 2020.

³ Pour de nombreux contrats, une partie des budgets est sous-traitée par les PMO (y compris les agences des États membres et les agences, fonds et programmes des Nations Unies) à des ONG et des organisations de la société civile (OSC).

En ce qui concerne les objectifs stratégiques, les activités de sécurité et de gouvernance (OS4) reçoivent la plus grande part du budget avec 30% (577 M€). L'OS4 est la principale priorité au Burkina Faso, où il représente 68% du budget. En chiffres absolus, le Burkina Faso, le Niger, le Nigéria et le Mali reçoivent le montant le plus important de financement pour l'OS4, avec respectivement 122 M€, 120 M€, 71 M€ et 66 M€ dédiés à ces activités. Les programmes régionaux axés sur l'OS4 représentent 113 M€.

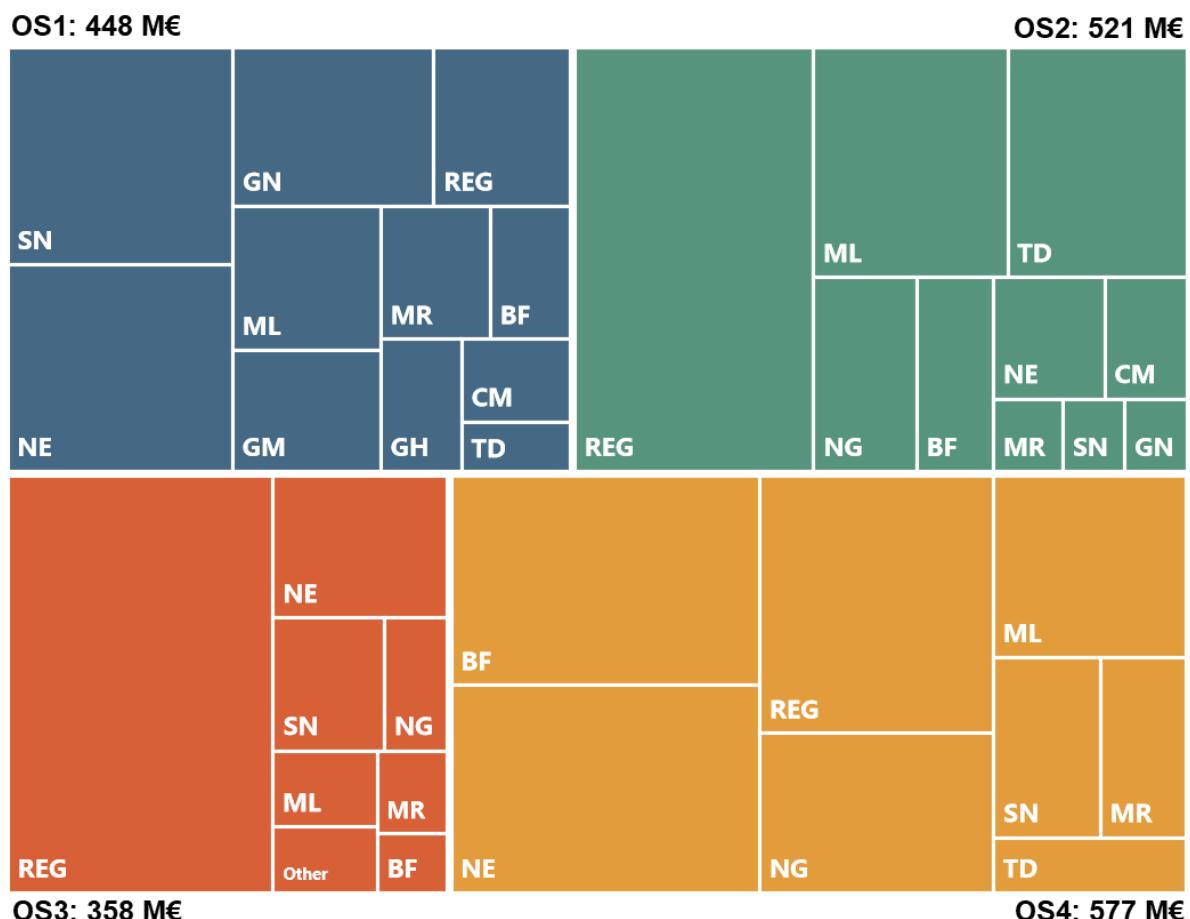
Les activités de renforcement de la résilience (OS2) représentent 27% des fonds du FFU dans le volet SLC (521 M€) et sont particulièrement importantes au Mali, au Tchad et au Nigéria. En chiffres absolus, les projets régionaux dédiés au OS2 représentent 205 M€, au Mali 90 M€, suivi du Tchad (83 M€) et du Nigéria (40 M€).

24% (448 M€) du budget sont consacrés aux activités liées aux opportunités économiques et d'emploi (OS1). Ces types d'activités sont particulièrement importants dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest tels que la Gambie (90% du total pour ce pays), la Guinée (88%), le Ghana (80%), et le Sénégal (56%). En chiffres absolus, les pays disposant du montant de financement le plus important consacré à l'OS1 sont le Sénégal, avec 92 millions d'euros, et le Niger, avec 87 millions d'euros (31% du budget total du pays).

La gestion des migrations (OS3) représente 19% supplémentaires (358 M€) du financement total du FFU au titre des statistiques sur les coûts simplifiés. L'OS3 est financé principalement à travers des programmes régionaux, qui représentent 210 millions d'euros. Les programmes nationaux de pays consacrés à l'OS3 sont principalement répandus au Niger (53,5 M€) et au Sénégal (28 M€).

Les 0,5% restants (5 M€) du budget contracté par le FFU SLC financent des activités transversales.

Figure 6: Répartition du budget par objectif stratégique, avril 2021¹



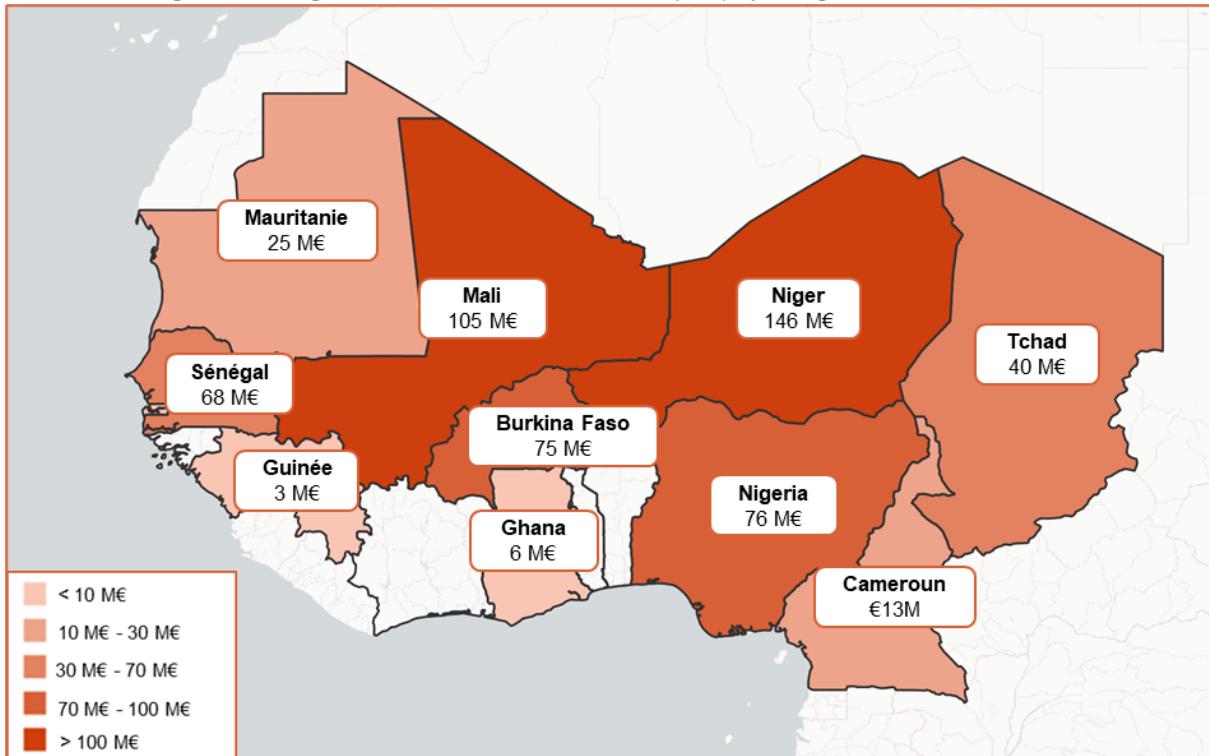
Bien que chaque programme soit principalement axé sur l'un des quatre objectifs stratégiques du FFU, une analyse plus approfondie au niveau des activités permet d'estimer le budget alloué à des sujets spécifiques liés à la migration et au déplacement dans le portefeuille du FFU. Le MLS qualifie ces activités d'« objectif stratégique 3 élargi » ou de « OS3 étendu ». Le concept trouve son origine dans l'exercice du MLS *Learning Lessons from the EUTF*, pour lequel le MLS a mené une analyse de portefeuille des activités financées par le FFU directement liées à la migration, à la mobilité et aux déplacements forcés. Le terme inclut toutes les activités « traditionnellement » couvertes par l'OS3 ainsi que certaines activités de l'OS4 (par exemple, la prévention des conflits et la consolidation de la paix), de l'OS1 (moyens de subsistance) et de l'OS2 (résilience), chaque fois que de telles interventions bénéficient directement aux communautés touchées par le déplacement, y compris les réfugiés, les demandeurs d'asile, les déplacés internes, les migrants et les communautés d'accueil et de transit.

Dans la région SLC, le budget total pour l'OS3 étendu est estimé à 829 millions d'euros. Le Nigéria représente la plus importante part du budget OS3 étendu par rapport au budget global du pays, avec 60%, suivi du Niger (52%) et du Mali (50%). Le budget OS3 étendu est également répandu au niveau régional et représente 46% du budget global des projets régionaux.²

¹ Part du budget pour les projets contractés et pertinents pour le MLS. Le total affiché dans le visuel ne reflète pas le budget alloué aux activités transversales, qui représentent 5 millions d'euros.

² Pour une analyse plus détaillée du budget élargi du OS3 dans l'ensemble du FFU, veuillez vous référer au rapport *Lessons Learned from the EUTF*, accessible [ici](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/default/files/learning_lessons_from_the_eutf_final_0.pdf): https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/default/files/learning_lessons_from_the_eutf_final_0.pdf

Figure 7: Budget alloué à l' « OS3 étendu », par pays, région SLC, avril 2021¹



4.3. BUDGET ALLOUÉ À LA RÉPONSE À LA COVID-19

Pour faire face à la pandémie de COVID-19, l'UE a réorienté certains financements du portefeuille du FFU SLC, et plusieurs PMO ont procédé à des ajustements de leurs activités. Dans le cadre du processus de collecte de données S1 et S2 2020, l'équipe MLS a demandé aux PMO de fournir des informations sur toute réorientation de leurs activités pour la réponse à la COVID-19 et à l'UE de recueillir des informations sur la réaffectation des fonds.

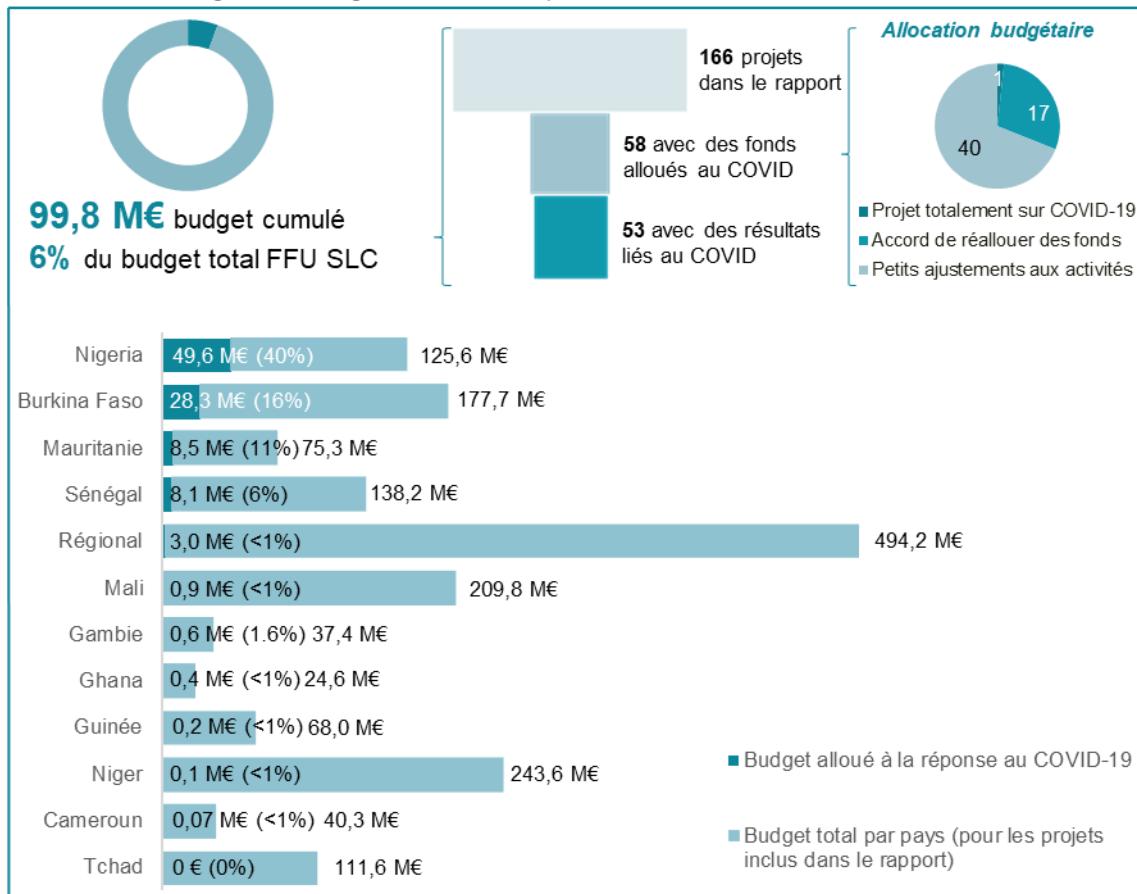
En mai 2021, 99,8 M€ ont été alloués à la réponse à la COVID-19 et mis en œuvre par 58 projets. Cela représente 6% du budget total du FFU dans la fenêtre SLC. Dans la plupart des cas (69%), les projets ont procédé à de petits ajustements des activités, tandis que 29% impliquaient des accords entre l'UE et les IP visant à réaffecter des fonds. Un seul projet, le *One UN Response Plan* au Nigéria (49,5 M€), est entièrement consacré à la réponse à la COVID-19.

Par conséquent, 50% du budget alloué à la réponse à la COVID-19 dans la SLC est mis en œuvre au Nigéria et le budget de 49,6 millions d'euros alloué à la réponse à la COVID-19 dans le pays y représente 40% du budget FFU.² Les autres principaux pays bénéficiaires sont le Burkina Faso (28,3 millions d'euros – 16%), la Mauritanie (8,5 millions d'euros – 11%) et le Sénégal (8,1 millions d'euros – 6%). Dans les autres pays, 1 M€ ou moins a été alloué à la COVID, ce qui représente environ 1 à 2% du budget national du FFU.

¹ Comme les projets en Côte d'Ivoire n'étaient pas contractés au moment de l'exercice d'apprentissage MLS (fin 2020), ils n'ont pas été inclus dans l'examen du budget OS3 étendu.

² Veuillez noter que le budget de 49,6 millions d'euros alloué à la réponse à la COVID-19 au Nigéria comprend 49,5 millions d'euros pour le projet 'One UN Response Plan', ainsi qu'un montant supplémentaire de 1 millions d'euros alloué par d'autres projets dans le pays pour répondre à la pandémie.

Figure 8: Budget alloué à la réponse à la COVID-19, SLC, mai 2021¹



¹ Les 58 projets pour lesquels des fonds ont été alloués à la réponse à la COVID-19 et les 53 projets pour lesquels des résultats de réponse à la COVID-19 ont été rapportés ne sont pas nécessairement les mêmes projets. Il existe quatre projets qui rapportent des résultats liés à la réponse à la COVID-19, mais qui n'ont pas réorienté de fonds pour cela : Yellitaare (SN-01-01), RESILIENT (CM-01-01), Promopêche GIZ (MR-04-01), Pôles Ruraux (NE-03-01), PAGS II (REG-20-01) et DES PPI (SN-04-05). En outre, certains projets pour lesquels des fonds ont été alloués à la riposte à la COVID-19 n'ont pas encore généré de résultats liés à la COVID-19 qui soient pertinents pour les indicateurs du FFU.

5. APERÇU DE LA SITUATION ET DES RÉSULTATS

5.1. LA RÉGION DU SAHEL ET DU LAC TCHAD EN 2020

En 2020, la situation dans la région du SLC a continué de se détériorer rapidement. Les déplacements massifs et les niveaux d'insécurité ont augmenté, ce qui a encore accru les besoins humanitaires. Les régions du Liptako-Gourma¹ et du bassin du lac Tchad sont restées les deux zones les plus touchées, tandis que la violence menaçait également les pays côtiers. Les mesures d'atténuation prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19 ont exacerbé les vulnérabilités des populations locales et gravement affecté les économies.

Le nombre d'événements violents dans la région du SLC a presque doublé en 2020 par rapport à l'année précédente, tandis que le nombre de décès a augmenté de plus d'un tiers. 6 670 événements violents et 16 616 décès ont été enregistrés dans les pays couverts par la fenêtre SLC du FFU, la grande majorité se produisant dans les régions du bassin du lac Tchad Liptako-Gourma.² Dans ce dernier cas, la violence s'est considérablement intensifiée avec une moyenne de 178 incidents d'insécurité par mois.³ Après plus d'une décennie d'insurrection dans le bassin du lac Tchad, en particulier dans les trois États du nord-est du Nigéria de Borno, Adamawa et Yobe (BAY), la région de l'Extrême-Nord au Cameroun, la région de Diffa au Niger et la région du Lac au Tchad, Boko Haram a étendu son territoire aux régions nigérianes voisines en 2020. Les groupes armés non-étatiques (GANE) dans le Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad alimentent et sont alimentés par des griefs locaux préexistants, y compris des tensions religieuses et ethniques, la concurrence pour l'accès aux ressources et la corruption politique.

La montée de la violence et de l'insécurité a continué de provoquer des déplacements massifs dans la région du SLC en 2020. La région du Liptako-Gourma a accueilli 1,5 million de déplacés internes en novembre 2020, soit vingt fois plus en deux ans.⁴ À la fin de l'année 2020, 2,9 millions de déplacés internes ont été enregistrés dans le bassin du lac Tchad, la plupart (2,1 millions) dans les États de BAY du Nigéria.⁵ Le nombre de réfugiés dans la zone SLC a atteint 1,3 million à la fin de l'année, et se trouvait principalement au Tchad (478 651, principalement de la République centrafricaine – RCA – et du Soudan), au Cameroun (436 397, également principalement de la RCA) et au Niger (233 131, principalement du Nigéria).⁶

Les déplacements massifs sont également alimentés par des régimes climatiques de plus en plus irréguliers. D'importantes inondations dans la région du Liptako-Gourma entre avril et septembre 2020, et de fortes pluies dans le bassin du lac Tchad ont touché 2,1 millions de personnes dans la région et détruit des maisons, des terres et du bétail.⁷ Cela a mis à rude épreuve la résilience de la population, qui est déjà touchée par une pauvreté endémique et de faibles niveaux de développement. Alors que la région SLC a été relativement épargnée par la pandémie de COVID-19 par rapport à d'autres régions du monde, les mesures de prévention mises en place par les gouvernements ont exacerbé la situation précaire des plus vulnérables et ont eu un impact grave sur les économies. Les divers degrés de confinement et de fermeture des frontières ont eu un fort impact sur l'économie de la région, qui a traversé sa première récession en 25 ans en 2020.⁸ Les mesures préventives ont

¹ Le Liptako-Gourma est la zone tri-frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

² ACLED, 'Tableau de bord du projet de localisation et d'événement des conflits armés', consulté en mars 2020. Accessible [ici](#).

³ Ibid.

⁴ Danish Refugee Council, 'Central Sahel is rapidly becoming one of the world's worst humanitarian crisis', novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ ONUHCR, 'Portail opérationnel – Situations de réfugiés', consulté en janvier 2021. Accessible [ici](#).

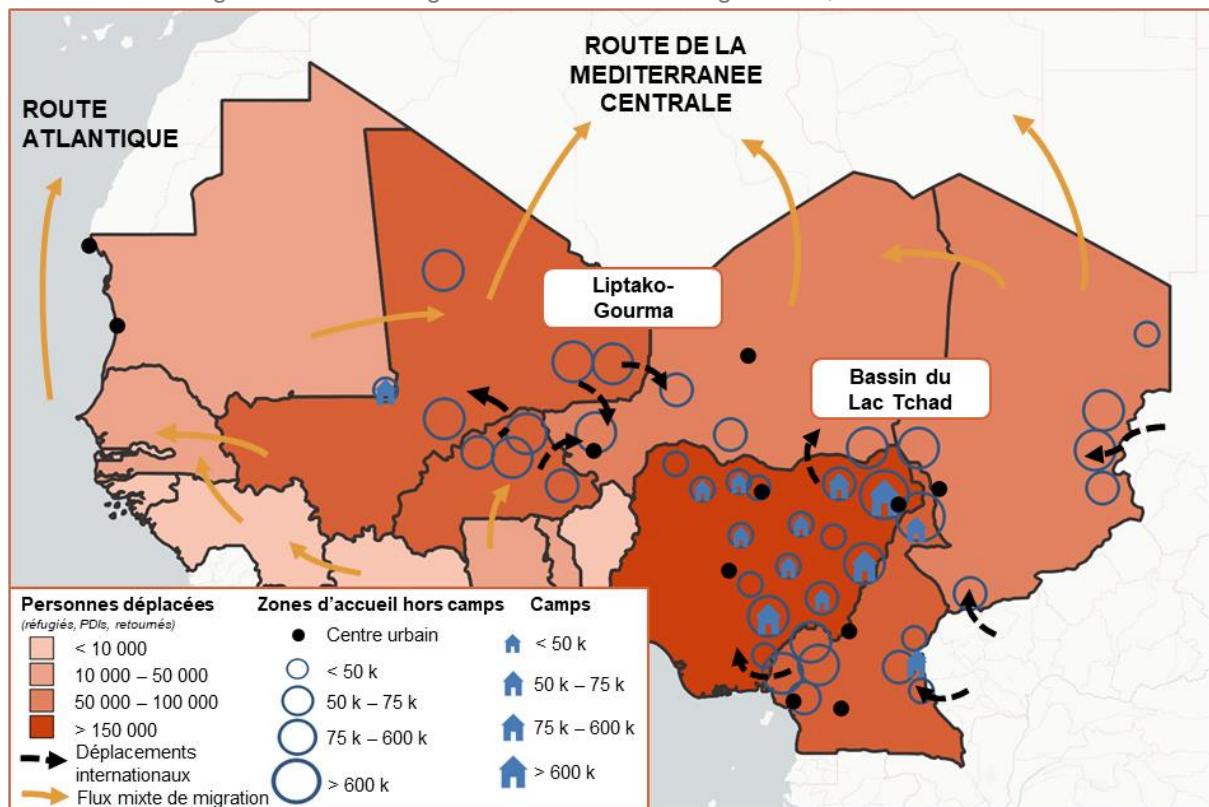
⁶ Ibid.

⁷ OCHA, 'Afrique de l'Ouest et du Centre – Aperçu de la situation des inondations (janvier-décembre 2020)', 18/12/2020. Accessible [ici](#).

⁸ Banque mondiale, 'La Banque mondiale confirme le ralentissement économique en Afrique subsaharienne, décrit les politiques clés nécessaires à la reprise', 08/10/20. Accessible [ici](#).

particulièrement touché l'économie informelle, qui représente 89% de l'emploi total en Afrique subsaharienne.¹ Dans l'ensemble, les groupes sociaux à revenu moyen et faible ont été les plus touchés, notamment en raison de l'inflation des prix des produits primaires. Les migrants étaient particulièrement vulnérables dans ce contexte, car des millions d'entre eux se sont retrouvés bloqués en raison de la fermeture des frontières.²

Figure 9: Flux de migration mixtes dans la région SLC, décembre 2020



L'insécurité et les effets du changement climatique, ainsi que les déplacements massifs, aggravés par la pauvreté endémique et l'impact de la pandémie de COVID-19 ont entraîné une augmentation des besoins humanitaires dans la région. En novembre 2020, 31,4 millions de personnes au SLC avaient un besoin urgent d'aide humanitaire,³ tel que de la nourriture, des abris et un accès à l'eau potable, à la santé et à l'éducation, ce qui représente une augmentation de 50% par rapport à 2019.⁴

5.2. LA RÉPONSE DU FFU – VUE D'ENSEMBLE DES RÉSULTATS

La présente section présente une analyse des résultats de la réponse apportée par le FFU à ce jour par rapport aux quatre objectifs stratégiques du FFU: économie et emploi, résilience (sécurité alimentaire et accès aux services de base), gestion et gouvernance des migrations, et prévention des conflits.

¹ OIT, 'Les femmes et les hommes dans l'économie informelle : une étude statistique', janvier 2019. Accessible [ici](#).

² OIM, 'Impact du Covid-19 sur les migrants bloqués', septembre 2020. Accessible [ici](#).

³ OCHA, 'Sahel Dashboard: Humanitarian Overview', novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ OCHA, 'Tableau de bord Sahel 2019 : Aperçu humanitaire', Novembre 2019. Accessible [ici](#).

5.2.1. VUE D'ENSEMBLE DES RÉSULTATS DES INDICATEURS DU FFU

Le tableau ci-dessous présente les valeurs agrégées transmises par les projets de la région SLC pour les 38 indicateurs communs de résultats du FFU, au 31 décembre 2020.¹

Tableau 4 pour tous les projets de la région SLC, décembre 2020²

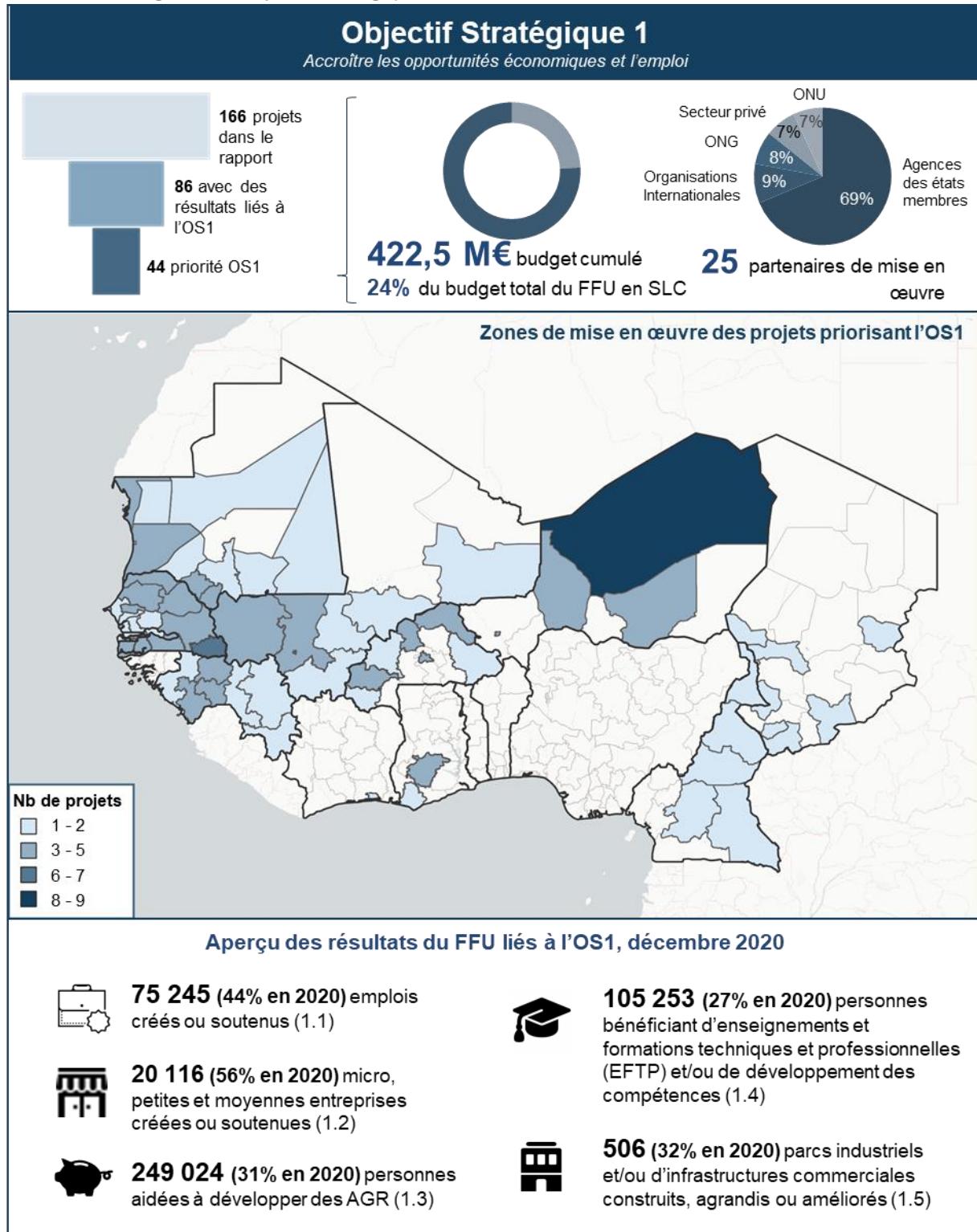
Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	17 333	24 685	13 327	19 900	75 245
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	4 234	4 570	4 995	6 317	20 116
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	74 906	98 006	34 968	41 143	249 024
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	32 254	44 832	13 045	15 122	105 253
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	18	326	61	101	506
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	70	133	38	27	268
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1 583	3 506	711	937	6 737
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	403 805	459 855	105 601	21 125	990 386
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	560 237	737 215	183 263	162 424	1 643 138
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	522 319	697 355	438 495	327 455	1 985 624
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	182	218	12	5	417
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	11 413	93 257	9 334	12 608	126 611
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	666 654	1 259 787	28 566 280	105 186 597	135 679 318
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	15 082	33 237	11 673	6 591	66 583
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2 456 491	1 364 114	354 544	400 420	4 575 569
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	30	6	91
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1 867	2 246	1 013	4 017	9 143
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	443 515	1 021 641	210 392	1 013 803	2 689 351
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	28 900	19 228	11 906	2 809	62 843
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	50 500	21 820	5 491	3 238	81 049
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	17 058	21 547	6 872	24 447	69 925
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	83	328	54	22	487
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	729	1 975	322	850	3 877
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation..	2 915	1 395	359	224	4 893
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	11	326	173	130	640
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10 340	4 115	1 073	752	16 280
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	22	22	20	3	67
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	2 315	1 312	3 296	3 555	10 478
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	13 686	12 190	5 221	5 474	36 572
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	544 936	429 118	148 333	2 548 868	3 671 255
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	132	732	93	246	1 203
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	213	793	490	357	1 853
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	188	311	163	2 164	2 826
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	158	200	46	97	501
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	47	44	17	3	111
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	5 925 399	6 096 221	12 021 619
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	571 770	172 638	744 408
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	174	883	1 057

¹ Le nombre d'indicateurs du FFU est passé de 41 dans les rapports précédents à 38 en raison des changements méthodologiques décrits à la section 2.2.

² Les résultats pour les indicateurs 3.2 et 3.7 n'incluent pas les données de l'OIM, à l'exception de 99 (IC EU-OIM Burkina Faso) et 219 (IC EU-OIM Mauritanie) pour 3.2 et 25 (IC EU-OIM Burkina Faso), 52 (IC EU-OIM Cameroun), 220 (IC EU-OIM Guinée Conakry), 147 (IC EU-OIM Sénégal) pour 3.7, tous au 1er trimestre 2019.

5.2.2. DE MEILLEURES POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES ET D'EMPLOI

Figure 10: Objectif stratégique 1 – Tableau de bord, SLC, décembre 2020



Avec moins de cas et moins de décès que dans les pays occidentaux ou même en Afrique australe,¹ les pays d'Afrique de l'Ouest ont été moins touchés par la pandémie de COVID-19. Pourtant, la crise a porté un coup majeur à l'économie de la région. L'activité économique en Afrique subsaharienne a diminué d'environ 3,7% en 2020, tandis que les prévisions de croissance du PIB pour 2021 et 2022 s'élèvent à un niveau modéré de 3%, soit essentiellement zéro par habitant.² Les pays à forte intensité de pétrole comme le Tchad ou le Nigéria ont été les plus touchés par la récession économique, en raison de la faiblesse de la demande mondiale et des fluctuations des prix du pétrole, tandis que les exportateurs de produits agricoles comme le Bénin et la Côte d'Ivoire se sont montrés légèrement plus résistants au ralentissement mondial.³

Les impacts de la pandémie sur le travail et la consommation ont particulièrement touché les groupes sociaux à faible revenu. Le temps de travail a chuté de 6,4% en Afrique de l'Ouest en 2020 par rapport au T4 2019 – bien que l'impact ait été moindre par rapport à l'Afrique de l'Est (-7,2%), à l'Afrique du Nord (-10,4%) ou à l'Afrique australe (-12,6%).⁴ La hausse des prix des denrées alimentaires a pesé sur la consommation globale des ménages, malgré les efforts déployés par les gouvernements pour améliorer l'approvisionnement alimentaire, soutenir le secteur agricole et transférer des liquidités aux plus vulnérables.⁵ Les mesures préventives telles que les couvre-feux, les restrictions de rassemblements sociaux et les interdictions de voyager ont eu un impact considérable sur l'économie informelle et les groupes sociaux inférieurs. Les travailleurs migrants ont également été particulièrement impactés par les mesures préventives, en raison de leur concentration plus élevée dans des secteurs touchés par des restrictions telles que la restauration, l'hôtellerie, le commerce de détail, le tourisme, les transports ou la construction.⁶

En raison de la crise économique provoquée par la COVID-19, le niveau de vie en Afrique subsaharienne devrait reculer d'une décennie.⁷ Avec une reprise économique anticipée comme étant difficile et de nombreuses incertitudes pour l'avenir en ce qui concerne la rapidité du déploiement des vaccins, les fluctuations des prix des produits de base et l'instabilité des investissements directs étrangers, la crise économique risque de laisser des traces sur les économies uest-africaines pendant au moins les deux prochaines années.⁸

Le FFU a contracté 423 millions d'euros pour améliorer les possibilités économiques et d'emploi (OS1), ce qui représente 24% du budget total de la fenêtre SLC du FFU. Le FFU cible principalement la création d'emplois pour différents types de populations (par exemple par l'intermédiaire de HIMO⁹ (CM-03), ou Pôles Ruraux (NE-03). Il vise également à renforcer les MPME par l'amélioration de la gouvernance, l'accès au financement ou le développement des entreprises (par exemple, à travers Développer l'emploi au Sénégal (SN-04), Mode Ethique (REG-07), ou Emploi Burkina Faso (BF-05). Le FFU a également pour objectif d'aider les gens à développer des activités génératrices de revenus, en se concentrant principalement sur les plus vulnérables (par exemple, KEY ML-01, *Refugees' Resilience* (REG-06). Afin d'améliorer les compétences techniques des travailleurs et de réduire le déficit de compétences, ses programmes soutiennent l'EFTP et/ou le développement des compétences (Développer l'emploi au Sénégal SN-04, *Résilience Septentrion* CM-01, EJOM ML-09). Enfin, le FFU aide les petites entreprises en construisant, rénovant ou agrandissant des parcs industriels, des ateliers et des infrastructures commerciales (A-FIP NE-04, ou RESTE TD-01).

¹ Conseil atlantique, Centre pour l'Afrique, 'Perspectives africaines 2021 : le Centre de l'Afrique réfléchit à 2020 et regarde vers l'avenir'. Accessible [ici](#).

² Banque mondiale, 'Perspectives économiques mondiales 2021 – Afrique subsaharienne'. Accessible [ici](#).

³ Ibid.

⁴ OIT, 'ILO Monitor: COVID-19 and the world of work, seventh edition', janvier 2021. Accessible [ici](#).

⁵ Banque mondiale, 'Perspectives économiques mondiales 2021 – Afrique subsaharienne'. Accessible [ici](#).

⁶ CEDEAO, PAM, CEA, CEA, 'Pandémie de Covid-19 : impact des mesures de restriction en Afrique de l'Ouest', janvier 2021. Accessible [ici](#).

⁷ Banque mondiale, 'Perspectives économiques mondiales 2021 – Afrique subsaharienne'. Accessible [ici](#).

⁸ Ibid.

⁹ Haute intensité de main d'œuvre.

Soutenir les petites entreprises et les entreprises

Les petites entreprises jouent un rôle clé en Afrique de l'Ouest, où elles représentent plus de la moitié des emplois formels et peuvent contribuer jusqu'à 60% du PIB.¹ Pour autant, un certain nombre d'obstacles entravent leur croissance et leur consolidation, notamment l'accès au financement (dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, le déficit de financement des petites entreprises peut dépasser 60% des besoins du secteur),² la gouvernance, le recrutement de talents, le matériel et l'équipement, la logistique, le marketing et les ventes. Les microentreprises et les petites entreprises du secteur informel restent particulièrement mal desservies, en particulier en ce qui concerne l'accès au financement.

Les entreprises de taille moyennes sont peu développées dans les économies ouest-africaines, souvent appelées le « milieu manquant ».³ Le nombre limité d'entreprises de taille moyenne en Afrique de l'Ouest est largement lié à l'étroitesse des économies formelles⁴ et explique en partie le manque d'emplois formels et le manque d'emplois avec des prestations de protection sociale (voir les chiffres ci-dessous).

Figure 11: Population couverte par au moins une prestation de protection sociale (% de la population totale)⁵

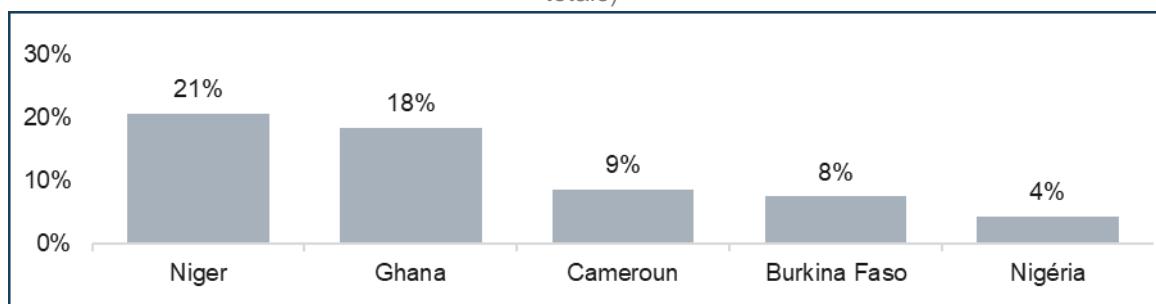
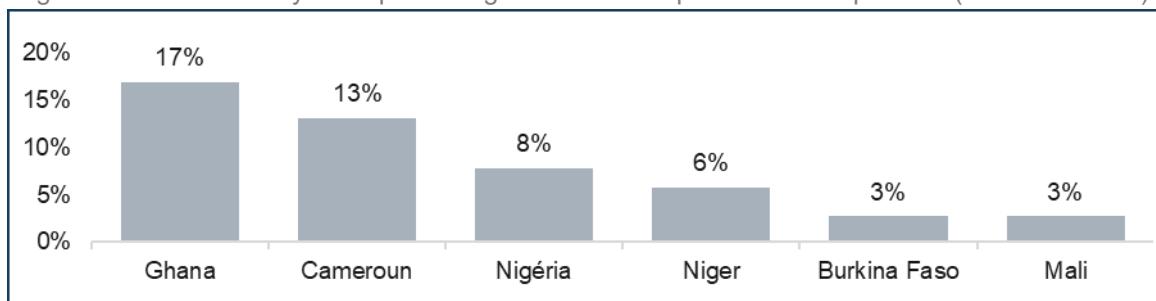


Figure 12: Personnes ayant dépassé l'âge de la retraite percevant une pension (% des retraités)⁶



Le renforcement des MPME est l'une des principales priorités du FFU. Les programmes financés par le FFU visent tout d'abord à agir en tant que force stabilisatrice et à soutenir les microentreprises et les petites entreprises, principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la transformation des aliments ou de l'artisanat, afin de créer et/ou de maintenir des emplois et de soutenir la stabilisation dans les régions les plus pauvres. Les programmes du FFU visent également à créer

¹ IFC, 'Scaling Small Business Lending in West Africa', décembre 2019. Accessible [ici](#).

² Ibid.

³ Randall Kempner, ANDE. Les investisseurs et Partenaires, 'Investir dans les petites entreprises en croissance d'Afrique Une introduction au capital-investissement en Afrique'. Accessible [ici](#).

⁴ C'est-à-dire la différence entre l'activité économique telle qu'elle ressort des calculs du PIB et l'activité économique réelle dans les pays d'Afrique de l'Ouest, y compris les activités informelles.

⁵ OIT, Base de données de l'OIT, estimations modélisées les plus récentes de l'OIT, consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

⁶ Ibid.

des emplois décents et durables en appuyant les MPME les plus performantes,¹ y compris les plus formelles. Dans l'ensemble, les activités financées par le FFU apportent un soutien à la gouvernance d'entreprise, aux formations et à l'accès au financement, en complément des services bancaires commerciaux et traditionnels non adaptés aux MPME locales,² et fournissent un financement aux microentreprises et aux petites entreprises qui n'y auraient pas accès autrement.

En 2020, 11 312 MPME ont été créées ou soutenues par le FFU (indicateur 1.2), ce qui représente 56% du total atteint depuis le lancement des programmes du FFU. Rien qu'au cours du deuxième semestre 2020, 6 317 MPME ont été créées ou soutenues, soit plus que lors de tout autre semestre. 71% des MPME soutenues en 2020 existaient déjà auparavant, et 14% ont été créées, ce qui reflète l'accent mis par les programmes sur le renforcement des capacités des entreprises existantes, y compris les entreprises très informelles.³ Le programme Développer l'Emploi au Sénégal (DES, SN-04)⁴ vise à renforcer les PME existantes par la formation, l'accès au financement, le renforcement des capacités et l'aide à la création d'un plan d'affaires. DES a soutenu 3 656 entreprises en 2020, soit une augmentation de 132% par rapport aux résultats obtenus à la fin de 2019. D'autres programmes ciblent spécifiquement la création d'entreprises. Par exemple, le programme EJOM (ML-09)⁵ au Mali combine des activités d'EFTP⁶ et un soutien à la création d'entreprises. Grâce à ce programme, les jeunes sont aidés à lancer une entreprise après avoir été formés lors de sessions techniques d'EFTP. EJOM a créé 257 MPME en 2020, pour la plupart de nouvelles entreprises lancées par des stagiaires, ainsi que des structures informelles ou des coopératives soutenues par une assistance aux procédures administratives et aux ouvertures de comptes bancaires.⁷

Les programmes financés par le FFU ont soutenu les MPME de divers secteurs économiques. Les entreprises opérant dans le domaine de l'artisanat représentaient 11% des MPME soutenues en 2020, suivies de l'agriculture, de la pêche et de la production ou de la transformation animale (11%), et des services (2%).⁸ En Gambie, le programme *Make it in The Gambia* (GM-03)⁹ soutient les agro-industries au niveau de l'exploitation et de la production. Le programme a été élaboré pour compléter le Plan national de développement (2018-2021). *Make it in The Gambia* a créé ou soutenu 1 521 entreprises en 2020. Parallèlement, d'autres programmes ont adopté une approche plus globale visant à renforcer les chaînes de valeur économiques et à renforcer les capacités des entreprises d'un ou de divers secteurs. Le programme Mode Ethique (REG-07)¹⁰ a soutenu la création d'emplois équitables et le développement durable de micro-entreprises appartenant aux secteurs de la mode, du lifestyle et de l'aménagement d'intérieur au Burkina Faso et au Mali. Il vise à permettre aux artisans marginalisés des pays en développement d'entrer sur le marché international de la mode de luxe tout en desservant les marchés nationaux.¹¹ En 2020, 226 MPME ont été soutenues (176 au Mali et 50 au Burkina Faso). Elles créent des produits aussi variés que des fils de coton biologiques et teintés, des tissus haut de gamme, des meubles, des sacs à main, des coussins ou des sculptures en tissu.

¹ En effet, les 5 à 10% d'entreprises les plus performantes d'une économie semblent être responsables de 50% à 80% de la création d'emplois au cours des cycles de génération.¹ Cela s'est avéré dans les pays développés ainsi que dans les pays émergents (par exemple l'Indonésie ou la Colombie, où les entreprises les plus performantes représentent environ la moitié de la croissance de l'emploi). Pour plus d'informations, Les Investisseurs et Partenaires, 'Investir dans les petites entreprises en croissance d'Afrique Une introduction au capital-investissement en Afrique'. Accessible [ici](#).

² Les *Investisseurs et Partenaires*, 'Investir dans les petites entreprises en croissance d'Afrique Une introduction au capital-investissement en Afrique'. Op. Cit.

³ Pour le reste (14%) des MPME créées ou soutenues en 2020, aucune information indiquant si les MPME avaient été créées ou davantage soutenues n'était disponible.

⁴ Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ.

⁵ *Youth Employment Creates Opportunities at Home in Mali*.

⁶ FFU, T05-EUTF-SAH-ML-09 'Fiche d'action SNV Emploi'.

⁷ Les entreprises ont été créées dans le district de Bamako et dans les régions de Gao, Kayes et Koulikouro.

⁸ Le secteur économique n'était pas précisé pour les autres MPME créées ou soutenues en 2020 (74%).

⁹ Construire un avenir - *Make it in The Gambia*.

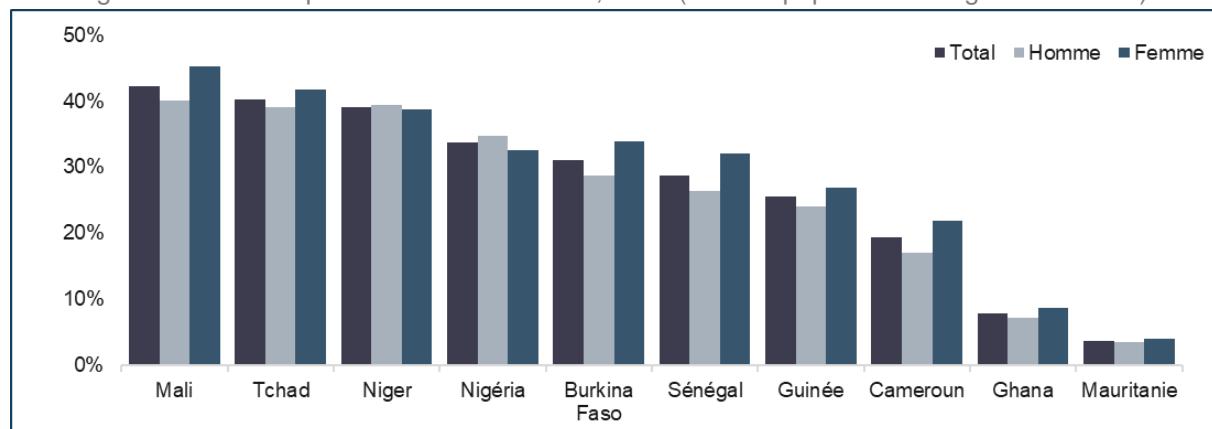
¹⁰ Crédit d'emplois équitables et développement durable de micro entreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaînes de valeur spécifiques liées aux secteurs de la mode, du 'lifestyle' et de l'aménagement d'intérieur.

¹¹ FFU, T05-EUTF-SAH-REG-07 'Fiche d'action Mode Ethique'.

Créer plus d'emplois, y compris des emplois formels et pérennes

Les économies d'Afrique de l'Ouest restent incapables de fournir suffisamment d'emplois de qualité aux personnes entrant sur le marché du travail chaque année. Les emplois informels à temps partiel, les salaires bas et irréguliers et l'absence de mécanismes de protection sociale restent la norme. En conséquence, la pauvreté des travailleurs était courante en Afrique de l'Ouest, même avant la crise du COVID-19 (voir figure ci-dessous). La crise économique de 2020 a eu des effets désastreux sur l'emploi et les possibilités d'emploi.¹

Figure 13: Taux de pauvreté des travailleurs, 2019 (% de la population en âge de travailler)



La stratégie du FFU visant à soutenir la création d'emplois repose sur deux piliers principaux. Le premier est de créer des emplois de base et de court terme pour les personnes vulnérables touchées par le chômage, l'informalité et les déplacements forcés dans les zones les plus pauvres et déchirées par le conflit. Cette approche vise à fournir des revenus de base aux personnes vulnérables. Les emplois créés ou soutenus comprennent les emplois *cash-for-work* (ou « argent contre travail ») ou les emplois résultant d'un soutien réussi aux activités génératrices de revenus (AGR) : en 2020, 32% des emplois créés ou soutenus étaient des emplois CFW et 14% du soutien réussi lié aux AGR. Le deuxième volet de la stratégie du FFU consiste à créer ou à soutenir des emplois de meilleure qualité et à durée déterminée dans les régions à fort potentiel économique, y compris les centres urbains. Ce type de création d'emplois vise également à offrir des voies alternatives aux jeunes et aux personnes sous-employées.² Les programmes ciblent à la fois les PME informelles et formelles. En 2020, 46% des emplois créés ou soutenus par les programmes financés par le FFU étaient dus à un soutien réussi aux MPME ou aux groupes de moyens de subsistance (contre 18% à la fin de décembre 2019). Ces emplois offrent en moyenne des salaires plus élevés que ceux du secteur informel, sont plus sûrs,³ donnent accès à la formation et à la sécurité sociale⁴ et permettent aux familles d'économiser de l'argent pour le logement ou l'éducation des enfants.

En 2020, le FFU a créé ou soutenu 32 227 emplois équivalents temps plein⁵ (indicateur 1.1), ce qui porte le total à 75 245 d'ici décembre 2020. 19 900 emplois ont été créés ou soutenus au cours de S2 2020, le résultat le plus élevé de tous les semestres jusqu'à présent. On a observé qu'une plus grande attention avait été accordée aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, aux personnes déplacées et aux rapatriés : 10% des personnes bénéficiant de la création d'emplois ou d'un soutien direct en 2020 étaient des personnes déplacées de ces trois catégories, dont 6% pour les réfugiés et les

¹ OIT, 'ILO Monitor: COVID-19 and the world of work, seventh edition', janvier 2021. Accessible [ici](#).

² Les gens qui travaillent moins qu'ils ne le souhaitent ou qui sont surqualifiés par rapport à leur emploi.

³ Aspen Network of Development Entrepreneurs, 'Small and Growing Businesses: Investing in the missing middle for poverty alleviation', 2012. Accessible [ici](#).

⁴ IFC, 'Jobs Study: Assessing Private Sector Contributions to Job Creation and Poverty Reduction', janvier 2013. Accessible [ici](#).

⁵ Le nombre d'emplois créés ou pris en charge grâce aux activités de CFW est calculé en équivalent temps plein, basé sur le nombre de jours travaillés par les bénéficiaires divisés par 230 (jours de travail par an).

demandeurs d'asile.¹ La proportion de personnes déplacées parmi celles bénéficiant de la création d'emplois ou d'un soutien direct en 2020 était nettement plus élevée que la proportion de personnes déplacées au sein de la population générale en Afrique de l'Ouest (environ 1,4%).² Les jeunes ont également été particulièrement ciblés en 2020, afin d'atténuer leur insertion professionnelle difficile.³

Les femmes, qui ont tendance à être plus exclues de l'emploi en Afrique de l'Ouest – et en particulier de l'emploi formel – représentaient 40% des bénéficiaires en 2020, contre 55% pour les hommes.⁴ Les femmes étaient relativement moins ciblées, principalement en raison de l'importance des emplois CFW et la construction, qui ont tendance à être occupés par les hommes. En effet, hors emplois CFW, les femmes représentaient 43% des emplois créés ou soutenus en 2020, contre 51% pour les hommes.⁵ Certains programmes étaient fortement axés sur le genre et s'engageaient à améliorer l'insertion socioprofessionnelle des femmes – comme Emploi Burkina Faso (BF-05)⁶ ou SAFIRE en Mauritanie (MR-07).⁷ Par exemple, le programme *Emploi Burkina Faso* vise à améliorer les formations et le travail indépendant des jeunes et des femmes dans les régions rurales, dans le secteur agro-sylvo-pastoral. Il met en œuvre des sessions de formation, mais soutient également le travail indépendant, l'entrepreneuriat et les MPME existantes. En 2020, le projet a créé ou soutenu 3 578 emplois, dont 2 274 pour les femmes (64% des bénéficiaires en 2020) et 2 543 pour les jeunes (71%). Au Sénégal, le programme PASPED a permis de créer ou de consolider 2 472 emplois pour les femmes, soit 54% de l'ensemble des emplois.

En 2020, le FFU a créé ou soutenu des emplois CFW (25% des emplois créés ou soutenus en 2020), des emplois autonomes (23%), des emplois de court terme (22%) et des emplois permanents de long terme (16%).⁸

Les emplois CFW étaient généralement un produit secondaire d'autres activités, telles que la construction d'infrastructures ou la remise en état des terrains. Par exemple, au Niger, le programme Pôles Ruraux (NE-03)⁹ a créé ou soutenu 3 551 emplois équivalents temps plein (ETP) en 2020, l'ensemble à travers CFW, tout en réhabilitant des terrains et en construisant des pare-feu ou en traitant biologiquement les berges. Au Niger également, le programme *Kallo Tchidaniwo* (NE-09)¹⁰ a créé ou soutenu 3 433 emplois ETP en 2020 grâce à des CFW liés à la construction et à des logements sociaux dans la région de Diffa. Les bénéficiaires de ces emplois étaient les membres de la communauté d'accueil (33% des bénéficiaires en 2020), les réfugiés et les demandeurs d'asile (33%), les déplacés internes (21%) et les rapatriés (13%).

Au total, huit programmes visaient à soutenir les emplois indépendants en 2020. Au Sénégal, le programme PARERBA (SN-08)¹¹ a créé ou soutenu 2 111 emplois en 2020, dont 277 emplois indépendants, grâce à l'implantation et à l'utilisation durable de zones irriguées, et au développement de productions de légumes et de riz dans quatre régions du bassin d'arachides à l'ouest du pays, à fort potentiel agricole : Diourbel, Fatick, Kaolack et Thiès. Le programme visait également à soutenir les entrepreneurs locaux par le renforcement des capacités et l'investissement dans le stockage, la

¹ Parmi les personnes bénéficiant de la création d'emplois en 2020, 2% supplémentaires étaient des déplacés internes et 2% étaient des rapatriés.

² En effet, en supposant qu'il y ait eu 5,5 millions de personnes déplacées dans l'ensemble de la fenêtre SLC en 2020, et une population d'environ 402 millions d'habitants, la proportion de personnes déplacées en Afrique de l'Ouest est de 1,4%. Estimations fondées sur les données du HCR.

³ Les jeunes de moins de 35 ans représentaient 27% des bénéficiaires en 2020, contre 10% pour les non-jeunes. Le reste 63% étaient des adultes non-spécifiés de plus de 18 ans, sans autre désagrégation de l'âge.

⁴ Le sexe pour les 15% restants des bénéficiaires de la création d'emplois en 2020 n'était pas précisé.

⁵ Le reste 17% du bénéficiaires étaient de sexe non-spécifié.

⁶ Programme d'appui à l'Emploi dans les zones frontalières et périphériques.

⁷ Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie.

⁸ Pour les 9% restants d'emplois créés ou soutenus en 2020, le type d'emploi était autre ou non-précisé.

⁹ Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez.

¹⁰ Renforcement de la résilience institutionnelle et communautaire dans la région Diffa, Bassin du Lac Tchad, Niger.

¹¹ Projet d'Appui à la Réduction de l'Émigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périphériques irrigués - PARERBA.

transformation et la commercialisation des produits agricoles, ce qui a conduit à la création d'emplois réguliers à long terme et à l'amélioration des marges nettes pour les producteurs.

Enfin, certains programmes visaient spécifiquement à soutenir l'emploi permanent à plus long terme. Au Sénégal, le programme PASPED (SN-09)¹ a contribué à la création d'emplois permanents et temporaires par le biais d'un appui technique et financier (primes et garanties) aux MPME dans six régions, conformément aux priorités définies dans le plan national 'Sénégal Émergent'. Le programme a créé ou soutenu 4 600 emplois, tous au second semestre 2020. En Guinée, INTEGRA (GN-01), a créé² ou soutenu 1 076 emplois à long terme en 2020. Des emplois ont été créés ou soutenus dans divers secteurs³ économiques, et par deux types d'actions : le soutien aux MPME, avec 631 emplois créés ou soutenus en 2020, et les placements professionnels suivant des formations, ce qui a permis la création de 484 emplois. Soutenant également les emplois permanents, mais avec une approche très différente, le programme IPDEV2 (REG-11)⁴ vise à favoriser l'investissement en capital-investissement dans les MPME uest-africaines et, à terme, la création d'emplois. Le programme a créé ou soutenu 296 emplois en 2020, dont 283 dans des MPME bénéficiant d'un financement et d'une assistance technique,⁵ et 13 emplois au niveau des équipes de gestion des quatre fonds d'investissement locaux soutenus.⁶

Améliorer la formation professionnelle afin de réduire l'écart de compétences et d'aider les jeunes à accéder aux possibilités économiques

La faible adéquation entre les compétences et les besoins du marché du travail des jeunes, combinée à la croissance démographique rapide – on estime que 15 à 20 millions de jeunes rejoindront la main-d'œuvre africaine chaque année pendant les deux prochaines décennies – rend les emplois formels indisponibles pour de nombreux jeunes.⁷ En outre, la faiblesse des systèmes éducatifs et les faibles investissements dans l'enseignement supérieur ne préparent pas suffisamment les jeunes à trouver un emploi ou à lancer des entreprises. En conséquence, les marchés du travail uest-africains se caractérisent par un important déficit de compétences et une inadéquation entre l'offre et la demande.⁸ Une grande partie des jeunes n'ont pas accès à l'emploi, mais aussi à l'éducation ou à la formation. Les jeunes qui ne sont ni scolarisés, ni en emploi, ni en formation (NEET) représentent souvent entre 30% et 40% des jeunes des pays d'Afrique de l'Ouest, avec un pic à 69% pour le Niger et à 41% pour le Burkina Faso.⁹

La pandémie de COVID-19 a affecté de nombreux jeunes uest-africains, perturbant l'éducation, la formation professionnelle et l'apprentissage en cours d'emploi. Cela a précipité la fermeture de plusieurs centres de formation, détruit directement certains emplois et causé des pertes de revenus en raison de licenciements, de la réduction du temps de travail et de la diminution des possibilités d'embauche. Les jeunes ont été plus touchés que la moyenne, en raison de besoins de formation plus élevés, de leur exposition plus élevée à la pauvreté laborieuse et de leur surreprésentation dans les emplois moins protégés et dans les secteurs les plus touchés par les perturbations liées à la COVID-19, comme la restauration, le transport ou la construction.¹⁰ Les jeunes femmes qui travaillent ou qui

¹ Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal

² Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA).

³ À l'exclusion des 39 emplois ETP CFW créés ou pris en charge en 2020.

⁴ Soutenir les entrepreneurs et les très petites et moyennes entreprises (TPME) en Afrique de l'Ouest.

⁵ L'assistance technique proposée aux MPME bénéficiaires comprend une formation, ainsi que des conseils sur la stratégie, la gouvernance d'entreprise, la production et des sujets connexes, parfois par la mobilisation d'un expert sectoriel.

⁶ Les quatre fonds locaux soutenus par Les Investisseurs & Partenaires en 2020 étaient situés dans Sénégal (Teranga Capital, quatre emplois créés en 2020), Burkina Faso (Sinergi | Burkina, quatre), Côte d'Ivoire (Comoé Capitale, quatre), et le Niger (Sinergi | Niger, un).

⁷ Forum économique mondial, 'Pourquoi le déficit de compétences reste plus important en Afrique', septembre 2019. Accessible [ici](#).

⁸ Ibid.

⁹ OIT, Base de données de l'OIT, estimations modélisées les plus récentes de l'OIT, consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

¹⁰ UIT, 'COVID-19, youth employment and skills development in Africa'. Accessible [ici](#).

sont en formation doivent faire face à la double charge de gérer à la fois les formations ou le travail rémunéré et les travaux ménagers supplémentaires en raison de la fermeture des écoles.¹

Les programmes financés par le FFU s'efforcent de fournir un soutien et de coopérer avec les autorités ouest-africaines dans leurs efforts de (re)formation et de (re)qualification de la main-d'œuvre. Le FFU soutient à la fois l'EFTP parrainé par le gouvernement, en collaboration avec les autorités nationales (universités, centres d'EFTP accrédités au niveau national, etc.) et par lequel les stagiaires reçoivent une certification, et plus pratique, l'EFTP sans certification. Le deuxième type d'EFTP va souvent de pair avec des travaux de construction, des formations en alternance, ainsi que tout autre type de formation ad hoc.

En 2020, 28 167 personnes ont bénéficié de l'EFTP² et/ou du développement des compétences (indicateur 1.4), ce qui porte le total à 105 750 depuis le début des activités. Le type de formation le plus couramment dispensé en 2020 était l'EFTP technique (53%), ce qui reflète l'accent mis par le FFU sur le développement des compétences techniques de la main-d'œuvre dans divers secteurs (par exemple, l'agriculture, la construction). L'EFTP combiné au développement des compétences était le deuxième type de soutien le plus couramment fourni en 2020 (23%),³ principalement aux jeunes bénéficiant de formations professionnelles et d'un soutien pour lancer une entreprise. Par exemple, au Mali, le programme EJOM (ML-09)⁴ a dispensé des formations techniques et de développement des compétences à 2 637 jeunes en 2020, ce qui représente 30% du total depuis le lancement du programme. Les formations portaient sur divers secteurs économiques, notamment les chaînes de valeur horticoles (1 885), la gestion des déchets (272), la production et la transformation des aliments (235) et l'artisanat (216).⁵ Parmi les autres formes de soutien fournies par le FFU figuraient les stages et l'apprentissage (6% du soutien fourni), la formation à l'esprit d'entreprise (5%) et le développement des compétences (5%). Au Sénégal, le programme PASPED (SN-09)⁶ a financé 1 200 stages et apprentissages pour des jeunes à travers le pays,⁷ dont 624 femmes. Au niveau régional, le programme ARCHIPELAGO (REG-15)⁸ a un volet dédié à l'esprit d'entreprise grâce auquel 477 personnes ont été formées dans des modules de moins de trois mois pour l'insertion professionnelle et le travail indépendant.

Les programmes financés par le FFU ont soutenu deux types de formations : les formations axées sur la pratique et sans certification (37% des formations dispensées en 2020) et les formations par l'intermédiaire desquelles les bénéficiaires ont reçu une certification (36%) (la moitié des certifications provenaient d'établissements accrédités au niveau national et l'autre moitié d'établissements non-accrédités).⁹ Par exemple, au Mali, le programme PAFAM (ML-02)¹⁰ a adopté une approche pratique pour former les gens du secteur de la noix de cajou aux techniques de production et de transformation. En 2020, 2 418 personnes ont bénéficié de formations d'EFTP sans certification, ciblant à la fois les producteurs masculins de noix de cajou (1 248) et les transformateurs femmes (1 170). Les bénéficiaires ont été formés parallèlement à leurs activités professionnelles, à travers deux à cinq modules de formation de 30 heures au total.

En revanche, la plupart des programmes d'EFTP offrant une certification accréditée au niveau national visent à soutenir les politiques et les plans gouvernementaux, ainsi que les institutions publiques

¹ Ibid.

² Enseignement et formation techniques et professionnels.

³ Alors que l'EFTP se concentre sur 'l'apprentissage en milieu de travail, la formation continue et le développement professionnel qui peuvent conduire à des qualifications', le développement des compétences fait référence aux compétences générales, par exemple l'alphabétisation. Pour plus d'informations, OIT, UNESCO, 'Comité mixte OIT-UNESCO d'experts sur l'application des recommandations concernant le personnel enseignant (CEART)', 2018. Accessible [ici](#).

⁴ *Youth Employment Creates Opportunities at Home in Mali*.

⁵ Les 29 bénéficiaires restants ont été soutenus par le *Challenge Beat Covid-19*.

⁶ Programme de contrepartie à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal.

⁷ Des stages et des apprentissages ont été financés dans six régions : Dakar, Diourbel, Kaolack, Louga, Saint Louis et Thiès.

⁸ ARCHIPELAGO : une initiative d'EFTP Afrique - Europe.

⁹ Pour les 26,5% restants d'EFTP et/ou de développement des compétences offerts aux personnes, le type de soutien n'était pas précisé.

¹⁰ Projet d'Appui à la Filière de Arachide au Mali.

s'occupant de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes. Au Niger, le programme A-FIP (NE-04) a accompagné le Ministère en charge de la Formation Professionnelle et Technique et ses antennes régionales dans leurs missions d'offrir des formations professionnelles aux jeunes des régions d'Agadez et de Zinder et d'améliorer leur insertion socio-économique.¹² L'A-FIP a renforcé les deux départements régionaux d'EFTP et les centres de formation correspondants grâce au renforcement des capacités, à la formation des formateurs et au soutien à la mise en œuvre du plan d'action national d'EFTP. Le programme, qui s'est terminé en novembre 2020, a formé 1 000 personnes en 2020, dont 955 jeunes, et un total de 6 758 personnes.³

Dans l'ensemble, la plupart des efforts ont été concentrés sur les jeunes : 50% des bénéficiaires de l'EFTP et/ou du développement des compétences en 2020 avaient moins de 35 ans, tandis que seulement 5% avaient plus de 35 ans. Un exemple de programme axé sur la jeunesse a été ARCHIPELAGO, qui a formé 822 jeunes grâce à des formations à l'entrepreneuriat et à des modules de formation en alternance (soit 79% des bénéficiaires de l'EFTP du programme en 2020).

Enfin, 43% des bénéficiaires de l'EFTP et/ou du développement des compétences en 2020 étaient des femmes, contre 49% pour les hommes.⁴ Même si les femmes représentent moins de 50% des bénéficiaires, les chiffres de 2020 étaient plus équilibrés que les années précédentes : les femmes ne représentaient que 32% des bénéficiaires de l'EFTP et du développement des compétences du total en décembre 2019. Un exemple de programme financé par le FFU et fortement axé sur l'égalité des sexes a été SAFIRE en Mauritanie (MR-07). Le programme a renforcé la diversification des moyens de subsistance dans les zones rurales et l'intégration économique des personnes vulnérables, et en particulier des femmes, dans les zones rurales et urbaines. Il visait à soutenir les entrepreneurs, le travail autonome et l'insertion professionnelle dans de multiples secteurs économiques. En 2020, par l'entremise de SAFIRE, 2 426 personnes ont bénéficié de l'EFTP et/ou du développement des compétences, dont 1 819 (ou 75%) femmes.

¹ Appuyer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socioéconomique de ces deux régions.

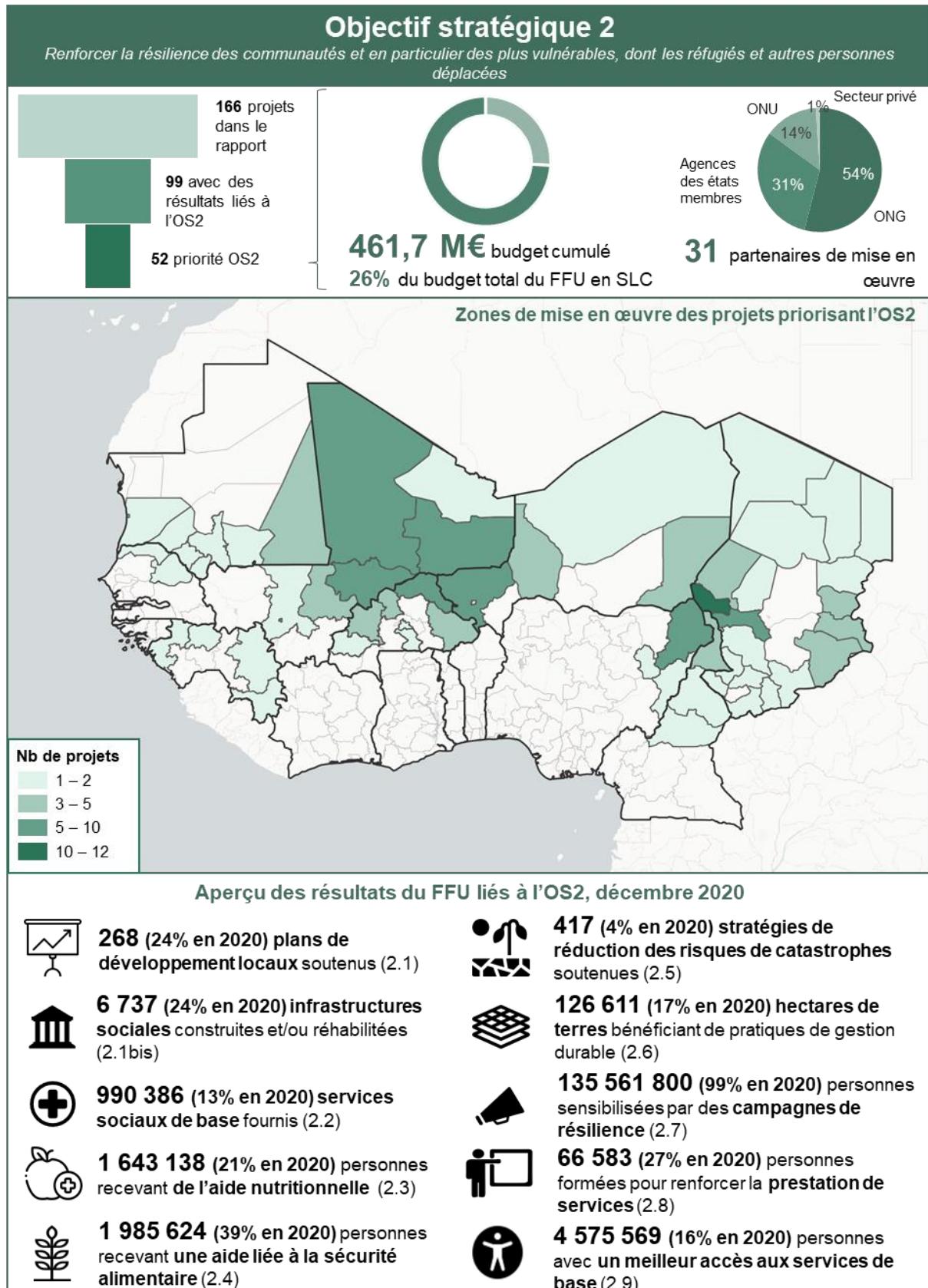
² FFU, T05-EUTF-SAH-NG-04, 'Description de l'action – A-FIP'.

³ Les bénéficiaires restants (45%) étaient des adultes non précisés (plus de 18).

⁴ Le sexe n'a pas été précisé pour les 8% restants des bénéficiaires.

5.2.3. RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS

Figure 14: Objectif stratégique 2 – Tableau de bord, SLC, décembre 2020



En 2020, 31,4 millions de personnes avaient besoin d'aide humanitaire, soit une augmentation de 50% par rapport à 2019.¹ Les régions du Liptako-Gourma et du lac Tchad sont les deux zones les plus vulnérables, avec respectivement 13,4 millions de personnes (dont cinq millions d'enfants) et 10,6 millions ayant un besoin urgent d'aide humanitaire. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, à la fin de 2020, 4,5 millions de personnes se trouvaient à des niveaux de crise ou pire dans la région du Liptako-Gourma et 3,4 millions dans les États de BAY.

La région de SLC reste affectée par la pauvreté endémique, le changement climatique et l'insécurité, qui provoquent des déplacements massifs et des besoins humanitaires croissants.

En 2020, l'insécurité et la violence se sont accrues dans les régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad, entraînant des niveaux sans précédent de déplacements massifs. Fin 2020, la région du Liptako-Gourma accueillait près de quatre fois plus de déplacés internes (1,5 million) qu'en 2019,² tandis que 2,1 millions de déplacés internes ont été enregistrés dans les États de BAY du Nigéria.³ En outre, la hausse plus rapide que la moyenne des températures dans la région SLC a amplifié les aléas climatiques déjà perturbateurs:⁴ la région a connu des précipitations et des inondations record en 2020, qui ont touché 2,1 millions de personnes et détruit 179 000 maisons.⁵ Enfin, les mesures de mitigation prises pour limiter la propagation de la pandémie de COVID-19 ont encore exacerbé les vulnérabilités des populations locales.

Le FFU a contracté 461,7 millions d'euros pour 52 programmes axés en priorité sur les activités de renforcement de la résilience (OS2). Les programmes de résilience du FFU adoptent largement une approche fondée sur les liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) afin de mieux anticiper les crises liées à l'insécurité, aux déplacements massifs et à d'autres chocs, de s'y préparer et d'y répondre. La plupart des programmes soutiennent des actions relatives à la nutrition (*Yellitaare*, SN-01) et à l'aide à la sécurité alimentaire (RRR, NG-07 et Stabilisation Séno, BF-02), car le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire n'a cessé de croître dans la région.

L'insécurité persistante et les contraintes en matière d'environnement entravent également la fourniture de services sociaux de base, mettant en péril les moyens de subsistance vulnérables. Afin de promouvoir les régimes de protection sociale pour les plus vulnérables, les programmes financés par le FFU ont fourni des services sociaux liés aux soins de santé (PSS, NG-06 et Résilience Septentrion, CM-01), à l'amélioration de l'accès à l'eau (SDNM2, ML-04) et à l'assistance juridique pour les personnes en déplacement (DIZA, TD-07). Des réponses spécifiques ont également été conçues pour surmonter les défis posés par le contexte COVID-19 et assurer la continuité des soins (*One UN Response Plan*, NG-09). Ces programmes visent également à favoriser l'appropriation locale de la fourniture des services de base, notamment par le renforcement des capacités du personnel local et en appuyant les stratégies locales liées à la gestion des ressources et à la fourniture de services de base.

Fournir une assistance en matière de sécurité alimentaire et de nutrition pour atténuer les impacts des conflits et du changement climatique

Les programmes financés par le FFU ont fourni à 765 950 bénéficiaires une assistance liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) en 2020, ce qui représente une légère augmentation par rapport à 2019 (10%). Parmi les bénéficiaires pour lesquels le genre était spécifié, 48% étaient des femmes.⁶ Les principaux contributeurs à l'assistance liée à la sécurité alimentaire dans la région sont

¹ OCHA, 'Sahel Dashboard – Humanitarian Overview', novembre 2020. Accessible [ici](#).

² OCHA, 'Global Emergency Overview', février 2021. Accessible [ici](#).

³ FAO, 'North-East Nigéria – Adamawa, Borno et Yobe : Situation report', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ HCR, 'Crise des réfugiés au Sahel', consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

⁵ OCHA, 'Afrique de l'Ouest et du Centre – Aperçu de la situation des inondations (janvier-décembre 2020)', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁶ Notez que le genre a été précisé pour 69% des bénéficiaires.

RRR (NG-07),¹ Stabilisation Séno (BF-02)² et Pôles Ruraux (NE-03).³ Résilience Burkina Faso (BF-01)⁴ qui représente 19% des bénéficiaires depuis le début des activités du FFU, a pris fin en juin 2020 et a soutenu 72 536 personnes, soit 9% des bénéficiaires en 2020.

Les attaques et le banditisme continus, combinés aux problèmes de déplacement massif et aux aléas climatiques, ont entraîné une perte d'actifs productifs dans la région, provoquant une insécurité alimentaire et renforçant les tensions intercommunautaires concernant les terres et les ressources naturelles. En conséquence, les programmes financés par le FFU ont mis l'accent sur la reconstruction du capital agricole pour les agriculteurs et les agro-éleveurs. En 2020, 330 022 bénéficiaires (43% des bénéficiaires de l'indicateur 2.4 de 2020) ont reçu des intrants ou des outils agricoles, tels que des intrants agricoles de qualité pour renforcer la production et la diversification des cultures. 52% de ces intrants ont été distribués aux personnes vulnérables de la région de Borno (Nigéria) par RRR.

Les terribles événements liés au changement climatique, tels que les fortes inondations enregistrées dans la région entre avril et septembre 2020, constituent des facteurs aggravants pour les sols déjà détériorés, car la mauvaise qualité des sols aggrave à son tour l'impact des inondations. En 2020, 172 708 personnes ont bénéficié de la réhabilitation des terres (indicateur 2.4), principalement au Niger (57%) au Burkina Faso (40%) à travers les programmes Pôles Ruraux et Stabilisation Séno, respectivement. En septembre 2020, au Niger (régions de Tahoua et Agadez entre autres), plus de 28 000 hectares de terres cultivées, dont 3 000 hectares de terres hydro-culturelles, de potagers et de rizières, ont été détruits par les précipitations les plus fortes de l'histoire. En 2020, le projet *Pôles Ruraux* a réhabilité 13 414 hectares de terres agricoles et pastorales (indicateur 2.6). 119 543 personnes ont bénéficié de l'irrigation et de l'accès à l'eau en 2020 (indicateur 2.4), principalement au Mali grâce au SNDM2 (ML-04, 45%)⁵ et au Burkina Faso via Sensibilisation Séno (23%).

Les programmes du FFU ont également distribué 28 752 animaux (indicateur 2.4) au cours de l'évaluation S2 2020 afin d'atténuer les pertes de bétail dues aux conflits et aux risques climatiques. Les principaux contributeurs ont été le RRR dans l'État de Borno (52% des bénéficiaires) et RESTE (TD-01)⁶ au Tchad (25%). Bien que les femmes nigérianes soient impliquées dans des activités agro-pastorales et possèdent du bétail, elles sont confrontées à des défis spécifiques par rapport aux hommes,⁷ tels que le manque de capital qui entrave leur capacité à acheter des intrants agro-pastoraux et les rend particulièrement vulnérables à la destruction du bétail dans le contexte d'insécurité accrue de Borno. 85% des bénéficiaires de RRR en S2 2020 étaient des ménages dirigés par une femme qui ont reçu des kits de démarrage pour la production de volaille. Au Tchad, les sécheresses récurrentes ont eu un impact sur la production animale, entraînant principalement la perte de petits ruminants. La faible couverture des services de santé dans la région du Bahr-a-l-Ghazal et du Kanem a également entraîné la propagation de maladies pulmonaires mortelles chez les chèvres.⁸ RESTE a ainsi accompagné 7 030 personnes principalement nomades des communautés d'accueil avec des services de distribution de bétail et vétérinaires et a formé 249 bénéficiaires à la santé animale en S2 2020.

Pour répondre aux besoins à court terme, les programmes financés par le FFU ont également aidé 345 687 bénéficiaires à bénéficier d'une aide nutritionnelle en 2020 (indicateur 2.3): 69% des bénéficiaires étaient des enfants de moins de cinq ans, car ils sont les plus vulnérables à la malnutrition aiguë et, au début de 2020, 8,1 millions d'enfants de la région devaient souffrir de

¹ Soutien de l'UE à la réaction, à la reprise et à la résilience dans les Borno État (RRR)

² Insertion et stabilisation socio-économique des jeunes et des femmes dans la province du Séno (Stabilisation Séno)

³ Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez (Pôles Ruraux)

⁴ Programme 'LRRD' de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones septentrionales au Burkina Faso (Résilience Burkina Faso)

⁵ Sécurité et développement au nord du Mali – phase 2 (SNDM2)

⁶ Résilience et emploi au lac Tchad - (RESTE)

⁷ ONU Femmes/PAM/FAO, 'Gender and Sustainable - Agriculture in Borno State: Exploring Evidence for Inclusive Programmes and Policies for Food Security', 2018. Accessible [ici](#).

⁸ RESTE, Description d'action, janvier 2016

malnutrition aiguë globale¹ *Yellitaare* (SN-01),² opérant principalement dans les régions de Saint Louis et de Matam (Sénégal), où le niveau global de malnutrition aiguë est supérieur au seuil de 15%, a fourni une assistance nutritionnelle à 49% des bénéficiaires de 2020. Il s'agissait notamment de 147 309 enfants de moins de cinq ans qui ont bénéficié d'un dépistage de la malnutrition et de 13 111 enfants qui ont reçu des fournitures nutritionnelles. Dans la région SLC, la plupart des bénéficiaires adultes étaient des femmes (50 433 femmes, soit 83% des bénéficiaires adultes en 2020), dont 71% ont bénéficié du programme SAFIRE (MR-07) en Mauritanie. SAFIRE leur a fourni deux principaux types d'assistance : 39 187 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié d'un dépistage de la malnutrition, et 1 145 femmes ont reçu des fournitures nutritionnelles, notamment de la farine enrichie.

Améliorer l'accès aux services de base pour les populations vulnérables

Le déplacement de masse, l'insécurité croissante et le manque de présence de l'État dans les zones rurales et reculées limitent souvent l'offre de services essentiels, tels que l'eau et l'assainissement, les soins de santé, l'énergie et l'éducation.³ Début 2020, plus de 5 millions de personnes avaient un besoin urgent d'aide en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) au Burkina Faso, au Mali et au Niger.⁴ L'insécurité croissante conduit à la destruction des infrastructures sociales dans certaines zones, tandis que les déplacements massifs dépassent leur capacité déjà limitée. Au Burkina Faso, en 2020, ils ont entraîné une multiplication par quatre des besoins en matière d'assistance WASH par rapport à 2019.⁵ Avec l'augmentation des attaques contre l'éducation, en novembre 2020, 1 117 écoles restaient fermées dans le bassin du lac Tchad, principalement au Nigéria (934).⁶ En outre, les mesures de restriction de la liberté de circulation prises pour lutter contre la propagation de la COVID-19 ont posé des contraintes supplémentaires à la fourniture d'un accès humanitaire et de services sociaux de base.

En 2020, les programmes financés par le FFU ont fourni 126 727 services sociaux de base, dont la grande majorité (83%) étaient liés à la santé, dans des zones instables (indicateur 2.2). Cela a été le cas de 61 210 séances de soutien psychosocial, principalement (87%) pour les enfants et les adolescents situés dans la région de Borno (Nigéria). Les bénéficiaires ont participé à des séances de psychoéducation organisées par PSS (NG-06)⁷ pour aider à identifier et à traiter les facteurs de stress et les risques psychosociaux dus au contexte très volatile de Borno, et pour renforcer les cercles de soutien ou de soins des enfants. En outre, 42 557 traitements médicaux ont été dispensés, principalement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun (73%). Le Cameroun a l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde avec un ratio de 529 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2017.^{8,9} En 2020, 10 553 femmes ont bénéficié d'au moins trois consultations prénatales grâce au programme Résilience Septentrion CM (CM-01), et 4 191 femmes ont bénéficié d'une aide à l'accouchement dans la région de l'Extrême-Nord, où moins de la moitié des femmes sont médicalement assistées pendant le travail.¹⁰ Le Cameroun connaît également une résurgence régulière des épidémies. En 2020, des flambées de rougeole et de poliomyélite ont notamment été déclarées dans le Grand Nord. Résilience Septentrion a procuré à 11 812 enfants de moins d'un an le vaccin pentavalent cinq en un qui protège contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la poliomyélite et

¹ OCDE, 'Food and nutrition crisis 2020 – Analyses et réponses', novembre 2020. Accessible [ici](#).

² Amélioration de la réponse des communautés les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les départements de Podor, Ranérou, Matam et Kanel, (*Yellitaare*)

³ ACAPS, 'Humanitarian Access in Central Sahel: Scenarios', février 2021. Accessible [ici](#).

⁴ ACF et al., 'Consultations régionales sur l'accès aux services sociaux de base', 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ OCHA, 'Bassin du lac Tchad – Aperçu humanitaire', novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ Renforcer les services de soutien psychosocial, de santé mentale, de réinsertion et de protection pour les enfants dans les Borno, y compris les enfants associés à Boko Haram (PSS)

⁸ OMS, consultée en mai 2021. Accessible [ici](#).

⁹ À titre de comparaison, l'indicateur 3.1 ODD vise à réduire le taux mondial de mortalité maternelle à moins de 70 pour 100 000 naissances vivantes d'ici 2030. Accessible [ici](#).

¹⁰ Résilience septentrion, Document d'action, janvier 2016

l'hépatite, et qui est généralement utilisé dans les pays à revenu faible ou intermédiaire dans le cadre de leur programme de vaccination systématique.¹

Les personnes en déplacement perdent souvent ou n'ont pas de documents d'identité, ce qui les empêche d'avoir accès aux services de base locaux. En S2 2020, 7 313 personnes déplacées et rapatriées ont bénéficié d'une assistance juridique (indicateur 2.2), ce qui représentait 39% des services de base fournis au cours de cette période. Tous les bénéficiaires étaient des enfants qui ont bénéficié de l'assistance du programme DIZA (TD-07)² pour obtenir leur acte de naissance au Tchad. En régularisant leur situation et en les intégrant dans le tissu socio-économique local, le programme vise à améliorer les conditions de vie des populations déplacées et à favoriser la cohésion sociale.³

En 2020, les programmes financés par le FFU ont également soutenu la fourniture de services à long terme aux populations du Sahel et ont permis à 754 964 personnes d'avoir un meilleur accès aux prestations sociales de base (indicateur 2.9). En 2020, 236 562 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement (indicateur 2.9), principalement au Mali (47%). Après consultation des communautés locales concernant leurs besoins les plus urgents, SNDM2 (ML-04)⁴ a construit des infrastructures d'eau à des fins d'hygiène bénéficiant à 74 801 personnes dans les régions de Gao et Tombouctou, car moins de 60% des personnes dans les régions du Nord et du Centre du Mali ont accès à l'eau.⁵ SNDM2 vise à soutenir la troisième composante de l'accord de paix d'Algérie en finançant de petits développements d'infrastructures avec une forte implication des communautés locales.

En S2 2020, 197 037 personnes ont bénéficié de transferts monétaires (indicateur 2.9). 60% des bénéficiaires se trouvaient au Nigéria et ont bénéficié du RRR (NG-07) et *One UN Response Plan* (NG-09). L'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19 a affecté les populations les plus pauvres du Nigéria car il a provoqué une hausse des prix des produits de base et les mesures de confinement ont affecté le secteur informel, dans lequel environ 80% de la population nigériane travaille. 82 859 personnes vulnérables et déplacées internes à Borno ont ainsi reçu des transferts monétaires inconditionnels de RRR pour les aider à faire face à l'inflation, notamment sur les intrants alimentaires et agricoles 35 467 personnes ont reçu des transferts en espèces du *One UN Response Plan*.

Renforcement de la gouvernance locale et de l'appropriation de la prestation de services

Les programmes de résilience financés par le FFU visent également à renforcer la capacité des institutions et des communautés locales à contribuer à assurer la continuité de la fourniture des services de base. C'est d'autant plus pertinent en 2020 que l'accès humanitaire dans les régions du Liptako-Gourma et du lac Tchad a été confronté à des contraintes « élevées » (Burkina Faso, Tchad et Niger) ou « très élevées » (Cameroun, Mali et Nigéria).⁶ Sur les neuf indicateurs utilisés par l'ACAPS⁷ pour évaluer la criticité de l'accès humanitaire, quatre ont atteint le niveau le plus élevé ou le deuxième plus élevé pour les six pays en 2020, à savoir les hostilités en cours, la restriction et l'obstruction de l'accès aux services et à l'assistance, les contraintes environnementales, ainsi que la restriction de la circulation à l'intérieur du pays. L'indicateur « violence contre le personnel, les installations et les biens » a atteint le plus haut niveau de criticité dans toute la région du Liptako-Gourma (Burkina Faso, Mali, Niger) et le deuxième niveau le plus élevé pour le Cameroun et le Nigéria en 2020.

¹ Site web de Gavi, l'Alliance du Vaccin, consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

² Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA)

³ DIZA, Document d'action, juin 2019

⁴ Sécurité et développement au nord du Mali – phase 2 (SNDM2)

⁵ ACF et al.. Op. Cit.

⁶ ACAPS, 'Aperçu de l'accès humanitaire', décembre 2020. Accessible [ici](#)

⁷ ACAPS est un prestataire de formation, spécialisé dans les besoins humanitaires analyse et évaluation. Consulté en mai 2021. Accessible [ici](#)

Les programmes financés par le FFU visent à renforcer les capacités du personnel local, à renforcer la prestation de services et à favoriser l'appropriation locale de la fourniture de services sociaux de base. En 2020, 18 264 membres du personnel des autorités locales et des prestataires de services de base ont bénéficié du renforcement des capacités (indicateur 2.8), principalement dans le domaine des soins de santé (53%) et la nutrition et la sécurité alimentaire (35%).

En 2020, 60% des résultats de cet indicateur ont été rapportés au Burkina Faso (10 957 personnes). En effet, 25% des établissements de santé dans les zones touchées par le conflit au Burkina Faso étaient fermés ou travaillaient à capacité limitée. En outre, un tiers des enlèvements mondiaux visant des travailleurs humanitaires ont lieu au Mali, au Niger et au Burkina Faso : plus de 40 travailleurs humanitaires ont été tués, enlevés ou arrêtés dans la région du Liptako-Gourma en 2020. Le programme PUS-BF (BF-09)¹ a été conçu pour soutenir le gouvernement burkinabè dans la mise en œuvre de son Plan national de développement économique et social dans les zones très instables. En 2020, il a accompagné le ministère burkinabè de la Santé dans le recrutement et l'impact de 8 583 agents de santé dans les six régions vulnérables du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, de l'Est, du Centre-Est et de la Boucle du Mouhoun.

Les collectivités ont participé à la formation de bénévoles communautaires afin de renforcer l'appropriation à long terme et la durabilité des activités. En S2 2020, 1 587 bénévoles communautaires ont été formés, ce qui représente 24% du personnel formé au cours de cette période. Les principaux contributeurs au S2 2020 étaient RESILAC (REG-05², 27%) et Résilience Septentrion (CM-01³, 23%). 424 volontaires communautaires ont été formés par RESILAC dans les quatre pays du bassin du lac Tchad pour fournir des premiers soins psychologiques aux victimes, identifier les personnes vulnérables ayant besoin d'une assistance spécialisée et les orienter vers les structures appropriées. 29% de tous les volontaires communautaires formés en S2 2020 se trouvaient dans la région nord et extrême nord du Cameroun, où l'accès humanitaire s'est détérioré en 2020.⁴

Les déplacements massifs du Nigéria vers les régions du nord du Cameroun, associés à une croissance démographique importante dans les régions frontalières du Cameroun avec le Nigéria, entraînent une pression sur des ressources naturelles déjà limitées, et donc sur l'accès aux services de base, principalement à l'eau, dans la région. Pour s'attaquer à ce problème grâce à une meilleure gestion des ressources en eau, 364 bénévoles communautaires, dont 36% de femmes, ont été formés par Résilience Septentrion à l'utilisation et à l'entretien des pompes manuelles et des petites prises d'eau. La formation de volontaires communautaires vise à assurer la continuité de la prestation des services après la fin des programmes.

Les plans et stratégies de développement local organisent la fourniture de services et la gestion des ressources au niveau local. En 2020, les programmes financés par le FFU ont contribué à l'élaboration ou à la mise à jour de 65 plans de développement local (indicateur 2.1) afin de renforcer la gouvernance locale et d'assurer la résilience à long terme en matière de sécurité alimentaire. Ces plans sont mis à jour ou élaborés en étroite collaboration avec les autorités régionales et les communautés cibles, y compris les personnes en déplacement, afin de définir des investissements annuels pertinents en fonction des besoins locaux. Leur objectif est de mieux gérer les ressources naturelles, en particulier l'eau et les sols, afin de permettre des activités agro-pastorales plus productives et d'améliorer l'autonomie socio-économique des populations locales, ainsi que la cohésion sociale. La plupart des plans étaient liés au développement des infrastructures dans les régions en situation d'insécurité alimentaire, à savoir le Niger (16 par Pôles Ruraux – NE-03), le Tchad (12 par DIZA – TD-07)⁵ et le Burkina Faso (12 par PUS-BF).

¹ Appui budgétaire pour la mise en œuvre du Programme d'Urgence Sahel du Burkina Faso (PUS BF)

² Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad (RESILAC)

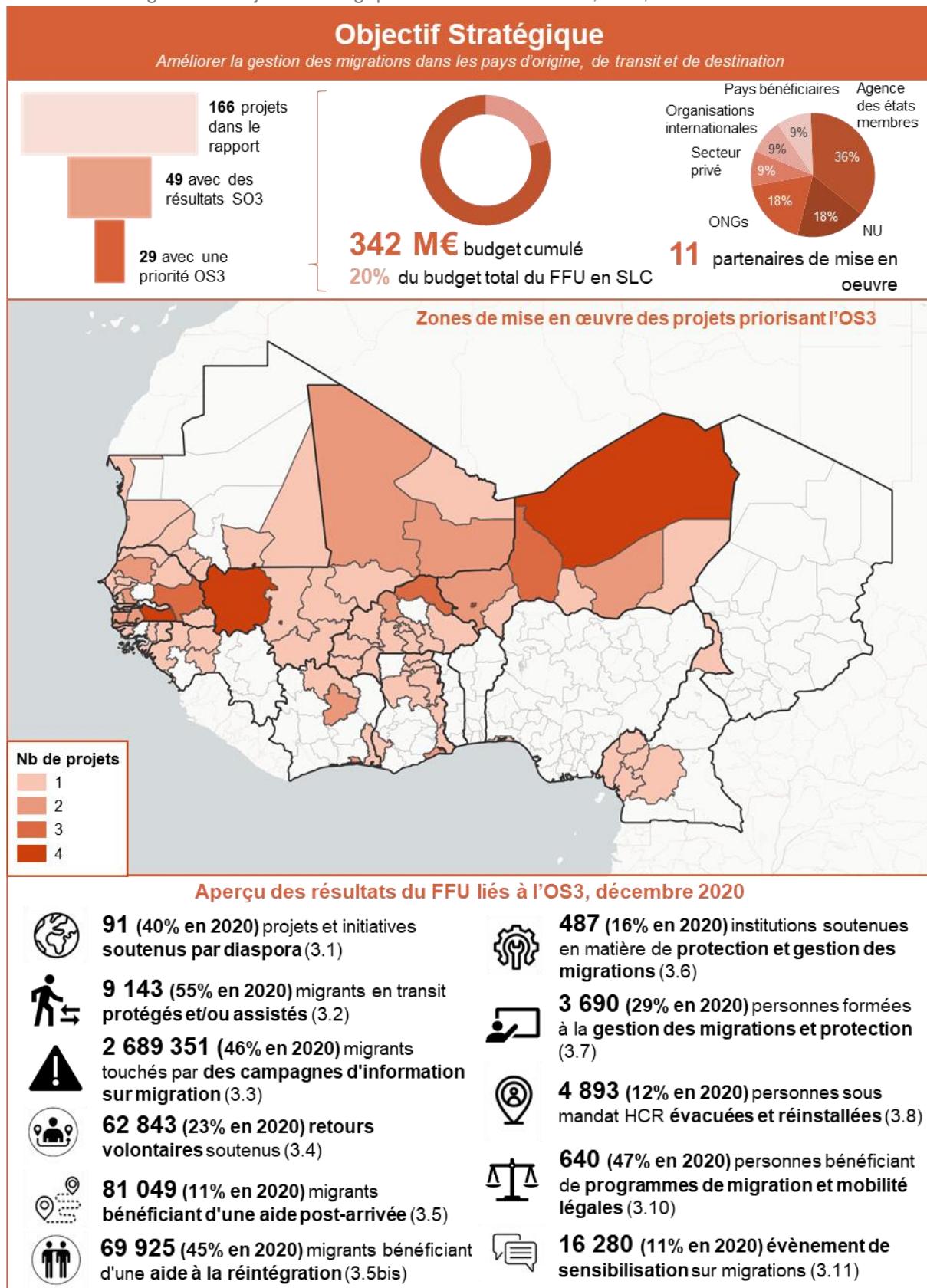
³ Programme de réponse à l'impact des mouvements de populations internes et externes dans les régions du septentrion du Cameroun (Résilience Septentrion)

⁴ ACAPS, 'Aperçu de l'accès humanitaire', décembre 2020. Accessible [ici](#)

⁵ Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables (DIZA)

5.2.4. AMÉLIORATION DE LA GESTION DE LA MIGRATION

Figure 15: Objectif stratégique 3 – Tableau de bord, SLC, décembre 2020¹



En 2020, la région SLC a été caractérisée par une forte augmentation de l'ampleur des déplacements forcés et plusieurs changements dans les schémas de migration mixte. La détérioration de la situation sécuritaire a entraîné une multiplication par vingt du nombre de déplacés internes dans le Sahel central (Burkina Faso, Niger, Mali) entre 2018 et 2020 : en seulement deux ans, il est passé de 70 000 personnes à 1,5 million.² L'insécurité alimentaire et la pauvreté, deux facteurs clés de déplacement, ont également atteint des niveaux significatifs au cours de l'année écoulée: l'effet combiné de l'insécurité accrue, la mise en œuvre de mesures de prévention de la COVID-19 et leurs conséquences socio-économiques auraient poussé 6 millions de personnes dans l'extrême pauvreté et 7,4 millions à des niveaux de faim aiguë. 2020 a également été caractérisée par des phénomènes météorologiques extrêmes : les sécheresses sont devenues plus récurrentes et plus graves, et les précipitations irrégulières et de plus en plus imprévisibles. Les populations de la région ont été de plus en plus poussées à migrer pour atténuer l'impact des changements climatiques et diversifier leur accès aux moyens de subsistance, qui reposent principalement sur les activités agricoles et les ressources naturelles.³ Les routes migratoires préférées se sont déplacées vers la route de l'Atlantique depuis la fin de 2019, en raison de l'insécurité croissante le long de la route de la Méditerranée centrale et des perceptions selon lesquelles la route de l'Atlantique est une route relativement plus courte et plus directe vers l'Europe.⁴ Au départ des côtes ouest-africaines, plus de 23 000 réfugiés et migrants sont arrivés sur les côtes des îles Canaries en 2020, contre environ 2 700 en 2019.⁵ Bien qu'elle soit de plus en plus utilisée, la sortie de l'Atlantique est la route maritime irrégulière la plus dangereuse vers l'Europe, avec environ un décès enregistré pour 20 arrivées. En 2020, plus de 500 migrants seraient morts entre l'Afrique de l'Ouest et les îles Canaries,⁶ dont 92 migrants le 3 novembre seulement.⁷

Ces changements d'échelle, de facteurs et d'itinéraires posent de sérieux défis aux autorités et aux autres acteurs de la région pour gérer les flux migratoires et fournir une assistance aux personnes en déplacement. La pandémie de COVID-19 et la mise en œuvre de mesures préventives telles que la fermeture des frontières aériennes, terrestres et maritimes des pays ont encore accru ces difficultés. Dans ce contexte, le renforcement des capacités régionales et nationales en matière de gestion des migrations semble essentiel, afin que les acteurs puissent s'adapter aux tendances et aux conditions de déplacement en constante évolution dans la région.

Le FFU a contracté 342 millions d'euros, soit 20% du budget total du SLC du FFU, afin d'améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination (OS3). Le FFU fournit un renforcement des capacités et un soutien opérationnel pour renforcer la capacité des organisations et des institutions à gérer les flux migratoires mixtes, par le biais de programmes tels que ProGEM (NE-02) et AFIA (MR-02). Il vise également à sensibiliser à la migration, à ses risques associés et aux opportunités de réussite dans le pays à travers des campagnes d'information ciblant les migrants (potentiels) et leurs communautés, à travers l'Initiative conjointe UE-OIM⁸ (IC UE-OIM) ou *Protection West Africa* (REG-13)⁹ ou encore les campagnes *Tekki Fii* organisées par YEP en Gambie (GM-01) et DES au Sénégal (SN-04)¹⁰. L'IC EU-OIM contribue également à l'objectif du FFU de faciliter le retour et la réintégration durables et dignes des migrants, tandis que des programmes tels que TEH (REG-12) visent à améliorer les capacités de lutte contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants. Enfin, afin de stimuler le développement économique régional et les échanges de

¹ Veuillez noter que les résultats pour les indicateurs 3.2 et 3.7 n'incluent pas les données de l'OIM, à l'exception de 99 (IC EU-OIM Burkina Faso) et 219 (IC EU-OIM Mauritanie) pour 3.2 et 25 (IC EU-OIM Burkina Faso), 52 (IC EU-OIM Cameroun), 220 (IC EU-OIM Guinée Conakry), 147 (IC EU-OIM Sénégal) pour 3,7, tous au T1 2019.

² Conseil danois pour les réfugiés, 'Le Sahel central devient rapidement l'une des pires crises humanitaires au monde', 11/11/2020. Accessible [ici](#).

³ REACH Initiative, 'Poussés au bord du gouffre ? L'impact du COVID-19 sur la migration environnementale au Sahel', janvier 2021. Accessible [ici](#).

⁴ MMC, 'Migration au Sahel : remettre les droits de l'homme, la coopération et la solidarité au centre', 05/03/2021. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ UN Info, 'Plus de 500 migrants décédés entre l'Afrique de l'Ouest et les Canaries en 2020', 20/11/2020. Accessible [ici](#).

⁷ Jeune Afrique, 'Mauritanie : les naufrages de migrants en mer se multiplient', 10/11/2020. Accessible [ici](#).

⁸ Organisation internationale pour les migrations (OIM)

⁹ *Tekki | Fii* signifie 'Faites-le ici' en wolof.

¹⁰ Développer l'emploi au Sénégal.

connaissances, de compétences et d'esprit d'entreprise, le FFU soutient également les efforts visant à promouvoir la migration légale et la mobilité, notamment par le biais du programme Erasmus+ pour l'Afrique de l'Ouest (REG-10).

Renforcer l'assistance fournie aux migrants et aux réfugiés/demandeurs d'asile dans un contexte de pandémie mondiale

La pandémie de COVID-19 a exacerbé les vulnérabilités préexistantes des personnes en déplacement. En raison de facteurs tels que l'incidence plus élevée de la pauvreté, les conditions de logement surpeuplées et la forte concentration dans les emplois où la distanciation physique est difficile, les migrants et les réfugiés/demandeurs d'asile sont plus à risque d'infection par la COVID-19.¹ En outre, ils ont tendance à avoir un accès limité aux services de base, y compris la santé, en raison de barrières juridiques, linguistiques et culturelles. Le manque de fonds et la crainte d'être signalés aux autorités constituent également des obstacles importants.² Il est devenu de plus en plus difficile pour les personnes en déplacement de saisir les occasions économiques, car elles ont généralement des conditions d'emploi moins stables et étaient surreprésentées dans les secteurs les plus touchés par la pandémie.³ La réduction de l'accès au travail a notamment été l'impact le plus signalé sur la vie quotidienne des migrants et des réfugiés en Afrique de l'Ouest.⁴

Les programmes financés par le FFU ont fourni une assistance à 5 030 personnes en déplacement en 2020 (indicateur 3.2), soit plus du double du nombre de bénéficiaires atteint en 2019 (2 246). En 2020, la plupart des bénéficiaires (82%) étaient des migrants en transit, avec 8% de réfugiés et de demandeurs d'asile.⁵ 61% des bénéficiaires atteints en 2020 étaient des enfants et seulement 26% des femmes. La part la plus importante de l'aide a été fournie au cours du deuxième semestre (80%) de 2020, à la fois en raison de l'assouplissement des restrictions liées à COVID-19 qui a permis aux PMO de reprendre leurs activités, et le fait que de nouveaux programmes ont commencé leur mise en œuvre au cours de cette période. L'un d'eux est le programme *Protection West Africa* (REG-13)⁶ qui a touché 2 518 migrants en transit en S2 2020 en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Niger et en Gambie. Mis en œuvre par Caritas, la Croix-Rouge espagnole et *Save the Children*, ce programme régional vise à garantir que les migrants les plus vulnérables aient accès aux services de base le long des routes migratoires. L'assistance fournie comprenait une assistance immédiate aux enfants et aux jeunes en déplacement par le biais de différentes structures telles que des guichets uniques, des espaces adaptés aux enfants et des équipes mobiles. 284 migrants en transit, dont 44% de femmes, ont également bénéficié d'une assistance médicale par le biais de traitements et d'un soutien psychosocial, ainsi que d'un accès à un hébergement temporaire. Ce dernier élément semble particulièrement pertinent dans le contexte de la COVID-19 avec la fermeture ou la fermeture partielle des associations de migrants dans certaines villes de transit, ce qui a conduit certains migrants et réfugiés/demandeurs d'asile à signaler qu'ils avaient dormi dans des gares routières.⁷

Au-delà des routes migratoires terrestres, les migrants en transit sont également confrontés à des vulnérabilités croissantes le long des routes maritimes, comme cela a été le cas ces derniers mois avec l'utilisation croissante de la route de l'Atlantique. Le programme Nexus SRD (MR-08)⁸ en Mauritanie a soutenu le développement d'un mécanisme d'orientation pour renforcer l'assistance fournie aux migrants secourus et/ou interceptés en mer. Ce mécanisme repose sur la collaboration entre différents partenaires : l'OIM, le Croissant-Rouge mauritanien et la Croix-Rouge française, sous la supervision des autorités nationales et locales. Il a notamment permis à l'OIM de

¹ OCDE, 'Quel est l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les immigrants et leurs enfants ?', 19/10/2020. Accessible [ici](#).

² MMC Afrique de l'Ouest, 'Impact de la COVID-19 sur les réfugiés et les migrants en Afrique de l'Ouest', 4Mi COVID-19 Snapshot, 13/05/2020. Accessible [ici](#).

³ OCDE. Op. Cit.

⁴ MMC Afrique de l'Ouest. Op. Cit.

⁵ Veuillez noter que pour 11% des bénéficiaires, le profil du bénéficiaire n'était 'pas précisé'.

⁶ Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest

⁷ MMC Afrique de l'Ouest. Op. Cit.

⁸ L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie.

fournir une aide de première urgence à 785 migrants au 4e trimestre 2020 à Nouadhibou, dont six femmes (indicateur 3.2).

En plus des défis sanitaires et économiques, la pandémie de COVID-19 a également accru les risques de protection auxquels sont confrontées les personnes en déplacement.¹ En effet, les migrants en transit se sont retrouvés bloqués dans des pays, avec des possibilités économiques limitées pour subvenir à leurs besoins et/ou compter sur les réseaux sociaux. En outre, les demandeurs d'asile se sont retrouvés dans l'impossibilité de franchir les frontières internationales pour demander une protection. Les répondants aux enquêtes 4Mi sur les migrations mixtes ont signalé que les risques d'abus ou de violation des droits avaient augmenté depuis le début de la pandémie, y compris par des incidents d'arrestation et de détention, de refoulement / refus d'entrée, de vol et de corruption / extorsion.²

La composante protection du portefeuille du FFU était donc particulièrement importante, notamment par le biais du programme résilience des réfugiés (REG-06).³ En 2020, le programme a aidé 530 personnes au Mali, dont 33% de femmes, atteignant le plus grand nombre de bénéficiaires depuis le début des activités financées par le FFU au T3 et au T4 2020 (237 et 231, respectivement). L'assistance et l'orientation en matière de protection ont été fournies par l'intermédiaire de contrôleurs de la protection qui ont été précédemment formés par le programme sur les outils de surveillance de la protection, la collecte de données et l'analyse du type d'incidents de protection. Le suivi de la protection se concentre principalement sur la protection de l'enfance, la violence basée sur le genre (GBV), les conflits intercommunautaires et la cohésion sociale, et est mis en œuvre dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao, où la densité des populations déplacées est élevée.

Encadré 1: Rapport final de l'AFIA (MR-02)⁴

Implémenté par *Save the Children*, le programme AFIA a été mis en œuvre en Mauritanie du 20 octobre au 16 juin 2020. Doté d'un budget de 3 millions d'euros, il visait à accroître la protection des enfants migrants contre l'exploitation et la traite en leur fournissant directement une assistance et en renforçant les capacités des institutions étatiques et des acteurs non-étatiques sur cette question.

Le rapport final de l'AFIA⁵ suggère que l'intervention a atteint son objectif principal, principalement grâce à **l'approche participative et intégrée** qu'elle a adoptée. Il a ciblé et impliqué plusieurs couches du système mauritanien de protection de l'enfance : l'administration centrale sur la réécriture de la Stratégie nationale pour la protection de l'enfance,⁶ les acteurs de terrain par le renforcement des capacités, les populations par la sensibilisation et le soutien au centre de protection des enfants en mobilité. Il a notamment soutenu l'assistance directe dans les cas de protection liés à la traite des enfants. La création d'un groupe de formateurs et la mise en place de points focaux au sein des bureaux régionaux du MASEF⁷ ont également été identifiées comme de bonnes pratiques pour assurer la durabilité de l'expertise et des connaissances en matière de protection des enfants en déplacement.

¹ La protection est définie par le IASC comme 'toutes les activités visant à obtenir le plein respect des droits de l'individu, conformément à la lettre et à l'esprit des corpus juridiques pertinents (droits humains, droit humanitaire et droit des réfugiés)'. Notez toutefois que nous utilisons ici une définition étroite de la protection axée principalement sur la violence et les violations des droits.

² MMC, 'Covid-19 global thematic update #2 – Impact of COVID-19 on protection risks for refugees and migrants', 02/10/2020. Accessible [ici](#).

³ Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord-Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés.

⁴ Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite.

⁵ AFIA Save, Annexe VI – Rapport Narratif final, Mars 2021.

⁶ Stratégie nationale de protection de l'enfant (SNPE).

⁷ Ministère des Affaires Sociales de l'Enfance et de la Famille (MASEF).

Les défis identifiés sont liés au fait que la protection des enfants en déplacement est un sujet relativement nouveau en Mauritanie et qu'il manquerait de procédures standard et des mécanismes de coordination clairs. Au-delà du niveau national, ce sujet nécessite également une coordination transfrontalière qui peut être difficile car le système et les procédures diffèrent souvent d'un pays à l'autre.

Sensibilisation accrue aux risques liés à la migration et aux possibilités économiques offertes dans les pays d'origine

Malgré une baisse au cours des premiers mois de 2020 en raison des mesures préventives adoptées par les gouvernements, telles que la fermeture des frontières, les mouvements migratoires ont repris en mai, selon les données disponibles de la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM.¹ Loin de décourager les populations de migrer, la pandémie est devenue un moteur de migration: plus d'un tiers des répondants de 4Mi ont indiqué que la crise liée à la COVID-19 était en quelque sorte un facteur dans leur décision de partir.² Cependant, les personnes en déplacement sont confrontées à des risques importants au cours de leur parcours migratoire, notamment des abus et de la violence.³ Il est donc essentiel de les informer de ces risques, d'autant plus que les recherches montrent que les migrants commencent souvent leur voyage sans informations précises ou complètes.⁴

1 224 195 migrants (potentiels) ont été atteints par des campagnes d'information sur la migration en 2020 (indicateur 3.3). Cela représente une augmentation de 20% par rapport au nombre atteint en 2019. La plupart de ces activités de sensibilisation se sont concentrées sur les risques de la migration irrégulière (90%),⁵ et ont été menées par le biais de campagnes en face à face (90%) et des médias (10%).

Comme la plupart de ces campagnes reposent sur des événements in situ, un grand nombre d'entre elles ont été limitées par les restrictions imposées aux réunions en raison de la pandémie de COVID-19. Cela a été particulièrement visible au deuxième trimestre 2020, où seulement 65 453 bénéficiaires ont été atteints contre 343 719 au T2 2019. Toutefois, les activités ont repris de manière significative à partir du troisième trimestre. Le nombre de bénéficiaires a atteint son niveau le plus élevé depuis le début de la mise en œuvre des programmes au T4 2020 (824 402). En effet, plusieurs mesures ont été adoptées et mises en œuvre par les PMO pour poursuivre leurs activités malgré la pandémie, comme l'organisation de sessions de sensibilisation en petits groupes, ou via les réseaux sociaux.

L'initiative conjointe UE-OIM a atteint la plupart (80%) des bénéficiaires de 2020. L'IC UE-OIM informe le public sur les risques de la migration irrégulière, fournit des informations sur les options de migration régulière et promeut la cohésion sociale entre les migrants de retour et leurs communautés, et les migrants actuels et leurs communautés d'accueil. En 2020, les bénéficiaires étaient principalement au Ghana (841 098), au Nigéria (58 465) et au Cameroun (47 550).⁶ Alors que l'OIM a d'abord mené des activités de sensibilisation par le biais d'émissions de radio, de panneaux d'affichage et d'événements en personne, elle a de plus en plus concentré ses efforts sur les réseaux sociaux en raison de l'augmentation de l'utilisation de la communication en ligne et des médias sociaux, et de la possibilité d'atteindre des millions de personnes à faible coût. Une campagne nationale intitulée « *No Place Like Home* » a notamment été lancée au Ghana en juillet 2020, ce qui peut également expliquer

¹ Irène Schöfberger, Marzia Rango, 'Addressing migrants' vulnerability will be key to recovery from the COVID-19 pandemic', 18/01/2021, Portail de données sur la migration. Accessible [ici](#).

² MMC, 'COVID-19 Global Thematic Update #4 – Impact of COVID-19 on the decision to migrate', 10/12/2020. Accessible [ici](#).

³ UNHCR, MMC, 'Au cours de ce voyage, personne ne se soucie de savoir si vous vivez ou mourez – Abus, protection et justice le long des routes entre l'Afrique de l'Est et de l'Ouest et la côte méditerranéenne de l'Afrique', juillet 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Jaspe Tjaden, 'Évaluer l'impact des campagnes de sensibilisation sur les migrants potentiels – ce que nous avons appris jusqu'à présent', Publications de l'OIM, 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Veuillez noter que les autres catégories sont : non-précisé (7%) et autres (3%).

⁶ OIM, 'L'application conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants – Sensibilisation', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

le nombre élevé de bénéficiaires atteints dans ce pays.¹ Cette campagne, qui vise à promouvoir une migration sûre parmi les Ghanéens, a présenté des histoires de migrants de retour et a fourni des informations sur les dangers de la migration irrégulière via les médias sociaux.²

Les programmes financés par le FFU développent également des campagnes de sensibilisation pour promouvoir les opportunités dans le pays. C'est notamment le cas de YEP (GM-01)³ en Gambie, qui contribue à la campagne *Tekki Fii*⁴ qui concerne les jeunes de 15 à 35 ans, en particulier ceux qui ne sont ni dans l'emploi, ni dans l'éducation, ni dans la formation. Il vise à sensibiliser aux avantages de choisir de « rester » chez soi plutôt que de prendre des risques pour rechercher des opportunités en Europe par le biais de la migration irrégulière.⁵ YEP contribue à cette campagne en affichant régulièrement des activités, des opportunités et des messages de sensibilisation sur plusieurs canaux de médias sociaux tels que Facebook et Twitter. En 2020, YEP a atteint 87 082 personnes, toutes uniquement au cours du second semestre de l'année, car les activités de communication et de sensibilisation du programme se sont concentrées sur les messages liés au COVID-19 au cours du premier semestre.

Une campagne similaire développée au Sénégal vise à dissiper le mythe de l'Eldorado européen à travers la promotion et la valorisation des opportunités économiques et des réussites dans le pays. Il est mis en œuvre par le programme Développer l'emploi au Sénégal (DES – SN-04) et s'appelle « Réussir au Sénégal » ou « *Tekki Fii* ». En 2020, 86 491 personnes ont été touchées par cette campagne, principalement en S1 2020 (98%). Alors qu'au cours du premier semestre, les activités de sensibilisation comprenaient le partage de contenu par le biais des médias sociaux et des bulletins d'information, le programme s'est concentré sur les caravanes d'information au cours de la deuxième partie de l'année. Parcourant les régions de mise en œuvre, ces caravanes visent à visiter plusieurs localités et à informer les communautés sur les opportunités liées au programme DES (formation et insertion professionnelles, soutien aux MPME et accès au financement), ainsi qu'à sensibiliser aux risques de la migration irrégulière. En S2 2020, les caravanes ont visité les régions de Kédougou et de Tambacounda, dans le sud-est du Sénégal, et ont atteint un total de 1 340 personnes, dont 30% de femmes.

Soutenir la réintégration durable des rapatriés

Au-delà des risques auxquels ils sont confrontés le long des routes migratoires, les migrants sont également confrontés à des défis lorsqu'ils retournent dans leur pays d'origine.⁶ La migration est souvent considérée comme une occasion d'améliorer les conditions de vie d'une famille et/ou de la communauté. Par conséquent, le retour peut être considéré comme un échec pour les proches des rapatriés. Les rapatriés sont également confrontés à des problèmes pour transformer les compétences et la formation acquises à l'étranger en opportunités d'emploi dans leur pays d'origine. L'aide au retour et à la réintégration vise donc à assurer la durabilité du retour en permettant aux rapatriés d'atteindre des niveaux d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de leurs communautés, ainsi que de bien-être psychosocial.⁷

Les programmes financés par le FFU ont fourni une aide à la réintégration à 31 320 rapatriés en 2020 (indicateur 3.5 bis), soit 45% des bénéficiaires aidés depuis le lancement des programmes. Un soutien à la réintégration additionnel a été fourni aux rapatriés vers la fin de 2020 en relation avec la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné un nombre élevé de bénéficiaires en S2 (24 447) par rapport aux résultats obtenus en 2019 (21 547 pour l'ensemble de l'exercice 2019). Le programme

¹ OIM, 'Assessing the effectiveness of online Facebook campaigns targeting potential irregular migrants: A pilot study in three West African countries', 2020. Accessible [ici](#).

² OIM, 'No Place Like Home nationwide campaign on safe migration launched in Ghana', 31/08/2020. Accessible [ici](#).

³ Projet d'emploi des jeunes.

⁴ *Tekki Fii* signifie 'Faites-le ici' en wolof.

⁵ Pour de plus amples renseignements sur la campagne *Tekki Fii* en Gambie, voir [ici](#).

⁶ OIM, Samuel Hall, Université du Sussex, 'Mentoring returnees: Study on Reintegration Outcomes through a comparative lens', octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ OIM, 'Vers une approche intégrée de la réintégration dans le contexte du retour', 2017. Accessible [ici](#).

migration au Sénégal (SN-06)¹ a notamment soutenu 15 000² rapatriés et leurs familles en S2 2020 avec des transferts monétaires pour couvrir leurs besoins fondamentaux au milieu de la pandémie

Le soutien de l'UE et de l'OIM à travers l'initiative conjointe (REG-04) se concentre sur trois composantes principales : le soutien économique, social et psychosocial. En 2020, il a fourni une aide à la réintégration à 7 035 personnes (indicateur 3.5 bis),³ dans le cadre de son programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration. Alors que l'aide post-arrivée vise à soutenir les rapatriés directement à leur retour (8 728 bénéficiaires soutenus en 2020, indicateur 3.5), l'aide à la réintégration est basée sur une approche à plus long terme et peut inclure un soutien psychosocial (PSS), des conseils et une orientation en matière d'emploi, une formation à l'EFTP et un soutien à la mise en place d'un accord intergouvernemental. L'assistance PSS est notamment essentielle car de nombreux rapatriés subissent des traumatismes dus à une dure expérience de migration, comme c'est le cas des survivants de naufrages par exemple.⁴ En février 2020, l'application conjointe UE-OIM a fourni une assistance psychosociale et de santé mentale individuelle et communautaire en Gambie aux survivants et aux familles touchés par un naufrage dévastateur au large des côtes mauritanienes en décembre 2019.⁵

Le programme DIZA (TD-07),⁶ qui est mis en œuvre au Tchad, a également soutenu 2 894 retournés en 2020, principalement de la RCA, avec un soutien économique dans le secteur de l'arachide (indicateur 3.5 bis). Tous les bénéficiaires ont été rejoints au T3 2020. Le programme a ciblé les zones qui accueillent le plus de retournés et de réfugiés dans le sud du Tchad : Mont de Lam et La Nya Pendé dans le Logone Oriental, Grande Sido au Moyen-Char et Barh-Sara dans la région de Mandoul. Il s'est concentré sur le secteur de l'arachide, car les activités d'un autre projet dans la région, SODEFIKA,⁷ qui vise à améliorer et à renforcer le secteur, peuvent conduire à des opportunités économiques intéressantes pour les rapatriés dans le secteur. 65% des bénéficiaires atteints en 2020 étaient des femmes étant donné que le secteur de l'arachide est principalement dominé par ce genre.

Au-delà des activités de sensibilisation, le programme YEP fournit également une aide à la réintégration aux rapatriés en Gambie. En 2020, 50 bénéficiaires ont été soutenus (indicateur 3.5 bis), tous des jeunes et presque tous en S2 2020 (92%). L'aide à la réintégration fournie par le programme repose sur deux composantes principales : la formation professionnelle et l'aide à l'entrepreneuriat. Les retournés ont eu accès à des programmes de formation qui visent à leur fournir les compétences nécessaires pour trouver un emploi. Ces formations ont été dispensées par des institutions et basées sur des programmes d'études qui ont été précédemment renforcés et développés par YEP. En ce qui concerne l'entrepreneuriat, les rapatriés ont été aidés à créer et à développer leur propre entreprise par le biais de formations et de services de soutien aux entreprises.

¹ Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, retour et réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise.

² Veuillez noter que ce résultat inclut les membres du ménage.

³ Fin 2020, OIM a apporté des corrections de données aux résultats du retour et de la réintégration (indicateurs 3.4, 3.5 et 3.5 bis du FFU) signalés pour l'initiative conjointe UE-OIM. La liste complète figure en annexe.

⁴ OIM, Samuel Hall. 2020. op.

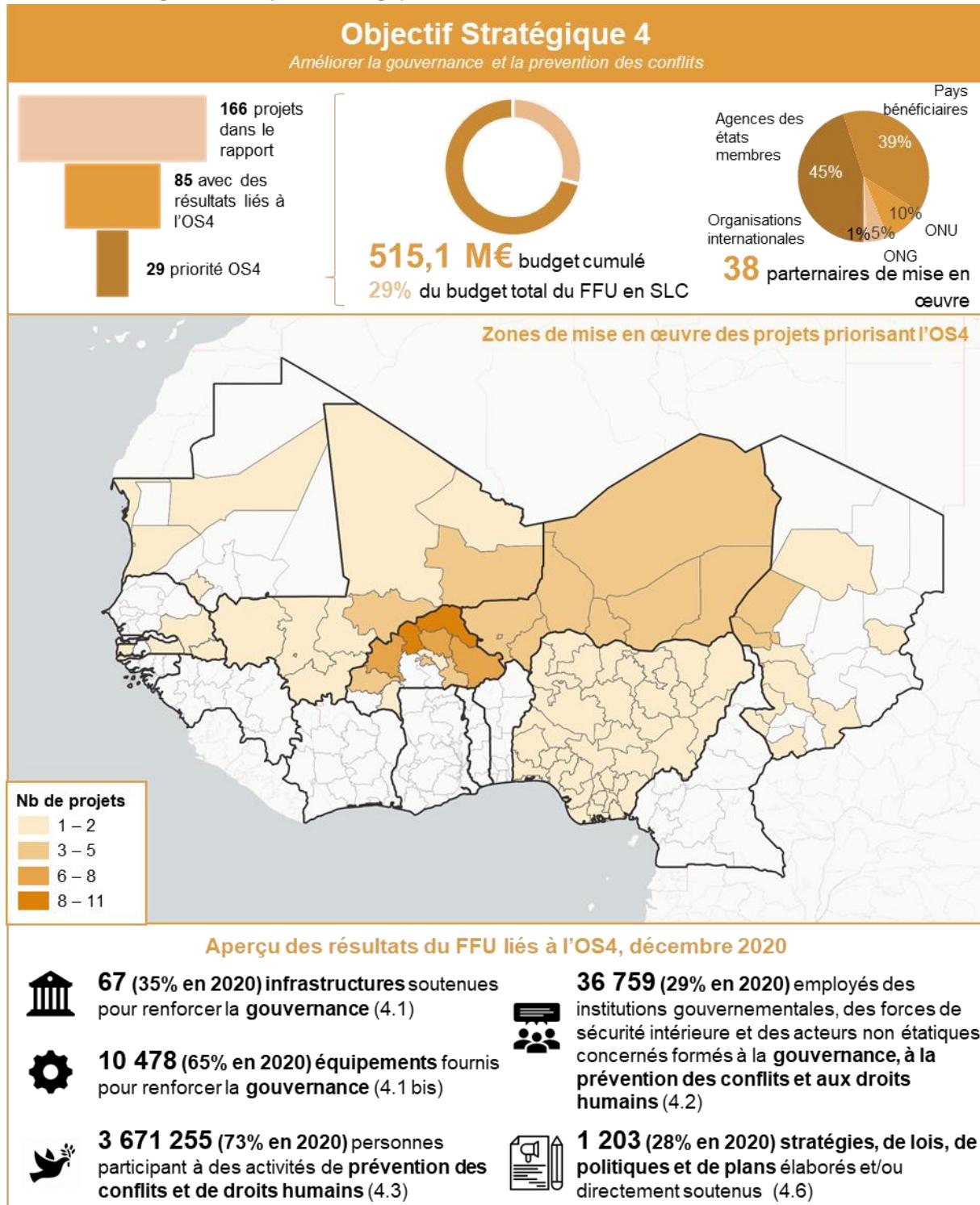
⁵ OIM, 'Fournir un soutien psychosocial et de santé mentale aux survivants gambiens du naufrage', 25/02/2020. Accessible [ici](#).

⁶ Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil.

⁷ Soutien au développement des filières karité et arachide.

5.2.5. AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ET LA PRÉVENTION DES CONFLITS

Figure 16: Objectif stratégique 4 – Tableau de bord, SLC, décembre 2020



En 2020, les conflits dans la région SLC se sont intensifiés et ont menacé de s'étendre aux pays côtiers. Près de deux fois plus d'incidents de sécurité (6 670) ont été enregistrés en 2020 qu'en 2019 (3 616), causant 16 616 décès dans les pays couverts par la fenêtre SLC du FFU. La violence reste concentrée autour des deux zones du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad.^{1,2}

Dans la région du Liptako-Gourma, pour la cinquième année consécutive, le nombre d'événements et de décès dus à des incidents de sécurité a dépassé celui de l'année précédente. En 2020, la violence des groupes armés non-étatiques et des armées nationales s'est intensifiée, tuant 6 252 personnes dans 2 137 événements de violence armée au Burkina Faso, au Mali et au Niger (soit une augmentation de 30% par rapport aux 4 823 décès de 2019).³ Suite à une offensive simultanée de l'Etat islamique au Grand Sahara (EESGS) et du *Jamaat Nusrat al-Islam wal Muslimeen* (JNIM) fin 2019, les armées étrangères et nationales ont été contraintes de se retirer de la région des trois frontières.⁴ Les forces militaires ont riposté en intensifiant les opérations antiterroristes au cours du premier semestre de 2020, provoquant une augmentation de la violence aveugle dans la région. Entre avril et juin 2020, les violations des droits humains commises par les forces de sécurité ont été plus nombreuses que celles commises par les groupes djihadistes.⁵ À la fin de 2020, les abus signalés de la part des armées nationales et l'absence de victoires claires contre les groupes armés non étatiques ont remis en question l'efficacité de la réponse militaire. Alors que le scepticisme grandissait en France quant à la poursuite de la force Barkhane, les gouvernements sahéliens ont montré un intérêt accru pour l'ouverture d'un dialogue avec les groupes armés non étatiques. En février 2020, Ibrahim Boubacar Keïta, l'ancien président malien, a annoncé qu'il avait chargé son représentant dans le centre du Mali de rencontrer les dirigeants du JNIM. On pense également que de hauts responsables du gouvernement burkinabè ont tenu des pourparlers secrets au cours de l'année, conduisant à un cessez-le-feu, qui, bien que fragile, a entraîné une forte baisse de la violence : il y a eu près de cinq fois moins d'affrontements entre les groupes djihadistes et les forces de sécurité de novembre 2020 à janvier 2021 par rapport à la même période de l'année précédente.^{6,7,8}

Des groupes armés non étatiques au Sahel voudraient étendre leur territoire vers les États côtiers du sud. Depuis 2019 et l'explosion de violence au Burkina Faso, autrefois considérée comme un bouclier pour ses voisins du sud, cette menace est plus tangible. Une vidéo datant de février 2020, diffusée par Bernard Emié (chef du service extérieur Français, DGSE), montrait Amadou Kouffa (Katiba Macina), Abdelmalek Droukdel (AQMI) et Iyad Al Ghali (JNIM, Ansar Al-Din) discutant d'une extension de leurs activités vers le Bénin et la Côte d'Ivoire.^{9,10}

Dans la région du lac Tchad, les groupes armés non-étatiques ont intensifié les enlèvements vers la fin de l'année et semblent avoir étendu leurs opérations au nord-ouest du Nigéria. Boko Haram a apparemment étendu son territoire en intensifiant sa collaboration avec les bandits et les réseaux criminels dans le nord du Nigéria. En décembre, plus de 300 élèves ont été enlevés de leur école dans l'État de Katsina.¹¹ Alors que le chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, a revendiqué la responsabilité de l'attaque, le groupe n'avait jamais été connu pour opérer aussi loin de son fief de l'état de Borno.¹²

¹ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event Data project dashboard', consulté en mars 2020, consulté [ici](#).

² Le Liptako-Gourma est la zone tri-frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

³ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event Data project dashboard', consulté en mars 2020, consulté [ici](#).

⁴ ACLED, '10 conflits à craindre en 2021', février 2021, consulté [ici](#).

⁵ ISPI, 'Human Rights abuse: a threat to security sector reforms in the Sahel', 2020, consulté [ici](#).

⁶ Middle East Eye, 'Sahel countries negotiate with armed groups despite France opposition', mars 2021, consulté [ici](#).

⁷ RFI, 'Mali ouvert au dialogue avec les djihadistes', février 2020, consulté [ici](#).

⁸ The New Humanitarian, 'Burkina Faso's secret peace talks and fragile jihadist ceasefire', mars 2021, consulté [ici](#).

⁹ Al-Qaïda au Maghreb islamique.

¹⁰ Aujourd'hui au Faso, 'La Côte d'Ivoire et le Bénin menacés par AQMI : quand on frappe le lézard, le margouillat doit se préparer', Février 2021, Accessible [ici](#).

¹¹ ICG, 'Violence in North West Nigéria: Rolling back the Mayhem', mai 2020, consulté [ici](#).

¹² Le Monde, 'Enlèvement d'élèves au Nigéria : Boko Haram montre qu'il peut frapper ailleurs que dans son fief', Décembre 2020, Accessible [ici](#).

En 2020, les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ont également montré des signes d'érosion démocratique. Au cours de l'année, sept des douze pays couverts par la fenêtre SLC du DFFU ont organisé des élections nationales (présidentielles ou législatives). Au Cameroun, les élections législatives de février ont enregistré un taux de participation de 25 à 30% à la suite d'un boycott de l'opposition et ont fait état d'actes d'intimidation des électeurs par des groupes armés dans les régions anglophones.¹ Au Mali, la contestation des résultats des élections législatives en mai a conduit à des manifestations tout au long de l'été, se terminant finalement par un coup d'État militaire en juillet lorsque le président Ibrahim Boubacar Keïta a été démis de ses fonctions.² En Côte d'Ivoire et en Guinée, les présidents sortants Alpha Condé et Alassane Ouattara ont remporté des troisièmes mandats en octobre, à l'issue d'élections entachées de manifestations.^{3,4} Au Burkina Faso, les bureaux de vote de 15 communes ont été fermés le jour de l'élection présidentielle de novembre pour des raisons de sécurité, interdisant à près d'un demi-million d'électeurs de voter.^{5,6} Alors que les jours d'élection au Niger et au Ghana se sont déroulés pacifiquement (en décembre), de violents affrontements se sont produits par la suite.^{7,8} le Tchad et la Gambie doivent tenir des élections présidentielles en 2021.

Le FFU a contracté 577,1 millions d'euros pour des projets prioritaires du OS4 dans la région SLC (sachant que ce rapport inclut des projets d'une valeur de 515,1 millions d'euros pour OS4), principalement au Burkina Faso (21%), au Niger (21%) et au niveau régional (20%). Tant au Burkina Faso qu'au Niger, la majeure partie du financement du FFU pour le OS4 (respectivement 62% et 81%) a été fournie sous forme d'appui budgétaire au gouvernement pour améliorer la prestation de services (au Burkina Faso), la gestion des frontières, la sécurité et le système judiciaire (au Niger). Au Burkina Faso, outre l'appui budgétaire, le financement du FFU sur le OS4 s'est concentré sur la gestion intégrée des frontières (ProGEF), ainsi que sur la protection et la lutte contre l'extrémisme violent et la prévention de l'extrémisme violent (PEV – Protection BF et le programme PEV, pour lequel un nouveau projet a récemment été contracté). Au Niger, des fonds supplémentaires ont récemment été contractés pour renforcer les forces de sécurité dans leur lutte contre la traite des personnes (ICE, NE-05 qui a reçu des fonds supplémentaires) et le terrorisme (ECI counter-terrorism, NE-15, et EP-GNN, NE-16, récemment contracté).⁹ Au niveau régional, le financement du FFU sur le OS4 se concentre principalement sur le soutien aux forces de sécurité par le biais du programme GAR-SI (REG-04) et sur la coopération entre les pays du G5-Sahel par le biais des programmes PAGS (PAGS II, REG-20, est inclus pour la première fois dans le présent rapport).

Fournir un soutien à la réponse en matière de sécurité dans les zones de conflit

Dans le Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad, les armées nationales luttent contre les groupes armés non étatiques depuis près d'une décennie et les attaques contre les civils et les forces armées se sont intensifiées ces dernières années.¹⁰ Alors que les pays du Sahel consacrent une grande partie de leur budget aux dépenses militaires (en 2019, le budget militaire du Mali s'élevait à 2,7% de son PIB, 1,84% pour le Niger),^{11,12} les forces de sécurité sont sous-équipées et mal préparées à faire face à des groupes armés non-étatiques. Dans ce contexte, les programmes financés

¹ HRW, 'Cameroun : violences électorales dans les régions anglophones', février 2020. Accessible [ici](#).

² BBC, 'Coup d'État au Mali : retour sur une journée historique', août 2020. Accessible [ici](#).

³ Le Monde, 'Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara annoncé vainqueur de l'élection présidentielle', novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ BBC, 'Alpha Condé remporte les élections en Guinée (Commission électorale)', octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Jeune Afrique, 'Présidentielle au Burkina : impatience et crispations en attendant les résultats', novembre 2020, Accessible [ici](#).

⁶ Le Monde, 'Présidentielle : la réélection contestée de Kaboré, dans un Burkina Faso sous pression djihadiste', novembre 2020, Accessible [ici](#).

⁷ The Africa Report, 'Ghana elections 2020: Nana Akufo-Addo declared winner', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁸ TV5Monde, 'Niger : la secrétaire générale de la Francophonie dénonce les violences post-électorales', Février 2021. Accessible [ici](#).

⁹ Soutien à la création d'un escadron polyvalent de la Garde Nationale du Niger.

¹⁰ Statista, 'Ratio of military spending to gross domestic production (GDP) de 2009 à 2019', consulté en avril 2020. Accessible [ici](#).

¹¹ Banque mondiale, 'Dépenses militaires (% of PIB) – Niger', consultation en avril 2020. Accessible [ici](#).

¹² ISS, 'Les armées du Sahel ont besoin d'une meilleure gouvernance pour faire face à la menace terroriste', 2020. [ici](#).

par le FFU soutiennent la réponse des États en matière de sécurité par la fourniture d'une formation, d'équipements, la remise en état des infrastructures et un soutien à la coordination. En 2020, 2 351 membres des forces de sécurité nationales et locales ont été formés dans la région, soit une augmentation de 38% par rapport au montant atteint fin 2019 (indicateur 4.2). Au total, depuis le début des activités, 8 552 membres des forces de sécurité ont été formés dans toute la région. Parmi les 90% dont le sexe a été précisé, 5% (soit 469 personnes) étaient des femmes.

En 2020, 61% de tous les membres des forces de sécurité formées (soit 1 433) ont bénéficié d'un renforcement des capacités en matière de sécurité et de techniques d'intervention pour soutenir leurs actions contre les groupes armés non étatiques. La plupart d'entre eux (53%) ont été atteints par le programme GAR-SI (REG-04),¹ qui a créé et équipé des unités d'intervention dans les pays du G5-Sahel.² En 2020, le programme a formé 755 membres des forces de sécurité nationales à travers la région. Des unités GAR-SI sont déployées dans les zones frontalières et reculées pour remplir des fonctions de police et fournir un appui à d'autres unités de sécurité en cas d'attaque. En 2020, GAR-SI a également fourni 5 138 pièces d'équipement aux unités GAR-SI, ce qui représente 75% de tout l'équipement fourni pour soutenir la gouvernance tout au long de l'année (indicateur 4.1 bis). Le programme leur a fourni 231 véhicules au cours de l'année pour appuyer leurs interventions opportunes dans les zones reculées où ils sont déployés.

643 membres des forces de sécurité ont été formés à la gestion des frontières au cours du second semestre de 2020. Au Burkina Faso, le programme ProGEF (BF-03) a formé 439 membres des forces de sécurité intérieure à la gestion des frontières. Au Niger, le programme AJUSEN (NE-06) a formé 175 personnes à la gestion des frontières, tant terrestres qu'aériennes.^{3,4}

Appui aux mécanismes de paix au niveau communautaire

Dans la région du SLC, les déplacements et l'insécurité alimentent et sont alimentés par des conflits au niveau communautaire (inter communautés et intra communautés). Les programmes financés par le FFU contribuent à la formation de représentants des communautés et de la société civile ainsi qu'à la reconstruction des mécanismes de paix endogènes au niveau communautaire. **En 2020, 65% (soit 7 014 personnes) des 10 796 personnes formées à la paix et à la gouvernance étaient des représentants de la communauté et de la société civile (indicateur 4.2).**⁵ Le renforcement des organisations déjà existantes permet aux programmes de s'appuyer sur les connaissances existantes de la communauté et d'assurer la durabilité des activités de manière plus fiable (qu'en créant des groupes ou des comités exogènes). Au total, depuis le début des activités, 18 509 représentants des communautés et de la société civile ont été formés dans le cadre des programmes financés par le FFU. Parmi celles-ci, 10 369 personnes étaient membres d'organisations de la société civile (OSC) formées à la paix et à la sécurité (indicateur 4.2). En 2020, les OSC représentaient 39% des acteurs formés au SLC (4 207 personnes). La plupart des membres des OSC ont été formés par le programme régional RESILAC (REG-05),⁶ qui a formé et renforcé 2 122 membres d'organisations communautaires dans la région du bassin du lac Tchad, épicentre de l'insurrection de Boko Haram. La plupart des personnes formées se trouvaient dans les régions Lac (Tchad, 1 108 personnes), Borno (Nigéria, 607 personnes) et Extrême-Nord (Cameroun, 407). **Le renforcement de la capacité des OSC à dialoguer avec les autorités et d'autres groupes est essentiel aux activités de RESILAC en matière de gestion pacifique des ressources.** Dans le bassin du lac Tchad, où le programme est mis en œuvre, la plupart

¹ Groupes d'intervention rapide – Surveillance et Intervention au Sahel.

² Le G5-Sahel est composé de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad.

³ Programme Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers au Burkina Faso.

⁴ Contrat relatif à la Reconstruction de l'État au Niger en complément du SBC II en préparation / Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger.

⁵ Les différents acteurs formés sont: les représentants de la communauté, journalistes, personnel de justice, les institutions civiles, les forces de sécurité locales, les institutions civiles nationales, les forces de sécurité nationales, les ONG/OSC, les institutions régionales, les chefs traditionnels, les organisations de la société civile, les institutions traditionnelles, les institutions nationales de sécurité, ambassadeurs et autres. Représentants de la communauté et de la société civile ici incluent : des représentants communautaires, des ONG/OSC, des chefs traditionnels et des jeunes ambassadeurs.

⁶ Redressement Économique et Social Inclusif du Lac Tchad.

des conflits sont directement liés à l'accès et à la gestion des ressources.¹ Une étude menée par le partenaire d'apprentissage du programme, le Groupe URD,² a révélé que dans la plupart des domaines de mise en œuvre, la légitimité et/ou l'influence des autorités traditionnelles pour gérer les questions foncières a diminué ces dernières années en raison de leur corruption perçue ou réelle, d'une méfiance à l'égard de leurs relations avec les autorités et/ou de leur déplacement.³ Cela conduit à des négociations de plus en plus difficiles sur l'utilisation des ressources dans les communautés, d'autant plus que des groupes ou des personnes influents profitent de l'absence d'autorisations ou d'accords pour s'approprier des ressources. Dans ce contexte, le programme a aidé les associations communautaires à analyser et à diagnostiquer leur environnement et ses contraintes, renforçant ainsi leur capacité de négocier de nouvelles politiques et de nouveaux plans de gestion des ressources.

La résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, adoptée en 2000, a souligné le rôle important que les femmes jouent et peuvent jouer dans la prévention et le règlement des conflits, et a exhorté tous les acteurs à œuvrer à l'inclusion des femmes dans les activités de prévention et de résolution des conflits.⁴ Dans le nord-est du Nigéria, le programme MCN (NG-03) a formé 1 544 membres d'ONG/OSC en 2020 (37% des ONG/OSC membres formés en 2020),⁵ dont 66% (soit 1 023) femmes, bien au-dessus de la moyenne de 30% de femmes membres d'OSC formées en SLC cette année. 919 des 1 023 femmes membres des OSC formées par le programme en 2020 étaient membres d'associations de femmes travaillant sur la gestion des conflits et les droits humains. Dans les zones de conflit et les zones reculées, les ONG et les OSC sont souvent la première ligne de soutien aux populations touchées. Plus particulièrement, les associations de femmes sont en première ligne pour fournir des services aux femmes et aux filles qui ont souffert de déplacement, de perte et de violence sexiste. Le programme MCN vise à soutenir les associations de femmes dans leur travail de réinsertion des femmes et des filles qui ont été victimes des forces insurrectionnelles ou anti-insurrectionnelles.

En plus des membres des OSC, en 2020, 2 807 représentants communautaires et chefs traditionnels et jeunes ont été formés à la prévention des conflits, à la paix et à la gouvernance (8 139 depuis le début des activités, indicateur 4.2). Cela représente 26% de tous les acteurs formés au cours de l'année. Les représentants et les dirigeants communautaires ont été principalement formés aux activités de paix communautaires pour s'assurer qu'ils peuvent s'engager avec la population et avec les autorités au nom de la population (1 285 personnes en 2020, soit 46% des personnes formées).

La plupart des représentants communautaires formés en 2020 (24%) ont été des médiateurs formés par le programme PDU (REG-18) sur les lois pastorales, les techniques de médiation et la communication.⁶ En 2020, le programme a formé 671 personnes, dont 118 femmes. Dans la région SLC, les conflits entre les communautés pastorales et agricoles sont aggravés par l'insécurité, les effets du changement climatique ainsi que les tensions de longue date entre les communautés. En 2020, 646 incidents impliquant des communautés pastorales et agricoles ont été enregistrés, faisant 2 039 morts dans la région. La médiation communautaire est un outil efficace pour résoudre les conflits au niveau local avant l'escalade vers la violence.⁷ Les médiateurs formés par PDU sont organisés en réseaux et soutiennent la résolution des micro-conflits dans leurs communautés. En S2 2020, tous les médiateurs formés se trouvaient en Mauritanie, où le programme a lancé son dernier réseau de médiateurs. L'interdiction des rassemblements dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 avait empêché la mise en place du réseau jusque-là.

¹ Groupe URD, 'Etude sur les mécanismes endogènes de prévention, médiation et résolution des conflits dans le Bassin du Lac Tchad', 2020. Accessible [ici](#).

² Le Groupe urgence, réhabilitation, le développement en Français

³ Ibid.

⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 'Résolution 1325', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

⁵ Améliorer la capacité de gestion des conflits au niveau de l'État et de la communauté dans le Nord-Est du Nigéria.

⁶ Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

⁷ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event Data project dashboard', consulté en mars 2020, consulté [ici](#).

Au sein du SLC, les jeunes sont souvent les plus à risque de rejoindre des groupes armés criminels ou non étatiques, et ils sont sous-représentés dans les autorités coutumières ou parmi les chefs traditionnels.¹ En S2 2020, le programme PDU (REG-18) a atteint 270 jeunes leaders grâce à des formations sur le leadership inclusif et la gestion des conflits. Le programme vise à les engager à atteindre leurs pairs par le biais d'un discours non-violent et à inclure les jeunes leaders parmi les acteurs de la gestion des conflits.

Les dirigeants communautaires jouent également un rôle dans la relation des communautés avec les autorités. Le soutien des capacités de la communauté à s'engager dans les questions de gestion et de gouvernance assure une meilleure représentation des besoins des populations dans la prise de décisions locales. Le programme RESILAC (REG-05) a formé 195 dirigeants communautaires en S2 2020 sur la gouvernance démocratique au Tchad et au Nigéria.

Renforcer l'architecture de paix et de gouvernance des États

Dans les pays du SLC, la présence et la gouvernance de l'État ont été affectées par l'insécurité, le déplacement et les conflits. Cela a eu un impact sur la prestation de services, la cohésion sociale et la relation entre les populations et leurs gouvernements. Les programmes financés par le FFU soutiennent les autorités par l'adoption de politiques et de lois aux niveaux local et national. Le FFU finance 16 programmes du SLC qui ont contribué, en 2020, à l'adoption de 339 politiques et lois (indicateur 4.6). Cela représente une augmentation de 39% par rapport aux chiffres atteints en 2019. Au total, 1 203 politiques et lois ont été appuyées depuis le début des activités.

En 2020, 66% des politiques ont été adoptées au niveau local (223 politiques) et visaient à soutenir les institutions et autorités locales dans la réduction des conflits et le développement de la fourniture de services. La plupart des politiques locales ont été soutenues au Burkina Faso en 2020 (102), où le programme PDU (REG-18)^{2,3} a aidé 43 communes à élaborer des plans d'adaptation aux effets du changement climatique au niveau local. La gestion des ressources dans le contexte d'événements climatiques de plus en plus défavorables a été un défi pour les communes, car les conflits liés aux ressources se multiplient au Burkina Faso. Le programme PEV (BF-08), également au Burkina Faso, a soutenu l'adoption de 48 plans fonciers.

Pour soutenir la mise en œuvre des plans locaux et la fourniture de services, les programmes financés par le FFU ont formé 685 membres d'institutions civiles en 2020 (8% de tous les acteurs formés cette année), dont 480 fonctionnaires locaux (indicateur 4.2). En 2020, la plupart des fonctionnaires locaux (64%) ont été formés par le programme RESILAC (REG-05), qui a renforcé les capacités de 293 personnes en matière de développement local, de gestion de projet et de gestion territoriale au Cameroun, au Nigéria et au Tchad.

Les programmes financés par le FFU soutiennent également les pays qui souhaitent développer la fourniture de services et l'efficacité du gouvernement. En 2020, le programme PAECSIS (ML-08)⁴ a soutenu 68 plans et stratégies nationaux pour l'informatisation et le renforcement du système d'enregistrement des faits d'état civil au Mali. Dans les situations de conflit et de déplacement, l'absence ou la perte de documents d'état civil est courante et empêche les individus d'accéder à des services tels que l'éducation ou de s'engager dans la vie démocratique du pays par le biais de votes. Le programme PAECSIS a également permis de former 21 fonctionnaires à l'informatisation des documents d'état civil (indicateur 4.2) et de fournir 910 pièces d'équipement aux centres d'état civil (indicateur 4.1 bis).

¹ AEI. 'Tackling terrorists' exploitation of youth', 2019. Accessible [ici](#).

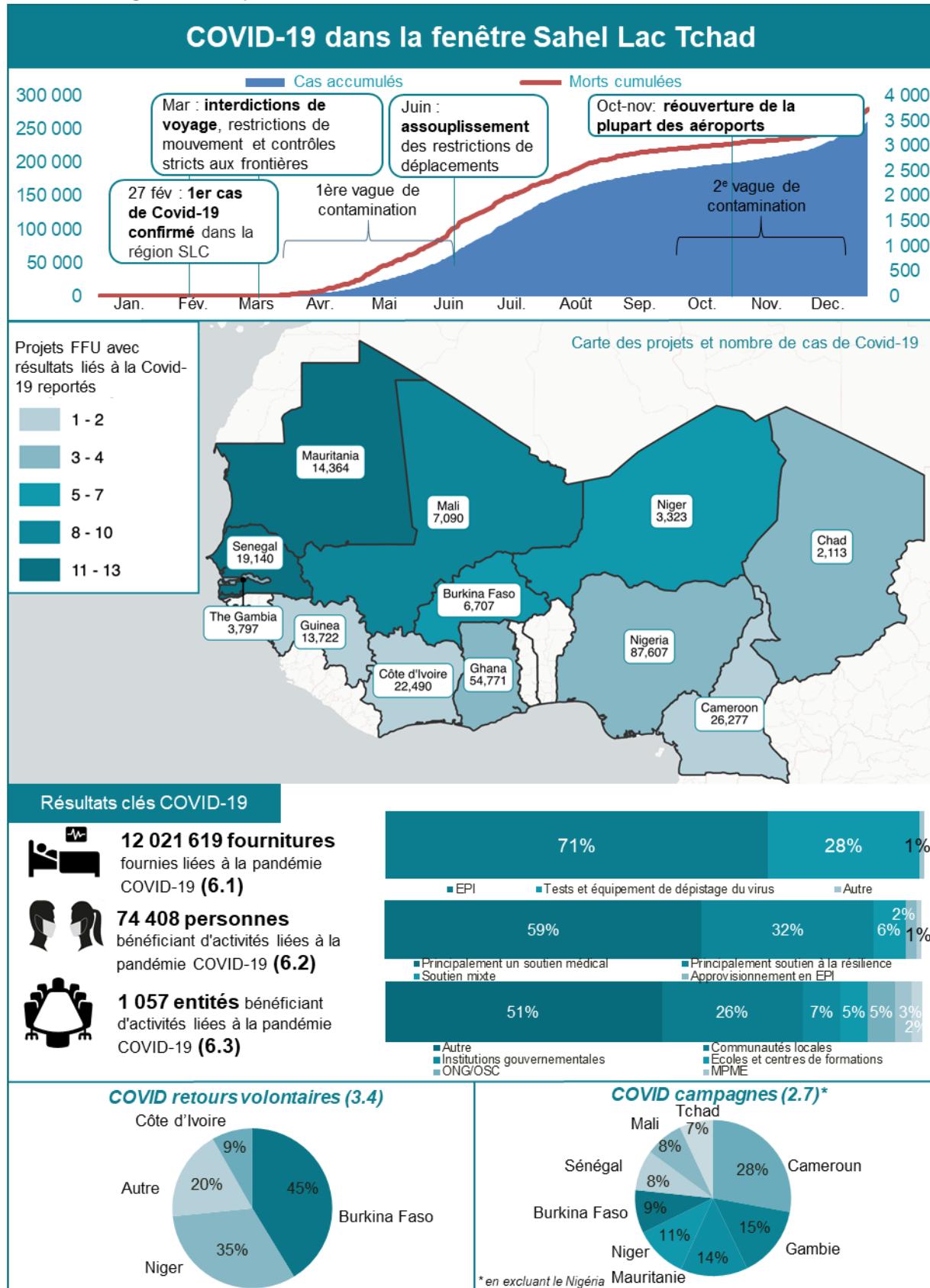
² Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

³ Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale.

⁴ Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali : appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé.

5.2.6. LA PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LA RÉGION SLC ET LA RÉPONSE DU FFU

Figure 17 : Réponse à la COVID-19 – Tableau de bord, SLC, décembre 2020



Le premier cas de COVID-19 en Afrique subsaharienne a été enregistré au Nigéria le 27 février 2020, suivi du Sénégal le 2 mars 2020, avant que le virus ne se propage rapidement à d'autres pays dans la fenêtre SLC. Le déclenchement de la pandémie a poussé les gouvernements à appliquer des mesures restrictives telles que la fermeture des frontières, les restrictions sur les rassemblements publics et privés et divers degrés de confinement. La plupart des pays ont pu assouplir les mesures de restriction au cours de l'été, mais les soupçons d'une deuxième vague de contamination plus virulente en Afrique à l'automne ont conduit certains gouvernements, tels que la Mauritanie et le Mali, à rétablir des mesures plus strictes de distanciation physique telles que les restrictions de mouvement, le port du masque et les couvre-feux, tout en visant à minimiser l'impact économique sur la population.^{1,2}

Au 31 décembre 2020, 261 401 cas et 3 733 décès avaient été enregistrés dans les pays de la région SLC.³ La réponse rapide des gouvernements africains au début de la pandémie, y compris la fermeture des frontières, a permis de contenir la propagation de la maladie dans un premier temps. Cependant, les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ont connu une augmentation constante de leur nombre de contaminations en 2020, avec 172 227 nouveaux cas enregistrés au cours du second semestre de l'année.^{4,5}

Au-delà des implications sanitaires, la pandémie a eu un impact sévère sur les économies du monde entier, y compris en Afrique subsaharienne. Pour la première fois en 25 ans, la région devrait traverser une récession avec une contraction du PIB de 3,3% en 2020. On estime que quarante millions de personnes pourraient être poussées dans l'extrême pauvreté en conséquence. Au Nigéria, la plus grande économie du continent, le PIB a chuté de 6,1% en glissement annuel au deuxième trimestre 2020. L'incertitude continue de régner autour du paysage économique mondial et des retombées sur l'Afrique.⁶ Alors que les campagnes de vaccination ont commencé dans les pays riches, les pays africains seront confrontés à des défis pour la reprise et l'accès aux vaccins en 2021, ce qui soulève des inquiétudes quant à l'isolement possible du continent par rapport au reste du monde.⁷

Les migrants sont particulièrement vulnérables dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Alors que de nombreux pays fermaient leurs frontières et limitaient leurs mouvements, des millions de migrants se sont retrouvés bloqués et sont restés dans des situations précaires.⁸ Certains ont perdu leurs moyens de soutien et de voyage et sont devenus incapables de répondre à leurs besoins fondamentaux ou d'accéder à un abri sûr.⁹ Les conditions de logement et la concentration plus élevée de migrants dans les secteurs d'emploi où la distanciation physique est difficile à maintenir ont également laissé les migrants beaucoup plus à risque de COVID-19 que les communautés locales. En outre, la pandémie et ses répercussions économiques ont déjà été un moteur de migration :¹⁰ en Afrique de l'Ouest, une partie importante des réfugiés et des migrants (environ un tiers de ceux qui sont partis après avril 2020) ont indiqué que leur décision de partir était principalement influencée par la pandémie et ses répercussions sur l'économie.¹¹

Le FFU a adapté sa réponse dans la région SLC en réorientant une partie de son financement et en allouant de nouvelles ressources aux activités liées à la COVID-19, pour un montant total de 99,8 M euros.¹² Dans les pays du SLC en 2020, 744 408 personnes ont bénéficié d'activités

¹ Fermeture de toutes les universités et salles d'audience au Mali, couvre-feu et interdiction des rassemblements en République démocratique du Congo, couvre-feu et prières suspendus en Mauritanie, restrictions dans les restaurants sénégalais. Accessible [ici](#).

² UNCHR, 'COVID-19 Emergency Response West & Central Africa', décembre 2020. Accessible [ici](#).

³ OMS, 'Tableau de bord COVID-19', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

⁴ UNCHR, 'COVID-19 Emergency Response West & Central Africa', décembre 2020, consulté [ici](#).

⁵ Our World in Data, 'Coronavirus pandemic (COVID-19)', consulté en mars 2020. Accessible [ici](#).

⁶ Banque mondiale, 'Africa's Pulse Volume 22', octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ Ibid.

⁸ Reuters, 'Près de trois millions de migrants bloqués par le COVID-19 - Rapport de l'ONU', octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁹ OIM, 'Impact du COVID-19 sur les migrants bloqués', Septembre 2020. Accessible [ici](#).

¹⁰ OCDE, 'Quel est l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les immigrants et leurs enfants ?', octobre 2020. Accessible [ici](#).

¹¹ MMC, 'Migration au Sahel : remettre les droits de l'homme, la coopération et la solidarité au centre', mars 2021. Accessible [ici](#).

¹² Pour plus d'informations sur le budget alloué à la réponse à la pandémie de COVID-19 dans le cadre de la fenêtre SLC du FFU, veuillez vous référer à la section portefeuille du présent rapport (3.3).

d'intervention d'urgence liées à la COVID-19 telles que des traitements ou des équipements médicaux, une aide alimentaire et des formations (indicateur 6.2). 1 056 MPME, centres de santé et de formation et institutions gouvernementales ont reçu une formation au renforcement des capacités et à la communication des risques ainsi que du matériel médical (indicateur 6.3). Enfin, 676 entreprises ont bénéficié d'un soutien financier d'urgence ou accéléré dans le contexte de la pandémie (indicateur 1.2) et, dans l'ensemble de la région, 133 459 215 bénéficiaires ont bénéficié de campagnes de sensibilisation à la pandémie (indicateur 2.7). Dans le cadre de l'initiative conjointe OIM-UE, l'OIM a également réussi à organiser des couloirs humanitaires grâce à des négociations avec les gouvernements concernés pour l'ouverture de l'aéroport, la mise en place et l'adoption de procédures de prévention pendant et après le retour. 3 161 ont bénéficié de cette aide (indicateur 3.4).

Soutenir les systèmes de santé grâce à des fournitures de prévention et de traitement

Dans la région SLC, la pandémie a mis à rude épreuve le système de santé publique. Alors que la région avait de l'expérience dans la gestion des maladies infectieuses, telles qu'Ebola, et était en mesure de mettre en place des mesures de confinement rapides au début de la pandémie,¹ la pandémie de COVID-19 était sans précédent à bien des égards et les établissements de santé ont dû s'adapter rapidement à une nouvelle maladie, dans un contexte où les tests de diagnostic et les équipements hospitaliers font déjà défaut.²

Au Nigéria, le pays le plus peuplé du continent, les activités financées par le FFU ont permis de sensibiliser l'opinion et de fournir un soutien en matière de secours. En décembre 2020, il y avait 87 607 cas de contamination par la COVID-19 dans le pays et 1 289 décès, le nombre le plus élevé dans les pays SLC.³ Le *One UN Response Plan* (NG-09-01) a mené des campagnes de sensibilisation de masse (indicateur 2.7) sur les mesures de protection à travers le pays, touchant 131 377 488 millions de personnes – soit plus de 60% de la population – et fourni des EIP à 7 668 863 Nigérians (indicateur 6.1). Avec moins de 100 respirateurs disponibles dans le pays au début de la pandémie et la plupart dans des cliniques privées, les hôpitaux et les centres de santé nigérians étaient mal équipés pour traiter un grand nombre de patients entrants présentant des problèmes respiratoires.⁴ Le *One UN Response Plan* a distribué 854 fournitures de traitement, y compris des ventilateurs, à titre de secours. Il a également fourni 3 462 358 équipements et fournitures de dépistage des virus et des sérologiques (indicateur 6.1) et un appui à 24 laboratoires existants (indicateur 6.3) pour accroître les capacités de dépistage. Au total, au Nigéria, 11 328 281 fournitures ont été distribuées (indicateur 6.1), dont ont bénéficié 425 784 personnes (indicateur 6.2).

Dans d'autres pays du SLC, les projets financés par le FFU ont adapté leur intervention et leurs activités pour tenir compte des besoins liés à la pandémie. Dans le reste du volet SLC du FFU, 684 639 EIP et autres types d'équipements ont été fournis aux équipes de projet et aux bénéficiaires (indicateur 6.1). Au Mali et au Burkina Faso, l'augmentation du nombre de cas pendant S2 a conduit Mode Ethique (REG-07), par exemple, à commencer à produire des masques faciaux destinés à être distribués aux segments les plus marginalisés de la population, en tirant parti du savoir-faire et de la capacité des ateliers de production du projet, à distribuer 300 000 EPI au Burkina Faso et 100 000 au Mali (indicateur 6.1), soit près de 60% de tous les EPI distribués dans les pays SLC (à l'exclusion du Nigéria). Au Sénégal, PASPED (09-01) a distribué 3 700 masques transparents spéciaux dans les écoles accueillant des élèves malentendants afin de faciliter la communication avec leurs pairs tout en maintenant des pratiques sûres.

Les programmes financés par le FFU ont également soutenu le développement d'idées innovantes en matière de santé adaptées aux réalités locales. Si l'octroi de fournitures médicales

¹ Blog de la Banque mondiale, 'Guinée : La connaissance vient de l'expérience. Comment les leçons tirées de la lutte contre Ebola ont conduit à une réponse rapide dès le début de l'épidémie de COVID-19', octobre 2020. Accessible [ici](#).

² NCBI, 'Spreading of SARS-CoV-2 in West Africa and assessment of risk factors', septembre 2020. Accessible [ici](#).

³ OMS, 'Tableau de bord COVID-19' Consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Techabal, 'Tech companies are working to salvage the shortage of ventilators in Nigéria', avril 2020. Accessible [ici](#).

est fondamentale, celles-ci doivent être acheminées par des systèmes de soins de santé suffisamment équipés. En invitant les jeunes de la région à participer à la réponse, l'EJOM (ML-09),¹ financé par le FFU, un programme préexistant d'EFTP et de développement au Mali, a financé un défi « *Beat COVID-19* » au cours du second semestre de l'année. Au total, 29 jeunes ont reçu une formation (indicateur 1.4) dans le cadre de la lutte contre la pandémie, en apprenant les méthodes modernes et le savoir-faire local. Ils ont ensuite pu lancer 8 projets anti-COVID, tels que la création d'un respirateur artificiel à faible coût et d'un dispositif automatisé de lavage des mains pour les personnes handicapées ; une usine locale de filaments 3D utilisée pour imprimer des EPI ; et la mise en place d'une plate-forme en ligne qui permet aux gens d'identifier les symptômes liés à la COVID. De même, en Mauritanie, le programme PECOBAT (MR-01)² a formé 52 personnes, dont la moitié étaient des femmes, à la mise en place de points d'eau dans le contexte sanitaire de la pandémie et à la couture de masques de protection. Au-delà des implications sanitaires, les jeunes locaux en Mauritanie et au Mali – y compris les femmes – ont acquis des compétences à long terme qui survivront à la pandémie.

Adopter des mesures sensibles au genre dans la lutte contre la pandémie

Comme pour toute crise, les femmes sont plus vulnérables que leurs homologues masculins. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la crise actuelle menace de réduire à néant les gains des femmes en termes d'opportunités économiques des 30 dernières années dans le monde entier.³ En Afrique subsaharienne, les femmes sont massivement représentées dans le secteur informel, qui est particulièrement menacé pendant la pandémie, ce qui signifie qu'elles sont confrontées à de plus grandes difficultés économiques car elles n'ont pas d'avantages ou de protection en vertu des lois officielles du travail qui s'appliquent aux travailleurs formels.⁴ Les femmes sont également plus susceptibles que les hommes de travailler dans les secteurs sociaux, tels que le tourisme et l'hôtellerie, qui sont les plus durement touchés par la distanciation physique et les mesures d'atténuation.⁵ En conséquence, la pandémie entraîne une hausse du chômage des femmes par rapport aux hommes.⁶

Les femmes sont également plus exposées aux risques de contamination. À l'échelle mondiale, 70% des agents de santé et des intervenants sont des femmes.⁷ Dans ce cas, en raison de la nature de leur travail, le travail à domicile n'est pas une option. Pourtant, les femmes ont également tendance à supporter les retombées sociales de la pandémie.⁸ Elles sont plus susceptibles d'être accablées par du travail domestique non-rémunéré et de ne plus faire partie de la population active.⁹

Grâce à l'intervention du FFU dans le cadre de la SLC, les femmes bénéficiaires ont reçu un soutien pour les aider à faire face aux effets de la crise. 173 993 femmes ont bénéficié d'activités de réponse d'urgence liées à la COVID-19 (indicateur 6.2), contre 131 406 hommes.¹⁰ Par l'intermédiaire de PARERBA (SN-09),¹¹ 120 448 de ces femmes ont reçu une aide alimentaire dans tout le bassin de l'arachide, une région où l'accès aux terres agricoles est difficile, et 1 217 femmes ont reçu un soutien pour leurs activités économiques. Au Nigéria, le *One UN Response Plan* a fourni 1 992 services sociaux de base (indicateur 2.2) aux femmes (contre 286 aux hommes), dans le traitement de la VFS et d'autres services de santé tels que le virus de l'insuffisance (VIH) et la tuberculose (TB).

Étant donné que les femmes ont tendance à être chargées des enfants et des tâches ménagères, il est primordial qu'elles soient sensibilisées aux mesures de prévention. Les femmes réfugiées sont

¹ L'Emploi des Jeunes crée des Opportunités au Mali.

² Le projet Éco-construction bâtiment.

³ FMI Blog, 'L'écart entre les sexes COVID-19', juillet 2020. Accessible [ici](#).

⁴ OMS, 'L'OMS préoccupée par l'impact de la COVID-19 sur les femmes et les filles en Afrique', juin 2020. Accessible [ici](#)

⁵ FMI blog. 2020. op. cit.

⁶ ONU Women, 'COVID-19 and its economic toll on women: The story behind the numbers', septembre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ ONU Femmes, 2020. op.cit.

⁸ Ibid.

⁹ Ibid.

¹⁰ L'indicateur 6.2 inclut également les bénéficiaires pour lesquels le sexe n'était pas spécifié, ce qui signifie qu'un plus grand nombre d'hommes et de femmes ont reçu une aide d'urgence, mais que nous ne connaissons pas la répartition par sexe.

¹¹ Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués.

particulièrement vulnérables aux effets de la crise, car elles sont davantage soumises à des pressions socioéconomiques, telles que des tensions accrues dans les foyers et les communautés et des fermetures d'écoles en raison de la pauvreté liée à la pandémie.¹ Au Cameroun, le programme RESILIENT (CM-01)² a ciblé 36 211 femmes en déplacement, y compris des réfugiées, en les informant des risques de contamination et de la manière de prévenir la propagation du virus grâce à de meilleures pratiques d'hygiène (indicateur 2.7).

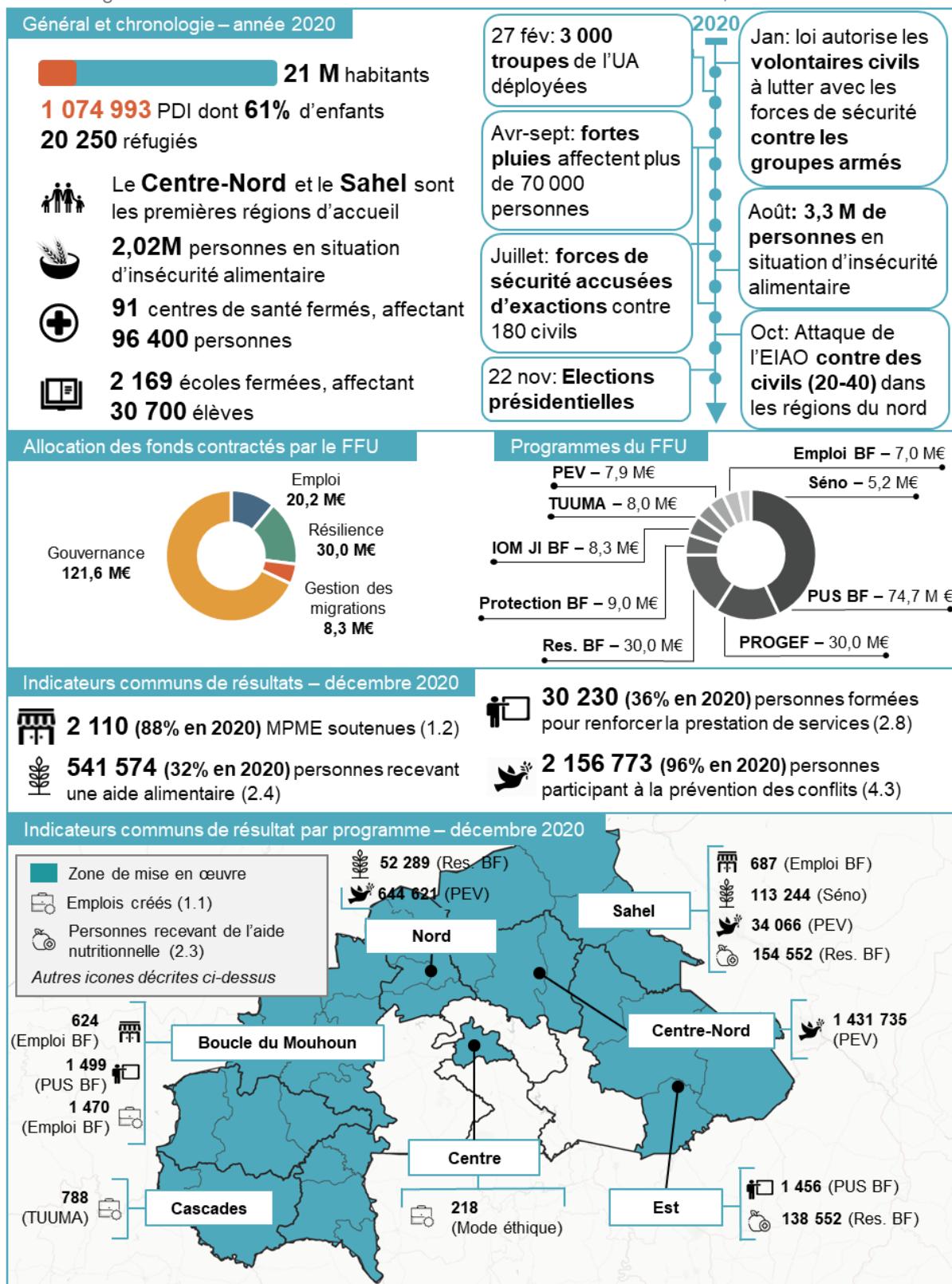
¹ HCR, 'COVID-19 pandemic worsening gender inequalities for refugee women and girls', mars 2021. Accessible [ici](#)

² Redressement Economique et Social Inclusif et de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle des Territoires du Nord Cameroun (RESILIENT).

6. ANALYSE PAR PAYS

6.1. BURKINA FASO

Figure 18 : Burkina Faso – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020



6.1.1. LE BURKINA FASO ET LE FFU EN 2020

En 2020, la situation sécuritaire s'est détériorée rapidement dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun au Burkina. Le pays est confronté à une crise multiforme avec un nombre croissant d'événements violents, combinant la violence des GANEs et les tensions intercommunautaires. La violence a éclaté au Burkina Faso en 2019 avec 646 attaques violentes enregistrées, contre 233 en 2018. L'intensité du conflit a persisté en 2020 avec 670 événements violents qui ont fait 2 293 victimes, dont 44% de civils.¹ Au cours du dernier trimestre de l'année, cependant, des améliorations ont été enregistrées dans la province du Soum après que le gouvernement et une branche locale de la JNIM² dans la région ont ouvert des négociations en septembre. Ces questions de sécurité alimentent et sont alimentées par les tensions intercommunautaires et ethniques. Des élections législatives et présidentielles ont eu lieu le 22 novembre 2020 et le président sortant Kaboré a été réélu.

Outre les régions extrêmement instables au nord du Burkina Faso, les régions situées au sud sont de plus en plus menacées de violence, en particulier la région frontalière de la Côte d'Ivoire. Depuis 2018, des groupes armés non-étatiques ont recruté une série d'acteurs armés locaux pour mener des attaques armées contre des positions fixes et des forces de sécurité locales dans la zone frontalière avec Côte d'Ivoire. ACLED³ qualifie ce nouveau phénomène de « djihadisation du banditisme ».⁴ Après une première opération menée par les forces ivoiriennes en juillet 2019 pour contrer d'éventuelles attaques, en mai 2020, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont lancé leur première opération conjointe de grande envergure, l'opération Comoé, des deux côtés de la frontière.

Les régions reculées et touchées par le conflit au Burkina Faso souffrent également de la rareté de la fourniture de services de base en raison du contexte instable, du manque d'investissement dans les institutions et services publics et des contraintes d'accès. Les attaques contre les écoles par des groupes armés ont gravement perturbé l'éducation en 2020. En décembre 2020, 2 169 écoles étaient fermées en raison de l'insécurité, touchant 307 000 enfants.⁵ Les structures de santé manquent souvent de matériel médical et de médicaments, tandis que les agents de santé font régulièrement grève en raison des mauvaises conditions de travail.⁶ Plus précisément, 25% des établissements de santé dans les zones touchées par le conflit étaient fermés ou fonctionnaient à capacité limitée en novembre 2020.⁷

Dans les zones de conflit, l'accès des acteurs humanitaires est limité, ce qui renforce la vulnérabilité de la population locale. Dans son aperçu humanitaire 2020, l'ACAPS a qualifié de « élevées » les contraintes d'accès auxquelles est confrontée l'aide humanitaire au Burkina Faso.⁸ Sur les neuf indicateurs qualitatifs qu'ACAPS utilise pour évaluer la criticité de l'accès humanitaire, trois ont atteint le niveau le plus élevé en 2020, à savoir les hostilités en cours, les contraintes environnementales et la violence croissante contre le personnel, les installations et les biens.

Le FFU a contracté 191,5 millions d'euros au Burkina Faso, principalement dans le cadre des programmes liés à la gouvernance et à la sécurité (OS4), qui représentent 68% du financement (121,6 millions d'euros). Alors que le soutien aux forces de sécurité pour renforcer la gestion des frontières (ProGEF, BF-03) a commencé dès le début, un soutien financier important (74,7 millions d'euros) a été apporté au gouvernement du Burkina Faso depuis la mi-2018 pour renforcer sa présence dans les zones reculées et touchées par le conflit (PUS-BF, BF-09). Ces efforts visent à consolider la paix, la stabilité et la sécurité, ainsi qu'à réduire la vulnérabilité des populations locales, en particulier

¹ ACLED, 'Tableau de bord du projet de localisation et de données d'événement des conflits armés', consulté en mars 2020, [ici](#)

² Jamaat Nusrat al-Islam Wal Muslimeen (Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans)

³ Armed Conflict Location and Event Data Project

⁴ ACLED, 'À la lumière de la Kafolo Attaque : La menace militante djihadiste dans les zones frontalières du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire', 2020. Accessible [ici](#)

⁵ OCHA, 'Aperçu de la situation humanitaire', décembre 2020. Accessible [ici](#)

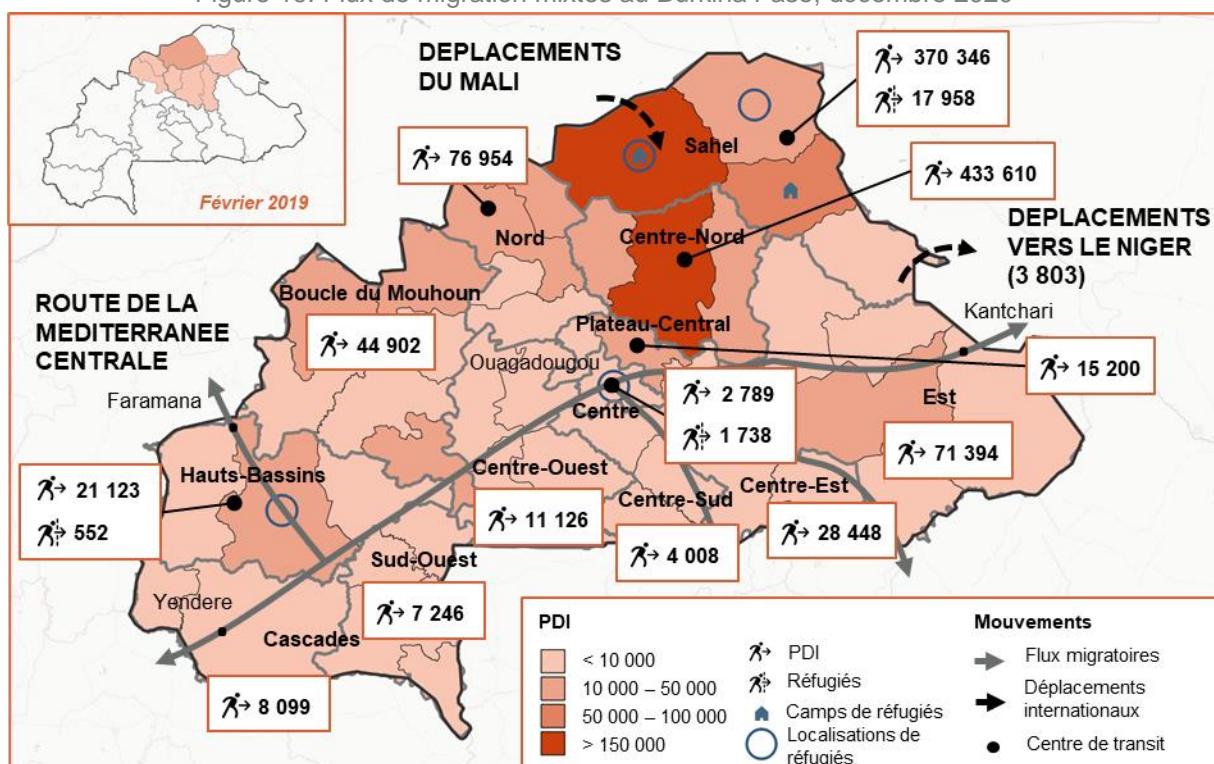
⁶ ACAPS, 'L'accès humanitaire au Sahel : scénarios', février 2021. Accessible [ici](#)

⁷ ACAPS, 'Sahel central : accès humanitaire et coordination civilo-militaire', janvier 2021. Accessible [ici](#)

⁸ ACAPS, 'Aperçu de l'accès humanitaire', décembre 2020. Accessible [ici](#)

dans les zones rurales et touchées par le conflit. En outre, les arrivées de personnes déplacées ont accru la vulnérabilité des communautés locales, car ces personnes déplacées ont exercé une pression supplémentaire sur des ressources et des services locaux déjà rares. À la lumière de ce qui précède, 17% du budget du FFU dans le pays ont été consacrés à des activités de renforcement de la résilience (OS2), le tout dans le cadre du projet Résilience Burkina Faso (BF-01), aujourd’hui achevé, qui visait à s’attaquer aux causes profondes de l’instabilité, à améliorer les moyens de subsistance des communautés locales et à favoriser la cohésion sociale. Afin de renforcer la résilience des communautés grâce à une approche de la DRPR, 11% du budget du FFU ont été alloués à la création d’emplois (OS1), principalement dans les zones touchées par le conflit. Enfin, 4% visent à améliorer la gestion des migrations (OS3 – IC EU-OIM Burkina Faso, BF-04).

Figure 19: Flux de migration mixtes au Burkina Faso, décembre 2020¹



Renforcement des capacités des forces de sécurité dans les zones frontalières et de la cohésion sociale dans les communautés rurales

En 2020, le Burkina Faso a été confronté à des tensions intercommunautaires croissantes, alimentées par des différends fonciers et des ressources naturelles, ainsi que par la violence de la part de groupes armés non étatiques. Les tensions intercommunautaires se sont aggravées depuis que des groupes d'autodéfense ont commencé à se former en 2014 pour combler le vide laissé par les lacunes de gouvernance dans les zones rurales.² En janvier 2020, le gouvernement a permis aux volontaires civils de lutter contre les groupes armés non étatiques aux côtés des forces de l'État pour compenser leurs capacités limitées à couvrir leur territoire. Des volontaires civils et les forces de sécurité ont fait l'objet d'accusations récurrentes d'exactions contre des civils³ et ont été accusés en

¹ En janvier 2019, une série sans précédent d'attaques violentes a entraîné le déplacement de 36 000 personnes au Burkina Faso, pour atteindre un total de 83 066 déplacés internes. Dans le pays, des explosions de violence ont ensuite entraîné une multiplication par dix des déplacements internes entre février 2019 (101 415) et décembre 2020 (1 074 993).

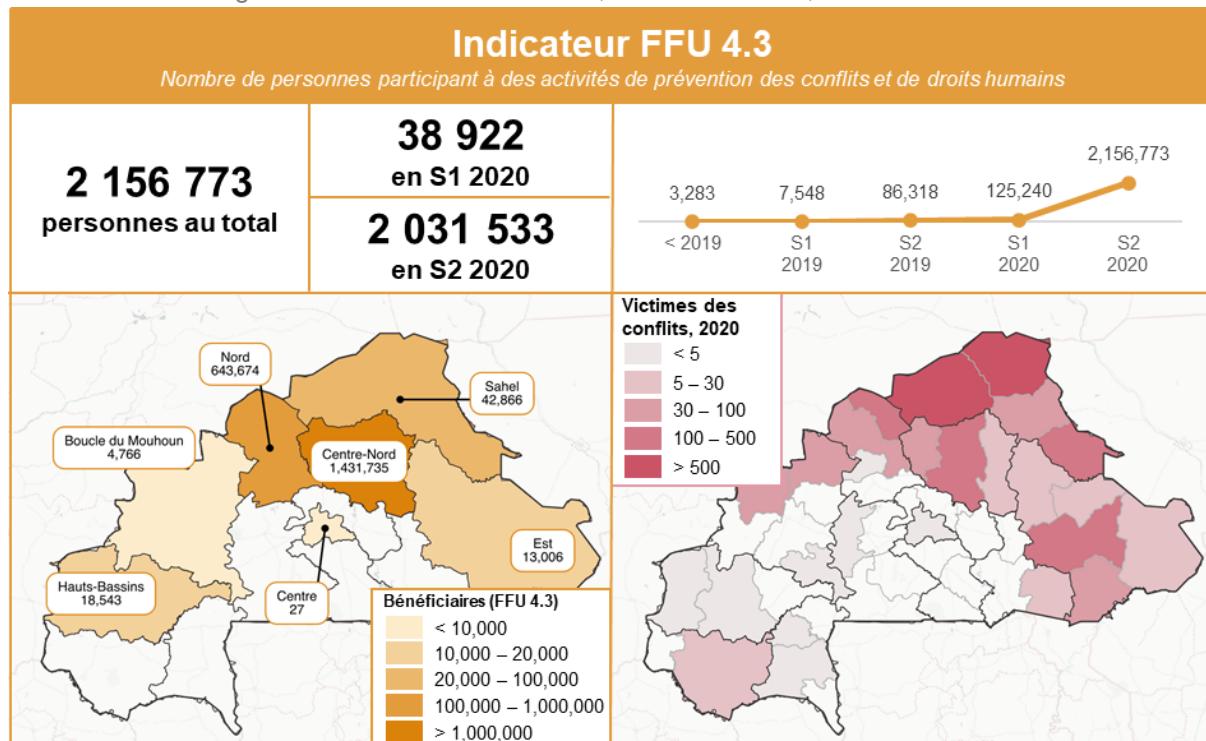
² ICG, 'Burkina Faso : Stopper la spirale de la violence', février 2020. Accessible [ici](#).

³ ICG, Crisis Watch Data, consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

juillet d'être impliqués dans les exécutions extrajudiciaires de 180 civils « pour la plupart d'origine peul » entre novembre 2019 et juin 2020.

Dans ce contexte, les programmes financés par le FFU au Burkina Faso s'emploient à promouvoir la cohésion intercommunautaire et interreligieuse. En S2 2020, 2 031 533 bénéficiaires ont été signalés comme participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme (indicateur 4.3), principalement dans le Centre-Nord (70%) et nord (29%), soit 16 fois plus depuis juin 2020 que ce qui avait été réalisé jusque-là (125 240). En S2 2020, le Burkina Faso a représenté 80% des résultats enregistrés sous l'indicateur 4.3 dans la région.

Figure 20: Indicateur 4.3 du FFU, au Burkina Faso, décembre 2020



Une grande partie de ce résultat a été réalisée par le programme PEV (BF-08),¹ qui a touché 2.0 30.844 personnes, principalement par le biais de campagnes de sensibilisation sur les médias audiovisuels (1 967 265 atteints par la radio et la télévision) mais aussi par des événements en direct (47 577 bénéficiaires), tels que des caravanes de la paix, des projections de films suivies d'un débat et d'activités liées au théâtre. Ces événements et campagnes ont été organisés autour de questions liées au dialogue intercommunautaire, à la tolérance et à la coopération sociale. Alors que les volontaires civils et les forces de sécurité nationales étaient accusé d'exactions contre les civils, ce qui alimentait encore les tensions intercommunautaires, les représentants locaux (maires) ont été aidés à organiser des émissions de radio sur la responsabilité des forces de sécurité et des groupes d'autodéfense, ainsi que des procédures judiciaires à la disposition des populations. Les tensions ethniques ont également aggravé les problèmes religieux, qui ont été abordés par le biais de dialogues et d'émissions de télévision sur les préoccupations interreligieuses. Une partie des résultats exceptionnels de PEV pour S2 provenait également de 15 980 bénéficiaires impliqués dans le dialogue communautaire qui les ont informés sur un éventail de sujets, y compris les risques de l'extrémisme violent, la façon de l'identifier et de le prévenir, et la nécessité de protéger les jeunes enfants et les adolescents.

Pour s'attaquer aux causes profondes des tensions intercommunautaires, qui découlent principalement de différends fonciers, les programmes PEV (BF-08) et PDU (REG-18)² ont

¹ Prévention de l'extrémisme violent autochtone (PEV)

² Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel (PDU).

également appuyé les activités de gestion des ressources. PEV a soutenu l'élaboration de 48 protocoles locaux sur le régime foncier (indicateur 4.6) dans les régions du Sahel et du Centre-Nord en 2020. Le programme identifie les questions foncières en coopération avec les autorités locales et sensibilise les communautés locales à l'importance des protocoles et des plans fonciers. Le PDU, quant à lui, a formé 173 médiateurs, dont 29 femmes (17%) (indicateur 4.2) pour résoudre les conflits agro-pastoraux sur les ressources naturelles et engager 860 bénéficiaires des communautés d'accueil dans des dialogues communautaires (indicateur 4.3). En 2020, 14 conflits liés à la gestion des ressources ont été résolus par les PDU dans les régions du Sahel (9), de la Boucle du Mouhoun (3) et du Nord (2).

Depuis 2015, date à laquelle la violence des groupes armés non étatiques a commencé à se propager au Burkina Faso, les régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun ont été les plus touchées par l'escalade des tensions. Par conséquent, outre les activités de médiation et de consolidation de la paix au niveau local, les programmes financés par le FFU au Burkina Faso ont également mis l'accent sur le renforcement de la gestion des frontières, à la fois en renforçant les capacités des forces de sécurité nationales et en aidant à améliorer la coopération avec les pays voisins, en particulier le Mali et le Niger. En 2020, 1 432 membres du personnel d'acteurs étatiques et non-étatiques ont été formés à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme (indicateur 4.2), dont 74% en S2. En 2020, le groupe le plus important (34%)¹ était constitué de forces de sécurité nationales formées pour renforcer la coopération en matière de sécurité dans les zones frontalières et pour lutter contre les groupes armés non étatiques. Le programme ProGEF (BF-03)² a formé 439 forces de sécurité nationale aux questions de gestion des frontières dans les régions de l'Est, du Sahel et de la Boucle du Mouhoun à la frontière avec le Mali et le Niger. ProGEF a également soutenu la construction d'une gare frontière dans la boucle du Mouhoun (indicateur 4.1) et la révision de neuf lois régionales sur la gestion des frontières en 2020, dont cinq en S2 2020 (indicateur 4.6). Le programme régional GAR-SI (REG-04)³ a formé les 46 forces de sécurité nationales restantes pour appuyer les opérations de sécurité et les fonctions de police dans les zones frontalières et éloignées. GAR-SI a fourni à ses unités 1 210 équipements (indicateur 4.1 bis) en 2020 afin d'accroître sa capacité opérationnelle dans la région de Liptako-Gourma, de plus en plus dangereuse. Cela représente une augmentation de 130% par rapport à la fourniture totale d'équipements liés à la gouvernance jusqu'à la fin de 2019.

Renforcer la résilience des communautés locales dans les régions instables du nord-est

En 2020, l'intensification de la violence a entraîné une augmentation des déplacements de population et des besoins, notamment en matière de sécurité alimentaire, dans les régions du Centre-Nord, du Nord, de l'Est et du Sahel, qui sont confrontées à une crise humanitaire sans précédent depuis 2018. Les déplacements massifs depuis 2019 ont exercé une pression supplémentaire sur les terres et les ressources naturelles, qui souffrent déjà de la détérioration des sols en raison d'événements climatiques catastrophiques et, à leur tour, de l'insécurité alimentaire. Les inondations causées par des précipitations record d'avril à septembre ont encore aggravé ce phénomène, principalement dans les régions du Sahel et du Centre-Nord.⁴ En conséquence, en août 2020, le Burkina Faso a connu son plus haut pic d'insécurité alimentaire en une décennie, avec 3,3 millions de personnes dans tout le pays signalées comme étant en état de crise ou pire.⁵

En 2020, les programmes financés par le FFU ont fourni une assistance liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) à 173 568 bénéficiaires, tous dans les régions du Nord, de la Boucle du Mouhoun, de l'Est et du Sahel. 97% des bénéficiaires ont été atteints par les programmes

¹ En 2020, les autres groupes d'acteurs formés consistaient de représentants des communautés (31%), d'institutions civiles locales (4%), d'ONG/OSC (4%) et 27% n'étaient pas précisés.

² Programme gestion intégrée des frontières au Burkina Faso (ProGEF).

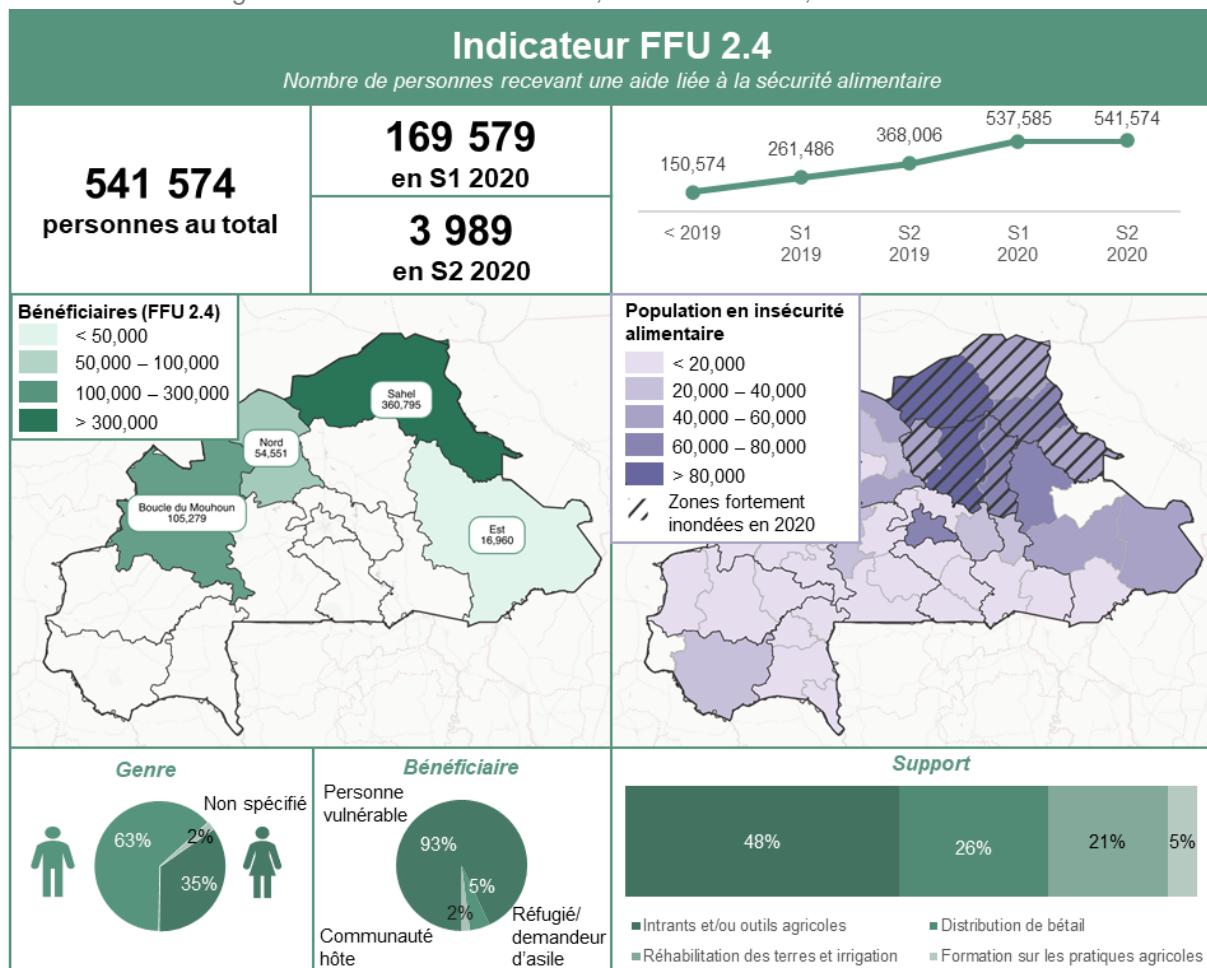
³ Groupes d'action rapides – Surveillance et intervention au Sahel (GAR-SI Sahel).

⁴ OCHA, 'Burkina Faso – Inondations 2020, Rapport de situation n°01', Septembre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ OCHA, 'Burkina Faso – Humanitarian Snapshot', août 2020. Accessible [ici](#).

Résilience Burkina Faso (BF-01)¹ et Stabilisation Séno (BF-02),² qui représentaient 60% de l'ensemble de l'assistance liée à la sécurité alimentaire fournie dans le cadre du volet SLC au cours du premier trimestre de 2020. Résilience Burkina Faso vise à soutenir la résilience des communautés vulnérables confrontées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à moyen et long terme en renforçant l'accès des populations aux services sociaux. Son budget initial de 25 millions d'euros a été porté à 30 millions d'euros afin d'augmenter son nombre de bénéficiaires et d'étendre sa couverture géographique, notamment dans la région de la Boucle du Mouhoun, où il a permis d'atteindre 105 279 personnes avec une aide alimentaire pendant toute la période de programmation. Stabilisation Séno vise à améliorer la résilience des ménages vulnérables en augmentant la production agro-pastorale, la sécurité foncière et l'amélioration de la gouvernance locale des ressources naturelles. Le programme se concentre sur la province Séno (région du Sahel) car elle est particulièrement menacée. Malgré des besoins croissants en matière de sécurité alimentaire, Résilience Burkina Faso et Stabilisation Séno n'ont rapporté aucun résultat sous cet indicateur en S2 (en fait après le 1er trimestre) et, dans l'ensemble, les résultats totaux de l'indicateur sont en baisse par rapport à 217 432 en 2019, les deux programmes ayant pris fin en juin 2020.

Figure 21: Indicateur 2.4 du FFU, au Burkina Faso, décembre 2020



Parmi les 173 568 bénéficiaires mentionnés précédemment (indicateur 2.4), 72 000 personnes vulnérables ont reçu des bons alimentaires ou une aide en espèces de Résilience Burkina Faso (BF-01). Ils provenaient tous de ménages vulnérables choisis conjointement avec les autorités locales et étaient situés dans les provinces du Soum (Sahel) et du Loroum (Nord), qui sont deux des provinces

¹ Programme 'LRRD' de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones septentrionales au Burkina Faso (Résilience Burkina Faso).

² Insertion et stabilisation socio-économique des jeunes et des femmes dans la province du Séno (Stabilisation Séno).

les plus durement touchées par la crise de l'insécurité alimentaire. Des bons d'alimentation ont été distribués pendant la période de soudure pour s'assurer que les bénéficiaires ont accès à de la nourriture en quantité et en qualité suffisantes. Une aide en espèces a été fournie pendant le reste de l'année. Les distributions ont souvent été couplées à des activités de sensibilisation sur des sujets liés à la nutrition, tels que la diversité alimentaire, afin de favoriser une utilisation appropriée de l'argent et des timbres.

Analyse des résultats 1: Résilience LVIA (projet, BF-01-04) au Burkina Faso¹

Résilience LVIA		Principaux groupes ciblés
 Programme LRRD de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum, Burkina Faso  De mai 2017 à mars 2020	 Budget : 5,3M€  PMO : LVIA Objectif : Renforcer la résilience des communautés en matière de nutrition et de sécurité alimentaire dans les provinces du Soum et du Loroum	 Femmes  Enfants de moins de cinq ans  Ménages vulnérables

L'évaluation finale de Résilience LVIA² suggère que des améliorations concrètes pour soutenir les moyens de subsistance des ménages vulnérables peuvent être attribuées à l'intervention du projet : il a durablement amélioré la résilience en matière de nutrition et de sécurité alimentaire des populations locales vulnérables et renforcé leurs capacités productives. Il a également amélioré leur accès aux services de base. Parmi les constatations notables, mentionnons :

Distribution de bons d'alimentation et de transferts monétaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition : des bons d'alimentation ont été distribués pendant la période de soudure et de l'argent pour le reste de l'année. Les transferts monétaires ont été principalement utilisés pour l'approvisionnement alimentaire (77,3%) et la diversification alimentaire (51,6%). Au cours de la mise en œuvre, 26 993 bénéficiaires ont été atteints grâce à cette initiative, ainsi que 5 600 déplacés internes qui sont devenus des cibles du programme alors que les déplacements vers Soum et Loroum s'intensifiaient. Ces distributions ont été combinées à des activités de sensibilisation sur la diversité alimentaire afin de favoriser les changements de perception et de comportement.³ 94,3% des bénéficiaires de transferts monétaires et de bons d'alimentation ont également participé à ces activités de sensibilisation.

Meilleures pratiques

- **Approche fondée sur les besoins :** la combinaison des deux types de coupons a donné aux bénéficiaires la flexibilité de les utiliser comme cela leur convenait le mieux, conformément aux objectifs visant à renforcer leur dignité tout en soutenant leurs moyens de subsistance. Les résultats montrent que tous les bénéficiaires interrogés sont satisfaits (32/90 à Loroum et 46/138 à Soum) ou très satisfaits (58/90 à Loroum et 92/138 à Soum) de l'initiative.
- **Approche inclusive :** les agents de santé communautaires ont reçu des activités de renforcement des capacités concernant la nutrition en général. Leurs connaissances sur la nutrition des nourrissons et des enfants, l'utilisation de la poudre de moringa et la malnutrition ont été améliorées, et ils ont appris à effectuer des dépistages de la malnutrition. L'objectif est de favoriser un changement de comportement à long terme en matière de nutrition en assurant la continuité des activités après la fin du programme.

Mise en œuvre des AGR et des projets agropastoraux : 1 628 AGR ont été mis en place au cours de la mise en œuvre du programme (256% de la réalisation, avec un objectif initial de 500), ainsi que 732 activités de production de niébé et 403 activités de potager. 624 ménages ont également reçu du bétail (principalement des petits ruminants). Il fournit aux ménages vulnérables des revenus plus élevés et plus durables, ce qui améliore leurs conditions de vie et leur permet de mieux s'intégrer dans le tissu social. La plupart des

¹ Service de Paix LVIA, 'Rapport d'analyse de l'évaluation finale du programme LRRD de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les provinces du Soum et du Loroum', Avril 2020.

² Association internationale des bénévoles laïcs (LVIA)

³ Les bénéficiaires interrogés ont été invités à sélectionner toutes les réponses pertinentes à cette question. Par conséquent, la somme des pourcentages ne fait pas 100%.

bénéficiaires de l'AGR gagnaient entre 20 000 et 80 000 FCFA par mois au moment de l'évaluation finale (tandis que les transferts en espèces varient de 10 000 à 20 000 FCFA).

Meilleures pratiques

- **Appui à la sécurité alimentaire et à la nutrition :** Le développement de la production locale, en particulier les huit hectares de potagers construits pendant la mise en œuvre du programme, a amélioré la disponibilité et la diversité des légumes produits localement qui sont de plus en plus inclus dans la consommation des ménages et contribuent à la lutte contre la malnutrition.
- **Formation pour assurer la durabilité des activités :** Des formations sur l'ensemencement et la préservation des produits agricoles ou des exploitations de petits ruminants ont été dispensées aux bénéficiaires, ainsi que des formations sur la gestion des infrastructures nouvellement construites telles que les développements d'irrigation. Elle leur a permis de mieux gérer leurs activités, ce qui a entraîné une augmentation de la productivité et des revenus. Elle a également induit un changement de comportement durable par la promotion de bonnes pratiques en matière de production agropastorale : 53,2% des bénéficiaires pastoraux interrogés avaient eu recours aux services vétérinaires lors de l'enquête.

Défis

- **Conditions de sécurité :** La détérioration du contexte sécuritaire dans les deux régions a entraîné une suspension ponctuelle des activités pendant la mise en œuvre du projet, car elle a causé des déplacements des bénéficiaires, restreint l'accès aux zones d'intervention du projet et/ou augmenté le coût de l'intervention.
- **Inadéquation entre la technique et la qualité des terres :** certaines techniques n'ont pas été adaptées pour mener des travaux de réhabilitation des terres dans le but de cultiver le niébé malgré la disponibilité des terres. Il en a résulté une utilisation sous-optimale de certaines terres remises en état.

Les programmes financés par le FFU visent également à renforcer la résilience face aux chocs extérieurs, tels que les sécheresses et les inondations récurrentes auxquelles le Burkina Faso est confronté. En 2019, des précipitations limitées ont entraîné d'importantes pénuries de fourrage dans le pays.¹ En S1 2020, Stabilisation Séno a ainsi aidé 69 227 agropastoralistes vulnérables à la réhabilitation des terres (indicateur 2.4) dans la province de Séno. Cela représente une multiplication par dix du nombre de bénéficiaires de Stabilisation Séno par rapport à 2019. 66% des bénéficiaires étaient des femmes, et elles ont bénéficié de la construction de 30 points d'eau. En effet, les femmes burkinabè sont majoritairement impliquées dans la culture de potager, ce qui est généralement le cas pendant la saison sèche et donc amenées à s'établir à proximité des déversoirs. Pour améliorer la gestion des ressources en prévision des sécheresses, Stabilisation Séno a également développé des infrastructures d'irrigation pour aider à restaurer les sols endommagés et a bénéficié à 27 096 agropastoralistes vulnérables de la province de Séno (région du Sahel). A travers ces activités, Stabilisation Séno vise à augmenter de 30% la productivité agropastorale des ménages vulnérables de la région.

En S2 2020, 3 889 personnes ont bénéficié de la distribution de bétail (indicateur 2.4), après que de fortes pluies entre avril et septembre 2020 ont entraîné la perte de nombreux bovins. Deux programmes régionaux ont fourni ce type d'assistance : *Refugees' resilience* (REG-06² – 77%) et PDU (REG-18 – 23%). Mise en œuvre dans les provinces d'Oudalan et du Soum (région du Sahel), à la frontière avec le Mali, *Refugees' resilience* vise à renforcer l'autosuffisance des communautés et à favoriser la coexistence pacifique entre les réfugiés et les membres des communautés d'accueil. A cet égard, elle a distribué du bétail à 440 ménages de réfugiés maliens (2 640 personnes) et à 60 ménages de la communauté d'accueil (360 personnes). Mis en œuvre dans la région du Liptako-Gourma, le PDU a aidé 889 éleveurs vulnérables à reconstruire leur bétail grâce à la fourniture de petits ruminants au cours du dernier trimestre de l'année, après la fin des inondations.

¹ FAO, 'Burkina Faso – Réponse humanitaire révisée Maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)', décembre 2020. Accessible [ici](#)

² Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit au Nord du Mali (*Refugees' resilience*).

Renforcer l'emploi des jeunes et des femmes dans les zones touchées par le conflit

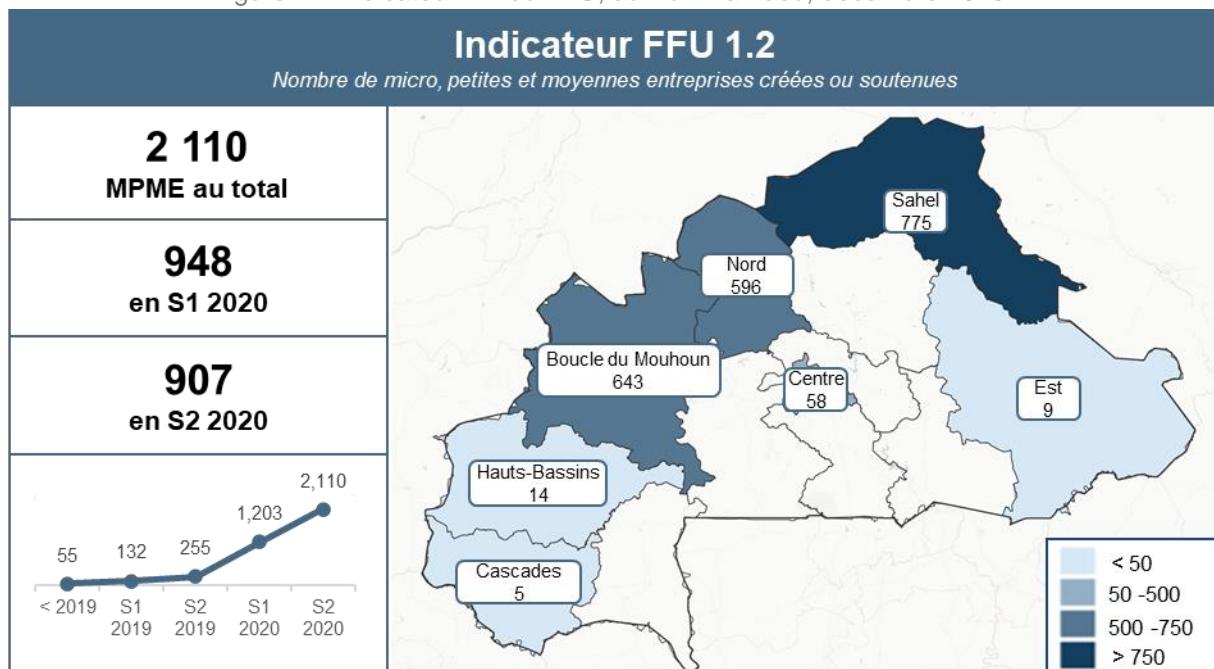
Les attaques récurrentes et les événements violents dans les régions du nord-est du Burkina Faso ont également un impact sur les opportunités d'emploi. L'insécurité croissante entrave le développement économique et la présence de l'État, ce qui à son tour empêche l'accès à l'emploi. Le manque de présence de l'État dans les zones rurales touchées par le conflit en raison de l'insécurité croissante renforce l'accès inégal à l'emploi. Les groupes armés non étatiques profitent de cette situation et exploitent les griefs locaux pour recruter des jeunes dans leurs rangs, ce qui alimente davantage les tensions intercommunautaires.

Les femmes et les jeunes des zones rurales se trouvent dans une situation particulièrement précaire. En 2015, par exemple, plus de 95% des jeunes actifs étaient employés dans le secteur informel. La plupart des jeunes du Burkina Faso travaillent dans l'agriculture. De plus, en 2018, 41% d'entre eux n'étaient ni en études, ni en emploi, ni en formation (taux NEET), et la proportion de jeunes femmes est estimée à 49%. Alors que l'éducation est un moteur d'un emploi de meilleure qualité, en 2014, le taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) dans les zones rurales du Burkina Faso n'est que de 38% et de 24% pour les femmes âgées de 25 à 34 ans (47% pour les hommes de la même catégorie d'âge).¹

Les programmes financés par le FFU visent à soutenir les économies locales afin qu'elles contribuent à stabiliser les zones touchées par le conflit, et en particulier à accroître les possibilités d'emploi pour les jeunes et les femmes dans les régions instables en encourageant l'esprit d'entreprise. En 2020, 1 855 MPME ont été créées ou soutenues (indicateur 1.2), soit neuf fois plus qu'en 2019. Presque tous (95%) de ces MPME ont été soutenues ou créées par le programme Emploi Burkina Faso (BF-05) à travers de multiples appuis (formation, assistance technique, accès au financement ou fourniture d'équipements). Tous sont situés dans les régions volatiles de la Boucle du Mouhoun, du Nord et du Sahel. Emploi Burkina Faso a créé ou soutenu 2 951 emplois (indicateur 1.1) en 2020 grâce à son soutien à la création de MPME. Les emplois ont bénéficié aux femmes vulnérables (60%), notamment les veuves et les mères célibataires, et les jeunes non-qualifiés (64%). Le programme régional IPDEV2 (REG-11)² a également présenté des résultats au titre de cet indicateur pour la première fois en 2020, avec 132 emplois créés ou soutenus par le soutien aux MPME. IPDEV2 s'est principalement concentré sur la collecte de fonds auprès d'investisseurs privés pour permettre la création de fonds locaux et favoriser la création d'opportunités d'emploi stables et durables. En 2020, tous les emplois créés ou soutenus par IPDEV2 étaient des emplois salariés permanents à durée déterminée.

¹ OIT, 'Dix ans d'intervention en faveur de l'emploi des jeunes au Burkina Faso : Quels enseignements ?', 2020. Accessible [ici](#)
² I&P Accélération au Sahel : Soutenir les entrepreneurs et les très petites et moyennes entreprises (MPME) en Afrique de l'Ouest (en appui à l'initiative IPDEV-2).

Figure 22: Indicateur 1.2 du FFU, au Burkina Faso, décembre 2020



Les programmes financés par le FFU ont également soutenu l'aide à court terme par le biais d'activités de CFW qui ont créé ou soutenu 2 005 emplois ETP (indicateur 1.1) en 2020 pour répondre aux besoins immédiats en matière d'emploi dans les régions voisines du Burkina Faso avec le Mali. Presque tous (99%) de ces emplois à court terme ont été créés ou soutenus par le programme TUUMA (BF-06).¹ 64% des bénéficiaires de TUUMA étaient des jeunes. 64% des bénéficiaires dont le genre a été spécifié étaient des femmes.² 40% des emplois ont été créés ou soutenus dans la région des Cascades, 34% dans les Hauts-Bassins et 16% dans la Boucle du Mouhoun. La détérioration de la situation sécuritaire a cependant ralenti la mise en œuvre de TUUMA au Sahel (5% des bénéficiaires de TUUMA en 2020) et au Nord (7%) où moins d'emplois ont donc été créés ou soutenus.

Les programmes financés par le FFU visent également à améliorer les compétences des bénéficiaires afin de relever les défis liés à la qualité et à la durabilité de l'emploi. En 2020, 4 195 personnes ont bénéficié d'une formation technique ou d'un développement des compétences (indicateur 1.4), dont 49% de femmes et 59% de jeunes. Les principaux programmes qui ont dispensé des formations étaient Emploi Burkina Faso (39%) et TUUMA (27%), car ces formations font partie des programmes fournis par les deux programmes pour assurer l'adéquation des compétences des bénéficiaires à leur futur emploi ou au lancement de leur entreprise. TUUMA n'a fourni qu'une formation technique qui répondait aux exigences requises pour les activités de CFW, tandis qu'Emploi Burkina Faso a fourni à ses bénéficiaires à la fois une formation technique et un développement des compétences pour soutenir l'entrepreneuriat durable.

¹ Appui à la compétence professionnelle, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et des femmes dans les zones rurales du Burkina Faso (TUUMA).

² Le genre a été précisé dans 56% des cas.

6.1.2. LE BURKINA FASO ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉALISATION DU FFU

Tableau 5: Indicateurs de réalisation communs du FFU pour le Burkina Faso, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2 277	2 414	1 818	4 333	10 842
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	55	200	948	907	2 110
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	4 475	12 644	4 256	384	21 759
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	956	5 747	2 644	1 551	10 898
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	3	14	12	10	39
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	33	12	6	51
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	522	1 445	93	215	2 275
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	98 553	58 101	4 405	0	161 059
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	282 181	100 124	23 225	3 045	408 575
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	150 574	217 432	169 579	3 989	541 574
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	23	71	4	0	98
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	1 402	1 003	528	154	3 086
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	341 434	524 022	137 592	30 843	1 033 891
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	7 354	11 919	6 445	4 512	30 230
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	333 002	383 674	47 452	15 261	779 389
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	99	0	0	99
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	9 018	27 040	13 155	137	49 350
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	1 635	1 260	5 616	66	8 577
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	1 595	822	307	161	2 884
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	702	967	146	189	2 003
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	1	0	0	1
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	25	0	30	55
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	2	23	6	8	39
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	20	68	1	0	89
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	3	0	0	1	4
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	924	9	602	608	2 143
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	994	1 667	368	1 064	4 093
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	3 283	83 035	38 922	2 031 533	2 156 773
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	7	141	20	103	271
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	91	430	249	127	897
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	70	184	111	502	867
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	13	45	3	1	62
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	10	1	4	0	15
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	2 840	300 000	302 840
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	8 509	0	8 509

6.1.3. PROJETS DU FFU AU BURKINA FASO

Tableau 6: Projets du FFU, Burkina Faso, avril 2021¹

Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
Programme « LRRD » de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au Burkina Faso (Résilience Burkina Faso)	T05-EUTF-SAH-BF-01-01	Projet Multisectoriel Intégré de Résilience des ménages pauvres et très pauvres face à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans les provinces septentrionales de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso (Résilience TDH)	TDH	5 350 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-BF-01-02	Projet de renforcement de la résilience des communautés vulnérables du Sahel et du Nord (Résilience Oxfam)	OXFAM	8 020 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-BF-01-03	Renforcer durablement et de manière intégrée la résilience des populations vulnérables à l'insécurité nutritionnelle dans la région de l'Est au Burkina Faso (Résilience ACF)	ACF	6 580 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-BF-01-04	Programme « LRRD » de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum BURKINA FASO (Résilience LVIA)	LVIA	5 000 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-BF-01-05	Renforcement durable de la résilience des communautés et des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de la province du Yagha dans la région Sahel au Burkina Faso (Résilience HI)	HI	5 000 000 € (Terminé)
Insertion et stabilisation socio -économique des jeunes et femmes dans la	T05-EUTF-SAH-BF-02-01	Insertion et stabilisation socio-économique des jeunes et des femmes dans la province du Séno (Stabilisation Séno)	SICS	5 200 000 € (Terminé)

¹ Dans ce tableau, les projets apparaissent en gris lorsqu'ils sont terminés et en jaune lorsqu'ils sont en phase de démarrage.

province du Séno (Stabilisation Séno)				
Programme Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers au Burkina Faso (ProGEF)	T05-EUTF-SAH-BF-03-01	Programme Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers au Burkina Faso (ProGEF)	GIZ	30 000 000 €
Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Burkina Faso (UE-OIM JI Burkina Faso)	T05-EUTF-SAH-BF-04-01	OIM - Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Burkina Faso (UE-OIM JI Burkina Faso)	OIM	8 300 000 €
Programme d'appui à l'Emploi dans les zones frontalières et périphériques (Emploi Burkina Faso)	T05-EUTF-SAH-BF-05-01	Programme d'appui à l'Emploi dans les zones frontalières et périphériques au Burkina Faso	Expertise France	6 950 000 € (Terminé)
TUUMA - Appui à la compétence professionnelle, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et des femmes dans les régions rurales du Burkina Faso (TUUMA)	T05-EUTF-SAH-BF-06-01	TUUMA - Appui à la compétence professionnelle, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes en milieu rural dans des régions rurales du Burkina Faso (TUUMA)	Ada	8 000 000 €
Protection des jeunes dans les zones à risque au Burkina Faso à travers l'éducation et le dialogue (Protection Burkina Faso)	T05-EUTF-SAH-BF-07-01	Amélioration de l'inclusion sociale des apprenants des Foyers coraniques par l'éducation et le dialogue « Dialogue changement social » (Protection Diakonia)	Diakonie	2 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-BF-07-02	Appui à la modernisation de l'enseignement franco arabe au Burkina Faso (Protection PREFA)	Mena	7 000 000 €
Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale (PEV)	T05-EUTF-SAH-BF-08-02	Renforcement de l'Etat sur le fait religieux (PEV DGLPAP)	DGLPAP	140 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-BF-08-03	Progettomondo MLAL Ensemble Pour Le Dialogue! Prévention de l'extrémisme violent autochtone à travers la promotion du dialogue interreligieux et intercommunautaire, de la base aux institutions publiques (PEV MLAL)	PMLAL	700 000 €
	T05-EUTF-SAH-BF-08-04	Projet d'appui à sa stabilisation des régions nord et est du Burkina à travers le renforcement de l'agropastoralisme et du pastoralisme (PEV PASRAP)	APESS	800 000 €
	T05-EUTF-SAH-BF-08-05	Revalorisation de l'économie pastorale dans les régions du Sahel et centre-nord par la promotion de la coexistence pacifique (PEV DJAM)	VSF	1 400 000 €
	T05-EUTF-SAH-BF-08-06	Renforcement Du Dialogue Social Et Religieux au sein des communautés Du Nord et du Centre-Nord du Burkina Faso (Redire) (PEV EDUCO)	Éduco	700 000 €
	T05-EUTF-SAH-BF-08-07	Dialogue inclusif pour un « mieux vivre ensemble » pour la paix et la sécurité dans la région du Sahel (PEV SOLIDAR)	Solidar Suisse	700 000 €
	T05-EUTF-SAH-BF-08-08	Des Ambassadeurs de la Jeunesse pour le Renforcement du Dialogue et de la Cohésion Sociale dans la région de l'Est du Burkina Faso Touchée par l'extrémisme violent (PEV SEMFILM)	LES SEMFILMS	700 000 €
	T05-EUTF-SAH-BF-08-10	Projet intégré de monitoring, suivi et de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Burkina Faso (PEV KEOOGO)	Keoogo	500 825 €
	T05-EUTF-SAH-BF-08-11	Construire de nouvelles coopérations entre pasteurs nomades et transhumants et les États de l'Initiative d'Accra (Burkina Faso, Mali, Niger et pays du Golfe de Guinée) (PEV Accra)	Promédiation	€ 1,600,000 (phase de démarrage)
	T05-EUTF-SAH-BF-09-01	Appui budgétaire pour la mise en œuvre du Programme d'Urgence Sahel du Burkina Faso (PUS BF)	MINEFID	73 750 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-BF-09-02	Assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du PUS et communication (AMOC-COM)	Eau vive	950 000 € (Terminé)

6.1.4. PROGRAMMES ACHEVÉS EN S2 2020

Figure 23: Emploi Burkina Faso (BF-05)

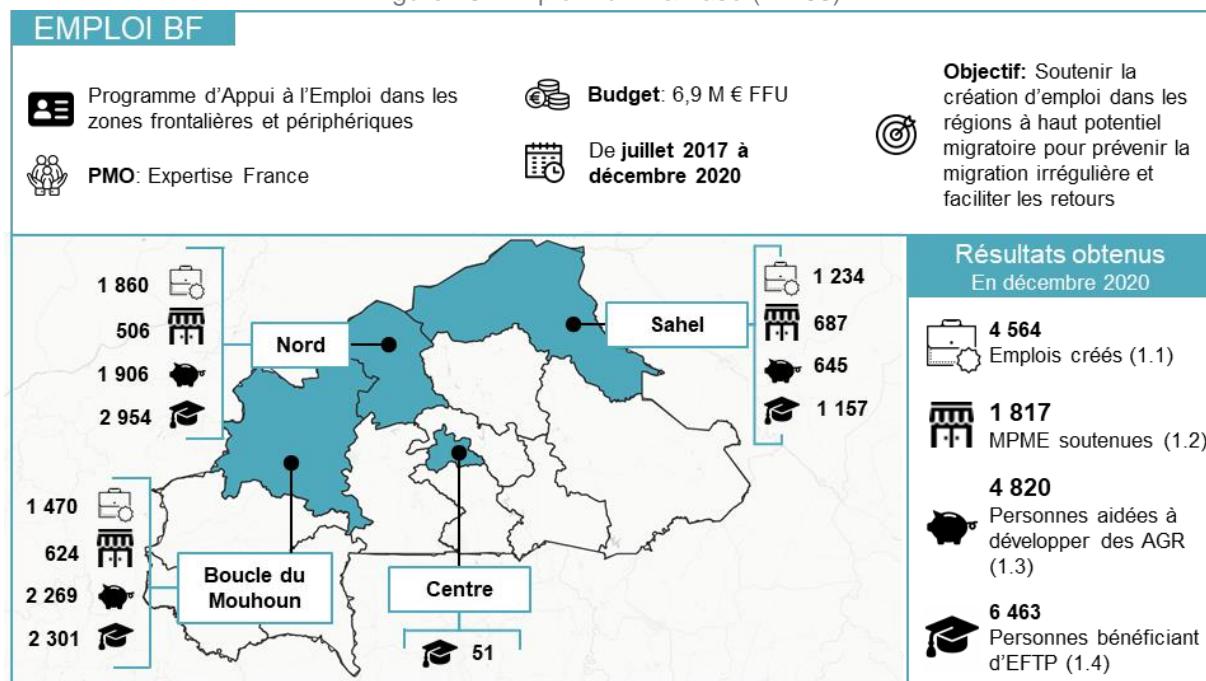
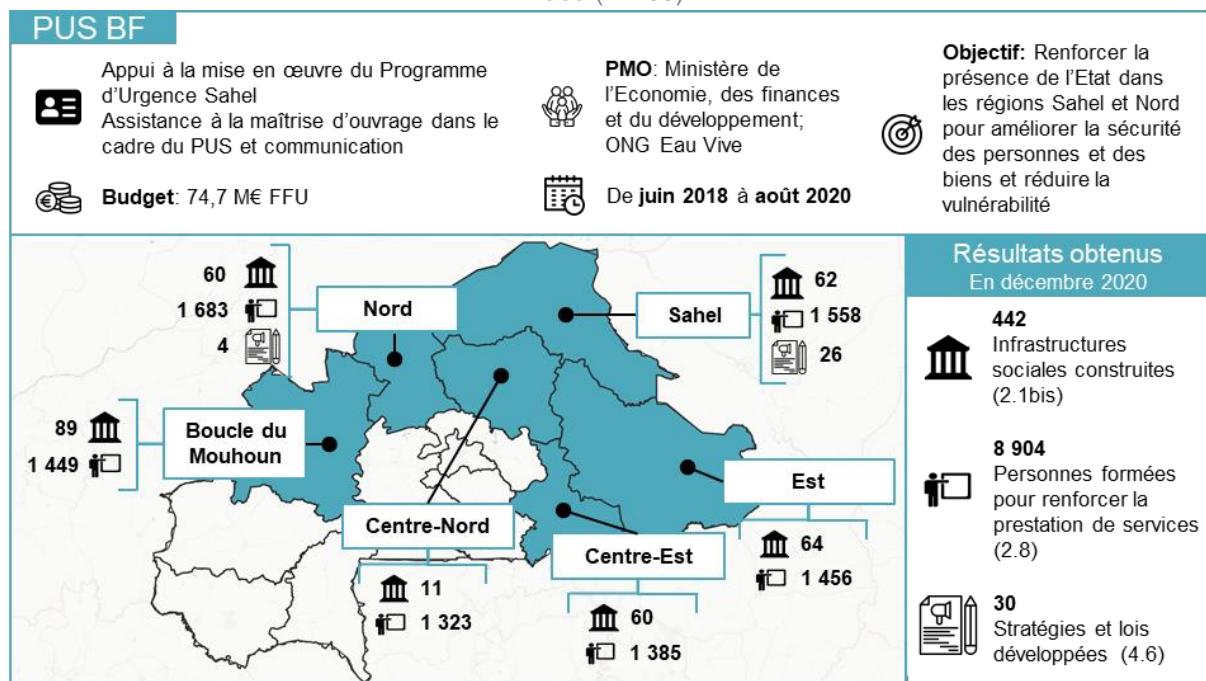
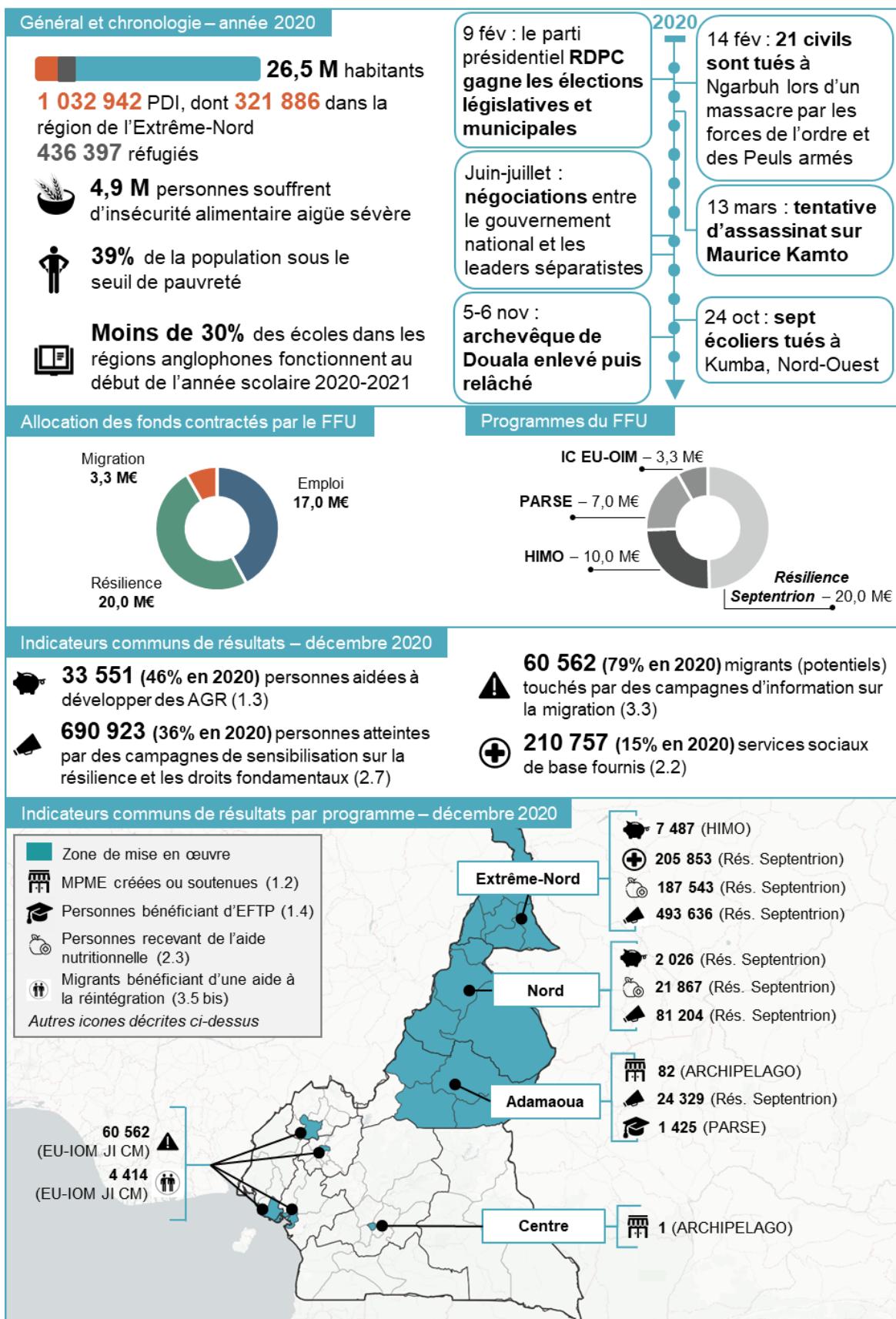


Figure 24: Appui budgétaire à la mise en œuvre du Programme d'Urgence Sahel étendu au Burkina Faso (BF-09)



6.2. CAMEROUN

Figure 25: Cameroun – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020



6.2.1. LE CAMEROUN ET LE FFU EN 2020

Au Cameroun, les difficultés économiques, combinées aux enjeux politiques et sécuritaires, se sont accumulées en 2020. Dans les deux régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest), le conflit politique meurtrier entre les séparatistes et le gouvernement central a continué de perturber la fourniture de services de base tels que l'éducation. Les tentatives de désescalade du conflit ont échoué en 2020, malgré les annonces de cessez-le-feu de la Force de Défense du Cameroun du Sud en mars et les tentatives des autorités nationales d'engager des négociations avec Julius Ayuk Tabe et d'autres dirigeants séparatistes en juin et juillet.^{1,2} Dans les régions du nord, le sous-développement chronique et l'insécurité, combinés à des phénomènes climatiques extrêmes, ont continué de restreindre l'accès des populations locales aux services de base. Par exemple, dans les deux départements du nord de Mayo-Danay et Logone-et-Chari, 31 856 enfants n'étaient pas scolarisés en décembre 2020.³ La saison des pluies de juillet à octobre 2020 a provoqué d'importantes inondations dans la région de l'Extrême-Nord, qui ont touché près de 165 000 personnes, causé d'importants dégâts humains et matériels, entraîné le déplacement de plus de 350 ménages et tué 50 personnes. Enfin, les conséquences de la crise économique liée à la pandémie de COVID-19 ont commencé à se matérialiser au second semestre 2020⁴ : le ministère camerounais de l'Emploi et de formation professionnelle a annoncé en octobre 2020 que 14 000 personnes avaient perdu leur emploi depuis début mars.⁵

Au cours de l'années 2020, l'insécurité et les événements climatiques extrêmes ont provoqué des déplacements supplémentaires. En décembre 2020, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avait fait état de 1 960 194 personnes relevant de la compétence du HCR, soit une augmentation de 14% par rapport à décembre 2019, dont 1 032 942 déplacés internes (321 886 dans la région de l'Extrême-Nord), 436 397 réfugiés, 6 819 demandeurs d'asile et 484 036 rapatriés. Dans l'Extrême-Nord et plus particulièrement à Mayo-Sava, une augmentation des déplacements forcés induits par des attaques violentes a conduit à la création de camps spontanés pour les personnes déplacées, par exemple à Bourdalah.^{6,7,8,9}

Le FFU a contracté 40,3 millions d'euros au Cameroun, un montant qui a atteint son pic en 2019. Le FFU se concentre principalement sur la résilience dans le pays par le biais du programme Résilience Septentrion (CM-01),¹⁰ qui dispose d'un budget de 20 millions d'euros, soit 50% du financement total du pays, et vise la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire des personnes les plus vulnérables dans le nord du pays. Le FFU vise également à renforcer les opportunités économiques et les activités génératrices de revenus dans le nord, avec 17 millions d'euros, soit 42% des fonds consacrés au pays. Enfin, l'initiative conjointe UE-OIM de 3,3 millions d'euros (CM-04)¹¹ vise à soutenir les autorités nationales camerounaises dans la gestion des migrations, en mettant l'accent sur le retour et la réintégration des migrants camerounais, ainsi que sur la sensibilisation à la migration.

¹ Aljazeera, 'Cameroon holds first peace talks with principal separatist group', juillet 2020. Accessible [ici](#).

² Jeune Afrique, 'Cameroun anglophone : les conséquences de quatre ans de conflit', février 2021. Accessible [ici](#).

³ OCHA, 'Cameroun : Extrême-Nord, Rapport de situation', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ OCHA, 'Cameroun Humanitarian Bulletin', novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ HCR, 'Cameroun, localisation des personnes relevant de la compétence du HCR', décembre 2019. Accessible [ici](#).

⁷ HCR, 'Cameroun : statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR', décembre 2020. Accessible [ici](#)

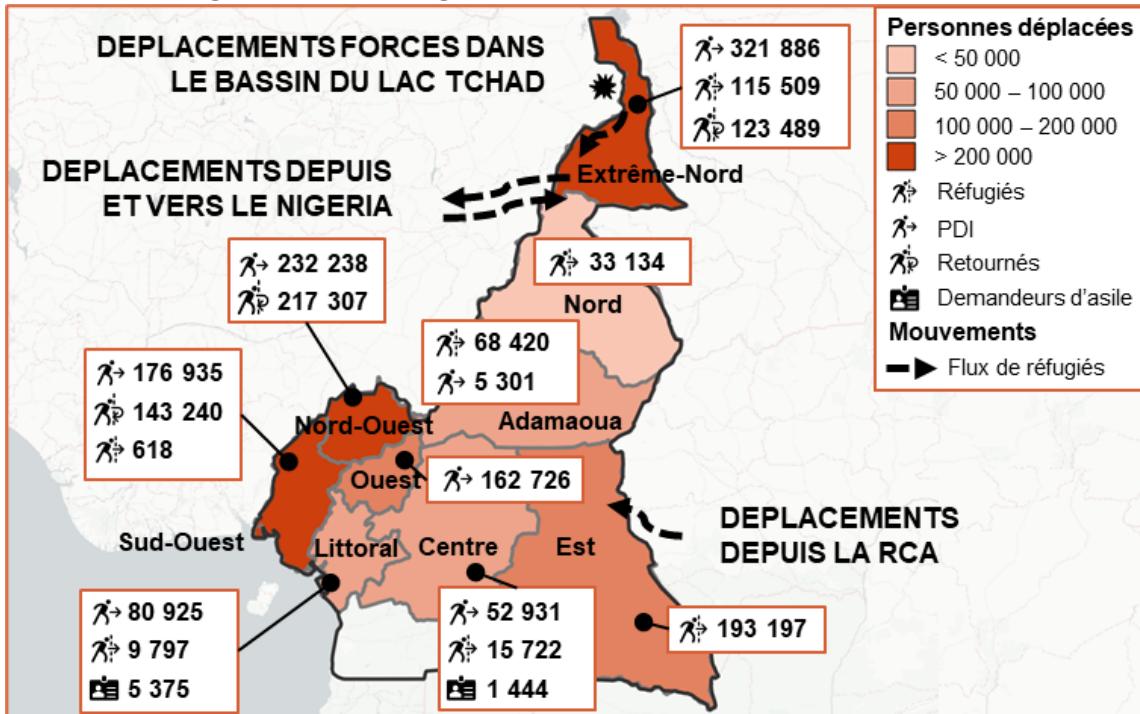
⁸ Ibid.

⁹ OCHA, 'Cameroun : Extrême-Nord, Rapport de situation n°5, décembre 2020'. Accessible [ici](#).

¹⁰ Programme de réponse à l'impact des mouvements de populations internes et externes dans les régions du septentrion du Cameroun.

¹¹ Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun.

Figure 26: Flux de migration mixtes au Cameroun, décembre 2020



Soutenir l'élaboration d'accords intergouvernementaux et le renforcement des MPME

En 2020, la crise économique provoquée par la COVID-19, amplifiée par une chute des prix du pétrole,¹ a précipité une contraction annuelle du PIB de 2,8%² et détruit de nombreux emplois. Au-delà des chiffres officiels, la crise a affaibli les travailleurs du secteur informel, qui représentent plus de 90% de la main-d'œuvre camerounaise.³ Dans le nord du pays, la crise a révélé une situation déjà extrêmement vulnérable, où l'insécurité a touché tous les secteurs de l'économie, de l'agriculture et de l'élevage à l'hôtellerie, en passant par le tourisme, le commerce et les transports.⁴

Les programmes financés par le FFU ont mis en œuvre plusieurs activités visant à encourager la stabilisation et le redressement économiques des régions septentrionales du Cameroun. Premièrement, ils ont soutenu les accords intergouvernementaux en tant que forme rapide de secours économique pour les personnes vulnérables. En 2020 au Cameroun, 15 537 personnes ont été aidées à développer des AGR (indicateur 1.3), dont 7 411 femmes et 4 619 hommes.⁵ Cela représente le double du nombre soutenu en 2019, avec des contributions uniquement de Résilience Septentrion (CM-01)⁶ et RESILAC (REG-05)⁷ puisque les programmes PARSE (CM-02)⁸ et HIMO (CM-03)⁹ ont tous deux pris fin avant ou au début 2020, et n'ont donc pas contribué aux résultats en 2020. 87% des bénéficiaires étaient situés dans l'Extrême-Nord – la région la plus pauvre du Cameroun –¹⁰ et 13% dans le Nord. Conformément à l'importance de l'agriculture de subsistance dans ces deux régions, la plupart des AIG soutenus concernaient l'agriculture, l'élevage, la pisciculture et les activités

¹ OIT, 'Cameroun - Évaluation rapide de l'impact de la COVID-19 sur l'emploi et le marché du travail au Cameroun', décembre 2020. Accessible [ici](#).

² FMI, 'Cameroun', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

³ OIT, 'Cameroun - Évaluation rapide de l'impact de la COVID-19 sur l'emploi et le marché du travail au Cameroun', Op.

⁴ MPRA, 'Covid-19 au Cameroun : quel effet sur l'économie ?', juillet 2020. Accessible [ici](#)

⁵ Le genre pour le reste des 3 507 bénéficiaires était non-spécifié.

⁶ Programme de réponse à l'impact des mouvements de populations internes et externes dans les régions du septentrion du Cameroun.

⁷ Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad.

⁸ Projet de Promotion de l'Emploi et Renforcement de la Résilience au Nord Cameroun (Extrême-Nord, Nord et Adamaoua).

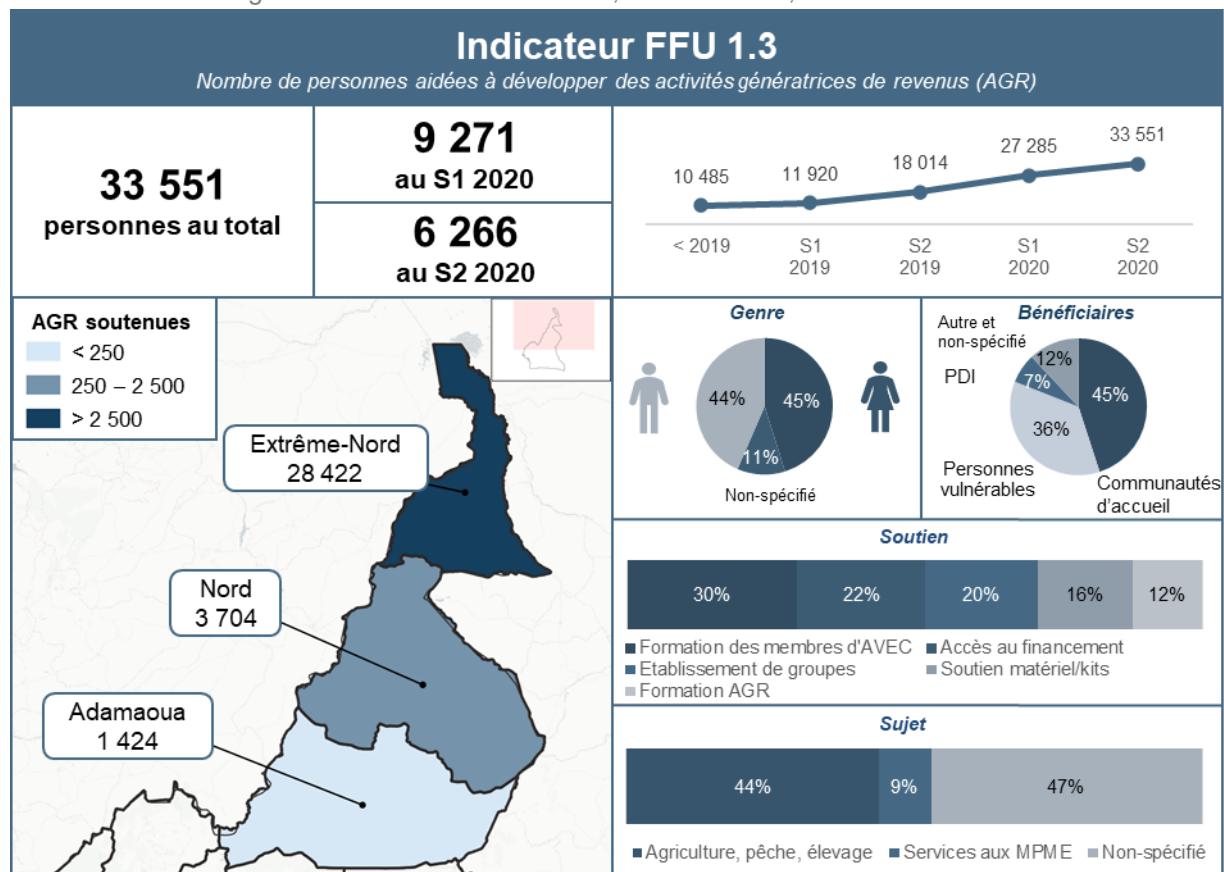
⁹ Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême Nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes (HIMO approche HIMO).

¹⁰ Banque Mondiale, 'Lifting Cameroon's Most Vulnerable Out of Poverty: Building Resilience and Fostering Local Governance to Address the Root Causes of Fragility and Conflict in Northern Regions of Cameroon', novembre 2019. Accessible [ici](#).

connexes liées à des chaînes de valeur prometteuses (par exemple, le riz, le maïs, le sorgho, le millet, l'arachide, les oignons et les pommes de terre)¹ identifiées par un cabinet de conseil spécialisé au début du programme.²

Les programmes financés par le FFU offraient différents types d'activités pour soutenir les AGR, y compris des formations aux membres des VSLA agricoles (2 845 personnes soutenues en 2020), des formations et l'accès aux bassins d'eau dans le secteur de la pisciculture (1 962), la supervision technique des agriculteurs dans les écoles de terrain des agriculteurs (662), des formations sur les chaînes de valeur agricoles prometteuses de la production à la commercialisation (406) et des formations aux membres des coopératives agricoles (71).³

Figure 27: Indicateur 1.3 du FFU, au Cameroun, décembre 2020⁴



Les programmes financés par le FFU se sont également efforcés de soutenir les MPME et l'emploi semi-formel afin de créer les conditions d'une reprise économique à plus long terme. En 2020, 182 MPME ont été créées ou soutenues (indicateur 1.2), ce qui représente 11% du total réalisé depuis la création du FFU. Trois programmes ont contribué à ces résultats, dont deux régionaux : ARCHIPELAGO (REG-15, 83 MPME créées ou soutenues en 2020),⁵ RESILAC (REG-05, 70)⁶ et Résilience Septentrion (CM-01, 29). En 2020, 71% des MPME soutenues opéraient dans les secteurs de l'agriculture, de la pisciculture, de la pêche et de la production ou de la transformation animale, tandis que 3% étaient des fonds de micro-assurance visant à gérer et à réparer les

¹ TERO, spécialisé entre autres dans l'agriculture et l'agro-industrie.

² RESILANT, 'Rapport programmatique de l'année 2', Octobre 2019.

³ Pour les 9 591 personnes restantes qui ont bénéficié d'un soutien pour développer des AGR en 2020, aucune information supplémentaire n'était disponible concernant le type de AGR et le type d'aide fournie, bien que la majorité ait porté sur les moyens de subsistance et les activités agricoles.

⁴ Le code couleur de la carte présente les données relatives aux programmes qui ont pu être désagrégées au premier niveau administratif. Exclusion : 1.

⁵ ARCHIPELAGO : un Initiative d'EFTP Africaine-Européenne.

⁶ Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad.

infrastructures hydrauliques.¹ ARCHIPELAGO a soutenu 82 MPME dans le secteur agro-industriel de la région de l'Adamaoua, qui dispose d'un potentiel agricole important, afin d'assurer une forme d'agriculture plus productive. Le programme a également soutenu une organisation d'entreprises membres dans la région du Centre afin de renforcer le dialogue entre les parties prenantes des secteurs privé et public, de mettre en relation les talents et les entreprises et de partager les meilleures pratiques. Le RESILAC a soutenu 24 unités de production et de transformation dans le domaine de l'agriculture grâce à l'accès au financement. Résilience Septentrion a soutenu 23 coopératives agricoles professionnelles, principalement par le biais de transferts d'équipement.

Améliorer la nutrition et renforcer la sécurité alimentaire

En 2020, la situation de la sécurité alimentaire au Cameroun s'est considérablement détériorée, en raison des crises prolongées, de la violence et de la crise économique induite par la COVID-19. En avril 2020 déjà, 2,6 millions de personnes étaient confrontées à des niveaux de crise ou pire (phase 3 à 5) d'insécurité alimentaire aiguë – une hausse de près de 1,7 million de personnes par rapport à la même période en 2019.² Ce chiffre a encore augmenté pour atteindre 2,7 millions d'octobre à décembre 2020, la plupart des personnes en situation d'insécurité alimentaire se trouvant dans les régions du Grand Nord, du Nord-Ouest, du Littoral, du Sud-Ouest et de l'Adamaoua.³ Entre mars et septembre 2020, sept ménages sur dix ont vu leurs revenus diminuer d'au moins 25%, ce qui a accentué les budgets familiaux et l'achat de nourriture.⁴ Au-delà de la sécurité alimentaire, la malnutrition demeure un problème important. En septembre 2020, 32% des ménages du pays ont basé leur alimentation sur moins de quatre groupes de produits alimentaires. Dans le Grand Nord, ce taux a atteint 39%, provoquant plusieurs types de carences alimentaires, en particulier chez les enfants.⁵

Les programmes Résilience Septentrion (CM-01) et RESILAC (REG-05), financés par le FFU, ont fourni une assistance liée à la sécurité alimentaire à 12 139 personnes en 2020 (indicateur 2.4), soit une augmentation de 16% par rapport au total à la fin de 2019, mais seulement 29% de ce qui avait été fourni en 2019, en grande partie grâce aux deux projets de Résilience Septentrion – PRESEC (CM-01-02)⁶ et RESILIANT (CM-01-01)⁷ – qui s'achèvent respectivement en août et décembre 2020.⁸ Les différents types de soutien fournis ont mis en évidence l'approche à plusieurs volets adoptée par le programme pour s'attaquer aux causes multiples de la crise de la sécurité alimentaire et renforcer la résilience alimentaire globale des populations locales. Le projet RESILIANT s'est concentré sur la production alimentaire : en 2020, il a soutenu les bénéficiaires par le biais d'intrants agricoles et de semences (5 682), de la réhabilitation des terres (3 150), de kits d'outils (498), de la distribution du bétail et de l'appui à la reconstitution du bétail (258). RESILIANT a distribué du bétail pour compenser le vol généralisé de bétail par les GANEs et les bandits. PRESEC a développé des périmètres irrigués et d'autres structures hydro-agricoles (622 bénéficiaires), distribué du bétail (100 ménages représentant environ 600 entreprises) et formé les agriculteurs à la gestion technique des cultures⁹ (381 bénéficiaires). Parallèlement, le RESILAC a facilité l'accès à la terre pour 158 ménages et 948 bénéficiaires. A travers ses activités de sécurité alimentaire, le programme Résilience Septentrion a réhabilité 767 hectares de terres agricoles et pastorales en 2020 (indicateur 2.6).

¹ Les autres secteurs de MPME soutenus n'étaient pas précisés.

² USAID, 'Food assistance fact sheet – Cameroon', d'après le Cadre Harmonisé (CH), avril 2020. Accessible [ici](#).

³ République du Cameroun, MINADER, PAM, FAO, PU, ACF/SI, 'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN), Avril 2021 – Données de septembre 2020'. Accessible [ici](#).

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

⁶ Projet de renforcement de la résilience des populations des régions septentrionales du Cameroun (PRESEC).

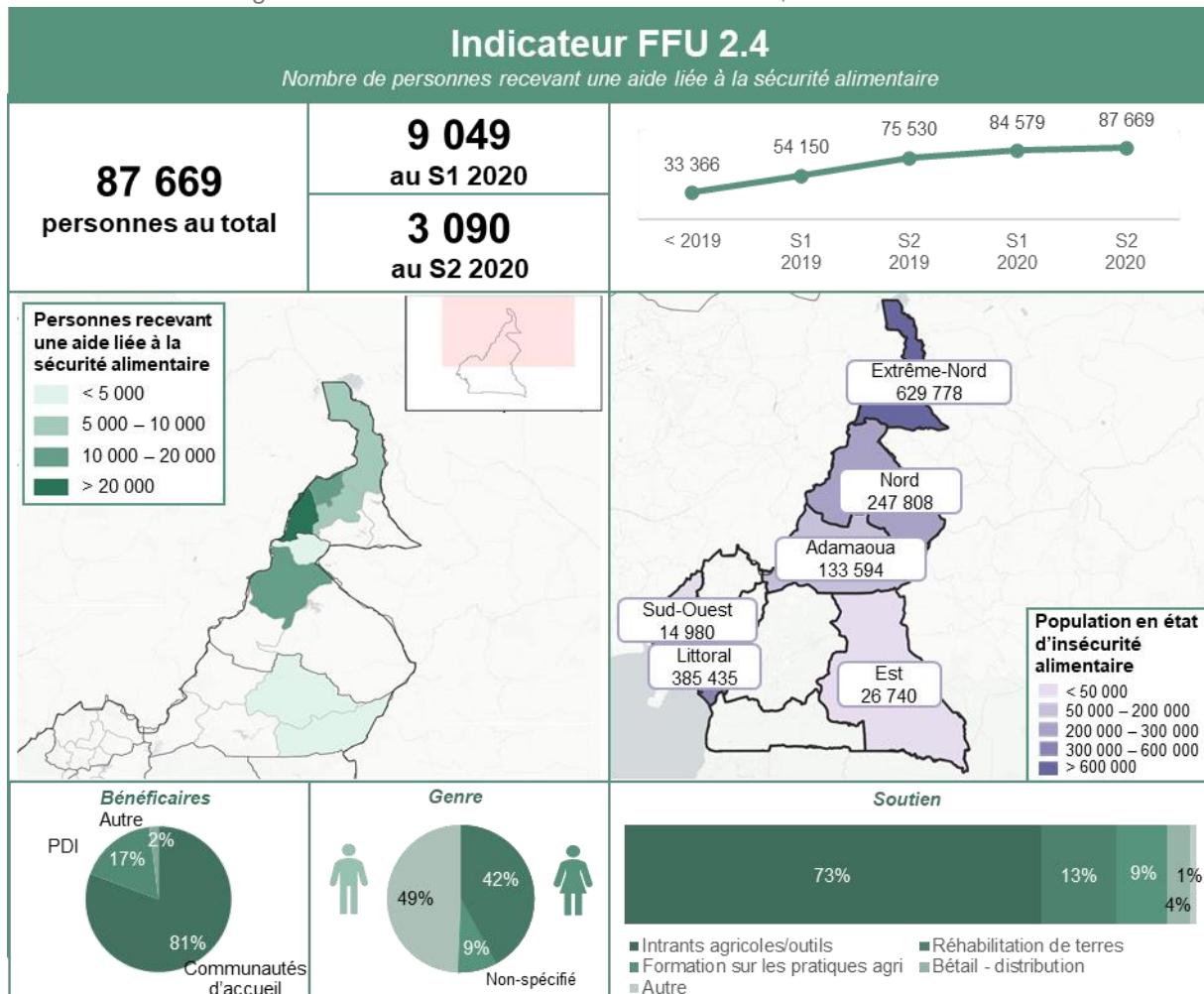
⁷ Redressement Economique et Social Inclusif et de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle des Territoires du Nord Cameroun (RESILIANT).

⁸ Bien que RESILIANT ait officiellement pris fin en décembre 2020 après la signature d'une prolongation sans frais, la plupart de ses activités ont été terminées à l'été 2020.

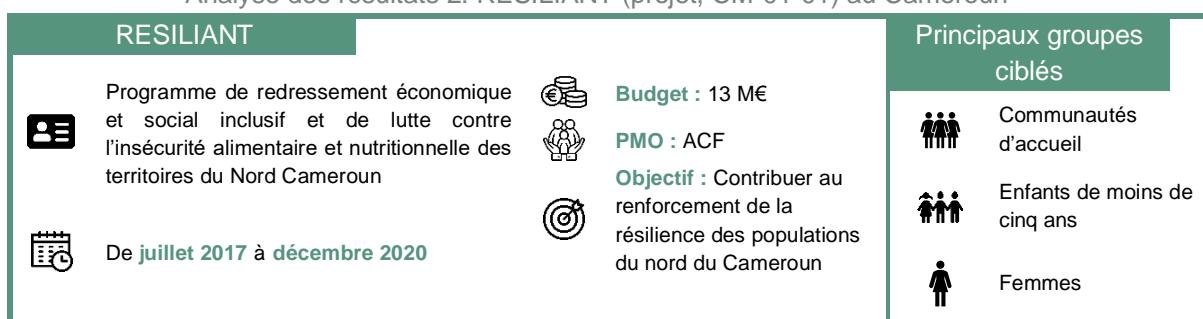
⁹ Formations sur la gestion technique des cultures, y compris des semis, traitement et entretien des cultures, respect du calendrier des cultures, etc.

En 2020, 21 141 personnes ont bénéficié d'une aide nutritionnelle (indicateur 2.3), le tout par l'intermédiaire de Résilience Septentrion. Les bénéficiaires ont tous été atteints dans trois districts de la région de l'Extrême-Nord avec des taux élevés de malnutrition : Diamaré, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga. Il s'agissait notamment d'enfants de moins de cinq ans dépistés et traités contre la malnutrition (15 966 enfants de moins de cinq ans en 2020), de femmes adultes sensibilisées aux meilleures pratiques nutritionnelles (3 158 femmes en 2020) et d'enfants de plus de cinq ans traités contre la malnutrition (2 017 en 2020) (voir encadré ci-dessous).

Figure 28: Indicateur 2.4 du FFU au Cameroun, décembre 2020



Analyse des résultats 2: RESILIANT (projet, CM-01-01) au Cameroun^{1,2}



¹ Programme de Redressement Economique et Social Inclusif et de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle des Territoires du Nord Cameroun (RESILIANT).

² Paul Cottavoz, 'Rapport d'évaluation finale – projet RESILIANT', 2021.

RESILIANT était un projet de 13 millions d'euros financé par le FFU (13 650 000 euros, cofinancement compris) qui s'est déroulé de juillet 2017 à décembre 2020. Il a été mis en œuvre par un consortium dirigé par ACF de 5 ONG internationales et 6 OSC locales. Les objectifs du projet comprenaient la santé et la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), la sécurité alimentaire et la gouvernance locale. Les conclusions du rapport d'évaluation final de mars 2021 indiquent que plusieurs améliorations relatives à la résilience des populations cibles peuvent être attribuées au projet RESILIANT.¹

WASH : En décembre 2020, le projet avait élargi l'accès aux services d'eau pour 60 000 personnes. Le programme a dépassé de 22% son objectif initial de 129 points d'eau construits et réhabilités, grâce à l'absence de problèmes majeurs d'approvisionnement. Une forte appropriation et un intérêt de la part des autorités communales ont également été signalés. Parmi les effets positifs, le projet a fait état d'une augmentation de l'accès à l'eau de forage (de 64% à 69%), d'une diminution de la distance au puits, 12% des ménages parcourant plus de 500 m comparativement à 22% auparavant, d'une augmentation des pratiques de lavage des mains après utilisation des toilettes (de 49% à 72%), ou d'une meilleure connaissance des pratiques de traitement de l'eau.^{2,3,4}

Meilleures pratiques

- RESILIANT a soutenu les fonds d'eau et a formé des artisans pour réparer les pompes défectueuses et atténuer les pannes d'infrastructure. Sur les 12 communes équipées de points d'eau, sept disposaient d'un fonds de l'eau fonctionnel. 25 artisans ont été formés par le projet pour réparer les pompes, bien que légèrement en dessous de l'objectif initial de 28.⁵
- Diagnostics précis de l'accès à l'eau au niveau communal avant la phase de construction.

Défis

- De nombreuses pannes de pompes ont été observées, principalement en raison de la qualité de l'installation et de la surutilisation des points d'eau.⁶

Santé et nutrition : Le projet a contribué à améliorer l'accès aux services de santé, avec 50 centres de santé soutenus dans leurs activités liées à la santé et à la nutrition, bien au-delà de l'objectif initial de 29. Les objectifs de résultats fixés en termes de soins de malnutrition aiguë sévère, de consultations pour les enfants de moins de cinq ans, de consultations prénatales et d'assistance pendant les accouchements ont tous été atteints. Seule la composante vaccination est légèrement inférieure aux résultats escomptés.

Meilleures pratiques

- Partenariats avec les autorités locales.
- Durabilité : les consultations prénatales et l'aide à l'accouchement dans les établissements de santé ont maintenu des niveaux élevés d'activités après que le projet a cessé de fournir un soutien.⁷

Défis

- Durabilité : les consultations auprès des enfants de moins de cinq ans ou de traitements contre la malnutrition aiguë sévère sont tombées à la fin de la mise en œuvre de la composante de ce projet.

Sécurité alimentaire : le projet a amélioré l'accès à la terre en permettant l'accès à 591 ha pour 3 229 personnes. RESILIANT a également distribué des animaux à 725 ménages (principalement des chèvres) à des fins de reconstitution du bétail. La distribution des animaux est cruciale : plus de 1 900 chèvres sont nées des premiers dons, et une deuxième génération de chèvres est née à la fin du projet, renforçant la sécurité alimentaire à long terme des bénéficiaires.^{8,9,10}

¹ Action contre la faim (ACF)

² Le projet avait réhabilité 128 points d'eau et construits 30 nouveaux points. La majorité de ces forages ont été équipés de pompes India Mark (IM), et une plus faible proportion avec Vergnet. Paul Cottavoz, 'Rapport d'évaluation finale – projet RESILIANT', 2021.

³ Avenant signé ACF, UE, juin 2020.

⁴ L'augmentation relativement faible est liée au fait que le projet a essentiellement mené des réhabilitations ou construit des forages dans les villages qui avaient besoin d'un second.

⁵ Paul Cottavoz, 'Rapport d'évaluation finale – projet RESILIANT', 2021.

⁶ Le projet a rapporté une moyenne de 56 ménages par point d'eau, deux fois plus que la norme de 25 ménages.

⁷ Paul Cottavoz. Op. Cit.

⁸ Parmi les bénéficiaires, 23% étaient PDI et 77% hôtes ; 42% étaient femmes et 58% hommes.

⁹ Légèrement en dessous de l'objectif initial de 750 ménages.

¹⁰ Paul Cottavoz. Op. Cit.

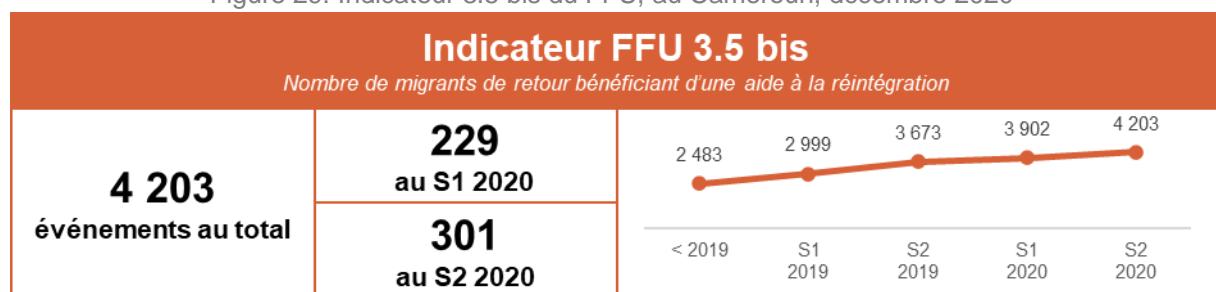
Renforcer la gestion des migrations et soutenir le retour et la réintégration des migrants

Le Cameroun est à la fois un pays d'origine et un pays de destination pour les migrants. Son taux de migration nette a été équilibré pour la période 2015-2020, à -0,2%, et devrait rester inchangé pour la période 2020-2025.¹ Bien que le Cameroun ne figure pas parmi les principaux pays d'origine des migrants en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, la fuite des cerveaux et la migration des travailleurs vers les pays les plus riches (UE, États-Unis, Canada) ou d'autres pays d'Afrique de l'Ouest alimentent l'émigration de la main-d'œuvre. Le nombre d'arrivées irrégulières de migrants camerounais sur les côtes européennes a culminé en 2016, avec 4 417 arrivées, pour passer à 2 354 en 2019.^{2,3} Des milliers de migrants camerounais vivent dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, travaillant ou en transit, certains exposés à des vulnérabilités telles que la dette. Dans le même temps, le pays abrite de nombreux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, y compris des réfugiés centrafricains ou nigérians.^{4,5} Enfin, au cours de la dernière décennie, les violences liées à Boko Haram ou au conflit politique dans les régions anglophones ont contraint de nombreux Camerounais au déplacement, principalement à l'intérieur du pays (1 032 942 déplacés internes dans le pays en décembre 2020).

L'IC UE-OIM (CM-04)⁶ a aidé 575 rapatriés à obtenir une assistance post-arrivée en 2020 (indicateur 3.5), portant le total à 4 414 personnes soutenues d'ici décembre 2020. Le total atteint en 2020 était d'environ la moitié de celui de 2019, principalement en raison de la COVID-19 et des fermetures des frontières.

Parallèlement, en 2020, 530 migrants de retour ont bénéficié d'une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis), ce qui porte le total à 4 203 personnes soutenues en décembre 2020. En fonction des besoins identifiés lors de leur évaluation de la vulnérabilité, les rapatriés peuvent potentiellement recevoir plusieurs types d'assistance ciblés : logement, nourriture, aide scolaire pour les enfants ou soutien psychosocial. De courtes formations d'EFTP (d'une durée de deux semaines à trois mois) ont été mises en œuvre en collaboration avec les structures nationales. Ces formations professionnelles, qui ont débuté tardivement dans la mise en œuvre de l'IC, portaient principalement sur l'agriculture ou l'élevage.

Figure 29: Indicateur 3.5 bis du FFU, au Cameroun, décembre 2020



¹ ONU, Département des affaires économiques et sociales, 'World Population Prospects', requête consultée en avril 2021. Accessible [ici](#).

² MINEPAT, 'Cameroun Vision 2035', 2009. Accessible [ici](#).

³ Frontex, 'Carte migratoire', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Samuel Hall, 'Cartographie et profil socioéconomique des communautés de retour au Cameroun', 2018. Accessible [ici](#).

⁵ HCR, 'Cameroun', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

⁶ Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun.

6.2.2. LE CAMEROUN ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FFU

Tableau 7: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Cameroun, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2 600	8 196	0	0	10 796
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	858	590	83	92	1 623
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	10 485	7 529	9 271	6 266	33 551
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	9 438	8 120	950	764	19 272
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	5	10	15	11	41
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	2	0	0	2
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	163	538	111	48	860
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	107 892	71 691	31 097	77	210 757
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	83 120	105 149	21 141	0	209 410
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	33 366	42 164	9 049	3 090	87 669
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	141	65	4	0	210
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	98	3 056	601	166	3 920
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	115 042	324 059	146 606	105 216	690 923
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	616	9 145	3 910	471	14 142
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	22 800	155 419	78 705	3 000	259 924
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	6 489	6 423	12 953	34 697	60 562
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	85	0	0	85
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	2 621	1 218	367	208	4 414
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	2 483	1 190	229	301	4 203
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	36	0	0	36
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	52	0	0	52
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	1	40	27	7	75
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	33	125	242	98	498
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	0	322	239	260	821
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	45 359	14 778	80	1 274	61 491
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	19	126	42	0	187
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	11	7	27	2	46
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	10	4	22	34	70
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	25	25	14	17	81

6.2.3. PROJETS DU FFU AU CAMEROUN

Tableau8: Projets du FFU, Cameroun, avril 2021¹

Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
Programme de réponse à l'impact des mouvements de populations internes et externes dans les régions du septentrion du Cameroun (Résilience Septentrion)	T05-EUTF-SAH-CM-01-01	Programme de Redressement Économique et Social Inclusif et de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle des Territoires du Nord Cameroun (RESILIANT)	ACF	13 000 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-CM-01-02	Projet de renforcement de la résilience des populations des régions septentrionales du Cameroun (PRESEC)	SNV	7 000 000 € (Terminé)
Projet de Promotion de l'Emploi et Renforcement de la Résilience au Nord Cameroun (Extrême-Nord, Nord et Adamaua) (PARSE)	T05-EUTF-SAH-CM-02-01	Projet d'Appui à la Résilience Socio-Économique des Jeunes Vulnérables (Extrême-Nord, Nord et Adamaua) (PARSE)	GIZ	7 000 000 € (Terminé)
Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême Nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes (HIMO)	T05-EUTF-SAH-CM-03-01	Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême-Nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes (approche HIMO)	AFD	10 000 000 € (Terminé)
Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun	T05-EUTF-SAH-CM-04-01	OIM - Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun (JI UE-OIM)	OIM	3 300 000 €

¹ Dans ce tableau, les projets apparaissent en gris lorsqu'ils sont terminés et en jaune lorsqu'ils sont en phase de démarrage.

6.2.4. PROJETS ACHEVÉS EN S2 2020

Figure 30: RESILIANT (CM-01-01)

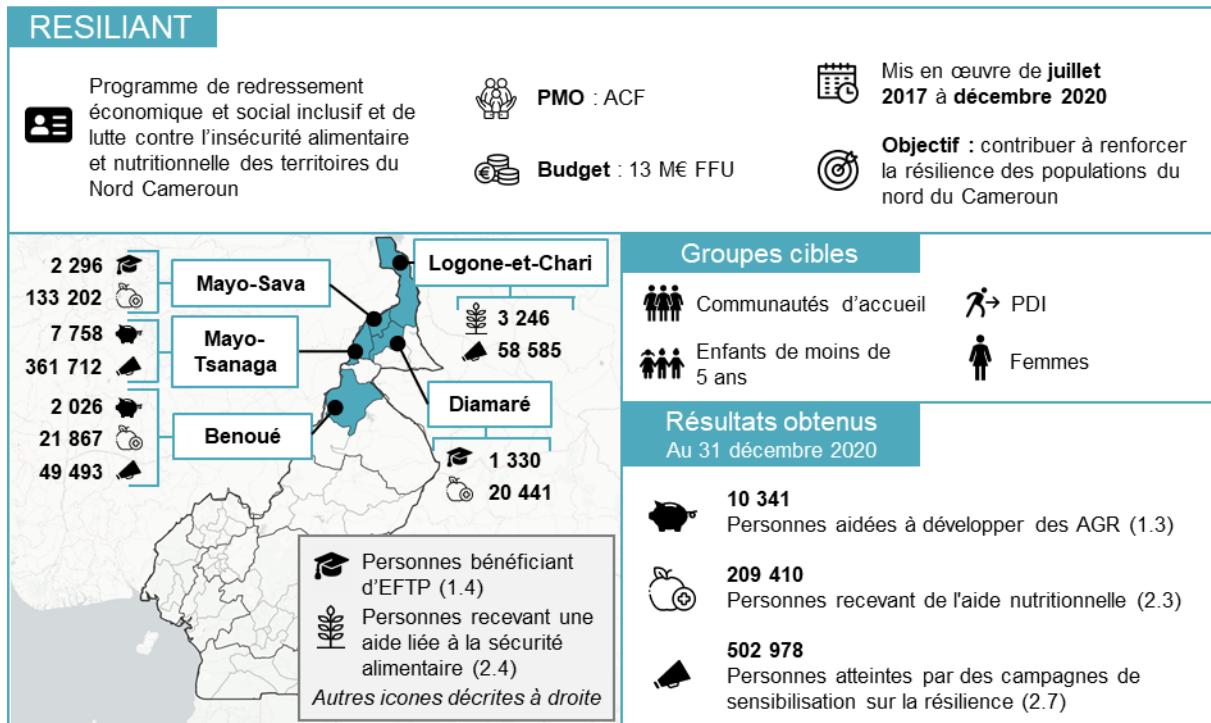
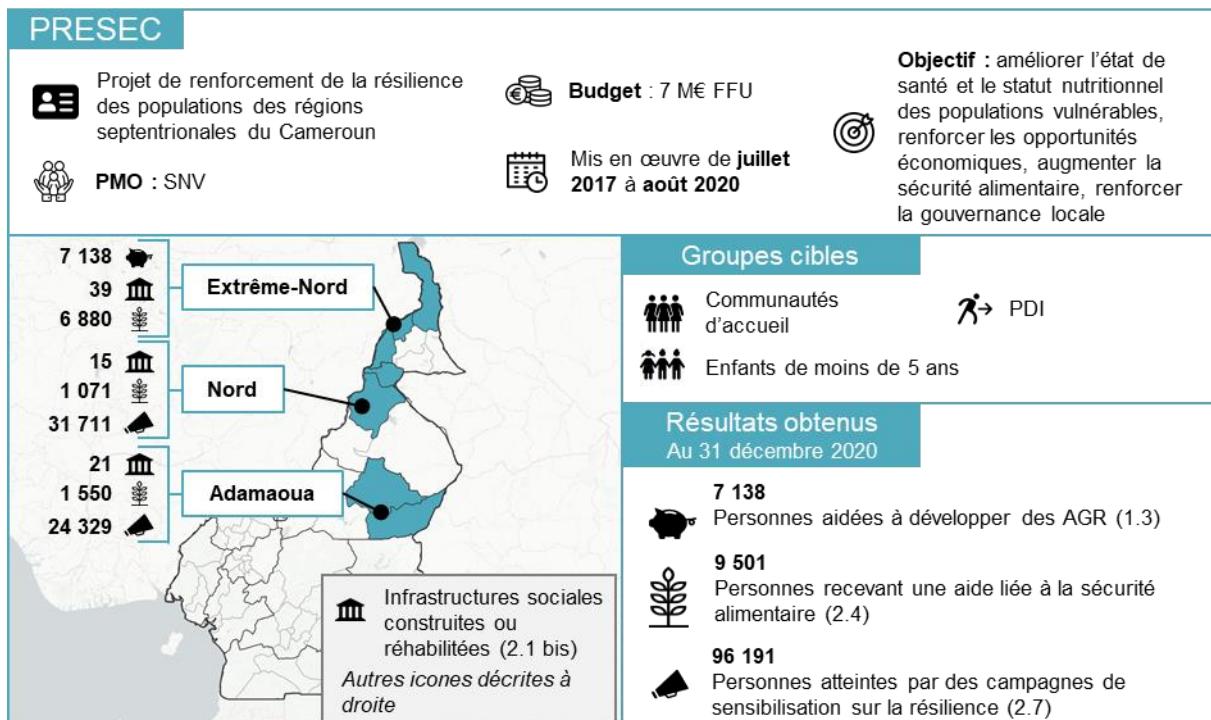
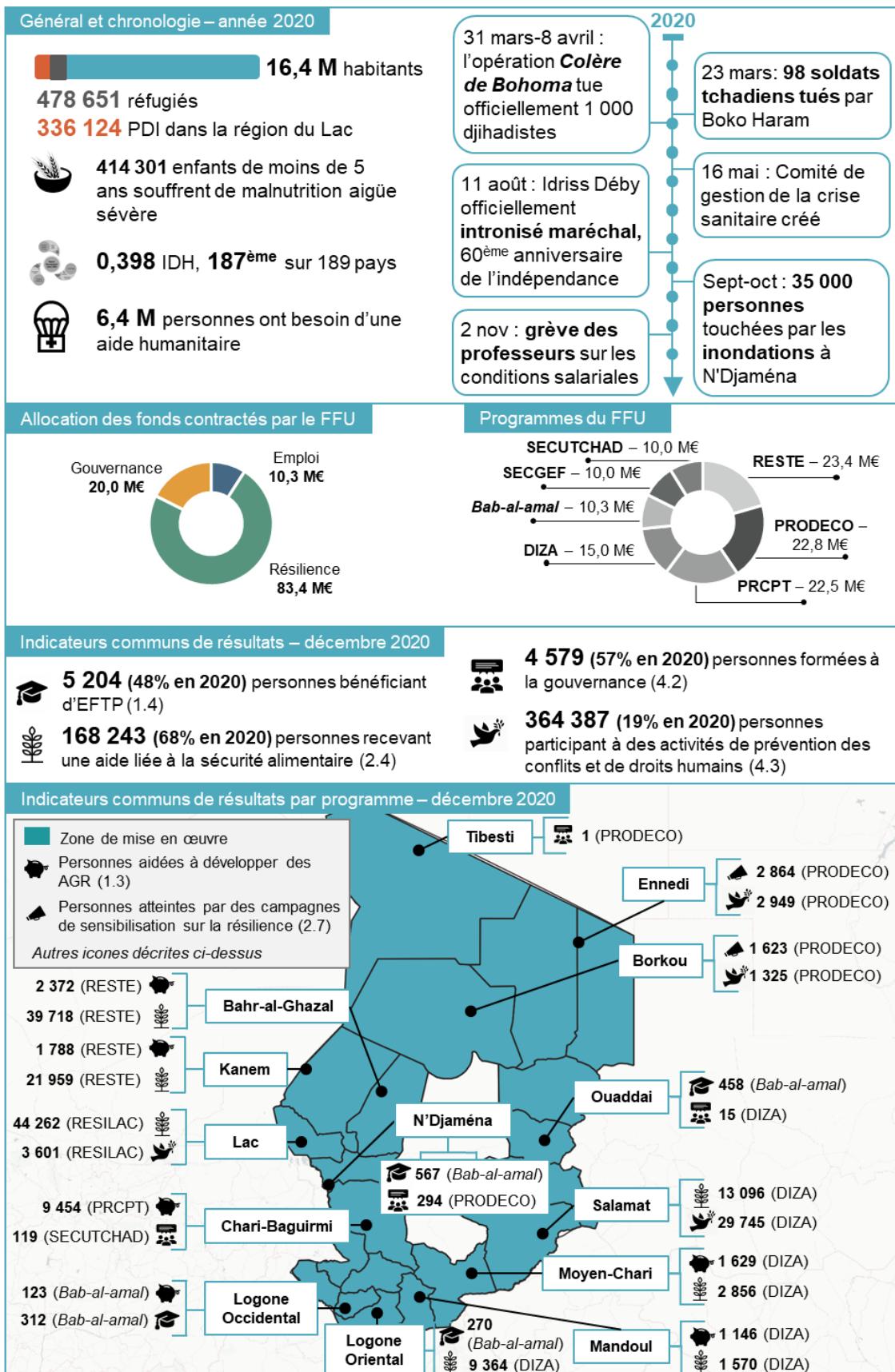


Figure 31: PRESEC (CM-01-02)



6.3. TCHAD

Figure 32: Tchad – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020



6.3.1. LE TCHAD ET LE FFU EN 2020

En 2020, le Tchad a été secoué par la violence des groupes rebelles et terroristes, les ralentissements économiques et des aléas naturels. Le 23 mars, une attaque de Boko Haram a tué 98 soldats tchadiens à Bohoma. Elle a été suivie d'une série d'attaques contre des pêcheurs au printemps 2020.¹ En raison de la crise sanitaire et des restrictions de mobilité liées à celle-ci, l'économie s'est d'autant plus détériorée au cours de l'années 2020. Le gouvernement a décrété un confinement le 24 mars, qui a affecté de nombreux secteurs de l'économie tchadienne, en particulier le commerce, la vente au détail et les magasins non-alimentaires tels que la quincaillerie ou le textile.² Les bases de l'économie tchadienne ont été fragilisées, avec des investissements insuffisants dans des secteurs clés tels que les infrastructures, l'éducation ou la santé,³ des finances publiques en baisse et une chute prévue des recettes pétrolières en raison de la chute des prix du pétrole.⁴

Le Tchad a souffert de précipitations record pendant la saison des pluies, entraînant des inondations dans 20 de ses 23 provinces, en particulier dans le centre, l'est et le sud, qui ont touché 64 670 ménages.⁵ Le 29 octobre 2020, une rupture de digue à N'Djamena a causé de graves dégâts matériels et laissé 3 000 personnes sans domicile ni abri, s'ajoutant aux 32 000 personnes déjà touchées par les inondations d'août et septembre dans la capitale.⁶ Les inondations ont également détruit des centaines de milliers d'hectares de terres cultivées et décimé le bétail, aggravant encore une situation déjà grave en matière de sécurité alimentaire.⁷

Dans l'ensemble, les conditions de vie de la population se sont détériorées en 2020, en raison de l'insécurité chronique, des conditions météorologiques extrêmes et de la détérioration de la situation économique. En décembre 2020, 6,4 millions de personnes avaient besoin d'aide humanitaire au Tchad,⁸ une augmentation significative par rapport au 5,3 million de personnes dans le besoin en juin 2020.^{9,10} Les déplacements forcés ont également augmenté, principalement en raison de l'insécurité dans la région du lac Tchad et de l'afflux de réfugiés et de rapatriés en provenance des pays voisins.^{11,12} À la fin de 2020, le pays accueillait 919 112 personnes déplacées, contre 739 364 en décembre 2019.¹³ Cela comprend 478 651 réfugiés, 336 124 déplacés internes (+13% par rapport au 30 juin 2020), 69 343 tchadiens rapatriés de RCA, 30 422 déplacés internes tchadiens dans la région de Lac et 4 572 demandeurs d'asile.¹⁴ Les réfugiés et les demandeurs d'asile étaient pour la plupart présents le long des frontières orientales (Ouaddaï, Wadi Fira, Sila) et méridionales (Logone Oriental).¹⁵

Le FFU a contracté 113,7 millions d'euros au Tchad. L'accent est principalement mis sur la résilience, avec 83,4 millions d'euros, soit 73% du total des fonds du FFU contractés dans le pays. Parmi les objectifs liés à la résilience, le FFU vise à accroître l'accès aux services de base, grâce à la construction et à la remise en état d'infrastructures sociales, à la documentation juridique et aux transferts monétaires. Il vise également à fournir une assistance liée à la nutrition et à la sécurité alimentaire, et à mener des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience traitant de la gestion durable des infrastructures de base, de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Le FFU

¹ RFI, 'Le Tchad endeuillé par la mort de 98 soldats dans une attaque de Boko Haram', 25 mars 2020. Accessible [ici](#).

² Tchad, ONU Tchad, Banque mondiale, 'Étude d'impact socio-économique de la COVID-19 au Tchad', juin 2020. Accessible [ici](#).

³ Banque mondiale, 'Chad overview', juillet 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Tchad, ONU Tchad, Banque mondiale, Op. Cit.

⁵ OCHA, 'Chad, situation report', 6 Novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁶ Ibid.

⁷ Ibid.

⁸ OCHA, 'Rapport de situation, Tchad', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁹ OCHA, 'Chad situation report', juin 2020. Accessible [ici](#).

¹⁰ OCHA, 'UNICEF Tchad, Rapport sur la situation humanitaire, 1er novembre au 31 décembre 2019'. Accessible [ici](#).

¹¹ CSNU, 'Personnes relevant de la compétence du HCR au Tchad', décembre 2020. Accessible [ici](#).

¹² HCR, 'Personnes relevant de la compétence du HCR', Tchad, juin 2020. Accessible [ici](#).

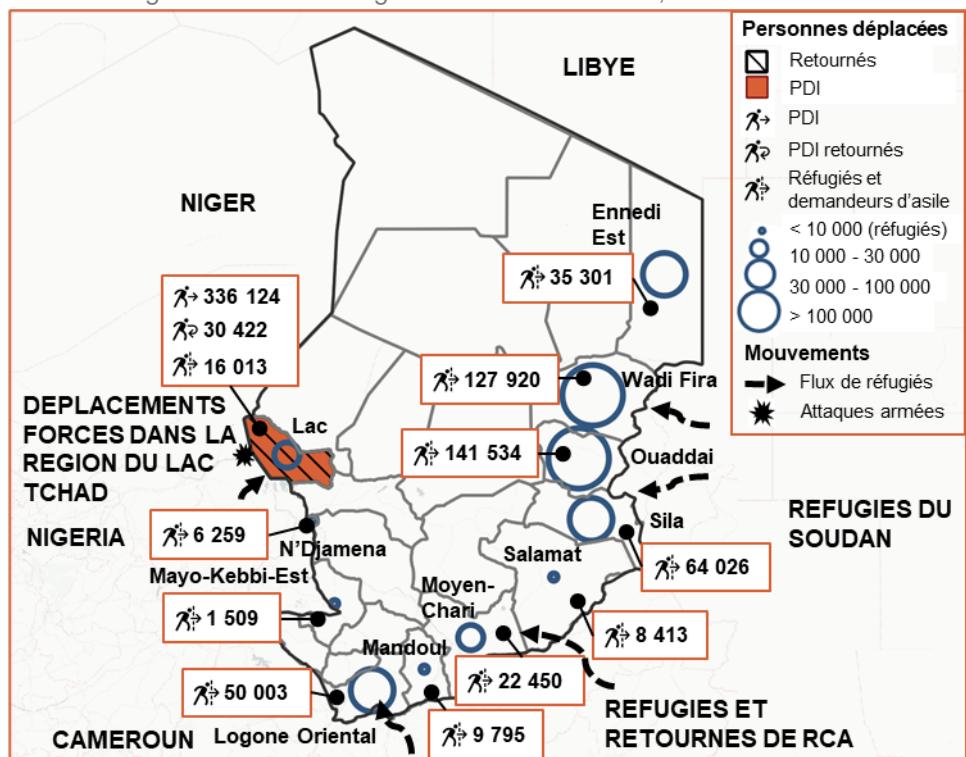
¹³ HCR, 'Personnes relevant de la compétence du HCR', Tchad décembre 2019. Accessible [ici](#).

¹⁴ CSNU, 'Personnes relevant de la compétence du HCR au Tchad', décembre 2020. Accessible [ici](#).

¹⁵ Ibid.

vise également à améliorer la gouvernance et à renforcer les capacités des institutions nationales tchadiennes – y compris l'armée – et des structures administratives locales. La gouvernance représente 20,0 millions d'euros des fonds engagés par le FFU au Tchad. Enfin, le FFU vise à renforcer la création d'emplois et les opportunités économiques, principalement par le biais du programme Bab-al-amal (TD-03),¹ qui représente 10,3 millions d'euros, soit 9% des fonds contractés au Tchad.

Figure 33: Flux de migration mixtes au Tchad, décembre 2020



Améliorer l'accès aux services de base et renforcer la résilience des populations locales

L'accès aux services de base reste particulièrement faible au Tchad, bien qu'il s'agisse d'une priorité tant pour le gouvernement tchadien que pour les donateurs internationaux.² Seulement 12% de la population tchadienne avait accès à l'électricité en 2018.³ Le taux brut d'inscription dans l'enseignement secondaire était de 21% en 2019,⁴ avec des différences notables entre les régions.⁵ Seulement 39% de la population a bénéficié de services d'eau potable de base en 2017⁶ et 8% de services d'assainissement de base,⁷ causant plus de 17 000 décès par an dus à la diarrhée.⁸ Dans la région du lac Tchad et dans l'est du pays, les crises prolongées, l'insécurité et les déplacements forcés continuent de compromettre l'accès aux services de base, car les communautés touchées par le déplacement ont généralement des taux d'accès aux services de base encore plus faibles après leur dééménagement.^{9,10}

¹ Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité.

² République du Tchad, 'Vision 2030 – le Tchad que nous voulons', quatrième axe, juillet 2017. Accessible [ici](#).

³ Banque mondiale, Données de la Banque mondiale. Accessible [ici](#).

⁴ Banque mondiale, Données de la Banque mondiale. Accessible [ici](#).

⁵ Carol Watson, Emmanuel Dnalbaye, Blandine Nan-guer, consultants pour la Banque mondiale, 'Réfugiés et communautés d'accueil au Tchad : dynamique de l'inclusion économique et sociale', 2018. Accessible [ici](#).

⁶ Banque mondiale, Données de la Banque mondiale. Accessible [ici](#).

⁷ Banque mondiale, Données de la Banque mondiale. Accessible [ici](#).

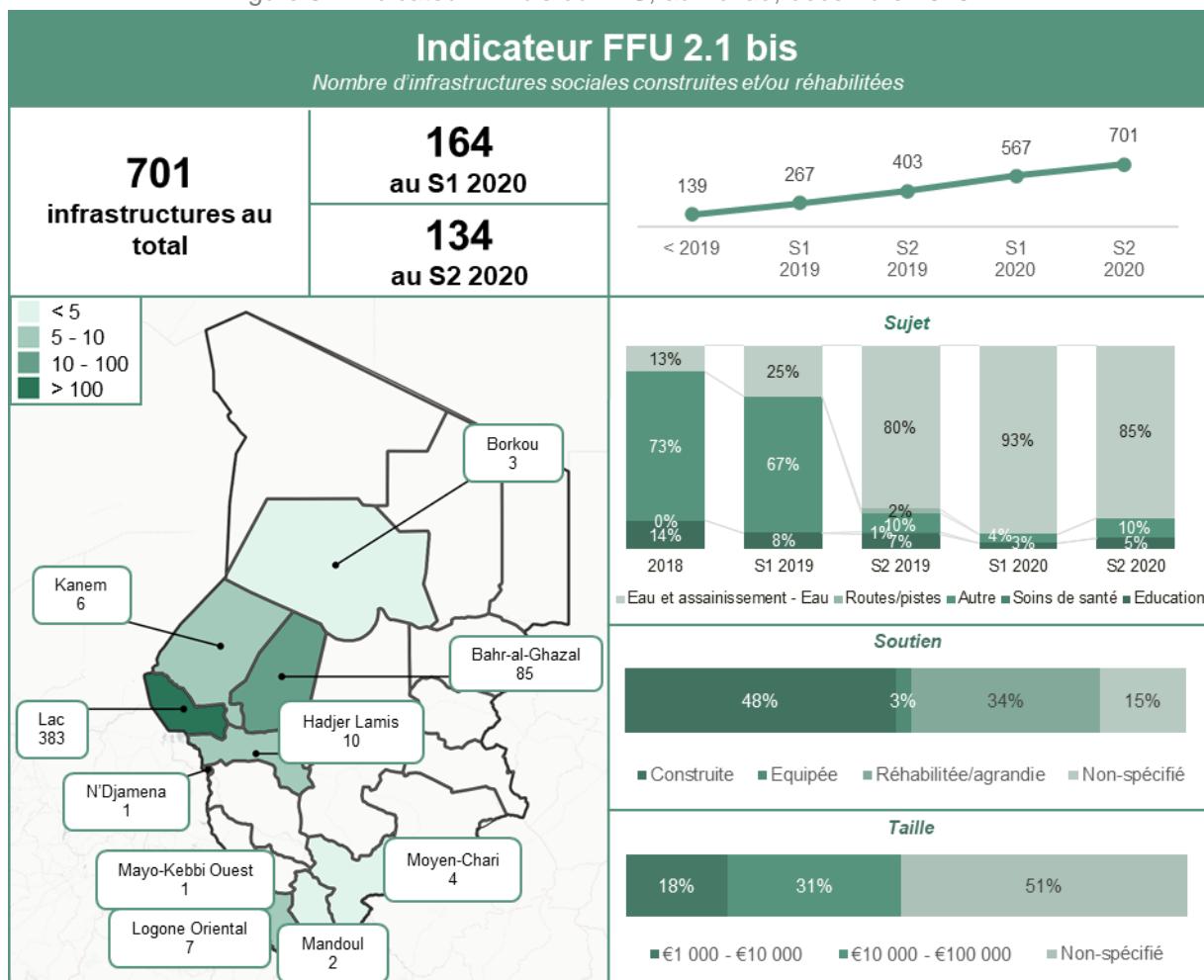
⁸ DDC, 'L'eau est un énorme paradoxe au Tchad', 2016. Accessible [ici](#).

⁹ Carol Watson, Emmanuel Dnalbaye, Blandine Nan-guer, consultants pour la Banque mondiale, 'Réfugiés et communautés d'accueil au Tchad : dynamique de l'inclusion économique et sociale', 2018. Accessible [ici](#).

¹⁰ OCHA, 'Breaking the Impasse: Reducing Protracted Internal Displacement as a Collective Outcome', 2017. Accessible [ici](#).

Les programmes financés par le FFU visent directement à accroître l'accès aux services de base et à renforcer la résilience de la population tchadienne. Ils ciblent les régions les plus pauvres du Tchad, zones de conflits, avec des niveaux élevés de déplacements forcés – comme la région du Lac – et visent à encourager l'accès aux services de base pour les personnes vulnérables. En 2020, quatre programmes ont construit ou réhabilité 298 infrastructures sociales (indicateur 2.1 bis), soit 13% de plus qu'en 2019. RESTE (TD-01)¹ était responsable de 278 infrastructures en 2020 et DIZA (TD-07) a fait état de 12 infrastructures.^{2,3} 89% des infrastructures construites ou réhabilitées en 2020 portaient sur l'eau (265). En outre, 12 établissements d'enseignement (4% du total en 2020) ont été réhabilités ou agrandis, et 20 infrastructures agricoles, y compris des *oueds*,⁴ des dunes et des canaux. La région du Lac représentait la plus grande partie (81%) des résultats annuels.⁵

Figure 34: Indicateur 2.1 bis du FFU, au Tchad, décembre 2020⁶



Les méthodes utilisées pour construire l'infrastructure sociale varient considérablement d'un programme à l'autre. D'une part, RESTE a retenu les services d'entreprises du secteur privé pour

¹ Résilience et Emploi au lac Tchad (RESTE).

² Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA).

³ Les deux autres programmes contribuant à la construction et réhabilitation des infrastructures sociales étaient RESILAC (REG-05, Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad, Sept les infrastructures dans 2020), et PRCPT (TD-02, Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad, une infrastructure en 2020).

⁴ Dans ce contexte, un oued, ou ouadi en français, se trouve dans une dépression inter-dunes, caractérisée par des sols limoneux et argileux à salinité variable, et la présence d'une nappe phréatique peu profonde.

⁵ Au moins cinq autres régions ont bénéficié de la construction ou de la réhabilitation d'infrastructures sociales : Bahr-al-Ghazal, Logone oriental Hadjer Lamis, Moyen Chari, et Mandoul. Pour une infrastructure construite ou réhabilitée en 2020, aucune désagrégation géographique au niveau régional n'était disponible.

⁶ Le code couleur de la carte présente les données relatives aux programmes qui ont pu être désagrégées au premier niveau administratif. Exclusions : 199.

effectuer des travaux hydrauliques techniques (principalement des forages et des forages). D'autre part, les programmes DIZA ou PRCPT ont utilisé des travaux à forte intensité de main-d'œuvre et de la main-d'œuvre locale pour construire, réhabiliter et gérer des infrastructures collectives plus basiques, liant ainsi la construction d'infrastructures à la création d'emplois, à la résilience, à la propriété des infrastructures et à d'autres objectifs socio-économiques.¹ Par exemple, le PRCPT a eu recours à la main-d'œuvre locale pour travailler sur les infrastructures agricoles, éducatives, sanitaires et d'assainissement (modules de classe, magasins communautaires, grands puits, etc.). Le programme a impliqué des structures de gouvernance locales dans la réparation et la gestion durable des infrastructures : pour les équipements à petite échelle des agriculteurs, par exemple, des contributions mensuelles ont été mises en place et versées dans un fonds pour assurer l'entretien et la réparation des équipements. Le PRCPT a également mis en place des comités de gestion pour surveiller l'utilisation des infrastructures plus importantes.²

En outre, en 2020, 430 membres du personnel des autorités locales et des prestataires de services de base ont bénéficié du renforcement des capacités pour consolider la prestation de services (indicateur 2.8), ce qui représente 20% du total depuis sa création. Le PRCPT a formé 221 personnes en 2020 à la prestation de services de base, y compris des enseignants, des dirigeants communautaires, des infirmières ainsi que du personnel communal formé pour mettre en œuvre les plans de développement local établis par le programme. RESILAC a formé 80 personnes aux premiers secours psychologiques pour faire face aux traumatismes liés aux abus et à la violence de Boko Haram, qui sont rarement traités autrement. RESTE a formé des agents de village à la fois sur la nutrition et l'encadrement des enfants de moins de cinq ans (76 en 2020) et sur la réparation des infrastructures hydrauliques (49).

Combiner le renforcement des capacités des forces de sécurité nationales et des structures de gouvernance locales, afin d'améliorer la gouvernance au Tchad

De multiples défis liés à la gouvernance, au fonctionnement des institutions publiques et à la sécurité existaient toujours au Tchad en 2020.³ Les institutions fortement ethnicisées, l'exclusion *de facto* des femmes des postes de responsabilité dans les organes gouvernementaux et locaux, mais aussi les ressources financières limitées et mal réparties ainsi que la corruption ont empêché les institutions gouvernementales de mettre en œuvre et de diriger efficacement les politiques nationales.⁴ Au niveau local, des ressources financières maigres ou inexistantes – les subventions de l'État aux communes ont cessé⁵ – et une dépendance excessive à l'égard de l'aide extérieure entravent la mise en œuvre des plans de développement local et la fourniture de services de base.⁶ Sur le plan militaire, les forces armées tchadiennes, malgré leur réputation de fortes capacités, ont été minées par des tensions internes (ethniques), un manque de discipline et des scandales liés aux exactions commises contre les populations civiles.⁷

Les programmes financés par le FFU visent à renforcer les capacités des parties prenantes de la gouvernance aux niveaux local, régional et national. Le soutien aux institutions gouvernementales et locales tchadiennes et aux parties prenantes se présente essentiellement sous deux formes : d'une part, les programmes financés par le FFU fournissent un renforcement des capacités aux acteurs de la sécurité nationale, tandis que, d'autre part, ils soutiennent les structures de

¹ Qui sont principalement : améliorer l'insertion socio-économique des réfugiés et des rapatriés au sein des communautés d'accueil pour DIZA, et contribuer au développement local, à la création d'emplois et à la gouvernance locale participative pour le PRCPT.

² GIZ, 'PRCPT – Rapport ROM', 2018.

³ Les événements qui se sont produits après 2020, comme le changement de régime, ne sont pas reflétés dans cette section.

⁴ Freedom House, 'Freedom in the world 2020'. Accessible [ici](#).

⁵ PRCPT, 'Rapport ROM', 2018.

⁶ Ibid.

⁷ International Crisis Group, 'New challenges to Chad's army'. Accessible [ici](#).

gouvernance locales avec la consolidation de la paix, la médiation communautaire et le développement socio-économique. Certains programmes visent à créer des liens entre les deux types d'appui.

En 2020, 2 519 membres du personnel des institutions gouvernementales, des forces de sécurité intérieure et des acteurs non étatiques concernés ont été formés à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme (indicateur 4.2), ce qui représente 57% du total depuis le début des activités financées par le FFU. En 2020, neuf programmes ont contribué à la formation du personnel sur la gouvernance, notamment RESILAC (REG-05, 1 624 membres du personnel formés en 2020, principalement des membres de la société civile et des dirigeants communautaires), DIZA (TD-07, 396 membres du personnel formés en 2020) et SECUTCHAD (TD-05, 232 agents de sécurité formés).¹ Les différents types de personnel formés à la gouvernance reflétaient l'engagement du FFU à renforcer la gouvernance à tous les niveaux, y compris pour les parties prenantes locales.² Par exemple, DIZA *Est* (TD-07-01) a formé 396 dirigeants communautaires à la planification, à la budgétisation et à la gestion participative et SECUTCHAD a formé 232 membres du personnel de sécurité (dont sept femmes) – à savoir des policiers, des gendarmes et des agents du GNNT –, mais s'est également efforcé de créer des liens entre les forces de sécurité, les structures de gouvernance régionales (Lac) et locales (voir l'encadré d'analyse des résultats ci-dessous).³

Les efforts visant à améliorer la gouvernance au niveau local comprennent également la consolidation de la paix et la médiation communautaire. En 2020, au Tchad, 69 918 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits humains, soit 19% du total atteint depuis sa création. Par l'intermédiaire du SECUTCHAD, 31 164 jeunes ont participé à des manifestations culturelles et sportives. Le programme DIZA a sensibilisé 604 personnes à la bonne gouvernance et organisé des dialogues intercommunautaires dans la région du Salamat pour 29 584 participants. Grâce au programme PDU, 110 personnes ont participé à des activités de dialogue et 16 personnes à des réunions transfrontalières dans la région du Lac.

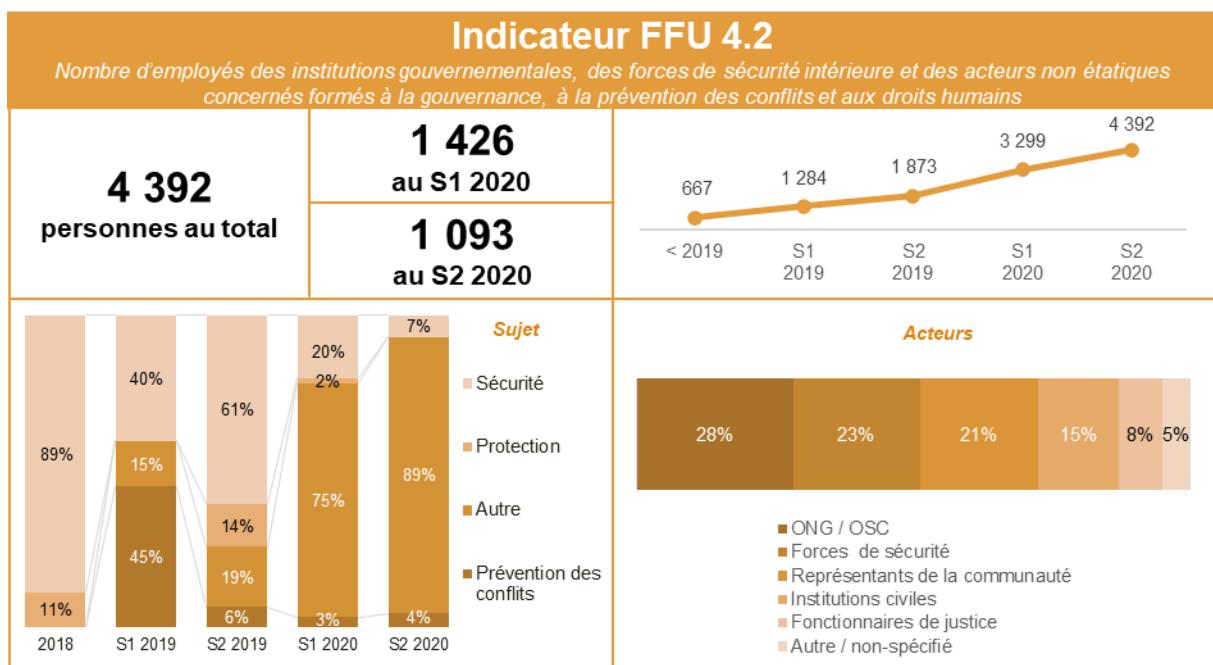
Enfin, dans le cadre des efforts déployés par le FFU pour renforcer la gouvernance, cinq stratégies, lois, politiques et plans ont été élaborés ou soutenus en 2020 (indicateur 4.6), ce qui représente 71% du total depuis sa création. Le programme RESILAC (REG-05) a contribué à l'élaboration de quatre accords locaux visant à faciliter le dialogue entre les parties prenantes locales, à mettre en œuvre des plans de développement local et à négocier l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Par le biais du programme DIZA (TD-07), le HCR a soutenu l'adoption de la toute première loi sur l'asile dans le pays en décembre 2020. Cette loi vise à améliorer l'environnement de protection des réfugiés, à promouvoir leur autonomisation, à faciliter leur inclusion socio-économique dans les populations d'accueil et à réduire leur risque d'apatriodie. Il représente une étape importante, en particulier en ce qui concerne l'accès à la terre, les services de protection, l'insertion économique des populations réfugiées. Outre la loi sur l'asile, le HCR a accompagné les autorités tchadiennes dans la remise des documents juridiques et le renforcement des procédures d'état civil. En 2020, 14 548 enfants déplacés ou rapatriés ont obtenu un certificat de naissance du HCR dans le cadre du programme DIZA (indicateur 2.2), ce qui a amélioré les chances des bénéficiaires d'avoir accès à la protection sociale et aux opportunités économiques.

¹ Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad.

² Programmes Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention (GAR-SI) (REG-04, 129 fonctionnaires des unités mobiles formées), La Voix des Jeunes II (REG-19, 50 membres du personnel formés en 2020), PDU (Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel, REG-18, 45 membres du personnel formés en 2020), PRODECO (TD-06, 28), PAGS II (REG-20, 10) et WAPIS (REG-03, 5) a formé les 138 personnes restantes sur la gouvernance, prévention des conflits et droits humains.

³ Garde Nationale et Nomade du Tchad en français.

Figure 35: Indicateur 4.2 du FFU, au Tchad, décembre 2020



Analyse des résultats 3: SECUTCHAD (programme, TD-05) au Tchad¹

SECUTCHAD		Principales cibles
Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad	Budget : 10 M€	Forces de sécurité intérieure
De mars 2017 à juin 2020	Objectif : contribuer à la sécurité intérieure du Tchad en améliorant la sécurité et les relations entre les communautés d'économie nationale et la population	Communautés d'accueil
<p>Le programme SECUTCHAD visait à former et à renforcer les capacités des responsables tchadiens de la sécurité, à améliorer la gestion des frontières et à soutenir la participation des structures de gouvernance locales, des citoyens et de la société civile à la consolidation de la paix.² Le programme a été mis en œuvre par COGINTA dans les régions de Chari-Baguirmi, Kanem, Lac, Mayo-Kebbi Est, Mayo-Kebbi Ouest et N'Djamena. Les principaux bénéficiaires ont été les trois institutions tchadiennes de sécurité intérieure : gendarmerie, police nationale et GNNT.</p> <p>Une mission de suivi axée sur les résultats (ROM) menée fin 2019 et un rapport d'évaluation final publié en septembre 2020 ont souligné que SECUTCHAD avait atteint la plupart de ses objectifs de réalisation et que l'appropriation par les bénéficiaires était signalée comme forte. Dans le même temps, le ROM a souligné que la durée du projet était insuffisante et qu'une quatrième année de mise en œuvre aurait contribué à maintenir les réalisations du programme à long terme.</p> <p>Renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure tchadiennes : À la fin de la période de mise en œuvre, le SECUTCHAD avait atteint ses objectifs en évaluant et en renforçant les modules de formation initiale pour les nouvelles recrues des institutions de sécurité tchadiennes et en encourageant un changement éthique et comportemental.</p> <p><i>Meilleures pratiques</i></p>		

¹ COGINTA, *Rapport d'évaluation finale du projet 'Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad'* (SECUTCHAD), mars 2020.

² Ibid.

- **Promouvoir le changement éthique :** Le programme a contribué à l'approbation d'une charte d'éthique commune pour les trois institutions de sécurité intérieure, ainsi que d'une charte spécifique au GNNT. Les aspects éthiques ont été intégrés dans les modules de formation des institutions, dans le but de promouvoir un changement de comportement à long terme.

Défis

- **Gérer les flux de transhumance et clarifier les mandats entre les institutions :** La rédaction de l'instruction définissant les compétences du GNNT dans la gestion des phénomènes de transhumance n'a pas été validée par le GNNT, qui a demandé la création de compétences de nature judiciaire pour avoir les mêmes prérogatives que la police ou la gendarmerie.

Renforcement de la gestion des frontières : LE SECUTCHAD a également contribué au renforcement de la gestion des frontières fluviales et lacustres par le renforcement des capacités, la gestion des ressources humaines et les infrastructures, en fournissant des postes frontières et des bateaux équipés pour les compagnies fluviales et des équipements individuels et collectifs, y compris des brigades de bateaux. Dans les zones couvertes par le SECUTCHAD, plus de 90% de la population était satisfaite du travail des forces de sécurité intérieure, en particulier en matière de lutte contre le terrorisme dans la province du Lac.

Meilleures pratiques

- **Renforcer les capacités des intervenants en matière de gestion des frontières.** Les brigades fluviales et lacustres ont été appuyées par des transferts de matériel (petits équipements, bateaux, etc.) servant à de multiples fins, au-delà des objectifs axés sur la gestion des frontières. Par exemple, les bateaux mis à la disposition de la gendarmerie ont été utilisés pour fournir une assistance médicale aux populations.

Défis

- **Durée insuffisante du projet.** Une quatrième année de mise en œuvre aurait été utile pour réparer les défauts techniques habituellement constatés après la mise en service et l'utilisation des infrastructures et le transfert des équipements.
- **Retards dans la construction des postes frontière et la livraison des bateaux.** Ces retards ont entraîné une prolongation gratuite de trois mois du projet.

Renforcement des capacités des acteurs locaux de la sécurité : LE SECUTCHAD a renforcé les capacités des structures de gouvernance locales dans la région du Lac à travers une salle de gestion de crise au niveau des gouvernorats, et l'installation de radios fixes et d'antennes dans toutes les capitales départementales pour améliorer le maillage territorial et la communication entre les forces de sécurité. Par ailleurs, le SECUTCHAD, en coordination avec le PAASIT, a soutenu le Comité local pour la sécurité et la prévention de la délinquance à Bol, Lac, à travers un soutien opérationnel et matériel (soutien à l'organisation de réunions, acquisition de deux motos, mobilier de bureau) et avec trois subventions de 14 000 € à des ONG locales.^{1,2}

Meilleures pratiques

- **S'adapter aux besoins des régions :** L'élaboration du Plan provincial de sécurité et de développement d'avril 2018 à juin 2019 à la demande du Gouvernorat de la région du Lac a été une autre activité cruciale non prévue dans le cadre logique mais qui a démontré les capacités d'adaptation du projet.
- **Collaboration avec les ONG locales :** Trois subventions de 14 000 € ont été accordées à des ONG locales, selon une identification des besoins menée avec le Comité local pour la sécurité et la prévention de la délinquance à Bol.

Défis

- Exposition élevée à des conditions et des événements de sécurité exogènes.

Améliorer la création d'emplois et l'insertion professionnelle

La crise économique et la récession de 0,9% du PIB qui en a été associée en 2020 ont encore affaibli une économie déjà extrêmement vulnérable et un marché du travail fragile.³ Tous les

¹ Projet d'appui à l'amélioration de la sécurité intérieure au Tchad (PAASIT).

² COGINTA, Rapport d'évaluation finale du projet 'Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad' (SECUTCHAD)', mars 2020.

³ FMI, 'Tchad', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

secteurs économiques ont été touchés par les restrictions sanitaires et de mobilité appliquées pour freiner la propagation de la COVID-19.¹ Les possibilités économiques formelles restent très limitées et les conditions de travail médiocres. En 2019, le Tchad avait le deuxième taux de pauvreté des travailleurs le plus élevé de la région SLC derrière le Mali, avec 40% de sa population active,² perpétuant une économie basée sur les moyens de subsistance, où les travailleurs tchadiens sont incapables d'économiser de l'argent et d'investir. Enfin, l'environnement des affaires reste désastreux : l'enregistrement formel des entreprises privées n'est pas à jour et l'accès limité au financement et à la corruption entrave les investissements et les initiatives privés.³

Dans un environnement économique extrêmement fragile, les programmes financés par le FFU mettent en œuvre une réponse réaliste et pragmatique pour remédier au manque d'opportunités économiques et créer des emplois. Le FFU soutient la création de trois principaux types d'emplois : les placements post-EFTP principalement dans les centres urbains, les emplois d'auto-emploi et d'entrepreneuriat dans les zones rurales les plus pauvres qui ont néanmoins un potentiel agricole, et enfin les emplois CFW et occasionnels liés à la construction ou à la réhabilitation d'infrastructures de base dans les zones les plus pauvres du Tchad.

En 2020, les programmes financés par le FFU ont créé ou soutenu 1 595 emplois au Tchad (indicateur 1.1), soit 27% du total atteint depuis le début du FFU. Premièrement, le programme *Bab-al-amal* (TD-03)⁴ a créé ou soutenu 621 emplois salariés réguliers en facilitant l'insertion professionnelle par des formations et des stages. Parmi les bénéficiaires figuraient 242 femmes et étaient pour la plupart de jeunes adultes des six plus grands centres urbains du Tchad⁵ (Sarh, N'Djamena, Moundou, Abéché, Doba et Bongor)⁶. Grâce au même programme, 746 personnes ont bénéficié d'un EFTP technique en 2020 (indicateur 1.4), jetant les bases de l'insertion professionnelle future des bénéficiaires.

¹ BAD, 'Perspectives économiques Tchad – Tchad', 2020. Accessible [ici](#).

² OIT, base de données de l'OIT, consultée en avril 2021. Accessible [ici](#).

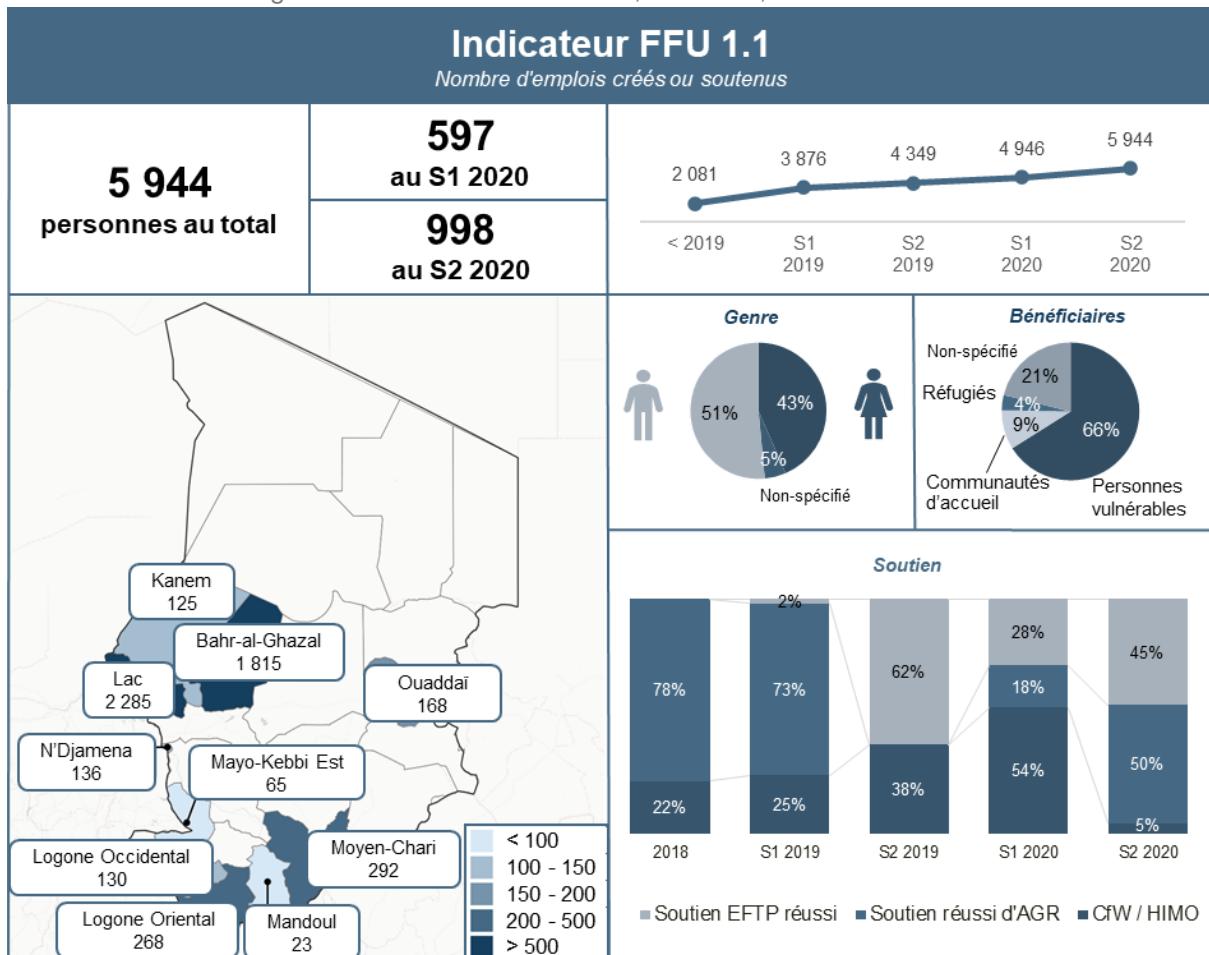
³ AFD, 'Environnement de l'Investissement Privé dans les Pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale', 2012. Accessible [ici](#).

⁴ Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité.

⁵ Bien que le programme soit clairement axé sur les jeunes, aucune désagrégation par âge n'a pu être fournie pour les chiffres de 2020 relatifs à la création d'emplois.

⁶ Les centres urbains ont été répertoriés dans l'ordre en fonction du nombre d'emplois créés ou pris en charge en 2020.

Figure 36: Indicateur 1.1 du FFU, au Tchad, décembre 2020¹



Deuxièmement, grâce au programme RESTE, OXFAM a créé ou soutenu 608 emplois en 2020 liés à l'auto-emploi et à l'entrepreneuriat – dont 502 au 4e trimestre 2020 –, tous dans les zones rurales de la région du Bahr-al-Ghazal. Les bénéficiaires ciblés étaient principalement des femmes micro-entrepreneurs (75% des micro-entrepreneurs soutenus par RESTE en 2020 étaient des femmes), des jeunes qui dépendaient entièrement de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que des personnes déplacées et des castes inférieures (*hadad*) qui constituent le segment le plus marginalisé de la population.² Afin d'améliorer les possibilités d'emploi et la diversification des sources de revenus, le programme a identifié les chaînes de valeur agro-silvo-pastorales les plus prometteuses et a aidé les gens à lancer de petites entreprises s'occupant de la production, de la transformation, du transport et de la vente de produits agricoles ainsi que d'autres activités extra-agricoles. Le programme a mis en place un fonds dédié pour soutenir les centres de formation existants et financer des microprojets d'entrepreneurs qui devraient aboutir à terme à la création d'emplois.

Et enfin troisièmement, 366 emplois CFW ont été créés ou soutenus en 2020. Les deux programmes qui ont le plus contribué – RESILAC (REG-05)³ et DIZA (TD-07)⁴ – ont mis en œuvre des travaux communautaires pour créer ou réhabiliter des infrastructures collectives et agricoles. Les activités de DIZA ont répondu aux besoins identifiés par les plans de développement locaux : protection contre les ravins terrestres causés par la pluie, routes, mécanismes d'irrigation, construction ou réhabilitation

¹ Le code couleur de la carte présente les données relatives aux programmes qui ont pu être désagrégées au premier niveau administratif. Exclusions : 637.

² FFU 'Emploi Résilience Oxfam', SAH-TD-01-01, RESTE, Document d'action.

³ Création de 200 emplois CFW ou pris en charge en 2020.

⁴ Création de 136 emplois CFW ou pris en charge en 2020.

d'écoles et de centres communautaires, ou zones de stockage. En conséquence, le programme a également construit 12 infrastructures (indicateur 2.1 bis) au cours de S2 2020.

6.3.2. LE TCHAD ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉALISATION DU FFU

Tableau 9: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Tchad, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2 081	2 268	597	998	5 944
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	47	11	62	121
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5 268	16 982	3 349	5 760	31 359
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	230	2 493	1 359	1 121	5 204
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	3	24	4	7	38
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	26	56	5	14	101
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	139	264	164	134	701
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	660	2 567	9 223	8 601	21 051
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	18 546	10 477	6 232	2 485	37 740
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	34 999	18 610	20 075	94 560	168 243
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	8	40	4	5	57
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	70	317	1 045	535	1 967
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	21 672	30 706	172 708	11 089	236 175
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	57	1 622	249	181	2 108
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	35 160	221 000	0	14 206	270 366
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	0	605	353	1 115	2 073
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	119	151	209	479
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	86	65	14	0	165
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	0	1 196	0	3 043	4 239
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	86	52	48	187
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	1	1	0	0	2
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	0	16	6	17	39
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	0	0	16	0	16
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	216	353	356	925
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	667	1 206	1 426	1 093	4 392
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	60 527	233 942	34 592	35 326	364 387
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	1	1	0	5	7
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	17	206	76	55	355
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	5	12	2	155	174
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	10	20	5	4	39
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	0	3	1	12

6.3.3. PROJETS DU FFU AU TCHAD

Tableau10: Projets du FFU, Tchad, avril 2021¹

Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
Résilience et Emploi au lac Tchad (RESTE)	T05-EUTF-SAH-TD-01-01	Emploi, résilience et cohésion sociale dans la bande sahélienne et la zone du Lac Tchad (RESTE)	OXFAM	15 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-TD-01-04	Campagne de sensibilisation WASH et de mise en place d'une méthodologie de sensibilisation adaptée à l'utilisation rationnelle des latrines communautaires (Sensibilisation WASH RESTE)	OXFAM	1 199 402 €
	T05-EUTF-SAH-TD-01-06	Travaux de réalisation et de réhabilitation de 40 forages productifs pour hydraulique villageoise et 20 forages hydrauliques semi-urbains dans les sous-préfectures de Bagasola, Bol et N'Gouri (RESTE Forages 1)	OXFAM	924 319 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-TD-01-07	Travaux de réalisation et de réhabilitation de 40 forages productifs pour hydraulique villageoise et 20 forages hydrauliques semi-urbains dans les sous-préfectures de Dourm-Doum et Kouloudia (RESTE Forages 2)	SMC	624 184 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-TD-01-08	Tavaux de réalisation et de réhabilitation de 40 forages productifs pour hydraulique villageoise et 20 forages hydrauliques semi-urbains dans les sous-préfectures de Mani, Massakory, Massaguet (RESTE Forages 3)	Geyser SA	533 071 € (Terminé)

¹ Dans ce tableau, les projets apparaissent en gris lorsqu'ils sont terminés.

	T05-EUTF-SAH-TD-01-09	Travaux de construction de 120 superstructures pour nouveaux et anciens forages réhabilités d'hydraulique villageoise, y compris la fourniture et la pose de 120 pompes à motricité humaine au Tchad (RESTE Superstructures)	Vergnet	947 493 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-TD-01-10	Construction de 20 unités de production hydraulique (UPH) alimentées par l'énergie photovoltaïque dans la zone de Hadjer Lamis et Lac (s/préfectures de Massakory, Mani, Massaguet et N'Gouri) - lot 1 (RESTE UPH1)	Berthe	892 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-TD-01-11	Construction de 20 unités de production hydraulique (uph) alimentées par l'énergie photovoltaïque dans la zone du Lac (s/préfecture de N'Gouri, Bol et Doum-Doum) – lot 2 (RESTE UPH2)	SMC	1 172 327 €
Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad (PRCPT)	T05-EUTF-SAH-TD-02-01	Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad (PRCPT)	GIZ	22 250 000 €
Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité (Bab-al-amal)	T05-EUTF-SAH-TD-03-01	Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité (Bab-al-amal)	AFD	10 300 000 €
Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad (SECUTCHAD)	T05-EUTF-SAH-TD-05-01	Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad (SECUTCHAD)	COGINTA	9 999 203 € (Terminé)
Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables (PRODECO)	T05-EUTF-SAH-TD-06-01	Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables (PRODECO)	HI	22 750 000 €
Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA)	T05-EUTF-SAH-TD-07-01	DIZA Est	Concern	7 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-TD-07-02	DIZA Sud	Caritas Suisse	7 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-TD-07-03	DIZA – appui transversal	HCR	1 000 000 €
Sécurité et gestion des frontières (SECGEF)	T05-EUTF-SAH-TD-08-01	SECurité et GEstion des Frontières (SECGEF)	Gvt. Tchad	10 000 000 € (Terminé)

6.3.4. PROJETS ACHEVÉS EN S2 2020

Figure 32 : RESTE Forages 2 (TD-01-07)

RESTE Forages 2

LOT 2 : travaux de réalisation et de réhabilitation de 40 forages productifs pour hydraulique villageoise et 15 forages hydrauliques semi-urbains dans les sous-préfectures de Doum-Doum et Kouloudia

PMO : SMC

De juin 2019 à septembre 2020

Budget: 999 929 € FFU

Objectif : construire 55 forages pour augmenter l'accès à l'eau

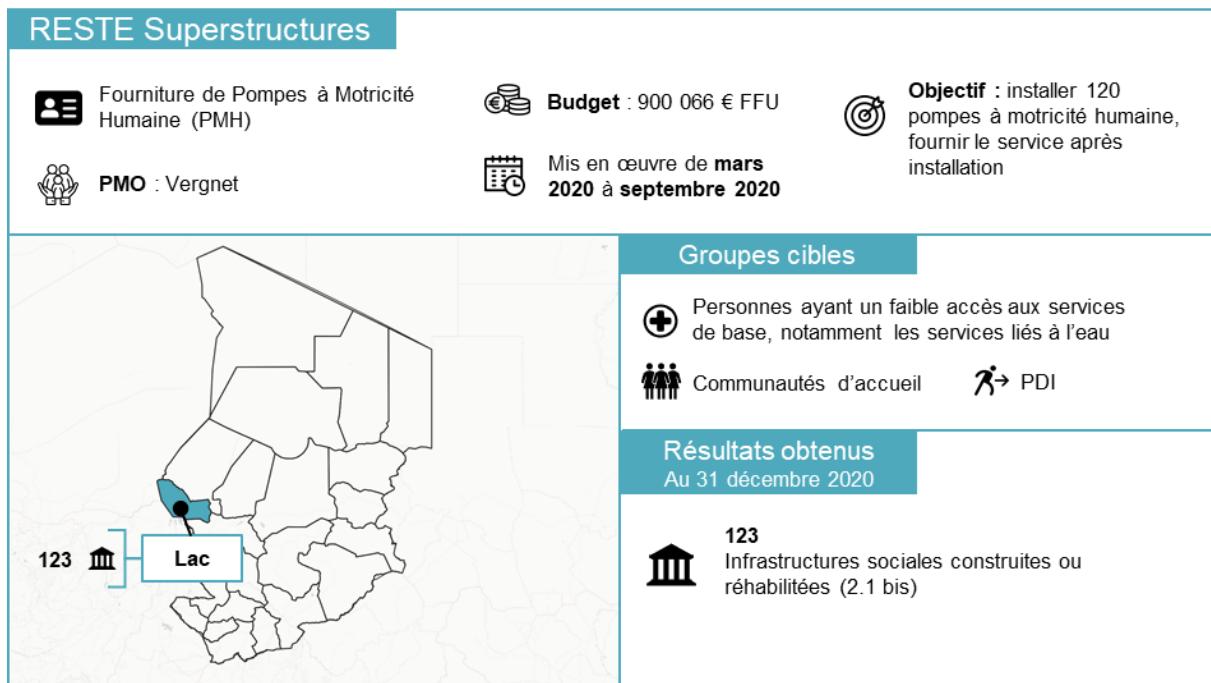
Groupes cibles

- Personnes ayant un faible accès aux services de base, notamment les services liés à l'eau
- Communautés d'accueil
- PDI

Résultats obtenus
Au 31 décembre 2020

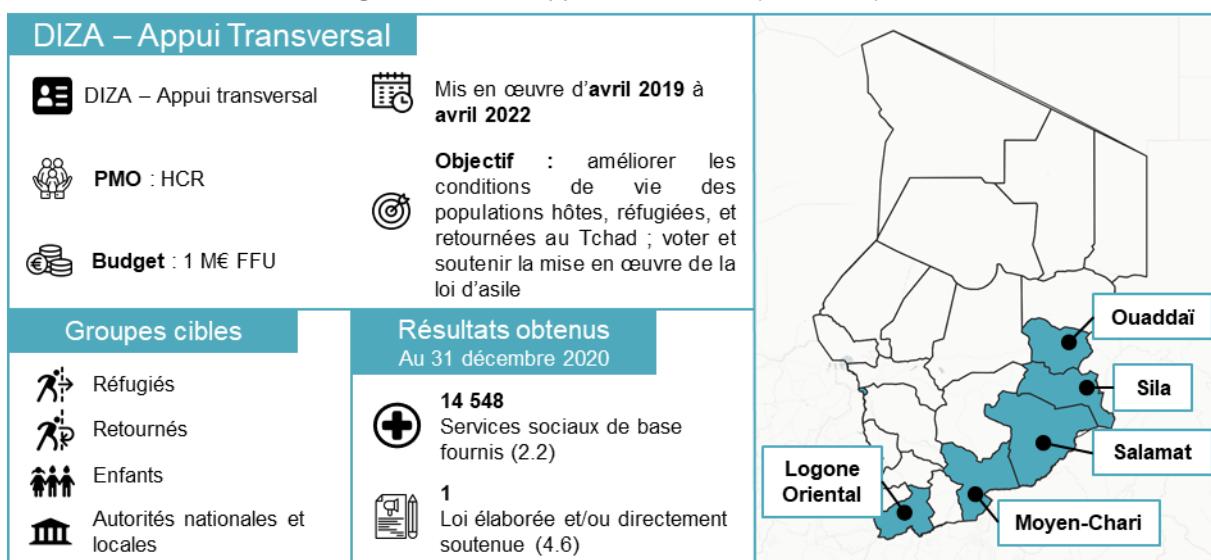
55
Infrastructures sociales construites ou réhabilitées (2.1 bis)

Figure 37: Superstructures RESTE (TD-01-09)



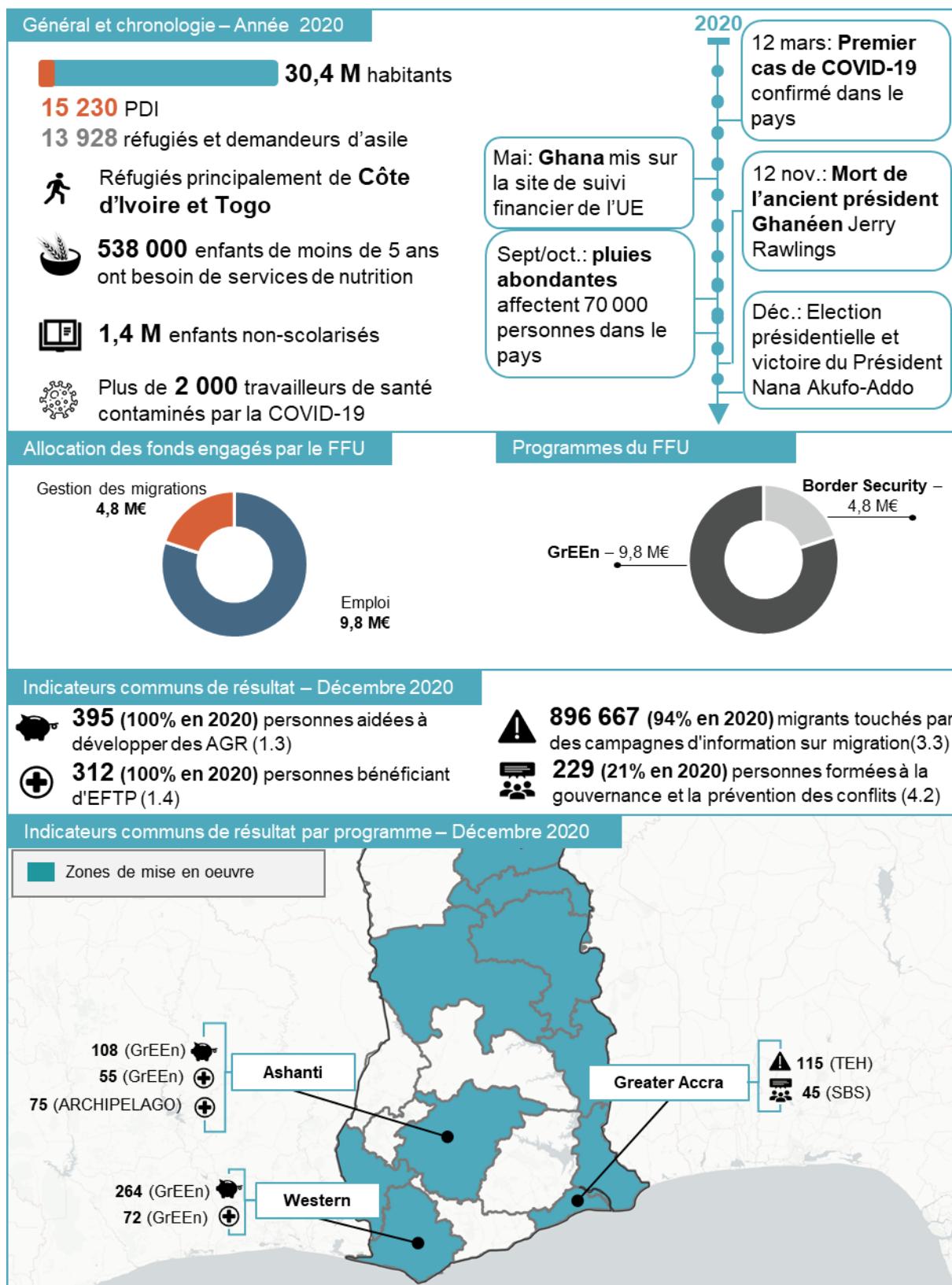
6.3.5. PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS EN S2 2020

Figure 38: DIZA Appui Transversal (TD-07-03)



6.4. GHANA

Figure 39: Ghana – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020



6.4.1. LE GHANA ET LE FFU EN 2020¹

Avec une population de 30,4 millions de personnes, au cours des 30 dernières années, le Ghana a été l'un des pays les plus stables et économiquement prospères d'Afrique de l'Ouest et, à la fin de 2019, était la cinquième économie à la croissance la plus rapide au monde.² Alors qu'en 2020, la croissance du PIB a diminué pour atteindre son niveau le plus bas des 30 dernières années (1,1%) en raison de la pandémie de COVID-19,³ l'économie du Ghana devrait connaître un rebond significatif en 2021, avec une croissance du PIB attendue à 4,2%.⁴ Le Ghana est également l'un des rares pays d'Afrique subsaharienne à être dans la catégorie du développement humain moyen : la valeur de l'indice de développement humain du Ghana, qui prend en compte la santé de la population, l'accès au savoir et les conditions de vie, a augmenté de plus de 30% entre 1990 et 2019. Toutefois, les améliorations apportées au niveau national masquent d'importantes inégalités entre le nord et le sud du pays, ainsi qu'entre les zones rurales et urbaines.⁵ La pauvreté et l'insécurité alimentaire restent répandues dans le sud et les zones rurales en raison de l'accès limité aux services et infrastructures de base et des conditions agricoles difficiles.⁶

Le Ghana a également réalisé des progrès significatifs en termes de démocratie au cours des deux dernières décennies, avec le développement d'un système multipartite et d'un système judiciaire indépendant.⁷ Le pays jouirait également d'un niveau élevé de liberté des médias, la presse privée et les radiodiffuseurs fonctionnant sans restrictions importantes.⁸ Les élections présidentielles au Ghana ont eu lieu en décembre 2020 et ont conduit à la victoire serrée et au deuxième mandat du président sortant Nana Akufo-Addo. L'élection se serait déroulée pacifiquement et a été décrite par les observateurs internationaux comme un exemple à suivre en Afrique de l'Ouest. Toutefois, de violents affrontements sont apparus dans les jours qui ont suivi les élections dans plusieurs régions, qui ont causé la mort d'au moins cinq personnes.⁹

Le Ghana est un pays d'origine, de transit et, dans une moindre mesure, de destination des migrations. Plus de 970 000 Ghanéens vivaient en dehors du Ghana en 2019, principalement en Afrique (49%) et plus particulièrement au Nigéria.¹⁰ En outre, 466 780 migrants internationaux ont été signalés dans le pays en 2019, principalement en provenance des pays de la CEDEAO, en particulier du Togo, du Nigéria et de la Côte d'Ivoire.¹¹ Dans certains cas, ces migrants ne restent pas au Ghana et poursuivent leur voyage vers le nord en traversant le Burkina Faso pour atteindre les pays d'Afrique du Nord ou l'Europe. En décembre 2019, le pays a également accueilli 15 230 déplacés internes qui s'étaient déplacés à l'intérieur du pays, principalement à la suite de catastrophes naturelles (15 000).¹² Les réfugiés et les demandeurs d'asile étaient présents dans une proportion similaire à la fin de 2020, avec 12 411 réfugiés et 1 517 demandeurs d'asile signalés par le HCR, principalement de Côte d'Ivoire, du Togo et du Libéria.¹³

¹ C'est la première fois que le Ghana et les projets nationaux du FFU dans le pays sont présentés dans un rapport MLS. Alors que les projets ont commencé la mise en œuvre de leurs activités vers juin 2020, la plupart des résultats ont été communiqués en S2 2020.

² The Africa Report, 'Ghana: Corruption and neglect of the north threatens security', 19/11/2019. Accessible [ici](#).

³ Banque mondiale, 'Ghana Overview', consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Ibid.

⁵ PNUD, 'The Next Frontier: Human Development and the Anthropocene – Briefing note for countries on the 2020 Human Development Report – Ghana', Rapport sur le développement humain 2020. Accessible [ici](#).

⁶ PAM, 'Ghana Overview', consulté en mars 2021. Accessible [ici](#).

⁷ Banque mondiale, 'Ghana Overview', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

⁸ PNUD, 'À propos du Ghana', consulté en mars 2021. Accessible [ici](#).

⁹ Jeune Afrique, 'Présidentielle au Ghana : la tension monte d'un cran entre Nana Akufo-Addo et John Mahama', 09/12/2020. Accessible [ici](#).

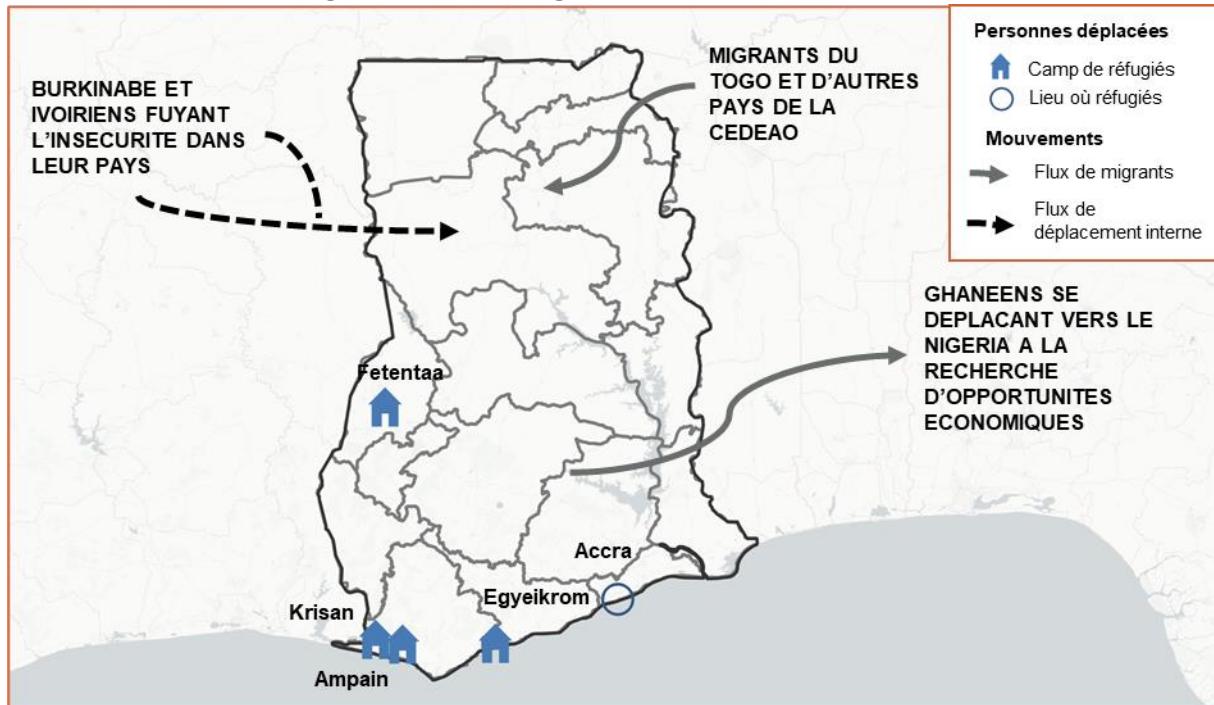
¹⁰ Profil migratoire de l'OIM, 2019. Op. Cit.

¹¹ OIM, 'Migration au Ghana – Un profil de pays 2019', 2020. Accessible [ici](#).

¹² IDMC, 'Ghana – Country information', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

¹³ HCR, 'Portail opérationnel – Ghana', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

Figure 40: Flux de migration mixtes au Ghana, 2020



Le FFU a contracté 25 millions d'euros avec le Ghana. Les projets liés à l'emploi (OS1) représentent la majeure partie du financement (80%), suivis d'un projet de gestion des migrations (OS3, 20%). Les projets nationaux ont été conclus fin 2019 et se concentrent sur le soutien à la création d'emplois et d'opportunités d'entreprise, en particulier dans le secteur vert (à travers le programme GrEEEn, GH-02), mais aussi sur le renforcement des capacités des acteurs locaux et nationaux en matière de migration et de gestion des frontières (à travers le programme de sécurité des frontières, GH-01). Le Ghana et les projets nationaux du FFU dans le pays sont présentés dans le présent rapport pour la première fois, les projets nationaux ayant commencé à enregistrer les résultats à partir de S2 2020 après quelques mois de démarrage qui ont été perturbés par la pandémie de COVID-19. Étant donné que les projets nationaux ont commencé leur mise en œuvre récemment, le nombre de bénéficiaires en décembre 2020 est relativement faible, mais devrait augmenter avec la mise en œuvre des projets.

Sensibilisation accrue aux risques liés à la migration (irrégulière)

Le Ghana a connu une augmentation du nombre de migrants internationaux présents dans le pays au cours des dix dernières années (de 337 017 en 2010 à 466 780 en 2019), mais aussi une augmentation du nombre de Ghanéens vivant à l'extérieur du pays (de 716 044 en 2010 à 970 625 en 2019).¹ À l'instar d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, le Ghana a une longue tradition de migration. Bien que le pays ait récemment obtenu le statut de pays intermédiaire inférieur, il continue de lutter pour fournir des emplois adéquats à sa main-d'œuvre, et de nombreux jeunes Ghanéens recherchent de meilleures opportunités et perspectives économiques à l'étranger.² Les migrations internes ont également augmenté ces dernières années, avec 23 633 323 migrants internes signalés en 2010, contre 17 257 982 en 2000. Une part importante de cette migration interne est liée aux mouvements ruraux-urbains, notamment les jeunes qui s'installent dans les grandes villes du Ghana à la recherche d'opportunités économiques. Les routes migratoires les plus courantes en provenance du Ghana passent par le Burkina Faso et le Niger pour atteindre l'Algérie et la Libye,³ un voyage avec des risques de protection importants. Il est donc essentiel d'informer les migrants ou les migrants potentiels

¹ Profil de Ghana, OIM, 2019. Op. Cit.

² Michaela Balluff, 'Migrants à partir et vers le Ghana : Note de recherche', 29/06/2020. Accessible [ici](#).

³ Missing Migrants IOM, 'Routes migratoires mixtes : Ghana', 2017. Accessible [ici](#).

des risques liés à la migration afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées concernant leur voyage.¹

Les programmes financés par le FFU au Ghana ont organisé 204 événements de sensibilisation sur la migration en 2020 (indicateur 3.11), ce qui représente 70% des événements organisés depuis le lancement des programmes dans le pays.² La plupart de ces événements (179) ont été concentrés en S2 2020, principalement en raison des restrictions de mobilité liées au COVID et des mesures de distanciation sociale mises en œuvre au début de l'année par le gouvernement ghanéen. Cependant, les retards dans la mise en œuvre des activités ont également été l'occasion pour les IP d'inclure des messages de prévention de la COVID-19 dans la campagne.

Toutes les activités de sensibilisation en 2020 (203), sauf une, ont été organisées par l'IC UE-OIM (REG-08), qui a touché 841 098 personnes (indicateur 3.3). Les activités de sensibilisation visent à permettre aux migrants potentiels de prendre des décisions éclairées sur leur parcours migratoire et de sensibiliser les communautés à la migration.³ Elles ont été menées dans six régions sujettes à l'émigration et aux retours (Ouest, Grand Accra, Centre, Bono, Bono Est - anciennement Brong Ahafo - et Ashanti), ainsi que dans des villages spécifiques situés dans des zones rurales et reculées.⁴ Les activités visant à sensibiliser les migrants potentiels et leurs communautés comprenaient des séances de sensibilisation dans les communautés et les écoles à travers le pays ainsi que la communication dans les médias de masse par le biais de la radio, de la télévision et des médias sociaux.⁵ En juillet 2020, l'OIM, en collaboration avec le gouvernement, a lancé une campagne multimédia à l'échelle nationale sous le hashtag *#LetsTalkMigration* pour promouvoir une migration sûre, permettre aux jeunes de rechercher des opportunités au Ghana et inviter à une conversation ouverte sur la migration.⁶ Cette campagne nationale a permis d'atteindre le plus grand nombre de bénéficiaires depuis la création des programmes du FFU dans le pays au 4e trimestre 2020 - 729 605 personnes.

Les migrants sont particulièrement vulnérables à la traite des êtres humains et au travail forcé, en particulier lorsqu'ils se déplacent ou travaillent par des voies irrégulières.⁷ Au Ghana, pays d'origine, de transit et de destination des victimes de la traite (VoT), le gouvernement aurait identifié 348 VoT potentiels, dont 252 enfants en 2018, par exemple.⁸ **Dans ce contexte, les programmes financés par le FFU visent également à informer les candidats à la migration et les populations dans leur ensemble de ce risque spécifique.** Une campagne d'information a notamment été organisée au Ghana au 3ème trimestre 2020 par le programme TEH (REG-12)⁹ (indicateur 3.11), qui est mis en œuvre par Expertise France dans le Golfe de Guinée et vise à contribuer à la lutte contre la traite des êtres humains dans la région. La campagne a consisté en l'organisation de la commémoration de la « *Blue Day* », ou Journée mondiale contre la traite des personnes, le 21 juillet 2020 dans le Grand Accra. Le thème de l'événement était « Les parties prenantes agissent maintenant pour mettre fin à la traite des personnes au milieu de la COVID-19 au Ghana » et a rejoint 115 personnes, dont 40 femmes (35%) (indicateur 3.3).

Développement et accès à des possibilités économiques durables et vertes

Malgré une croissance économique importante au cours des dix dernières années, le Ghana est toujours confronté à des défis pour générer suffisamment d'emplois de qualité pour sa

¹ Fransje | Molenaar, Jérôme Tubiana, Clotilde Warin, 'Caught in the middle - A human rights and peace-building approach to migration governance in the Sahel', Clingendael, décembre 2018. Accessible [ici](#).

² Bien que ce soit la première fois que Ghana et les projets nationaux du FFU sont inclus dans le rapport, les programmes régionaux telles que l'initiative conjointe UE-OIM ont des activités en cours et ont signalé des bénéficiaires dans le passé.

³ Altai consulting, 'TPML- Ghana report', mars 2021.

⁴ Altai Consulting, 'TPML – Ghana report', mars 2021.

⁵ OIM, 'OIM, Service de l'immigration du Ghana, OSC, intensifiez les efforts pour sensibiliser les communautés à la migration sûre', 16/11/2020. Accessible [ici](#).

⁶ Ibid.

⁷ OIM, 'Migrants and their vulnerability to human trafficking, modern slavery and forced labour', 2019. Accessible [ici](#).

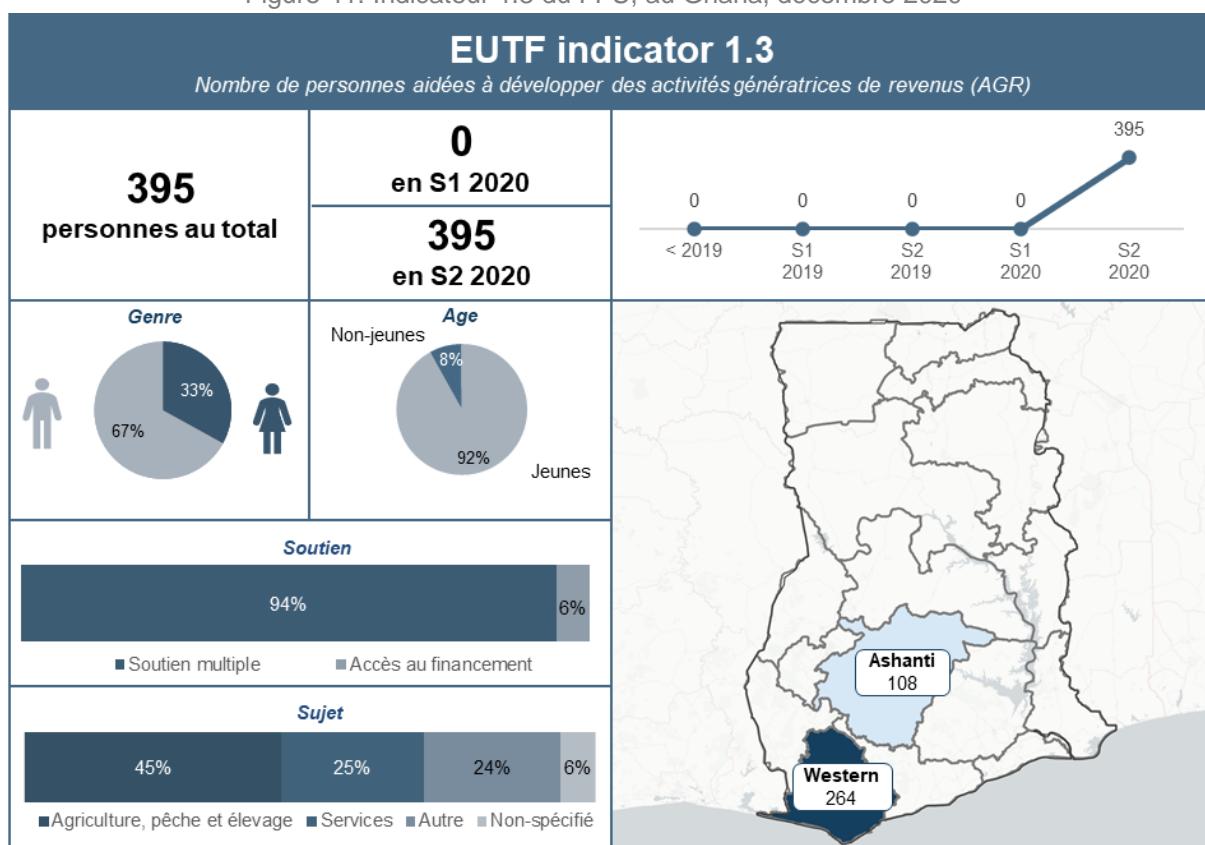
⁸ Profil pays Ghana OIM. Op. Cit.

⁹ Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe de Guinée (TEH)

population active et jeune croissante. Le taux d'emploi n'a en effet pas suivi le rythme et l'ampleur de la croissance économique du pays :¹ on estime qu'en moyenne entre 1991 et 2013, chaque point de pourcentage du taux de croissance économique s'est traduit par une croissance d'un demi-point de l'emploi, la plupart des emplois ayant été créés dans le secteur informel.

Les programmes financés par le FFU visent à améliorer le développement de la population ghanéenne et l'accès à ces possibilités économiques. 395 personnes ont été soutenues pour développer les activités de l'AGR (indicateur 1.3), le tout dans le cadre du programme GrEEEn (GH-02)² mis en œuvre par le Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) et la SNV Organisation de développement néerlandaise (SNV) dans les régions Ashanti et West. Tous les bénéficiaires ont bénéficié d'une assistance en S2 2020, alors que le programme commençait sa mise en œuvre vers juin, et la plupart (98%) au T4 2020 en raison des restrictions liées à la COVID-19 sur la mobilité et les rassemblements au cours des mois précédents. Le type de soutien fourni consistait principalement en une formation à l'employabilité et en des compétences entrepreneuriales (372 bénéficiaires, soit 94%).

Figure 41: Indicateur 1.3 du FFU, au Ghana, décembre 2020³



Le soutien en AGR apporté par GrEEEn s'est concentré principalement sur l'agriculture (45%), suivi de WASH (25%) et l'énergie (24%).⁴ GrEEEn vise à promouvoir et à soutenir les entreprises durables et vertes et les opportunités économiques. Malgré une transition vers une économie basée sur les services et l'industrie, le Ghana reste fortement dépendant de l'agriculture comme source d'emplois : le secteur représentait notamment 29,8% de l'emploi en 2019.⁵ Le pays, cependant, a été gravement touché par les changements climatiques au cours de la dernière décennie, ce qui a entraîné

¹ Africa Insights Desk, 'Africa Youth Employment Insights: Ghana Brief', 2020. Accessible [ici](#).

² Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana (GrEEEn) - *Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana*

³ 23 bénéficiaires ne sont pas indiqués sur la carte en raison d'un emplacement non précisé au premier niveau administratif.

⁴ Les 6% restants ne sont pas spécifiés.

⁵ Données de la Banque mondiale, Emploi dans l'agriculture (% de l'emploi total (estimation modélisée OIT) – Ghana, consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

une augmentation de la fréquence et de l'intensité des risques naturels, en particulier des inondations. Ces phénomènes météorologiques extrêmes posent de graves défis au secteur agricole et à l'économie ghanéenne dans son ensemble, car ils détruisent le bétail, les terres et les infrastructures.

Plusieurs programmes formels d'EFTP sont mis à la disposition de la population ghanéenne et proposés par des instituts techniques pré-tertiaires sous la supervision des services d'éducation du Ghana, des écoles professionnelles privées et des centres d'EFTP gérés par l'Institut national de formation professionnelle du Ghana. Cependant, le nombre d'établissements d'EFTP est faible par rapport à la demande, et la qualité de la formation et des installations varie et serait souvent inadéquate.¹ **Les programmes financés par le FFU offrent un soutien au renforcement de la formation et des compétences professionnelles.** Par exemple, 312 personnes ont reçu des formations professionnelles et de développement des compétences (indicateur 1.4), toutes en 2020 par l'intermédiaire de GrEEEn (GH-02, 257 bénéficiaires) et ARCHIPELAGO (REG-15, 55 bénéficiaires). Les deux programmes en étant à leur première année de mise en œuvre en 2020, plus de la moitié des bénéficiaires ont reçu une formation de formateurs. En outre, GrEEEn a formé 61 bénéficiaires pour renforcer leur compréhension et leur utilisation des services financiers pour leurs entreprises. Le soutien fourni par GrEEEn a également contribué au placement en tant que stagiaires de 49 jeunes, dont 26 femmes. Enfin, ARCHIPELAGO a formé 22 jeunes à l'entrepreneuriat dans la région Ashanti.

Les jeunes et les femmes sont les deux groupes de population qui rencontrent le plus de difficultés pour accéder aux opportunités économiques, d'autant plus que la croissance du Ghana jusqu'à présent ne s'est pas suffisamment traduite par des opportunités d'emploi productif pour eux : par exemple, la part des jeunes qui ne sont ni avec un emploi, ni dans l'éducation, ni en formation (NEET), s'élevait notamment à 30,46% en 2017.² Cependant, les jeunes représentent une proportion importante de la population du pays et la part des jeunes devrait augmenter de manière significative dans les années à venir: en 2020, 37% de la population était estimée à moins de 14 ans.³ L'accès des femmes aux possibilités d'emploi est également limité : alors que les hommes avaient un taux d'activité de 72% en 2020, celui des femmes était de 63,4%.⁴ Dans ce contexte, GrEEEn et ARCHIPELAGO visent principalement à fournir un soutien et une assistance économiques aux jeunes et aux femmes. En 2020, 92% des bénéficiaires qui ont reçu un soutien en AGR étaient des jeunes, mais seulement 33% et 36% de ceux qui ont reçu un soutien en AGR et une formation professionnelle, respectivement, étaient des femmes.

Adapter les activités pour soutenir la réponse à la pandémie de COVID-19

Le Ghana était l'un des pays de la région les plus touchés par la pandémie de COVID-19 en réponse à laquelle les acteurs nationaux et internationaux ont dû adapter leurs activités. Le Ghana a officiellement confirmé ses deux premiers cas de COVID-19 le 12 mars 2020.⁵ Des restrictions sociales ont été annoncées par le président Nana Akufo-Addo trois jours plus tard : tous les rassemblements publics ont été interdits, y compris les conférences, les ateliers, les rassemblements politiques et les activités de l'église, et les écoles et les universités ont été fermées. Tous les postes de contrôle aériens, terrestres et maritimes ont également été fermés le 22 mars, et un confinement partiel a été mis en place dans les principales villes du pays (Accra, Tema, Kasoa et Kumasi) le 27 mars pendant près d'un mois. Le gouvernement a commencé à assouplir les restrictions à partir de juillet, car le nombre de cas de COVID-19 a connu une baisse significative et les rassemblements publics d'un maximum de 100 personnes ont été autorisés.⁶ Cependant, les frontières internationales du Ghana sont restées fermées jusqu'en septembre, et les écoles ne devaient rouvrir qu'à la mi-janvier 2021,

¹ Mehwish Kamran, Yigu Stefan Trines Liang, 'Profils du système éducatif – L'éducation au Ghana', 16/04/2019. Accessible [ici](#).

² Données de la Banque mondiale, 'Part of youth not in education, employment or training, total (% of youth) – Ghana', consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

³ UNFPA, 'World Population Dashboard – Ghana', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

⁴ OIT Statistics Ghana. Op. Cit.

⁵ Jiaqi Zhang, Juge Nonvignon, Wenhui Maho, 'How well is Ghana – with one of the best testing capacities in Africa – responding to COVID-19?', 18/07/2020, Brookings. Accessible [ici](#).

⁶ SNV, 'GrEEEn Rapport intermédiaire – Année 1', 15/11/2019 – 14/11/2020.

après une fermeture de neuf mois. Au 31 décembre 2020, le Ghana continuait d'avoir le deuxième plus grand nombre de cas de coronavirus en chiffres absous (54 771) en Afrique de l'Ouest et du Centre,¹ et le dixième plus grand nombre de cas confirmés sur le continent africain.²

Les programmes financés par le FFU au Ghana ont adapté leurs activités pour soutenir la réponse nationale et locale à la pandémie de COVID-19. Au niveau national, le programme de renforcement de la sécurité frontalière au Ghana (SBS, GH-01) a redéfini ses activités pour soutenir les services d'immigration du Ghana (GIS - *Ghana Immigration Services*) et leurs efforts pour contenir la pandémie. En effet, alors que le programme vise à renforcer la capacité des autorités ghanéennes à contrôler et à gérer les frontières afin de réduire la migration irrégulière, sa première année de mise en œuvre a principalement porté sur le renforcement de la réponse des autorités à la pandémie : le projet a fourni 31 équipements (indicateur 4.1 bis) aux GIS au T3 2020, y compris des équipements de technologie de l'information (IT) pour les appels vidéo (68%), ainsi que des véhicules, des motos (32%) pour soutenir la capacité de leurs contrôles aux frontières. En outre, deux ateliers sur la planification d'urgence ont été organisés dans le Grand Accra au cours de la même période pour établir un groupe de formateurs ayant une expérience directe de la réponse à la COVID-19 pour le service : 16 agents GIS, dont sept femmes, ont participé à ces ateliers (indicateur 4.2). Le programme a également fourni des EPI tels que des masques réutilisables et jetables (20 000), des gants (10 000) et des désinfectants (2 000) qui ont bénéficié à environ 7 000 agents (indicateurs 6.1 et 6.2).

Au niveau local, GrEEEn (GH-02) a soutenu dix assemblées métropolitaines, municipales et de district (MMDA - *Metropolitan, Municipal and District Assemblies*) dans les régions Ashanti et West avec leurs plans de réponse COVID-19 (indicateur 6.3). Une partie du budget du programme - 90 000 dollars (environ 75 459 euros) - a été allouée pour financer des interventions dans ces MMDA afin d'aider les communautés locales à la gestion et à l'endiguement de la pandémie. Après analyse de leurs plans de réponse à la COVID-19, 20 interventions ont été identifiées pour un soutien par le biais de subventions GrEEEn COVID-19 qui ont été transférées aux dix MMDA en S2 2020.

Au-delà des communautés locales, GrEEEn a apporté un soutien supplémentaire aux MPME au Ghana, qui souffrent des conséquences économiques de la pandémie et des mesures préventives adoptées par les gouvernements du monde entier. En effet, de nombreuses entreprises ont dû réduire leurs coûts en réduisant les heures de travail du personnel, en réduisant les salaires et, dans certains cas, en licenciant des travailleurs.³ En S1 2020, le programme a mené une évaluation de l'impact de la COVID-19 sur la prestation de services aux MPME au Ghana. Les résultats ont été présentés lors d'un webinaire en ligne qui a eu lieu le 25 juin 2020. L'étude a notamment souligné qu'une proportion importante de fournisseurs de services (94%) ont été touchés négativement par la pandémie de COVID-19 et que 68% ont connu une baisse importante de leurs revenus.⁴ GrEEEn a ainsi lancé un défi d'innovation COVID-19 pour sélectionner des entrepreneurs avec des solutions innovantes pour prévenir la propagation du virus. Quatre micro-entrepreneurs ont été sélectionnés et soutenus par un appui technique et financier pour développer des produits à l'appui des efforts déployés par le Ghana pour lutter contre la maladie (indicateur 1.2).⁵

¹ UNICEF, 'Ghana COVID-19 Situation Report - #13, 1st – 31st December 2020', janvier 2021. Accessible [ici](#).

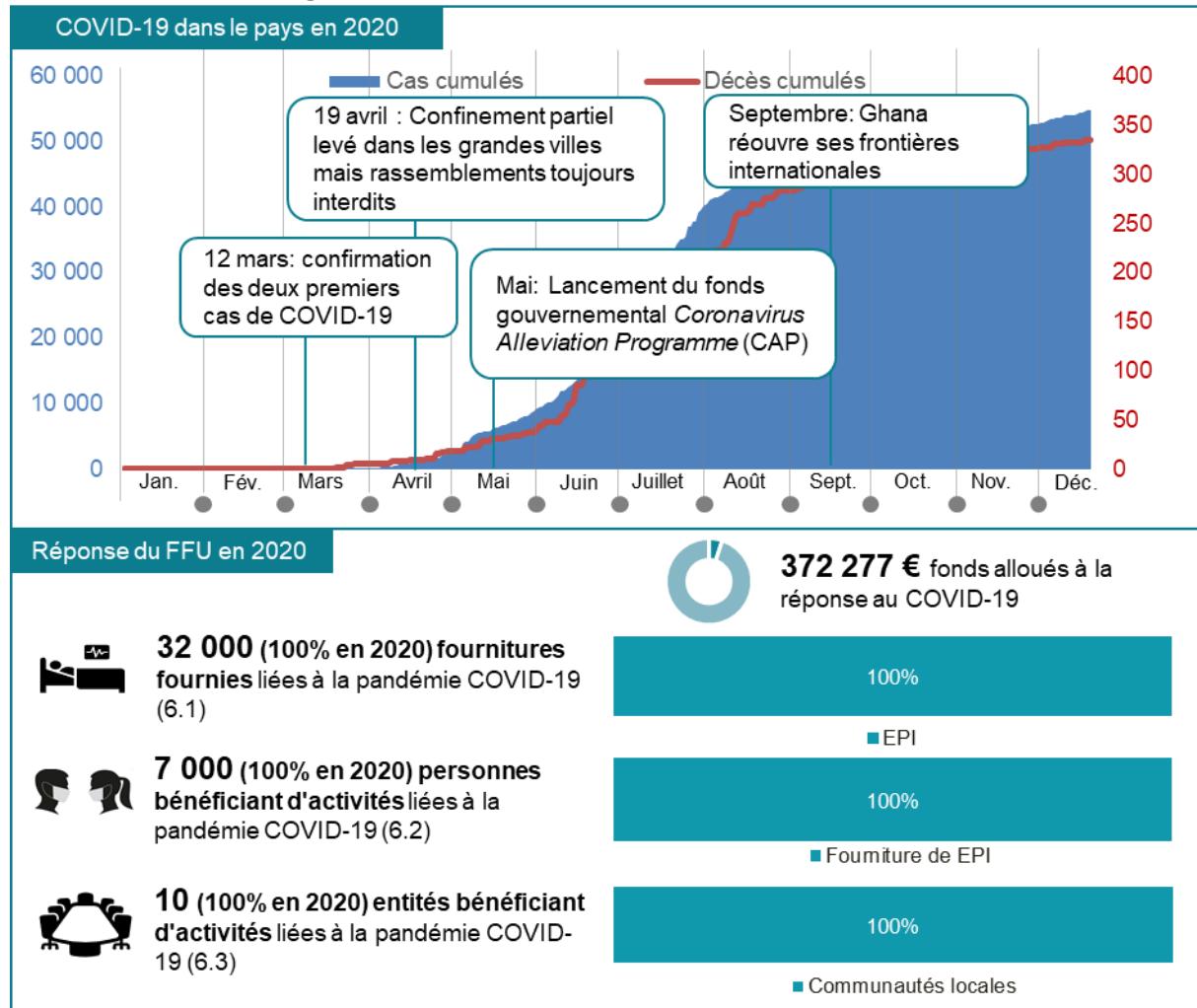
² Ibid.

³ Banque mondiale, 'COVID-19 a forcé les entreprises au Ghana à réduire les salaires de plus de 770 000 travailleurs et à provoquer environ 42 000 licenciements – selon une étude', 03/08/2020. Accessible [ici](#).

⁴ Disponible [ici](#).

⁵ SNV, 'GrEEEn Rapport d'étape intermédiaire – Année 1', décembre 2020.

Figure 42: Tableau de bord COVID-19, décembre 2020



6.4.2. LE GHANA ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FFU

Tableau 11: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Ghana, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	0	0	2	2
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	0	0	61	61
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	0	0	0	395	395
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	5	27	280	312
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	3 164	25 290	35 308	805 905	869 667
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	0	0	5	5
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	875	266	111	407	1 659
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	212	449	169	134	965
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	43	157	200
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	5	88	35	29	157
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	29	57	25	179	290
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	0	31	31
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	140	40	0	49	229
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	0	1	18	19
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	1	2	3
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	0	0	12	13
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	1	0	0	0	1
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	0	32 000	32 000
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	0	7 000	7 000
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	0	10	10

6.4.3. PROJETS DU FFU AU GHANA

Tableau 12: Projets du FFU au Ghana, avril 2021

Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
Strengthening Border Security in Ghana	T05-EUTF-SAH-GH-01-01	Strengthening border security in Ghana (Border Security)	ICMPD	4 840 000 €
Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana	T05-EUTF-SAH-GH-02-01	Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana (GrEEEn SNV)	SNV	9 840 000 €
	T05-EUTF-SAH-GH-02-02	Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana (GrEEEn UNCDF)	UNCDF	9 940 000 €

6.4.4. PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS EN S2 2020

Figure 43: *Strengthening Border Security* (GH-01-01)

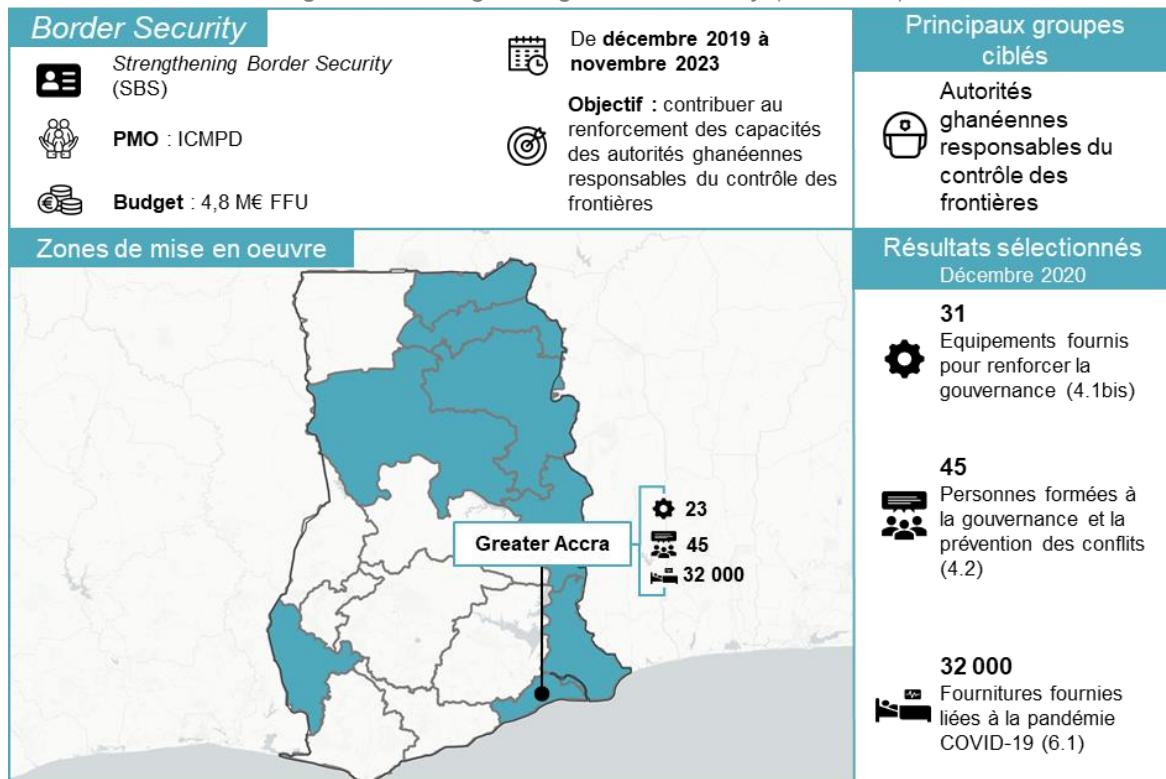


Figure 44: GrEEEn SNV (GH-02-01)

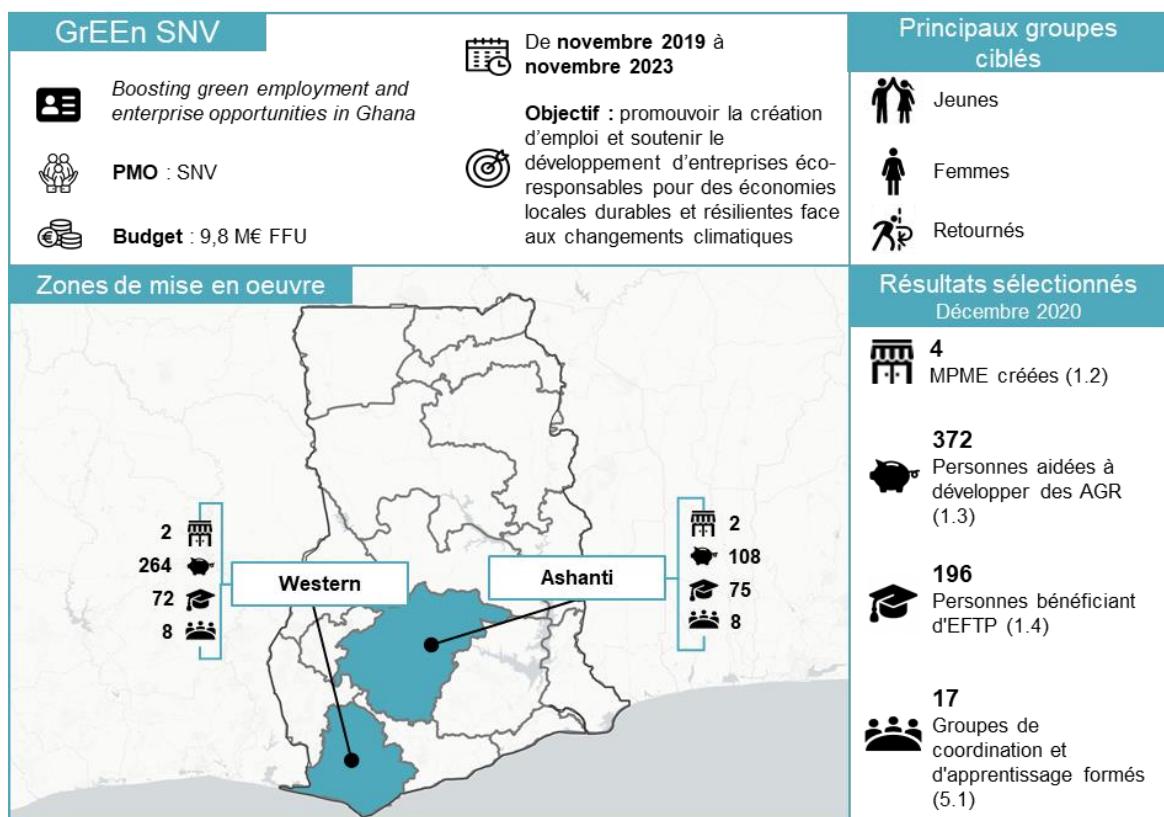
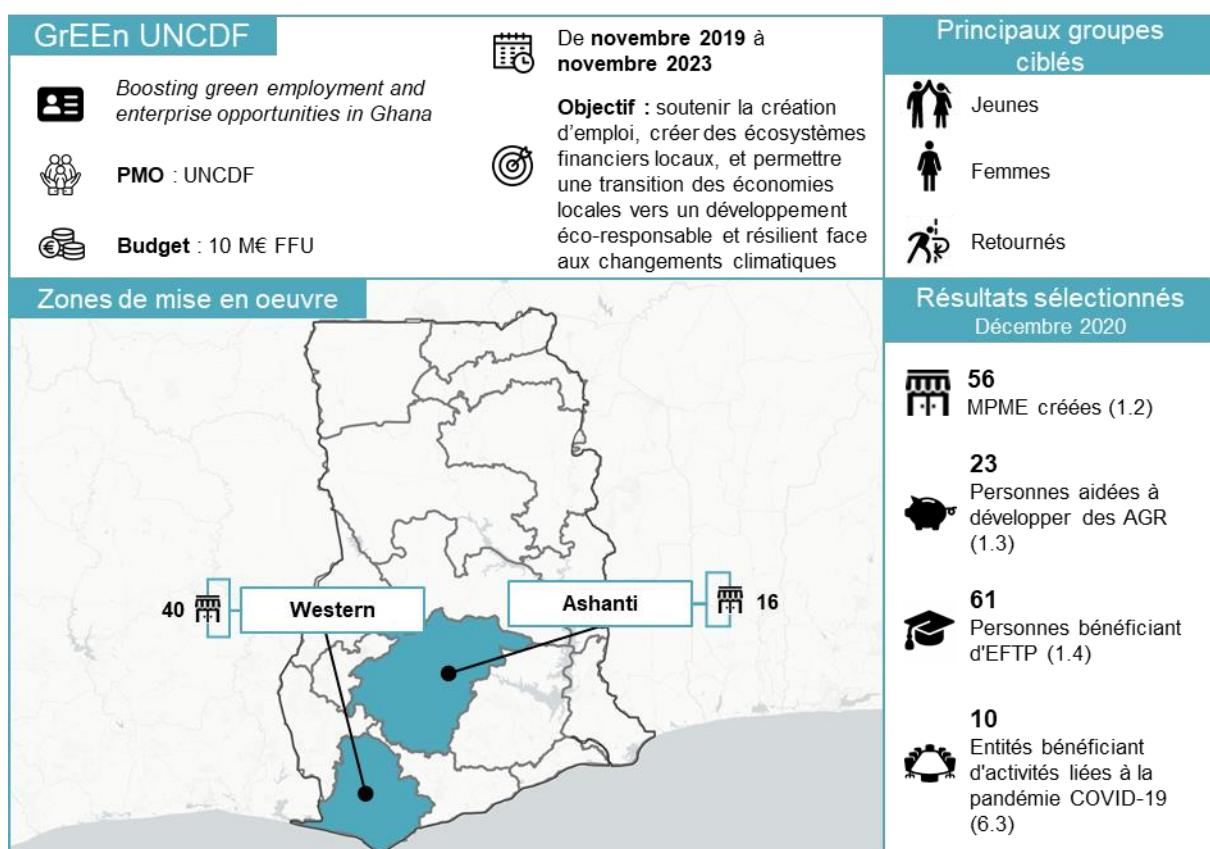
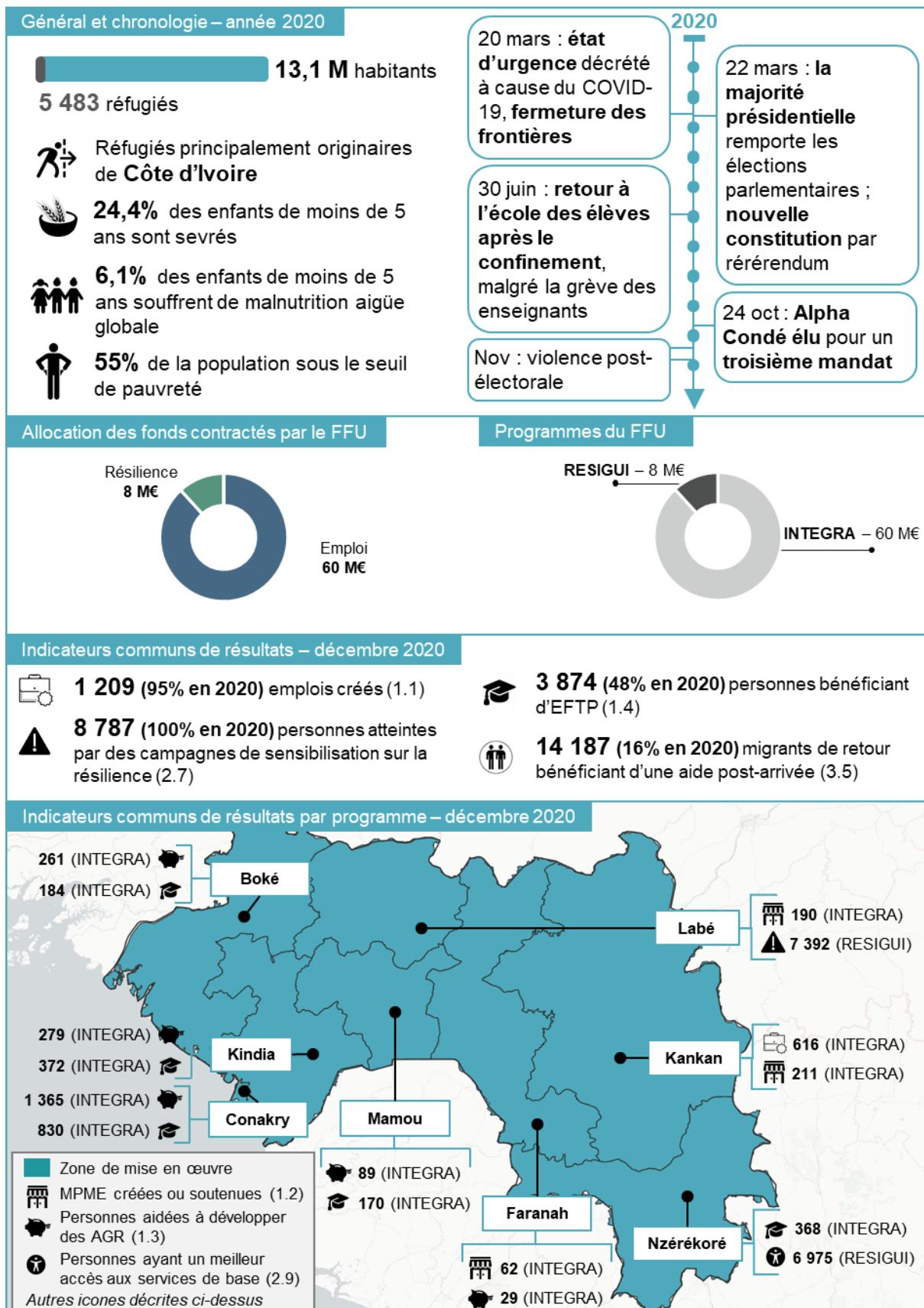


Figure 45: GrEEEn UNCDF (GH-02-02)



6.5. GUINEE

Figure 46: Guinée – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020

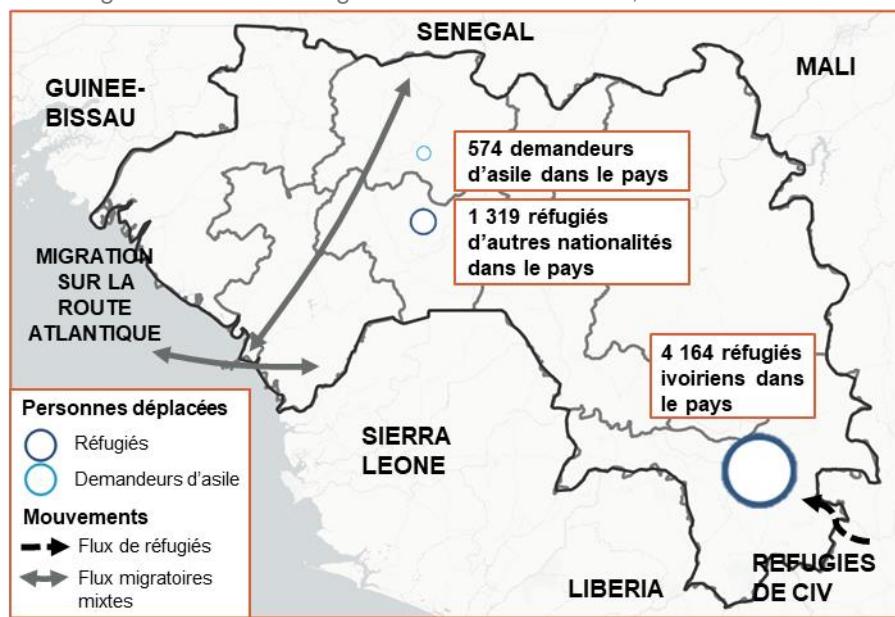


6.5.1. LA GUINÉE ET LE FFU EN 2020

En 2020, l'économie guinéenne a été touchée par la pandémie mondiale et la crise économique, bien qu'elle ait fait preuve d'une certaine résilience. Les personnes vulnérables et les entreprises informelles telles que les vendeurs ambulants ou les commerçants transfrontaliers ont été les plus touchés par des mesures préventives telles que la fermeture des frontières, les restrictions de rassemblement social ou les restrictions de voyage imposées entre les villes.¹ Pour contrebalancer les effets négatifs de la crise économique, les autorités nationales ont adopté le 6 avril un plan de réponse économique à la COVID-19, comprenant un soutien aux infrastructures de santé, une assistance aux personnes les plus vulnérables par le biais d'une dérogation sur le paiement des services publics, des travaux à forte intensité de main-d'œuvre et des transferts monétaires, et un soutien au secteur privé par le biais d'exonérations fiscales temporaires.² Dans l'ensemble, la croissance du PIB en 2020 s'est élevée à 7%, mais essentiellement en raison d'un secteur minier florissant, tandis que la pandémie a eu un impact important sur l'économie non minière qui emploie la grande majorité de la population.³ Sur le plan politique, 2020 a été une année cruciale et tendue, avec des élections législatives en mars 2020, et surtout des élections présidentielles en octobre 2020, conduisant à la réélection controversée d'Alpha Condé pour un troisième mandat.⁴ Les tensions ont dégénéré en violences postélectorales, faisant 46 morts, environ 200 blessés par balles et plus de 100 arrestations entre le 19 octobre et le 3 novembre.⁵

En 2020, la Guinée est restée principalement un pays d'origine des migrants, bien que leur nombre ait diminué par rapport à 2015-2016. La plupart des migrants guinéens émigrent vers l'Afrique de l'Ouest ou l'Europe. Au cours de la décennie 2011-2020, 53 769 migrants guinéens ont été détectés alors qu'ils tentaient de franchir illégalement une frontière européenne, avec un pic à 15 985 en 2016 et 1 113 en 2020.⁶ En revanche, le pays accueille peu de réfugiés, de demandeurs d'asile ou de migrants économiques. En décembre 2020, il n'y avait que 5 483 réfugiés dans le pays, la plupart venant de Côte d'Ivoire (4 164).⁷

Figure 47 : Flux de migration mixtes en Guinée, décembre 2020



¹ Enabel, 'Partenaires pour les entrepreneurs en Guinée', 2020. Accessible [ici](#).

² KPMG, 'Guinée, Développements fiscaux en réponse au COVID-19', juin 2020. Accessible [ici](#).

³ FMI, 'Les services du FMI achèvent leur mission au cours de l'article IV en Guinée en 2021', avril 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Le Point, 'Guinée : Chronique d'une faillite électorale et démocratique', novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ Frontex, 'Carte migratoire', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

⁷ CSNU, 'Operational portal – Guinée', 31/12/2020, consulté en février 2021. Accessible [ici](#).

En décembre 2020, le FFU avait contracté 68 millions d'euros en Guinée. Ses principaux objectifs sont de créer des emplois et des possibilités économiques dans le pays, principalement pour les jeunes. Le programme INTEGRA (GN-01),¹ qui représente 60 millions d'euros, soit 88% des fonds dans le pays, vise principalement à créer des emplois, à soutenir les jeunes entrepreneurs et les MPME, et à sensibiliser à la migration. Un nouveau programme, RESIGUI (GN-04),² a été signé au cours de l'été 2020, pour fournir une urgence alimentaire à court terme et renforcer la résilience alimentaire à long terme des populations les plus vulnérables de Guinée. RESIGUI représente les 8 M€ restants (12%) des fonds contractuels du FFU dans le pays.

Accroître les possibilités économiques grâce à la création d'emplois, au soutien à l'entrepreneuriat et à la formation professionnelle

Malgré son dynamisme et sa jeunesse – l'âge médian en Guinée est de 18 ans –³ le marché du travail du pays reste très fragile et caractérisé par des opportunités économiques limitées. L'informalité est la norme : les salariés ne représentaient que 8,1% de l'emploi total en 2019.⁴ L'accès à l'éducation, à l'emploi et à l'insertion socio-économique dans son ensemble reste une préoccupation, en particulier pour les jeunes : les jeunes âgés de 15 à 24 ans ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou ne suivant pas de formation (NEET) représentent 22,3% du groupe d'âge – conformément aux chiffres régionaux – tandis que les autres travaillent souvent dans des situations informelles et précaires.⁵

Les programmes financés par le FFU s'efforcent d'améliorer les possibilités économiques et l'insertion professionnelle, en particulier pour les jeunes. Le programme INTEGRA (GN-01),⁶ mis en œuvre par le Centre du commerce international (CCI), la GIZ, Enabel, le PNUD et le FENU, vise à créer des opportunités économiques durables dans divers secteurs (par exemple l'agriculture, la construction, la logistique, le commerce de détail) en soutenant l'entrepreneuriat et en facilitant l'insertion socioprofessionnelle de la jeunesse guinéenne. Le programme complète directement les politiques gouvernementales et contribue à créer de nouvelles opportunités économiques, principalement en appuyant les chaînes de valeur agricoles et leur intégration dans l'économie formelle, en améliorant l'accès aux services financiers et en assurant l'EFTP pour garantir que les qualifications et les compétences des jeunes correspondent aux opportunités d'emploi.⁷ En 2020, INTEGRA a créé ou soutenu 1 154 emplois (indicateur 1.1), soit 95% du total depuis le lancement du programme, dans sept régions du territoire guinéen, reflétant l'approche nationale du programme. Le programme ciblait les jeunes : 58% des emplois créés ou soutenus en 2020 sont allés à des bénéficiaires de moins de 35 ans. 631 emplois ont été créés ou soutenus en 2020 grâce au soutien aux MPME et aux groupes de moyens de subsistance, 484 grâce à un soutien réussi à l'EFTP, tandis que 39 emplois étaient des emplois CFW créés pour la construction d'infrastructures.

INTEGRA a contribué à la création ou au soutien de 1 054 MPME en 2020 (indicateur 1.2), principalement par le biais d'un soutien à la gestion, à la gouvernance et à la formation (69% des MPME bénéficiaires), suivi de l'accès au financement (28% des MPME créées ou soutenues en 2020), qui a été fourni par le renforcement des capacités des institutions financières et de microfinance ainsi que par le développement et la mise à l'échelle de produits financiers innovants adaptés aux besoins des bénéficiaires ciblés (MPME, jeunes entrepreneurs). Enfin, 1 848 personnes ont bénéficié d'un EFTP et/ou d'un développement des compétences (indicateur 1.4) : 40% des bénéficiaires ont reçu une certification d'une institution accréditée au niveau national – reflétant l'étroite collaboration entre

¹ Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée.

² Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

³ Worldometers, 'Population guinéenne'. Accessible [ici](#).

⁴ Banque mondiale, données de la Banque mondiale. Accessible [ici](#).

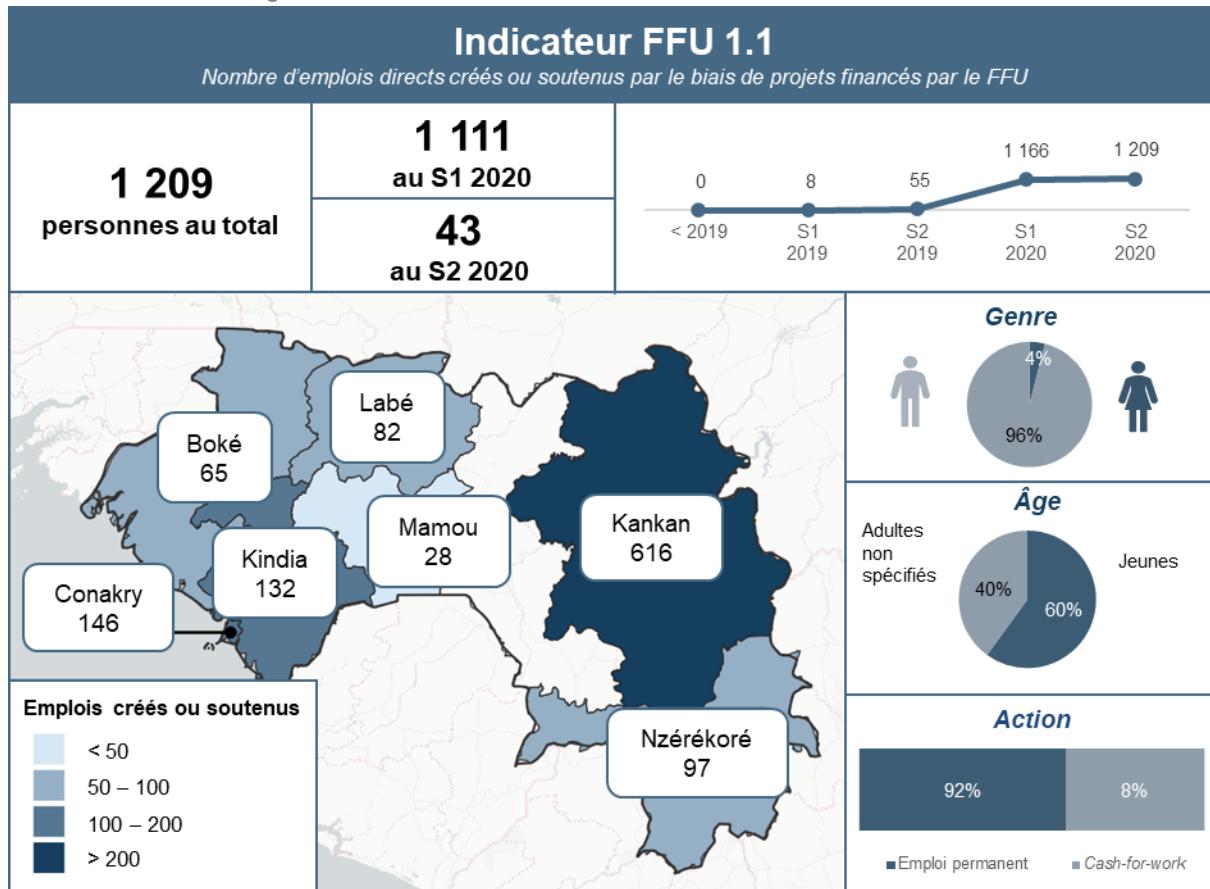
⁵ OIT, 'Statistiques du travail des jeunes – Proportion de jeunes âgés de 15 à 24 ans sans emploi, sans éducation ni formation (NEET), estimations modélisées pour 2018'. Accessible [ici](#).

⁶ Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée.

⁷ T05-EUTF-SAH-GN-01 INTEGRA, Document d'action.

INTEGRA et les autorités nationales en matière d'insertion économique et de formation professionnelle –, tandis que 17% n'ont reçu aucune certification.¹

Figure 48: Indicateur 1.1 du FFU, en Guinée, décembre 2020²



Atténuer la crise alimentaire et renforcer la résilience des populations locales aux chocs

La population guinéenne, en particulier dans les zones rurales, reste très exposée à l'insécurité alimentaire. En 2020, 6% des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition aiguë globale, 24% souffraient d'un retard de croissance et 12% d'insuffisance pondérale.³ Une mauvaise logistique, des problèmes météorologiques extrêmes et un faible accès aux intrants, à l'équipement et aux produits financiers ont un impact considérable sur les petits agriculteurs, qui représentaient 71% des personnes en situation d'insécurité alimentaire grave en 2020.⁴ En outre, en 2020, les déficits pluviométriques entre mai et octobre ont réduit les rendements agricoles.⁵ Enfin, la crise économique induite par la COVID-19 et les restrictions à la mobilité ont affaibli les ménages pauvres qui avaient déjà très peu de marges dans leurs budgets. 0,27 millions de personnes ont été signalées comme souffrant d'insécurité alimentaire sévère pendant la période de soudure de juin à septembre 2020, et 0,59 millions de personnes au cours de la période de septembre à décembre, une augmentation significative par rapport aux 0,07 millions de personnes au cours de la même période en 2019.⁶

Le programme RESIGUI (GN-04), piloté par le Programme alimentaire mondial (PAM), a mis en œuvre des mesures pour contrer les effets de la crise alimentaire et renforcer la résilience des

¹ Pour les autres bénéficiaires de l'EFTP, aucune information n'était disponible concernant la certification fournie.

² Le code couleur de la carte présente les données relatives aux programmes qui ont pu être désagrégées au premier niveau administratif. Exclusions : 43.

³ PAM, 'État d'avancement du projet RESIGUI', décembre 2020.

⁴ Ibid.

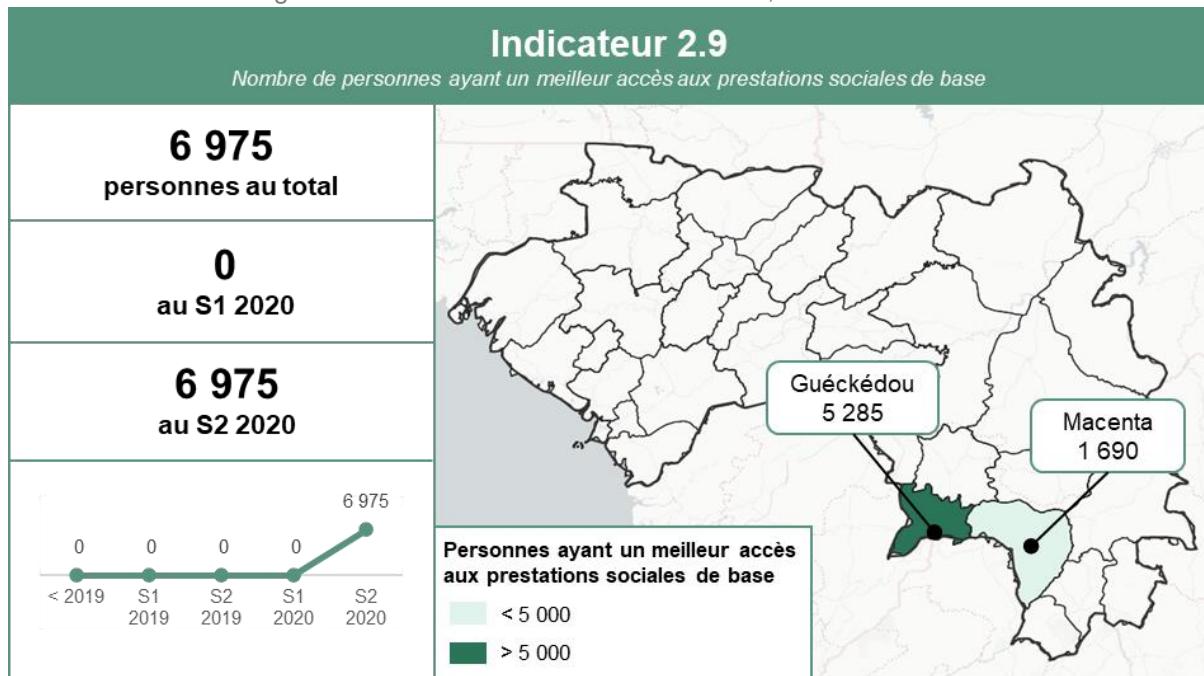
⁵ PAM, 'Faits saillants de la sécurité alimentaire', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁶ PAM, 'La sécurité alimentaire met en avant l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale', décembre 2020. Accessible [ici](#).

populations guinéennes aux chocs grâce à une approche de lien entre l'aide humanitaire et le développement.¹ S'étendant de juillet 2020 à novembre 2021, le programme s'articule sur trois phases d'action successives: une phase d'urgence, une phase de reprise (y compris des transferts monétaires conditionnels, la création d'actifs productifs communautaires et la formation des agriculteurs) et une phase finale de renforcement de la résilience favorisant des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et durables ainsi que l'accès aux marchés. La première phase d'urgence – la seule qui avait commencé à la fin de 2020 – comprend des transferts monétaires inconditionnels pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, ainsi que des campagnes de sensibilisation à la nutrition.²

Au second semestre 2020, grâce à RESIGUI, 6 975 personnes ont amélioré l'accès aux produits alimentaires et autres services de base (indicateur 2.9). Le PAM a distribué pour 565 848 dollars de transferts monétaires à des bénéficiaires à Nzérékoré – la province guinéenne la plus reculée et enclavée et l'une des plus exposées à l'insécurité alimentaire – dans les préfectures de Guéckédou et de Macenta.

Figure 49: Indicateur 2.9 du FFU en Guinée, décembre 2020



Par ailleurs, au cours du second semestre 2020, RESIGUI a sensibilisé 8 787 personnes à travers des campagnes sur l'amélioration des pratiques nutritionnelles et la consommation de produits locaux (indicateur 2.7). Les femmes représentaient 62% des bénéficiaires et les hommes 38%, ce qui reflète l'accent mis par le programme sur l'égalité des sexes. Le PAM a identifié les femmes comme des interlocuteurs clefs à sensibiliser au sein des ménages afin de promouvoir des pratiques nutritionnelles saines et durables. 84% des bénéficiaires étaient situés dans la région de Labé et 16% à Nzérékoré, l'une des régions les plus rurales et les plus éloignées du pays.

Lutte contre les causes profondes de la traite des personnes, sensibilisation à la question et renforcement des capacités des parties prenantes concernées

De nombreuses causes sous-tendent la TIP en Guinée : la pauvreté, le manque d'opportunités économiques, les schémas de migration régulière limités en dehors des pays de la CEDEAO, mais aussi le sentiment d'impunité des trafiquants et les pratiques culturelles enracinées dans les affaires

¹ Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

² PAM, 'État d'avancement du projet RESIGUI', Décembre 2020. Op. Cit.

contribuent à la persistance de la TIP. Comme ailleurs en Afrique de l'Ouest, la TIP touche principalement les enfants et les femmes.¹

Le FFU a adopté une approche combinée pour s'attaquer aux causes profondes de la PIT et en atténuer les conséquences négatives : les activités comprennent un mélange de sensibilisation aux risques associés à la TIP (bien que principalement dans ses chevauchements avec la mobilité) et de renforcement des capacités des autorités nationales en matière de TIP – en Guinée, en particulier le comité national de lutte contre la traite (CNLTTPA)² et les parties prenantes concernées.³

En Guinée en 2020, le programme Protection Afrique de l'Ouest (REG-13)⁴ a touché et sensibilisé 164 personnes aux risques liés à la mobilité des enfants et des jeunes (indicateur 3.3), dont 129 hommes (79%) et 35 femmes (21%).⁵ Ces outils ont été mis à disposition dans les gares routières, dans les espaces publics (marchés, centres jeunesse, etc.), dans les commissariats de police et les gendarmeries aux frontières, ainsi que dans les zones de protection soutenues par le projet. Le contenu et la manière de transmettre les messages ont été adaptés au public ciblé et émis dans différentes langues, y compris le français, l'anglais et les langues locales.⁶

En outre, en 2020, le FFU s'est efforcé de renforcer les capacités des parties prenantes nationales en formant des fonctionnaires sur la migration et des sujets connexes (indicateur 3.7), y compris sur la TdP. En 2020, le programme régional TEH (REG-12) a formé 17 personnes de comités nationaux sur la TIP et les questions connexes.^{7,8} Outre la formation et la sensibilisation, le TEH a soutenu l'élaboration d'un plan visant à renforcer les parties prenantes anti-TIP (indicateur 5.2) structurellement et organisationnellement. Il a également fourni une assistance technique et un soutien opérationnel à la CNLTTPA pour renforcer son rôle de forum de discussion utile entre les différentes parties prenantes visant à s'attaquer à la TIP en Guinée, y compris les parties prenantes gouvernementales, les syndicats et les OSC, et à encourager la mise en œuvre de mesures anti-TIP.

¹ ONUDC, 'Rapport mondial sur la traite des personnes', 2020. Accessible [ici](#).

² Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest.

³ Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes et pratiques Assimilées en français.

⁴ Le nombre total de bénéficiaires atteint par des campagnes d'information sur la migration, mobilité et les sujets connexes (y compris la protection et la TdP) en 2020 était de 6 432 (indicateur 3.3). 6 268 bénéficiaires étaient des migrants ou des migrants potentiels atteints par l'OIM par le biais de l'IC UE-OIM et sensibilisés aux risques associés à la migration irrégulière (pas en matière de protection ou de TdP).

⁵ EJM, Enfants et Jeunes en Mobilité. Pour plus d'information, Save The Children, 'Protection West Africa REG-13-02 – DOA'.

⁶ Pour plus d'information, Save The Children, 'Protection West Africa REG-13-02 – Description de l'action'.

⁷ Appui à la lutte contre la traite des personnes dans les pays du golfe de Guinée.

⁸ L'initiative conjointe UE-OIM en Guinée a formé 220 personnes à la gestion des migrations avant 2020, mais n'a pas signalé de bénéficiaires pour 3.7 en 2020.

6.5.2. LA GUINÉE ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉALISATION DU FFU

Tableau 13: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Guinée, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	55	1 111	43	1 209
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	444	892	163	1 499
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	0	1 246	405	873	2 524
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	2 026	896	952	3 874
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	3	2	0	5
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1	0	0	0	1
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	0	0	8 787	8 787
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	74	0	0	74
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	0	0	6 975	6 975
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	21 155	21 161	5 697	735	48 748
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	76	3	8	87
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	8 280	3 637	1 449	820	14 187
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1 832	2 206	1 146	690	5 873
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	174	0	0	174
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	220	17	0	237
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	672	107	57	15	851
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	8	0	1	9
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	8	1	0	9
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	15	0	1	16
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	0	36	0	0	36
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	19 617	0	19 617
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	2 336	0	2 336

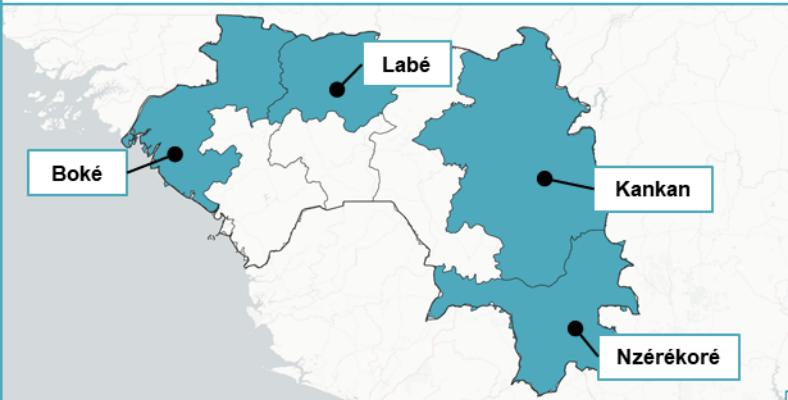
6.5.3. PROJETS DU FFU EN GUINÉE

Tableau 14: Projets du FFU, Guinée, avril 2021

Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA)	T05-EUTF-SAH-GN-01-01	Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée (INTEGRA ITC)	ITC	15 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-GN-01-02	Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée (INTEGRA Enabel)	Enabel	35 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-GN-01-03	Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée (INTEGRA GIZ)	GIZ	10 000 000 €
Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée (RESIGUI)	T05-EUTF-SAH-GN-04-01	Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée (RESIGUI)	PAM	8 000 000 €

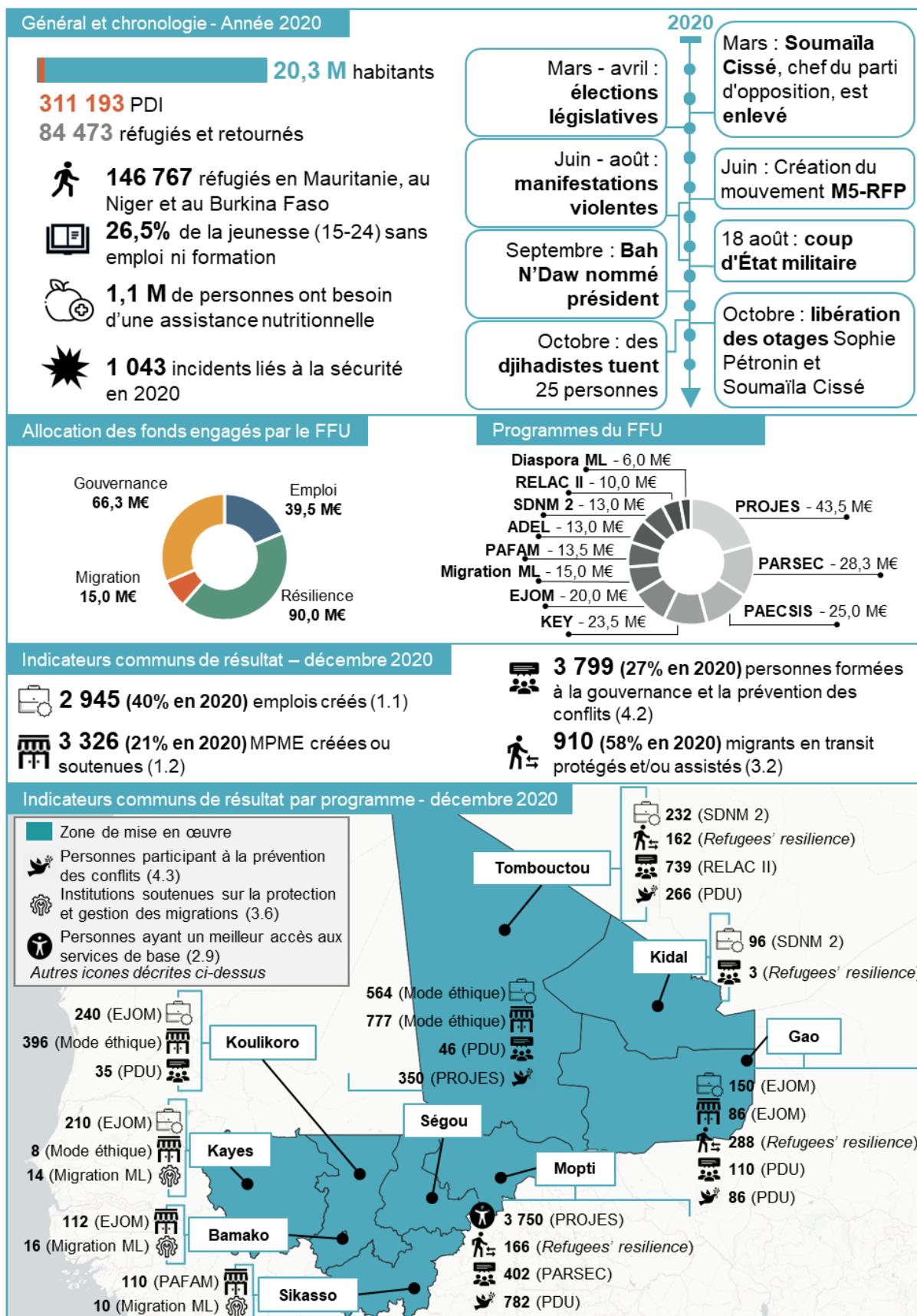
6.5.4. PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS EN S2 2020

Figure 50: RESIGUI (GN-04)

RESIGUI	Groupes cibles
<p>Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée</p> <p>PMO : PAM</p> <p>Budget : 8 M€ FFU</p>	<p>Mis en œuvre de juillet 2020 à novembre 2021</p> <p>Objectif : renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables dans les zones ciblées en Guinée</p>
 <p>Boké</p> <p>Labé</p> <p>Kankan</p> <p>Nzérékoré</p>	Résultats obtenus Au 31 décembre 2020
	<p>8 787 Personnes atteintes par des campagnes de sensibilisation sur la résilience (2.7)</p> <p>6 975 Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base (2.9)</p>

6.6. MALI

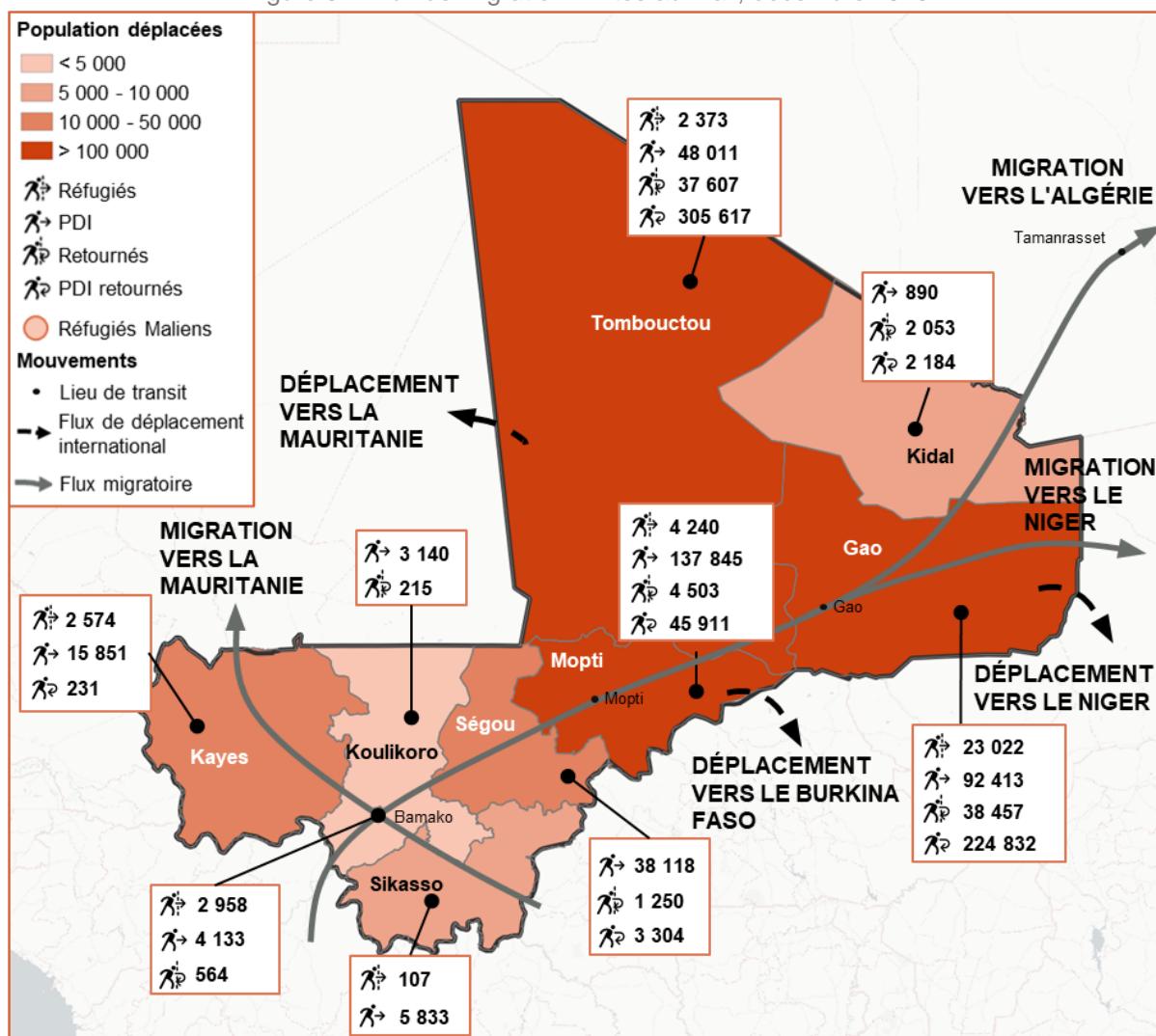
Figure 51: Mali – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020



6.6.1. LE MALI ET LE FFU EN 2020

L'augmentation constante de la violence perpétrée par les groupes armés non étatiques, les milices ethniques et les forces de sécurité gouvernementales a entraîné une nouvelle détérioration de la situation sécuritaire au Mali et une intensification des besoins humanitaires. En 2020, 1 043 attaques ont été enregistrées, soit une augmentation de 62% par rapport à 2019.¹ Fait alarmant, en 2020, le conflit s'est étendu aux régions méridionales du pays : le nombre de batailles et d'attaques a triplé dans les régions de Bamako, Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso entre 2019 et 2020.² Ces événements, commis par des groupes armés non étatiques mais aussi par des groupes d'autodéfense comme le Dan Na Ambassagou, ont provoqué des déplacements massifs et réduit l'accès aux services de base et aux marchés alimentaires.³ En décembre 2020, le pays accueillait 322 957 déplacés internes, soit une augmentation de 55% par rapport aux 207 751 personnes de décembre 2019.⁴

Figure 52: Flux de migration mixtes au Mali, décembre 2020



En 2020, la frustration croissante des civils et des militaires a entraîné une crise politique majeure qui a conduit à l'effondrement du gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keïta. L'invalidation

¹ ACLED, 'Tableau de bord du projet de localisation et d'événement des conflits armés', 2020. Accessible [ici](#).

² Ibid.

³ HRW, 'Mali : Événements de 2020', 2020. Accessible [ici](#).

⁴ HCR 'Mali: Country report', consulté en novembre 2020. Accessible [ici](#).

d'environ 30 résultats des élections législatives de mars et avril 2020¹ a conduit à des manifestations massives et à la création du mouvement d'opposition M5-RFP² dirigé par l'imam Mahmoud Dicko. Tout au long de l'été, les manifestations ont été confrontées à une violente répression, qui a fait 23 morts et plus de 150 blessés.³ Les 18 et 19 août, un groupe de soldats mutinés a enlevé le président Keïta, ce qui a conduit à sa démission et à la dissolution du gouvernement et du parlement.⁴ Le groupe, rebaptisé plus tard Comité national pour le Salut du peuple (CNSP), a pris le pouvoir et a nommé un gouvernement de transition un mois plus tard, dirigé par BahN'Daw, ancien ministre de la Défense, et Assimi Goïta, leader du CNSP.⁵

Le FFU contribue à la réponse aux défis sécuritaires, humanitaires et économiques auxquels le Mali est confronté. Dans les régions du nord et du centre, le FFU met l'accent sur la gestion des frontières et le renforcement des capacités nationales et régionales de lutte contre les réseaux criminels et terroristes et de mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger. Le FFU soutient également le renforcement de la résilience des communautés et des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions du nord. À l'échelle du pays, le FFU contribue au développement des possibilités d'emploi et de formation, ainsi qu'à la sensibilisation aux risques de la migration irrégulière et à l'assistance à l'enregistrement des faits d'état civil. Ces actions sont complétées par un soutien à la protection des migrants, une aide au retour et un soutien à la réintégration durable des migrants de retour.⁶

Soutenir les communautés et les forces de sécurité locales en matière de prévention et de résolution des conflits

La recrudescence des groupes armés non-étatiques dans le nord et le centre du Mali continue d'avoir un impact critique sur la situation sécuritaire du pays. Depuis 2012, l'insécurité au Mali comprend des attaques menées par des groupes armés islamistes contre des civils et des militaires, par des groupes ethniques d'autodéfense et par les forces de sécurité maliennes. Mars 2020 a été le mois le plus meurtrier depuis 2012.⁷ L'escalade des hostilités vers une guerre à part entière entre le JNIM⁸ et l'EIST et les opérations de contre-militantisme expliquent une augmentation substantielle des décès et des conflits signalés au Mali en 2020.⁹ Cette année, la JNIM a également étendu ses opérations aux régions méridionales de Kayes et de Sikasso.¹⁰ Le conflit s'est intensifié à Mopti entre les milices JNIM et peul d'un côté et le groupe à majorité dogon *Dan Na Ambassagou* de l'autre.¹¹

Les projets financés par le FFU ont permis de former divers acteurs afin d'améliorer la protection des zones frontalières de la région du Liptako-Gourma et de renforcer les capacités de prévention et de résolution des conflits. En 2020, 1 021 membres du personnel ont été formés à la gouvernance et à la prévention des conflits (16% de femmes (162), contre 10% avant 2020), ce qui porte le nombre total de stagiaires à 3 799 depuis le début des activités financées par le FFU (indicateur 4.2).

En 2020, les programmes financés par le FFU ont également aidé les représentants communautaires et les jeunes ambassadeurs à accroître les possibilités de résolution pacifique des conflits au niveau communautaire. Dans l'ensemble, au Mali, la plupart des acteurs formés à la gouvernance et à la prévention des conflits sont membres d'institutions civiles locales (45%), suivis des forces de sécurité (22%). En 2020, cependant, la plupart des bénéficiaires étaient des représentants

¹ France 24, 'Au Mali, le second tour des législatives perturbé dans le Centre et le Nord', avril 2020. Accessible [ici](#).

² Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques, *5 June Movement/Gathering of Patriotic Forces*.

³ France 24, 'Mali : de la crise politique au coup d'État militaire', août 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Ibid.

⁵ BBC News, 'Bah Ndaw et Assimi Goïta vont diriger le Mali en tant que leaders de la transition', 21 septembre 2020. Accessible [ici](#).

⁶ FFU, 'Mali'. Accessible [ici](#).

⁷ ACLED, 'Tableau de bord du projet de localisation et d'événement des conflits armés', 2020. Accessible [ici](#).

⁸ *Jamaat Nusrat al-Islam wal Muslimeen*

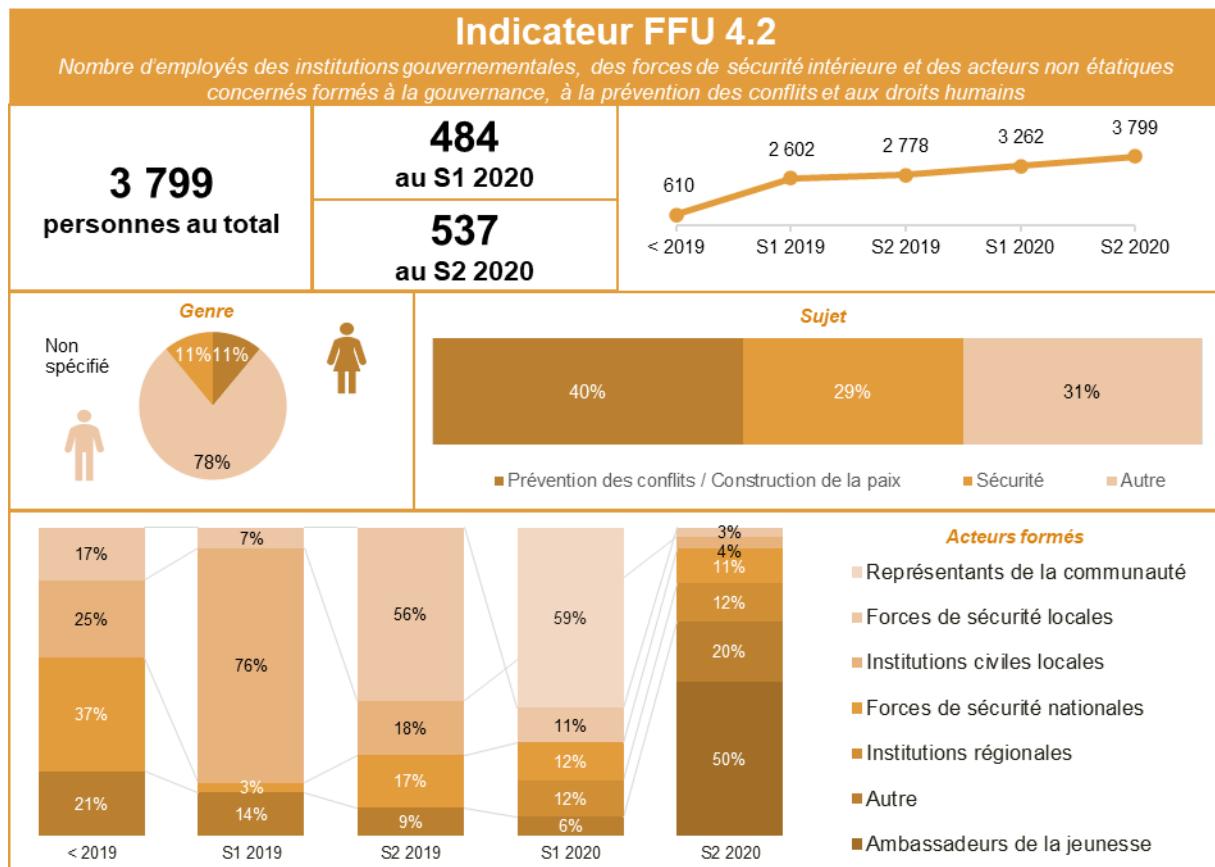
⁹ ACLED, '10 conflits à craindre en 2021', février 2020. Accessible [ici](#).

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid.

communautaires ou des jeunes ambassadeurs. Ce changement peut être attribué au changement de régime intervenu au 3ème trimestre 2020 et qui a entravé la formation des acteurs nationaux, mais aussi au démarrage des activités maliennes par le programme régional PDU (REG-18). La PDU vise à renforcer la résilience des communautés locales en reliant l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement dans les zones particulièrement touchées par les problèmes environnementaux, socio-économiques et sécuritaires actuels.¹ La mise en place de réseaux de médiation communautaires est particulièrement importante au Mali, où le JNIM se serait positionné pour résoudre les conflits intercommunautaires dans les régions centrales, prenant ainsi davantage de responsabilités gouvernementales.²

Figure 53: Indicateur 4.2 du FFU, au Mali, décembre 2020



Au Mali, les projets PDU soutiennent les communautés et les institutions locales pour prévenir les conflits et renforcer la cohésion sociale. En 2020, un total de 284 médiateurs et 270 jeunes ambassadeurs ont été formés dans le cadre du programme, dont respectivement 14% et 25% de femmes. Les médiateurs contribuent à la résolution des micro-conflits concernant l'accès aux ressources naturelles. En 2020, les médiateurs formés ont soutenu la résolution de 91 conflits au Mali, dont la plupart ont eu lieu à Tombouctou et Mopti (respectivement 49 et 34). Les jeunes ambassadeurs sont formés au leadership inclusif, à la communication positive et à la transformation des conflits pour qu'ils s'engagent avec leurs pairs et fassent partie des réseaux de gestion des conflits. Au total, 1 873 personnes ont participé aux activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme au Mali dans le cadre du programme, dont 1 637 en 2020 (indicateur 4.3). Enfin, le programme PDU a revitalisé et mis en place 43 clubs de paix pour renforcer les mécanismes communautaires de cohésion et de prévention des conflits dans les communes des régions de Mopti, Ségou et Tombouctou (indicateur 5.1). Un club de paix est un groupe de citoyens composé en moyenne de 10 personnes,

¹ Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

² ACLED, 'Mise à jour de mi-année: dix conflits à craindre en 2020', 2020. Accessible [ici](#).

dont deux membres d'un mécanisme de gestion des conflits villageois, quatre femmes et quatre jeunes. Ils visent à organiser des activités de sensibilisation communautaire sur la prévention et la gestion des conflits. Un réseau de clubs de paix sera également formé au niveau communal, avec deux membres de chaque club de paix de village représentant leurs clubs dans le réseau.

Accroître les possibilités économiques d'offrir des solutions de rechange à la violence et à la migration irrégulière

Le manque de débouchés économiques est à la fois un facteur de criminalité et de terrorisme et de migration irrégulière vers l'étranger et à l'intérieur du Mali. Les jeunes Maliens sont confrontés à des défis profonds et systémiques en termes d'emploi en raison d'une inadéquation entre l'éducation professionnelle et les besoins du marché et du faible ratio de création d'emplois à la croissance démographique.¹ L'émigration irrégulière des jeunes Maliens reflète ces défis systémiques en matière d'employabilité. En outre, face à la détérioration de la situation en matière de sécurité, il est devenu de plus en plus important de lutter contre le chômage des jeunes à mesure que des groupes criminels et radicaux recrutent des jeunes qui ne voient pas d'alternative économique viable.² Dans ce contexte, la promotion de l'emploi des jeunes est une priorité pour les acteurs nationaux et internationaux.^{3,4}

Les programmes financés par le FFU visent à créer des opportunités économiques et à promouvoir les microentreprises au Mali. En 2020, les projets financés par le FFU ont créé ou soutenu 1 895 emplois directs (indicateur 1.1) et 1 803 MPME (indicateur 1.2) au Mali, soit respectivement 52% et 41% des résultats globaux.

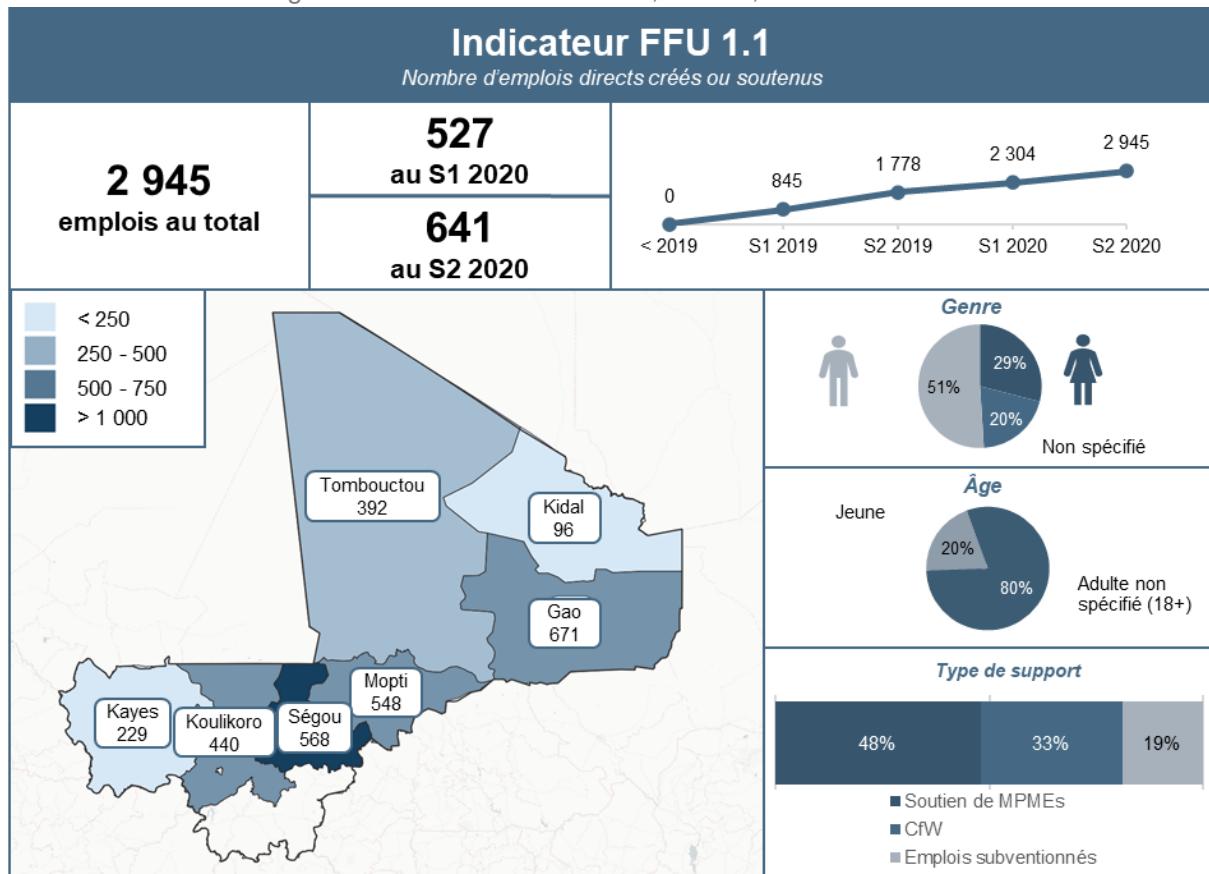
¹ Description de l'action de l'EJOM.

² The Broker Online, 'Le chômage des jeunes au Mali : un aimant pour les criminels et les terroristes', 23 avril 2015. Accessible [ici](#).

³ Plan de reconstruction du Mali 2013-2014.

⁴ FFU, 'Mali'. Accessible [ici](#).

Figure 54: Indicateur 1.1 du FFU, au Mali, décembre 2020



En 2020, le programme EJOM (ML-09)¹ a enregistré le plus grand nombre de résultats pour les emplois et les MPME au Mali. Le programme soutient l'emploi des jeunes par le développement des MPME et des fermes horticoles, en plus de promouvoir le travail indépendant en formant les jeunes et en finançant leurs activités génératrices de revenus. En 2020, il a soutenu le développement d'AIG pour 1 015 personnes (dont 577 femmes et 72 retournés – indicateur 1.3) par le biais d'une formation technique et entrepreneuriale suivie du décaissement d'un kit de démarrage. En outre, l'EJOM a créé 257 entreprises en 2020 (68% des résultats obtenus jusqu'à présent),² dont 28% à Bamako et le reste à Koulikoro, Kayes et Gao. Le programme opère dans les domaines de l'horticulture, de l'artisanat utilitaire, de l'agroalimentaire et de la gestion des déchets, car il a identifié ceux-ci comme ayant un fort potentiel de création d'emplois et de réduction de la pauvreté. En 2020, le programme a finalisé la création de 20 fermes horticoles de quatre hectares chacune et impliquant 30 jeunes organisés en coopératives pour chaque exploitation, créant ainsi 600 emplois (indicateur 1.1). Le programme estime que les exploitations créeront 600 emplois permanents et 300 emplois temporaires supplémentaires une fois pleinement opérationnelles.³

La composante malienne du programme régional Mode Ethique (REG-07)⁴ reste un contributeur important de la production pour l'emploi et les MPME au Mali, malgré une baisse en 2020. Le programme vise à réduire la pression migratoire au Mali en offrant des possibilités de formation et en favorisant la création d'emplois dignes et durables. En tant que tel, il opère dans les régions méridionales de Kayes, Koulikoro, Mopti et Ségou et cible les personnes susceptibles de migrer (les

¹ L'emploi des jeunes crée des opportunités, ici au Mali.

² Le total pour l'indicateur 1.3 en 2020 est de 257 car il comprend également les 20 fermes horticoles et deux entreprises créées dans le cadre du défi *Beat COVID-19*.

³ Extrapolé à partir de l'estimation donnée par sept coopératives dans l'examen à mi-parcours du projet.

⁴ 'Création d'emplois et développement de microentreprises par le biais du commerce équitable et de chaînes de valeur sélectionnées'.

jeunes) et les rapatriés. Le programme intervient tout au long de la chaîne de valeur du tissage artisanal, de l'égrenage du coton à la transformation des tissus en produits finis. En 2020, il a soutenu 176 MPME (1 267 au total), créant des emplois qualifiés dans le secteur de l'artisanat pour 816 personnes, dont 241 femmes. Le programme soutient les MPME en appuyant le développement des compétences managériales (55%) ou l'accès au financement par l'identification et l'inclusion d'investisseurs privés (45%). Le programme, qui a débuté en 2017, a d'abord été confronté à des défis liés à la détérioration de la situation en matière de sécurité, à la longueur et à la lourdeur des procédures douanières et à la médiocrité du réseau Internet, qui a affecté l'approvisionnement et la communication.

En 2020, les deux programmes ont adapté leurs activités pour soutenir également la lutte contre la pandémie de COVID-19 au Mali. Mode Ethique a soutenu l'initiative « Un artisan, un durable, masque 100% coton fabriqué à la main au Mali » en utilisant des coopératives d'artisans partenaires qui étaient précédemment soutenues par le programme pour produire des masques faciaux. L'initiative a produit 100 000 masques en 2020 (indicateur 6.1). L'EJOM a établi un partenariat avec l'incubateur Kabako pour ouvrir un appel à projets de solutions innovantes afin d'atténuer l'impact du COVID-19 sur l'économie locale. Le programme a sélectionné, formé et financé le développement de huit projets de 29 jeunes Maliens, dont huit femmes. Deux sociétés ont été officiellement créées et trois autres sont en cours de structure. Les solutions vont des dispositifs automatisés de lavage des mains pour les personnes handicapées à la production de filaments 3D à partir de plastique recyclé. On estime qu'en plus de contribuer à la lutte contre la COVID-19, ces entreprises créeront 95 emplois d'ici juin 2021.

Les programmes financés par le FFU visent également à apporter une aide économique à court terme aux populations vulnérables par le biais d'initiatives de lutte contre la pauvreté, en particulier dans le nord du pays. Les programmes CFW aident à renforcer les filets de sécurité sociale et visent à alléger la pression de la crise en cours. En 2020, les programmes SDNM2 (ML-04)¹, KEY (ML-01)² et Diaspora Mali (ML-05)³ employaient 1 246 personnes sur des chantiers de construction par l'intermédiaire de CFW, travaillant l'équivalent de 479 emplois à temps plein (indicateur 1.1).⁴ Le programme SDNM2 a créé l'équivalent de 439 emplois à temps plein grâce à CFW en 2020, permettant d'apporter une aide à court terme aux personnes vulnérables à Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti.

Soutenir la gestion des migrations au Mali

Le Mali est un important pays de départ et de transit pour les migrants qui se rendent en Afrique du Nord et en Europe. Dans l'ensemble, la plupart des migrants maliens viennent des régions du sud, principalement de Kayes et Bamako, d'où ils s'aventurent vers l'Afrique du Nord et, dans certains cas, vers l'Europe.⁵ Considérant que 70% des mouvements migratoires de la région, dont la plupart sont liés à la recherche d'emploi, ont lieu au sein de la zone CEDEAO, le Mali joue un rôle central dans les mouvements, compte tenu de sa position géographique stratégique.⁶

En 2020, les programmes financés par le FFU ont intensifié leurs activités de gouvernance des migrations au Mali. Le programme Migration Mali (ML-07) est entré dans sa deuxième phase de mise en œuvre : alors que sa première phase était axée sur le déploiement de campagnes de sensibilisation à la migration, la deuxième phase vise à promouvoir la consultation entre les acteurs, avec un volet dédié au lancement de plateformes de consultation interministérielles, régionales et locales sur le thème de la migration. Le renouveau politique lié au coup d'État malien de 2020 a ralenti la progression de cette composante au niveau national, mais un groupe interministériel a néanmoins été créé fin 2020 (indicateur 5.1). 18 institutions ont été formées à la migration en 2020 (portant le total à 40), toutes des

¹ Sécurité et Développement au Nord du Mali – phase 2.

² Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali.

³ Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine.

⁴ Le nombre d'emplois créés ou soutenus par les activités de la SCF est calculé en équivalent temps plein, en fonction du nombre de jours travaillés par les bénéficiaires divisé par 230 (jours de travail par année).

⁵ ML-07 Description de l'action.

⁶ Ibid.

ONG/OSC (indicateur 3.6). Ces formations ont impliqué 54 personnes en 2020, ce qui porte à 79 le nombre total de personnes formées à la gestion et à la protection des migrations (indicateur 3.7). Le programme a renforcé la capacité de ces organisations à soutenir efficacement l'opérationnalisation de la politique nationale en matière de migration et de la stratégie nationale d'information et de sensibilisation. Le programme a également fait don de 62 équipements, dont 35 équipements informatiques et 27 véhicules, au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine (indicateur 4.1 bis).

En 2020, les programmes financés par le FFU ont également continué de fournir une assistance en matière de protection aux migrants vulnérables au Mali. En décembre 2020, 910 migrants vulnérables avaient été protégés et/ou aidés par le programme *Refugees' Resilience* (REG-06)¹ (indicateur 3.2). Cela comprend 530 personnes (58%) soutenu en 2020, une forte hausse par rapport au résultat de 2019 (156). Le programme vise à accroître le nombre de contrôleurs de protection dans les 20 zones de retour prioritaires désignées par les autorités afin de faciliter la collecte, l'analyse et le renvoi plus complets des incidents de protection. Les observateurs sont formés aux outils de suivi de la protection, à la collecte et à l'analyse des types d'incidents et aux mécanismes d'orientation, en coordination avec l'OIM. Cela contribue à renforcer et à garantir la protection et l'accès aux droits et services fondamentaux des personnes vulnérables tout en encourageant une plus grande appropriation par les acteurs locaux et nationaux. Le récent programme régional Protection Afrique de l'Ouest (REG-13)² vise également à répondre aux besoins de protection des populations vulnérables sur les routes migratoires. Ses résultats devraient compléter ceux de la *Refugees' Resilience* en 2021.

¹ Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord-Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés.

² Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest.

6.6.2. LE MALI ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉALISATION DU FFU

Tableau 15: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Mali, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	1 778	527	641	2 945
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	950	1 664	340	372	3 326
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	18 499	30 766	8 340	12 234	69 839
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	3 689	5 511	4 374	1 624	15 198
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	7	58	5	14	84
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	258	323	75	47	703
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	3 813	2 344	100	1 190	7 447
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	108 815	190 481	61 741	947	361 984
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	38 880	69 426	53 823	2 491	164 620
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	10	2	0	0	12
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	5 133	4 736	697	3 455	14 021
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	31 343	176 408	254 865	56 115	518 731
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	586	5 069	300	64	6 019
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	1 749 378	308 089	136 118	93 865	2 287 450
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	0	0	21	0	21
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	224	156	62	468	910
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	0	91 476	33 767	8 962	134 205
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	1 882	977	113	236	3 208
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	9 863	6 132	1 185	396	17 576
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1 815	6 739	1 639	1 414	11 608
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	3	19	0	18	40
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	25	0	0	54	79
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	2	14	2	4	22
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	0	0	1	30	31
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	3	2	1	2	9
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	837	6	261	810	1 914
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	610	2 168	484	537	3 799
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	265	1 753	242	1 745	4 005
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	37	381	23	90	531
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	12	26	4	45	87
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	17	16	9	804	846
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	34	26	2	6	68
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	0	4	2	14
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	1 341	101 300	102 641

6.6.3. PROJETS DU FFU AU MALI

Tableau 16: Projets du FFU, Mali, avril 2021¹

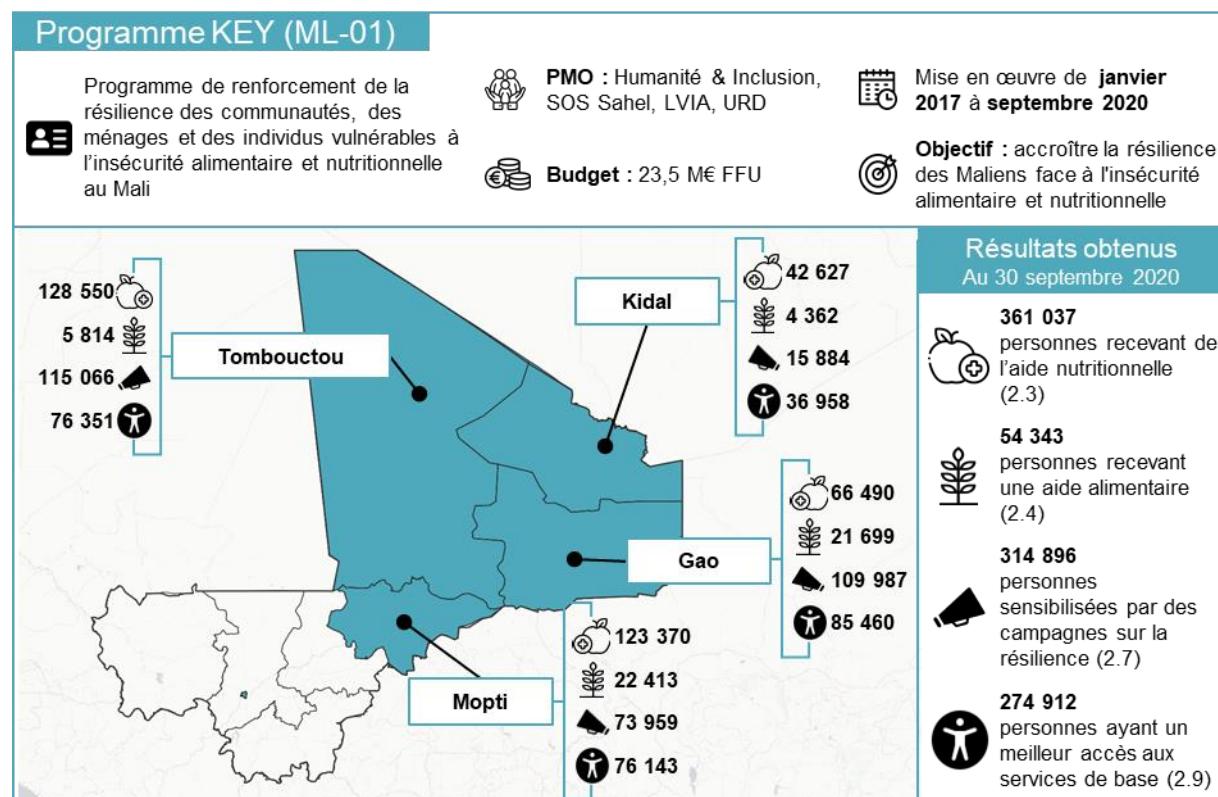
Programme	ID	Projet	PMO	Budget
Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali (KEY)	T05-EUTF-SLC-ML-01-01	Consortium Alliance pour la Résilience Communautaire (KEY ARC)	HI	14 940 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SLC-ML-01-02	Partenariat pour le Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Nord Mali (KEY PRIAN)	SOS Sahel	4 560 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SLC-ML-01-03	Renforcement des capacités de résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables des régions de Gao et Mopti (KEY LVIA)	LVIA	4 000 000 € (Terminé)
Création d'emplois par l'amélioration de la filière de l'anacarde, afin d'atténuer les causes de l'émigration, dans les régions de Sikasso, Kayes et Koulikoro (PAFAM)	T05-EUTF-SLC-ML-02-01	Projet d'Appui à la Filière de l'Anacarde au Mali (PAFAM)	AECID	13 500 000 €
Relance de l'Economie et Appui aux Collectivités II (RELAC II)	T05-EUTF-SLC-ML-03-01	Relance De L'Economie Et Appui aux Collectivités dans le Nord du Mali (RELAC II)	LuxDev	10 000 000 €
Sécurité et Développement au Nord du Mali – phase 2 (SDNM2)	T05-EUTF-SLC-ML-04-01	Sécurité et Développement au Nord du Mali Phase 2 (SDNM2)	AFD	13 000 000 €
Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine (Diaspora Mali)	T05-EUTF-SLC-ML-05-01	Projet d'Appui Aux Investissements de la Diaspora Malienne Dans Les Régions D'Origine (Diaspora AFD)	AFD	5 000 000 €

¹ Dans ce tableau, les projets apparaissent en gris lorsqu'ils sont terminés et en jaune lorsqu'ils sont en phase de démarrage.

	T05-EUTF-SLC-ML-05-02	Investissement de la diaspora dans l'entrepreneuriat durable des jeunes ruraux au Mali (Diaspora FIDA)	FIDA	1 000 000 € (phase de démarrage)
Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC Mopti-Gao)	T05-EUTF-SLC-ML-06-01	Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC Mopti-Gao)	Expertise France	28 313 224 €
Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Mali (Migration ML)	T05-EUTF-SLC-ML-07-01	Projet d'information et de sensibilisation sur les risques et dangers de la migration irrégulière et la promotion de la libre circulation dans l'espace CEDEAO (Migration AECID)	AECID	3 200 000 €
	T05-EUTF-SLC-ML-07-02	OIM - Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Mali (UE-OIM JI Mali)	OIM	11 800 000 €
Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali : appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé (PAECSIS)	T05-EUTF-SLC-ML-08-01	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali : appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé (PAECSIS CIVIPOL)	CIVIPOL	8 000 000 €
	T05-EUTF-SLC-ML-08-02	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali : appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé (PAECSIS Enabel)	Enabel	17 000 000 €
L'emploi des jeunes crée des opportunités chez soi au Mali (EJOM)	T05-EUTF-SLC-ML-09-01	L'emploi des jeunes crée des opportunités chez soi au Mali (EJOM)	SNV Monde	20 000 000 €
Programme Jeunesse et Stabilisation – PROJES – régions du centre du Mali (PROJES)	T05-EUTF-SLC-ML-10-01	Programme Jeunesse et Stabilisation – régions du centre du Mali (PROJES)	GIZ	43 500 000 €
Appui au Développement Economique Local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao (ADEL)	T05-EUTF-SLC-ML-12-01	Appui au Développement Economique Local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao (ADEL)	LuxDev	13 000 000 €

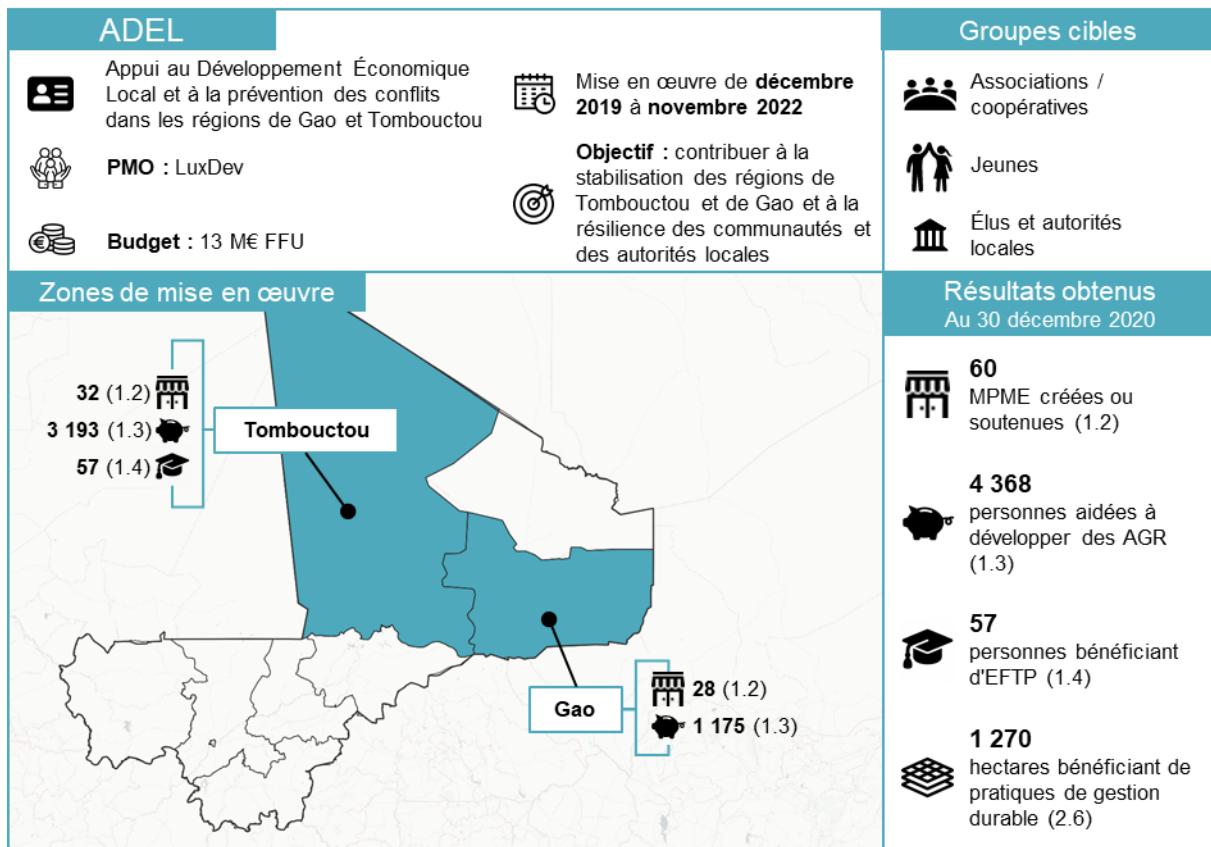
6.6.4. PROGRAMMES ACHEVÉS EN S2 2020

Figure 55: KEY (ML-01)



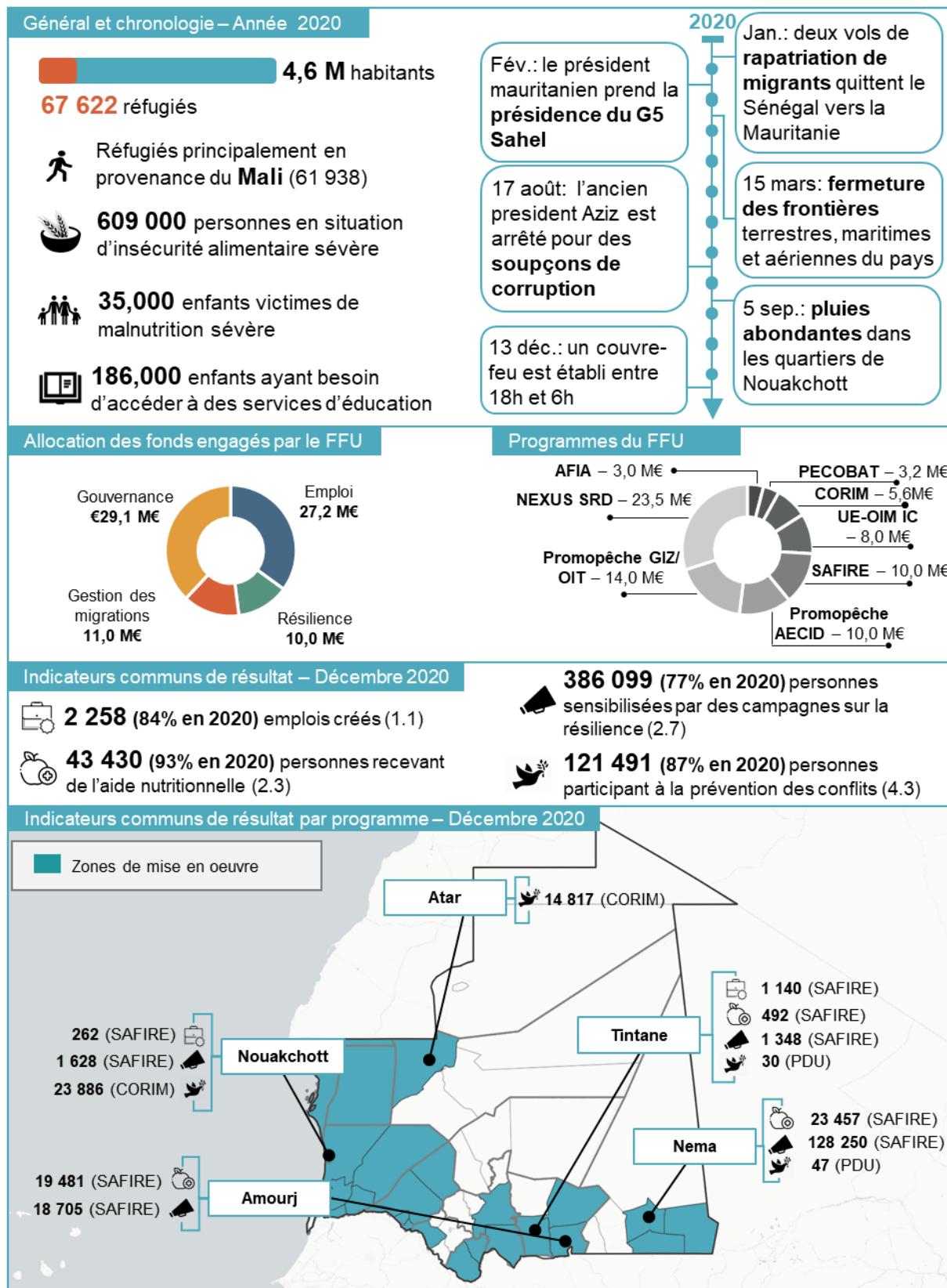
6.6.5. PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS EN S2 2020

Figure 56: ADEL (ML-12-01)



6.7. MAURITANIE

Figure 57: Mauritanie – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020



6.7.1. LA MAURITANIE ET LE FFU EN 2020

La croissance du PIB de la Mauritanie a considérablement augmenté au cours des dix dernières années, et a atteint son plus haut niveau depuis 2006 en 2019 avec un taux de 5,9%, contre 2,1% l'année précédente.¹ Cette augmentation est principalement due à un rebond dans le secteur extractif grâce à une augmentation de la production minière, notamment d'or et de fer.² Toutefois, l'économie du pays devrait être gravement affectée par la pandémie de COVID-19, notamment en raison d'un ralentissement économique en Europe et en Chine, les principaux partenaires commerciaux de la Mauritanie. Sur la scène politique, une commission d'enquête parlementaire a révélé des affaires de corruption liées au gouvernement précédent. Elle a conduit à l'arrestation de l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz en août ainsi qu'à un remaniement ministériel avec l'éviction de quatre ministres, dont le Premier ministre.^{3,4}

Malgré sa croissance économique, la Mauritanie reste l'un des pays les plus pauvres du monde et sa population est confrontée à de graves besoins humanitaires. En 2020, plus de 25% de la population était en situation d'insécurité alimentaire grave dans la plupart des provinces du pays, principalement en raison des sécheresses et des inondations, et le nombre d'enfants confrontés à la malnutrition aiguë a doublé pour atteindre 55 110.^{5,6} De manière similaire aux autres pays de la région, la pandémie de COVID-19 a encore aggravé ces besoins et nui à la fourniture de services sociaux de base.⁷

Dans le même temps, bien que la situation sécuritaire se soit considérablement détériorée dans les pays voisins, le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile en Mauritanie n'a pas augmenté de manière significative en 2020 : 68 594 réfugiés et demandeurs d'asile ont été signalés à la fin du mois de novembre, dont 61 938 réfugiés maliens enregistrés au camp de M'Bera (contre 60 458 réfugiés et demandeurs d'asile dans le pays en 2019).^{8,9} Avec l'utilisation croissante de la Route Atlantique, des côtes ouest-africaines aux îles Canaries, de nombreux naufrages de bateaux de migrants ont été signalés le long des côtes mauritanienes, en particulier au dernier trimestre 2020, avec notamment en décembre la mort de plus de 60 migrants partis de Gambie.¹⁰ De nombreux migrants ont également été secourus ou interceptés au cours de cette période au large des côtes mauritanienes : environ 400 migrants en trois semaines rien qu'en octobre, selon l'OIM.¹¹

Le FFU a contracté 77,3 millions d'euros en Mauritanie, dont 38% pour des projets liés à la gouvernance (OS4), suivi de près par le fonds lié à l'emploi (OS1 – 35%). Ce dernier voit des interventions, notamment à travers les programmes SAFIRE ou Promopêche (MR-07 et MR-04), qui visent à soutenir l'accès à l'emploi et la création d'emplois, ainsi qu'une formation technique en mettant l'accent sur des secteurs à fort potentiel, tels que la chaîne de valeur de la pêche et la construction. Dans le même temps, l'accent mis par le FFU sur le premier vise à contribuer à la stratégie du gouvernement visant à prévenir la radicalisation (par exemple, par le biais du programme CORIM, MR-06). La Mauritanie est également considérée comme un partenaire clé pour les actions régionales visant à renforcer la lutte contre les terroristes et les groupes criminels dans la région, notamment à travers des initiatives de soutien au G5 Sahel (telles que le programme PAGS II, REG-20).

¹ Banque mondiale, 'Rapport sur la situation économique en Mauritanie', troisième édition, juin 2020. Accessible [ici](#)

² Ibid.

³ Le Monde, 'Mauritanie : le président nomme un nouveau gouvernement', 10/08/2020. Accessible [ici](#)

⁴ Le Monde Afrique, 'En Mauritanie, l'ancien Président Aziz relâché mais restreint dans ses mouvements', 25/08/2020. Accessible [ici](#).

⁵ ECHO, 'Mauritania Factsheet', Dernière mise à jour le 24/11/2020. Accessible [ici](#).

⁶ UNICEF, 'Mauritania - Highlights', 2021. Accessible [ici](#).

⁷ Ibid.

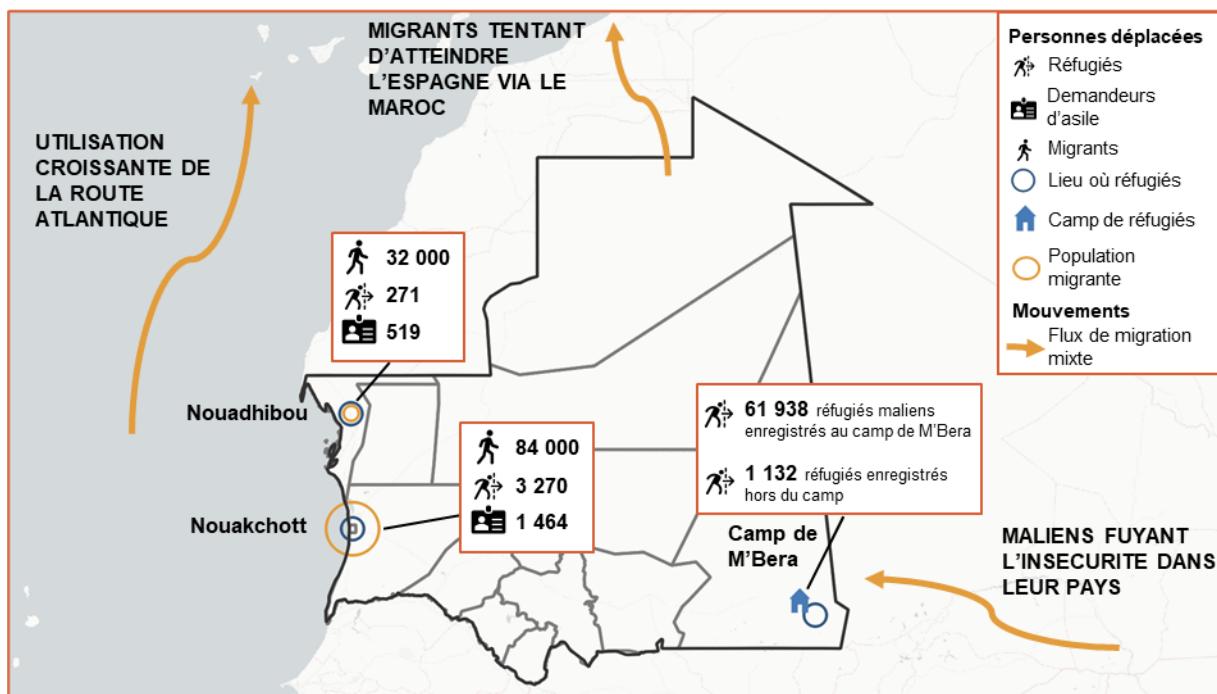
⁸ HCR, 'Carte de la situation en Mauritanie', novembre 2020, consulté [ici](#).

⁹ HCR, 'Rapport de fin d'année 2019', 10/07/2020. Accessible [ici](#).

¹⁰ L'Express, 'Plus de 60 migrants meurent dans le naufrage de leur bateau au large de la Mauritanie', 05/12/2020. Accessible [ici](#).

¹¹ OIM, 'Besoins humanitaires croissants parmi les migrants secourus au large des côtes mauritanienes', 06/11/2020. Accessible [ici](#).

Figure 58: Flux de migration mixtes en Mauritanie, décembre 2020



Renforcer et améliorer l'accès aux formations professionnelles

L'un des principaux défis pour la population mauritanienne d'accéder au marché du travail réside dans les rares opportunités de formation technique et professionnelle disponibles. En effet, le système de formation professionnelle du pays est sous-dimensionné par rapport à la demande qui ne cesse d'augmenter avec l'arrivée d'une population croissante de jeunes sur le marché du travail.¹ En outre, la formation professionnelle en Mauritanie est également souvent critiquée pour sa qualité.

Dans ce contexte, le FFU vise à soutenir et à améliorer l'accès à la formation professionnelle. En 2020, 3 914 personnes ont bénéficié de l'EFTP et/ou du développement des compétences (indicateur 1.4), ce qui représente une augmentation de 45% par rapport à l'année précédente (1 746). Une proportion importante des bénéficiaires de 2020 a été atteinte au cours de S2 2020 (80%) car les centres de formation avaient été fermés au cours des premiers mois de 2020 pour contenir la propagation de la COVID-19. Des mesures de distanciation sociale, telles que l'interdiction de rencontrer plus de six personnes, ont également été mises en œuvre tout au long de l'année, et les IP ont dû adapter leurs activités en conséquence. Dans certains cas, le nombre de participants a été réduit et les participants ont été divisés en petits groupes, ce qui a souvent augmenté la durée de la formation. Certaines formations ont également été menées et enregistrées en ligne, et partagées avec les bénéficiaires via WhatsApp.

La plupart des bénéficiaires 2020 (62%, soit 2 426 personnes) de compétences professionnelles/développement des compétences provenaient du programme SAFIRE (MR-07).² Mis en œuvre par OXFAM³, le CRF⁴ et le Gret⁵, ce programme vise notamment à accroître l'insertion socioprofessionnelle durable et décente, en particulier dans les secteurs économiques à fort potentiel. Les bénéficiaires ont reçu une formation de développement des compétences (54%), une formation technique (EFTP) (24%), et pour 14%, une formation comprenant à la fois le développement des compétences et l'EFTP. Dans les cas où le secteur a été spécifié, les formations ont principalement

¹ UNESCO, 'La formation professionnelle – Analyse de la mise en œuvre des réformes – Mauritanie', 2018. Accessible [ici](#).

² Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie.

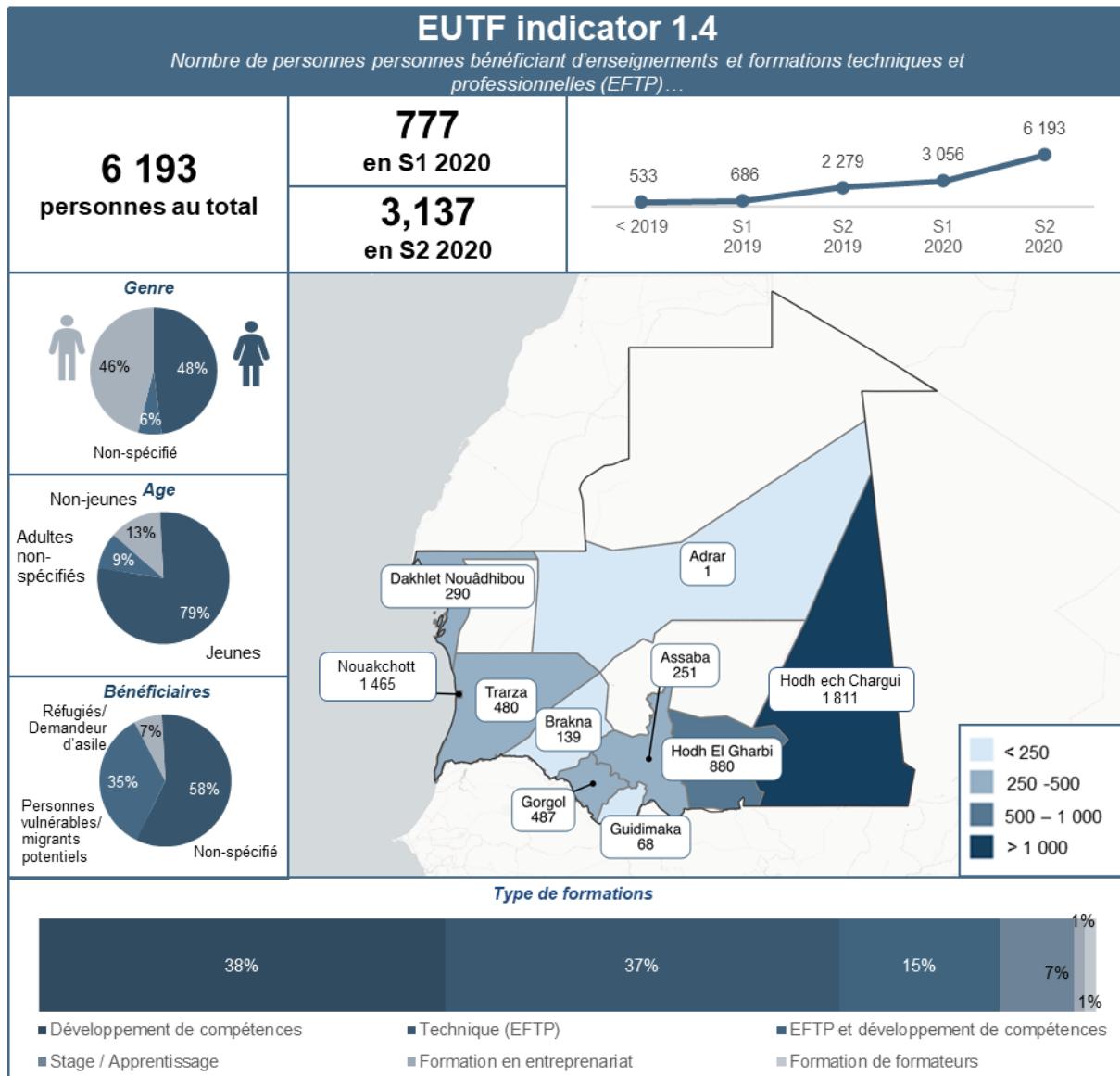
³ Oxford Committee for Famine Relief (OXFAM)

⁴ Croix Rouge Française (CRF)

⁵ Groupe de recherche et d'échange technologique (Gret)

porté sur l'agriculture (24%) car il représente un secteur économique clé en Mauritanie où les possibilités de formation professionnelle font défaut.¹ Le programme a également aidé 126 jeunes, dont 69% de femmes, à trouver un stage, principalement dans le textile et l'habillement (38%) et la construction (16%), qui sont deux autres secteurs clés de l'économie mauritanienne.

Figure 59: Indicateur 1.4 du FFU en Mauritanie, décembre 2020²



PECOBAT (MR-01),³ un programme mis en œuvre par l'Organisation internationale du travail (OIT) dans les wilayas de Brakna, Gorgol et Guidimakha, a également fourni un soutien dans le secteur de la construction. En 2020, le programme a fourni à 249 bénéficiaires, tous des jeunes et dont 41% de femmes,⁴ des formations professionnelles et techniques, toutes dans le secteur de la construction (indicateur 1.4). Le programme favorise les chantiers-écoles c'est-à-dire des écoles avec une composante pratique importante, comme alternative aux formations professionnelles

¹ Les autres catégories étaient 'non-spécifiées' (14%) et 'autres' (58%).

² 321 bénéficiaires non indiqués sur la carte en raison d'un emplacement non spécifié au premier niveau administratif.

³ Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME par le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisante dans les chantiers écoles construction

⁴ 52 autres personnes ont été formées en soudure et à la couture pour soutenir la réponse à la pandémie de COVID-19, ce qui porte le nombre total de personnes formées à 301.

traditionnelles jugées trop théoriques et insuffisantes pour répondre aux besoins des entreprises.¹ Avec un cycle relativement court (sept mois), la formation est accessible aux jeunes qui ont quitté prématurément le système éducatif et/ou qui n'ont pas accès à des possibilités de formation professionnelle formelle car elle n'exige pas un niveau d'éducation minimum.

L'accès à la formation professionnelle et aux opportunités économiques pourrait également être un moyen de prévenir la radicalisation, en particulier chez les jeunes. En effet, les difficultés d'accès aux possibilités économiques et à l'emploi peuvent constituer une source de frustration et un moteur de recrutement par les groupes extrémistes.² Le programme CORIM (MR-06),³ mis en œuvre par Expertise France, propose une formation professionnelle aux anciens détenus, partisans d'une idéologie violente et à leurs familles. L'accès à l'insertion professionnelle leur permet de développer un projet de vie qui contribuera à leur réinsertion économique et sociale durable. En 2020, 561 jeunes ont reçu une formation professionnelle (indicateur 1.4), dont 20% de femmes.⁴ Lorsque le sujet est spécifié, la plupart des formations ont été dispensées en ce qui concerne les services aux MPME (17%), à la construction (6%), au textile et à l'habillement (5%), ainsi qu'au transport et à la logistique (3%).⁵

Fournir une assistance en matière de sécurité alimentaire et de nutrition pour atténuer l'impact du changement climatique et de l'augmentation des sécheresses

En Mauritanie, 588 080 personnes étaient confrontées à des crises (Phase 3) ou à des niveaux pires d'insécurité alimentaire aiguë (phases 4 et 5) entre septembre et décembre 2020.⁶ En outre, on estime que 35 000 enfants sont confrontés à la malnutrition aiguë sévère en 2020.⁷ La sécurité alimentaire et la malnutrition en Mauritanie sont principalement dues à des sécheresses récurrentes qui affectent négativement les terres et les cultures. De graves déficits pluviométriques ainsi que des pluies retardées et des périodes de sécheresse ont affecté la majeure partie du pays en 2020, en particulier les régions de l'ouest, qui ont connu à la fois des déficits de pâturages et / ou de récoltes.⁸

Dans ce contexte, les programmes financés par le FFU en Mauritanie visent à fournir une assistance en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sur la base d'une approche à deux volets. Alors que la malnutrition est principalement traitée par des secours rapides, une approche axée sur le développement est mise en œuvre pour relever les défis interdépendants liés à l'insécurité alimentaire.

En 2020, 40 332 bénéficiaires ont bénéficié d'une aide nutritionnelle (indicateur 2.3), soit 93% des bénéficiaires depuis le début des activités financées par le FFU. Toute l'aide a été fournie dans le cadre du programme SAFIRE (MR-07) dans la *wilaya* de Hodh ech Chargui, dans le sud du pays et où les taux de malnutrition sont parmi les plus élevés.⁹ Le soutien s'est appuyé sur deux composantes principales : le dépistage de la malnutrition (97%) et les fournitures nutritionnelles (3%). En 2020, 39 187 femmes enceintes et allaitantes ont subi un dépistage de la malnutrition. Le programme a également contribué à la mise en place de points de vente de farine enrichie dans les différents domaines d'intervention. Composée de vitamines et de minéraux clés, la farine enrichie est essentielle à la croissance des enfants, et les points de vente permettent aux ménages d'avoir facilement accès à ce produit. En 2020, 1145 femmes ont reçu de la farine enrichie dans les points de vente. La plupart des résultats de l'aide nutritionnelle ont été signalés au T3 2020, car les restrictions liées à la COVID-19 ont été assouplies à partir de juillet 2020. Cela a notamment permis au programme

¹ IRAM, 'Évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du projet PECOBAT (Projet Éco-construction Bâtiment)', 09/03/2021.

² PNUD, 'Journey to extremism in Africa: Drivers, incentives and the tipping point for recruitment', 2017. Accessible [ici](#).

³ Phase II du Projet d'appui à la prévention de la radicalisation violente en république Islamique de Mauritanie - CORIM

⁴ Le genre n'était pas précisé pour 345 bénéficiaires.

⁵ Les autres catégories étaient 'non-spécifiés' (61%) et 'autre' (8%).

⁶ Humanitarian Data, 'Food Security Data in West & Central Africa: Cadre Harmonisé (CH) and Integrated Food Security Phase Classification (IPC) data', consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

⁷ UNICEF, 'Action humanitaire pour les enfants – Appel de la Mauritanie 2021', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁸ FAO, 'Early Warning Early Action Report on Food Security and Agriculture', janvier 2020. Accessible [ici](#).

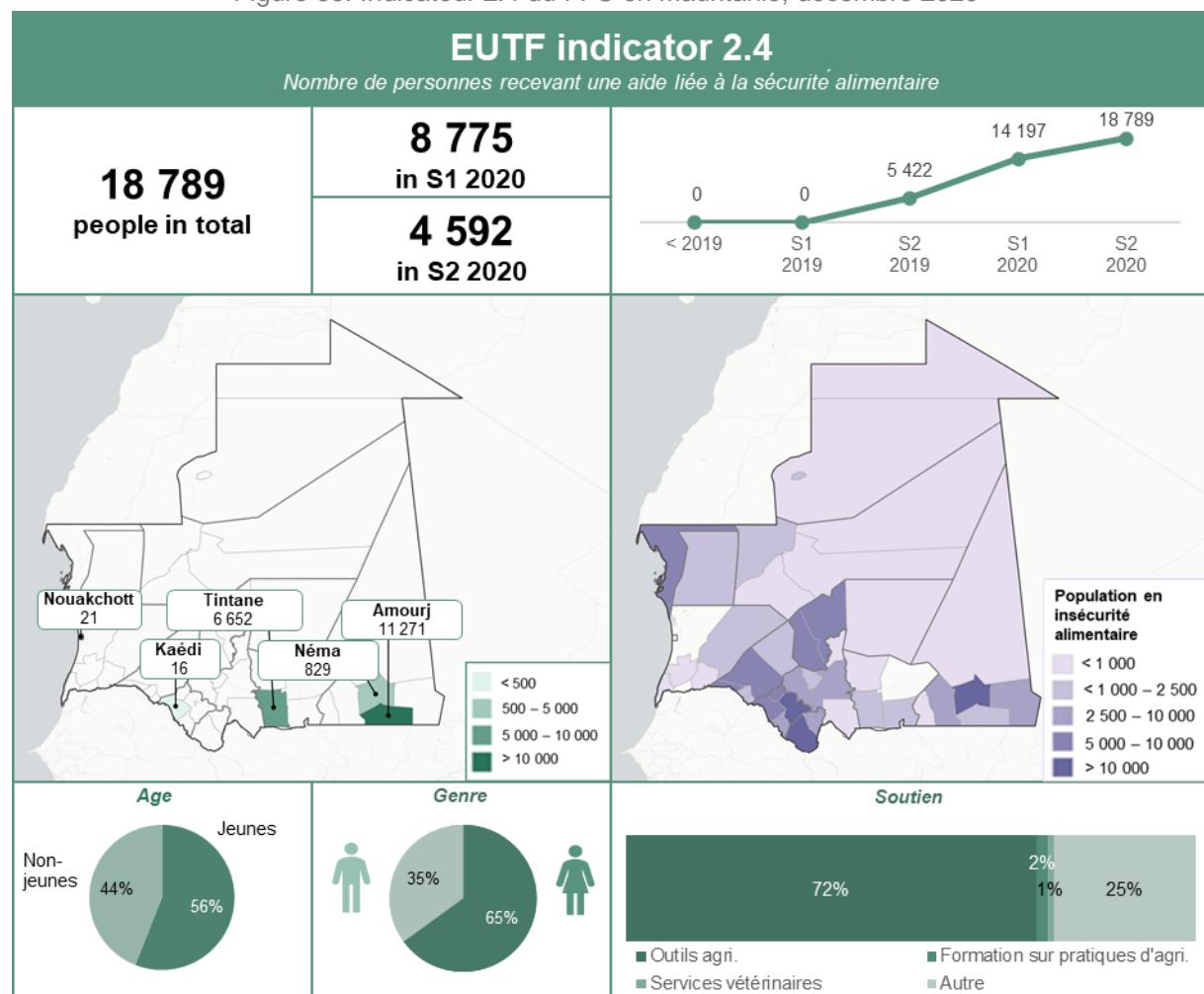
⁹ UNICEF, 'Fiche d'information Mauritanie', juillet 2019. Accessible [ici](#).

de mener un dépistage nutritionnel de masse pendant la période de soudure (35 046 femmes au 3e trimestre 2020).

L'assistance nutritionnelle fournie par le programme financé par le FFU en Mauritanie est complétée par un soutien en matière de sécurité alimentaire, qui vise notamment à aider les agriculteurs et les agropastoralistes à développer leurs activités. Plus de la moitié de la population mauritanienne dépend de l'agriculture et de l'élevage pour se nourrir et obtenir des revenus, qui sont affectés négativement par le changement climatique et les événements climatiques irréguliers associés, tels que le temps sec et les précipitations irrégulières.¹

Une assistance en matière de sécurité a été fournie à 13 367 personnes en 2020 (indicateur 2.4), (71% de l'ensemble des résultats au niveau de cet indicateur), le tout par le programme SAFIRE et dans les wilayas de Hodh ech Chargui et Hodh El Gharbi, ainsi que Gorgol et Nouakchott dans une moindre mesure. Le soutien consistait principalement en la fourniture d'intrants et/ou d'outils agricoles (60%), en particulier des semences améliorées, qui sont plus adaptées au changement climatique. En outre, 36% des bénéficiaires, tous agropastoralistes, ont reçu un soutien financier pour le développement de projets innovants dans le secteur agricole, ce qui leur permettrait de diversifier leurs activités et d'atténuer l'impact du changement climatique.

Figure 60: Indicateur 2.4 du FFU en Mauritanie, décembre 2020



¹ ECHO, 'Vue d'ensemble de la Mauritanie', 24/11/2020. Accessible [ici](#).

Comme les femmes et les jeunes sont particulièrement vulnérables à la nutrition et à l'insécurité alimentaire, le soutien fourni par SAFIRE a principalement ciblé ces deux groupes vulnérables.¹ Respectivement, 77% et 61% des 13 367 bénéficiaires de l'aide à la sécurité alimentaire en 2020 étaient des femmes et des jeunes. En outre, les 40 332 bénéficiaires de l'aide nutritionnelle en 2020 étaient des femmes.

Soutenir la prévention de la radicalisation dans une région où la violence et l'insécurité augmentent

Avec une dernière attaque terroriste signalée en 2011, la Mauritanie apparaît comme une exception dans la région SLC alors que ses pays voisins sont confrontés à une violence et à une insécurité croissantes. Bien que la Mauritanie ait été le premier pays du Sahel à connaître des attaques terroristes en 2005, le pays a pu éviter que ces événements tragiques ne se produisent sur son sol au cours des dix dernières années. Plusieurs analystes expliquent que cela est dû à la stratégie multidimensionnelle du gouvernement mauritanien, qui combine des mesures préventives et répressives, et prend en considération des facteurs qui peuvent contribuer directement ou indirectement au terrorisme tels que la radicalisation, le trafic de drogue et d'armes.² Elle a été adoptée à la suite d'une série d'attaques, notamment celle qui s'est produite en 2008 à Tourine, au nord du désert mauritanien, au cours de laquelle 12 soldats ont été enlevés et tués par AQMI.³

La stratégie comporte une forte composante sociale préventive, qui repose sur la participation des communautés, en particulier celles situées dans des zones reculées du désert. Le gouvernement a notamment créé des villes dans ces zones pour regrouper la population et lui donner accès aux services de base.⁴ En outre, un dialogue avec les extrémistes a été initié par l'intermédiaire d'imams et d'ulémas qui se sont rendus dans les prisons pour parler aux prisonniers et les convaincre de renoncer à leurs idéologies radicales. Ces chefs religieux ont également contribué à sensibiliser la population à l'appui et aux possibilités de collaboration avec les forces armées dans la lutte contre l'extrémisme.

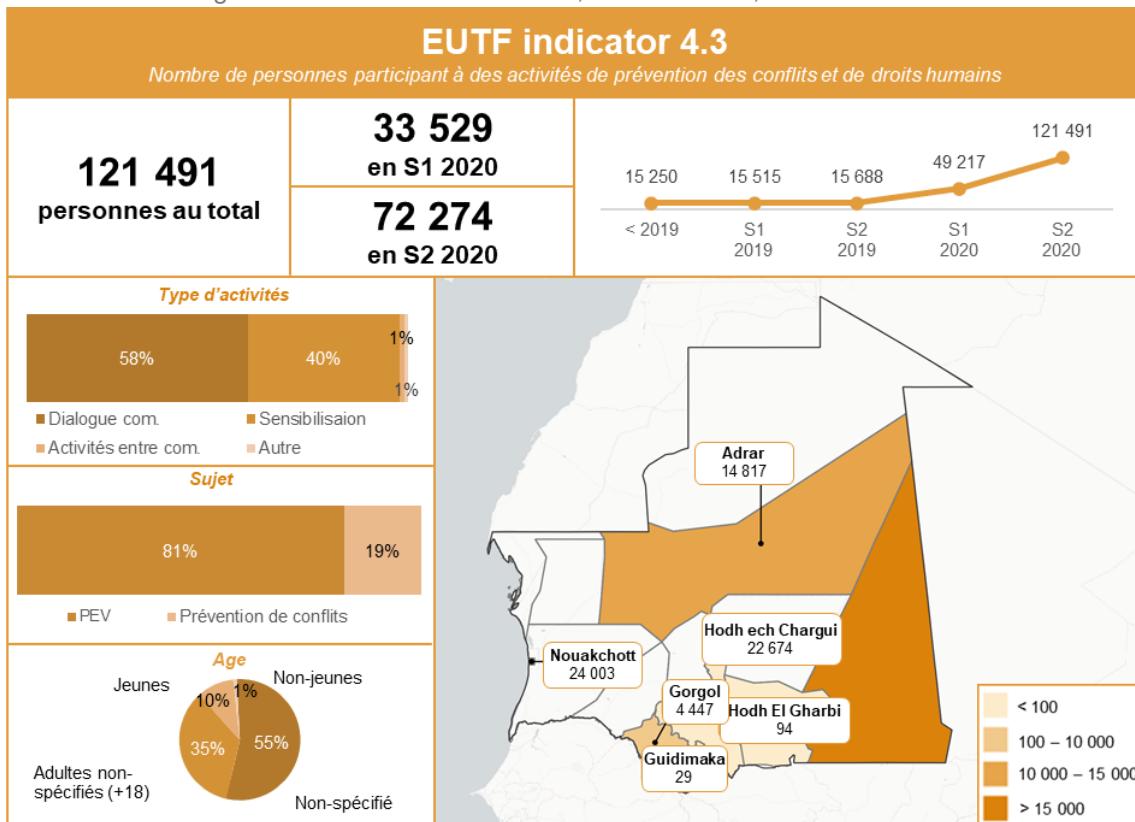
¹ PAM, 'Plan stratégique de pays – Mauritanie (2019-2022)', Novembre 2018. Accessible [ici](#).

² Hassane Koné, 'Comment la Mauritanie échappe-t-elle aux attentats terroristes ?', ISS Afrique, 06/12/2019. Accessible [ici](#).

³ Anouar Boukars, 'Contre le terrorisme en Mauritanie', Centre d'études stratégique de l'Afrique, 25/06/2020. Accessible [ici](#).

⁴ Ibid.

Figure 61: Indicateur 4.3 du FFU, en Mauritanie, décembre 2020¹



Pour compléter ces efforts, les programmes financés par le FFU ont touché 105 803 personnes dans le cadre d'activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme (indicateur 4.3) en 2020, soit 87% du total des bénéficiaires de cet indicateur. La plupart des bénéficiaires ont été atteints en S2 (72 274) en raison des mesures préventives liées à la COVID-19 qui ont freiné les rassemblements et les mouvements sociaux au cours des premiers mois de l'année. Les activités en 2020 se sont principalement concentrées sur PEV (93%) et la prévention des conflits et la consolidation de la paix (7%) : elles ont été menées principalement dans le cadre d'un dialogue communautaire (52%) et la sensibilisation (46%).²

Toutes les activités axées sur la PVE ont été mis en œuvre par le programme CORIM (MR-06) qui vise à soutenir la prévention de la radicalisation en Mauritanie.³ CORIM a notamment contribué au développement d'un discours alternatif aux récits violents en collaboration avec diverses parties prenantes dont imams et ulémas. Son discours alternatif a été diffusé par divers moyens, y compris lors de prédications et à la radio avec des conférences-débats, et a atteint un total de 96 629 personnes en 2020. Au-delà de cette composante, 12 points focaux Imams répartis dans six domaines d'intervention (les quatre districts de Nouakchott, Atar et Kaédi) contribuent à l'identification des personnes vulnérables et soutiennent une dizaine de personnes chacun. L'identification est effectuée à la fin des discussions et des débats qui suivent les prédications quotidiennes, ou par la famille proche. Après identification, les points focaux Imams soutiennent les bénéficiaires à travers un dialogue informel et régulier visant à déconstruire le discours violent. Alors que 589 personnes ont bénéficié de ce soutien personnalisé et individuel au cours du premier semestre 2020, il y a eu 120 bénéficiaires par mois au cours du second, soit un total de 1 309 personnes aidées en 2020, tous des jeunes.

L'approche du gouvernement mauritanien en matière de lutte contre le terrorisme repose également sur une composante sécuritaire et militaire. À la suite de l'attaque contre les soldats

¹ 55 397 bénéficiaires ne figurent pas sur la carte en raison d'un emplacement non spécifié au premier niveau administratif.

² Les autres catégories sont : les groupes ou activités intercommunautaires (1%) et autres (1%).

³ Phase II du Projet d'appui à la prévention de la radicalisation violente en république Islamique de Mauritanie - CORIM

mauritaniens qui a eu lieu en 2011, le gouvernement a lancé un important processus de modernisation de l'armée qui s'est traduit, entre autres, par une augmentation significative du budget militaire, multiplié par quatre entre 2008 et 2018. Le gouvernement a investi dans l'amélioration de la formation militaire professionnelle, a acheté des équipements plus récents et adaptés et a amélioré les conditions de vie des forces de sécurité, notamment en augmentant leur prime financière.¹ En outre, elle a créé huit unités mobiles flexibles dédiées à la surveillance des frontières (Groupements spéciaux d'intervention).²

Les programmes financés par le FFU ont contribué à ces efforts en fournissant 1 379 équipements pour renforcer la gouvernance en 2020 (indicateur 4.1 bis, 98% des réalisations totales). La plupart de ces équipements ont profité aux forces de sécurité nationales (87%) et ont été fournis dans le cadre du programme GAR-SI (REG-04).³ Ce programme régional, mis en œuvre par la FIIAPP,⁴ vise à accroître la capacité opérationnelle des forces de sécurité nationales par la mise en place d'unités GAR-SI, flexibles, mobiles, autosuffisantes et multidisciplinaires de police. En Mauritanie, deux unités GAR-SI ont été créées, à Akjoujt et Aioun. En 2020, ils ont reçu 1 203 pièces d'équipement, y compris de l'équipement technique (76%), de l'équipement de IT (21%) et les véhicules (3%).

6.7.2. LA MAURITANIE ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉALISATION DU FFU

Tableau 17 pour la Mauritanie, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	46	325	850	1 038	2 258
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	18	119	346	483
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5 160	7 678	597	3 608	17 043
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	533	1 747	777	3 136	6 193
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	0	2	0	2
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	4	11	26	21	62
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	404	204	334	0	942
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	3 098	4 141	36 191	43 430
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	0	5 422	8 775	4 592	18 789
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	8	12	0	14	34
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	87 260	210 851	87 988	386 099
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	170	0	14	184
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	0	2 100	0	2 100
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1	826	818	785	2 430
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	6 558	14 138	331	1 221	22 248
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	910	2 525	104	270	3 809
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	11	12	6	2	31
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	10	7	0	0	17
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	15	76	43	1	135
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	65	773	0	50	888
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	3	0	0	3
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	13	30	3	4	50
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	2	2	0	0	4
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	31	0	710	669	1 410
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	223	339	414	558	1 534
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	15 250	438	33 529	72 274	121 491
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	39	10	2	15	66
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	26	100	22	148
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	13	6	3	266	288
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	5	32	11	21	69
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	9	0	1	0	10
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	4 095	31 112	35 207
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	4 214	2 448	6 662
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	33	62	95

¹ Anouar Boukars, 'Contrer le terrorisme en Mauritanie', Centre d'études stratégique de l'Afrique, 25/06/2020. Accessible [ici](#).

² Ibid.

³ Groupes d'Actions Rapides de Surveillance et Intervention au Sahel

⁴ Fundación internacional y para Iberoamérica de administración y políticas públicas (FIIAPP)

6.7.3. PROJETS DU FFU EN MAURITANIE

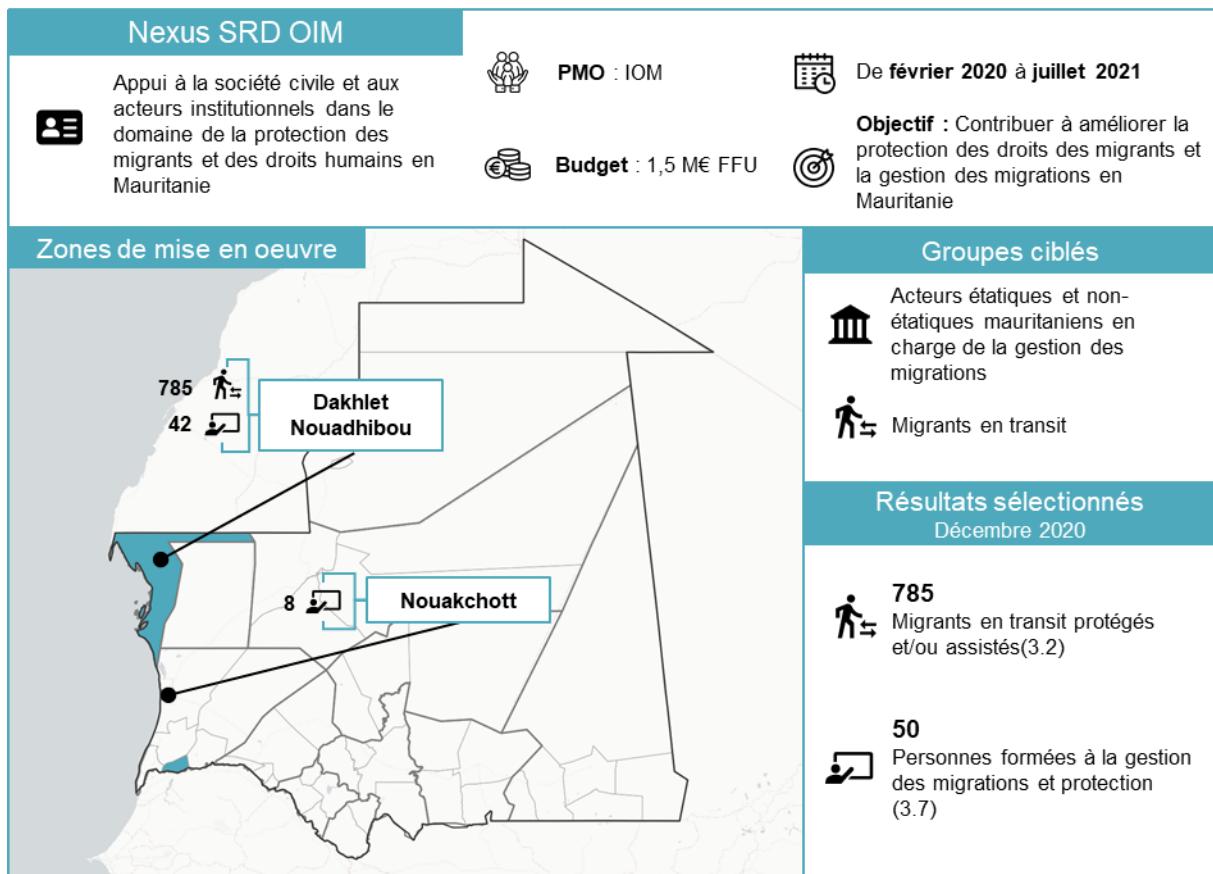
Tableau 18: Projets du FFU, Mauritanie, avril 2021¹

Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
Projet PECOBAT : Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME par le développement du sous-secteur du BTP	T05-EUTF-SAH-MR-01-01	Projet PECOBAT : Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME par le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la Formation Professionnalisation dans les chantiers écoles construction (PECOBAT)	OIT	3 200 000 €
Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite	T05-EUTF-SAH-MR-02-01	Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger les enfants migrants contre l'exploitation et la traite (AFIA Save the Children)	Save the Children	3 000 000 € (Terminé)
Contribuer au renforcement de la gouvernance et de la gestion des migrations et des frontières, et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants en Mauritanie	T05-EUTF-SAH-MR-03-01	IOM – Renforcement de la gestion des migrations et des frontières, et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants (EU-IOM JI Mauritanie)	OIM	8 000 000 €
Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale	T05-EUTF-SAH-MR-04-01	GIZ – Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale (Promopêche GIZ)	GIZ	2 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-MR-04-02	OIT – Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale (Promopêche ILO)	OIT	12 000 000 €
Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie	T05-EUTF-SAH-MR-05-01	AECID – Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie (Promopêche AECID)	AECID	10 000 000 €
Résilience pour la cohésion sociale et culturelle en République Islamique de Mauritanie	T05-EUTF-SAH-MR-06-02	Phase de mise en œuvre du projet d'appui à la prévention de la radicalisation en Mauritanie (CORIM)	Expertise France	5 578 754 €
Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie	T05-FT-SAH-MR-07-01	Résilience Communautaire et Institutionnelle pour l'Insertion Économique et Sociale des jeunes et des femmes à Nouakchott, au Hodh El Chargui et Hodh El Gharbi, en Mauritanie (SAFIRE Oxfam)	OXFAM	4 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-MR-07-02	Renforcer les populations vulnérables par l'insertion professionnelle, le développement agropastoral et para-agricole et l'amélioration à la résilience face à l'insécurité alimentaire et au changement climatique (SAFIRE CRF)	CRF	3 000 000 €
	T05-FT-SAH-MR-07-03	Projet d'appui à l'inclusion économique et sociale pour la stabilité et l'emploi des jeunes en Mauritanie (SAFIRE Gret)	Gret	3 000 000 €
L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie	T05-EUTF-SAH-MR-08-01	Appui budgétaire « L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie » (Nexus SRD Appui Budgétaire)	Gvt. Mauritanie	20 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-MR-08-03	OIM Mauritanie – Appui à la société civile et aux acteurs institutionnels dans le domaine de la protection des migrants et des droits humains en Mauritanie (Nexus SRD IOM)	OIM	1 500 000 €
	T05-EUTF-SAH-MR-08-04	Appui stratégique dans le domaine de la sécurité et notamment de la sécurité maritime (Nexus SRD Sécurité maritime)	FIIAPP	2 000 000 € (phase de démarrage)

¹ Dans ce tableau, les projets apparaissent en gris lorsqu'ils sont terminés et en jaune lorsqu'ils sont en phase de démarrage.

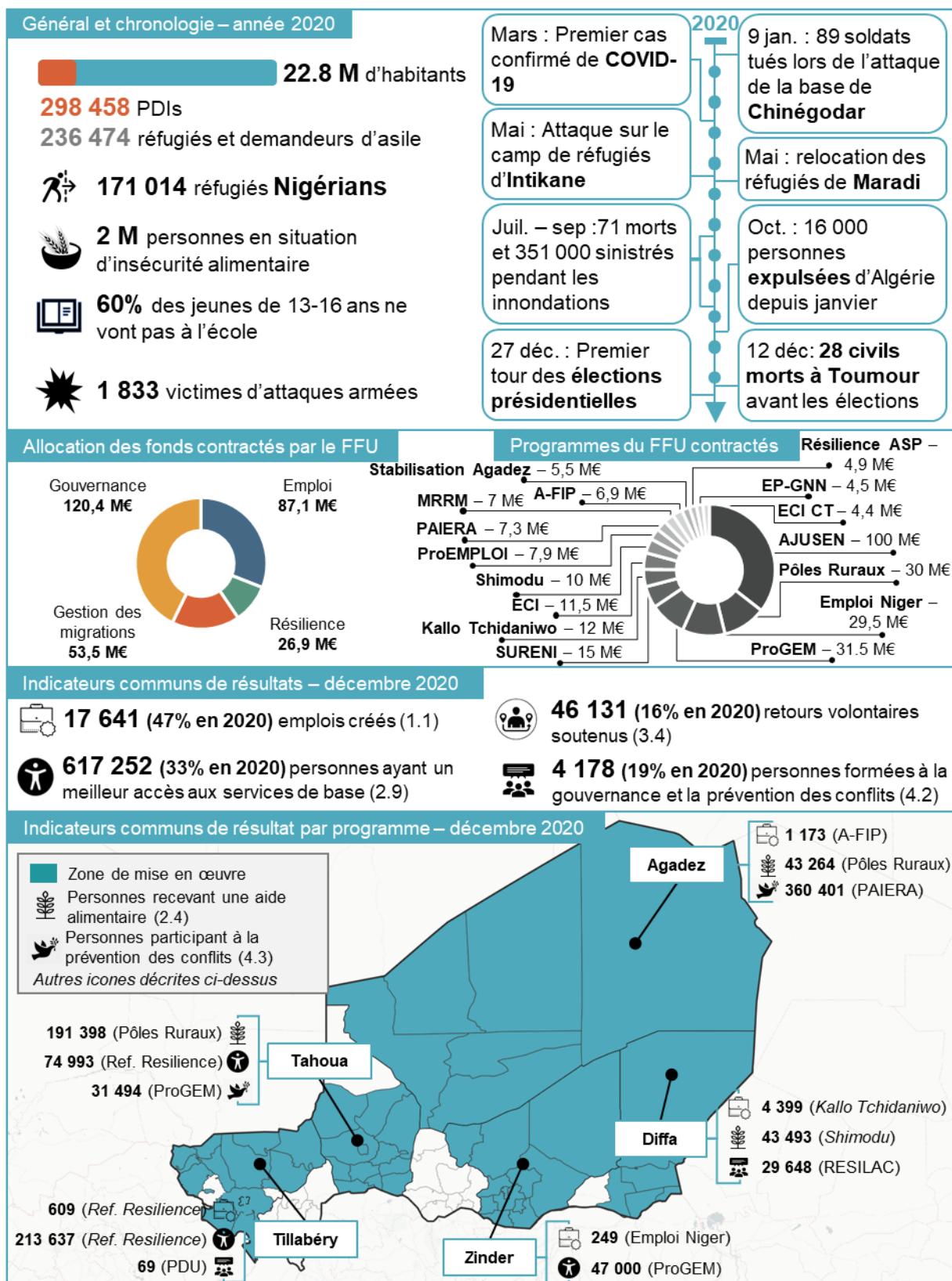
6.7.4. PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS EN S2 2020

Figure 62: Nexus SRD IOM (MR-08-03)



6.8. NIGER

Figure 63: Niger – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020



6.8.1. LE NIGER ET LE FFU EN 2020

En 2020, le Niger a été fortement touché par la détérioration de la situation sécuritaire, les groupes armés non étatiques ayant continué de mener des attaques meurtrières et les forces de sécurité nationales ayant intensifié leurs opérations antiterroristes. Près de trois fois plus de personnes ont été tuées (1 833) dans des attaques armées qu'en 2019 (719).¹ La plupart des violences se sont produites dans les régions frontalières du Liptako-Gourma (Tahoua et Tillabéry) et à Diffa, où des groupes armés non étatiques ont pris pour cible les forces armées et les civils lors d'attaques meurtrières et d'enlèvements. Dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme, les forces de sécurité auraient commis des exactions contre des civils. En septembre, alors qu'elle enquêtait sur la disparition de 102 citoyens à la suite d'une opération de l'armée à Tillabéry en mars, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme a découvert 71 corps dans une fosse commune.²

Les inondations et les sécheresses, qui se produisent chaque année pendant la saison des pluies (juillet à septembre), ont eu un impact supplémentaire sur la résilience de la population aux chocs extérieurs et à l'insécurité. En 2020, les inondations ont fait 71 morts et touché près de 351 000 personnes, soit près de trois fois plus qu'en 2019.^{3,4} Les événements climatiques ont intensifié une situation déjà instable au Niger et aggravé les besoins humanitaires de la population : en 2021, 2 millions de personnes devraient avoir besoin d'une aide en matière de sécurité alimentaire.⁵

Tout au long de l'année, le Niger est resté un pays de transit majeur pour les migrants qui cherchent à aller vers la Libye ou l'Algérie et parfois vers l'Europe, malgré les fermetures de frontières liées à la pandémie de COVID-19. En septembre, le gouvernement a adopté une politique nationale sur la migration pour 2020-2035 afin de gérer ces mouvements migratoires. Cette politique vise à mettre l'accent sur les avantages économiques de la migration, à renforcer la protection des migrants et des communautés d'accueil et à améliorer la gestion des flux migratoires.⁶

Des élections présidentielles ont eu lieu à la fin de l'année et l'ancien ministre de l'Intérieur, Mohamed Bazoum, a été élu en février 2021 dans ce qui marque la première transition démocratique du pouvoir depuis l'indépendance du pays.⁷

Le FFU a contracté 281,4 millions d'euros au Niger, principalement pour des programmes liés à la gouvernance et à la sécurité (OS4), qui représentent 43% du financement (120,4 millions d'euros). Alors que le soutien aux forces de sécurité (AJUSEN, NE-06), aux opérations de lutte contre la traite des êtres humains (ICE, NE-05), au système judiciaire et à la gestion des frontières (AJUSEN) est en cours depuis le début du FFU, de nouveaux programmes ont récemment été signés pour renforcer les opérations antiterroristes (ECI terrorisme, NE-15 et EP-GNN,⁸ NE-16).

Le FFU a également accru son soutien au renforcement des opportunités économiques, qui représentent désormais 31% du budget du pays (contre 19% à la fin de 2019). Dans ce domaine, de nouveaux programmes ont récemment commencé à mettre en œuvre des activités, y compris des activités économiques sensibles au climat comme alternative à l'émigration pour les jeunes Nigériens (*Emploi Niger*, NE-11), et un soutien à l'EFTP et aux MPME pour la résilience socio-économique des populations à Tillabéry (ProEMPLOI, NE-13). 17% du budget du FFU au Niger soutient la gestion des migrations localement (ProGEM, NE-02) et au niveau national (JI UE-OIM, NE-01 et NE-07). Enfin, 9% du budget est consacré à des activités de renforcement de la résilience (OS2) principalement pour les

¹ ACLED, 'Tableau de bord du projet de localisation et de données d'événement des conflits armés', consulté en mars 2020. Accessible [ici](#).

² BBC, 'Charniers au Niger : l'armée accusée d'avoir exécuté plus de 70 civils', septembre 2020. Accessible [ici](#).

³ Le Monde, 'Tout a fini par tomber, même les murs : le Niger face aux pires inondations de son histoire', septembre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ VOA Afrique, '57 morts et 130 000 sinistrés dans des inondations depuis juin', septembre 2019. Accessible [ici](#).

⁵ OCHA, 'Aperçu des besoins humanitaires : Niger', janvier 2021. Accessible [ici](#).

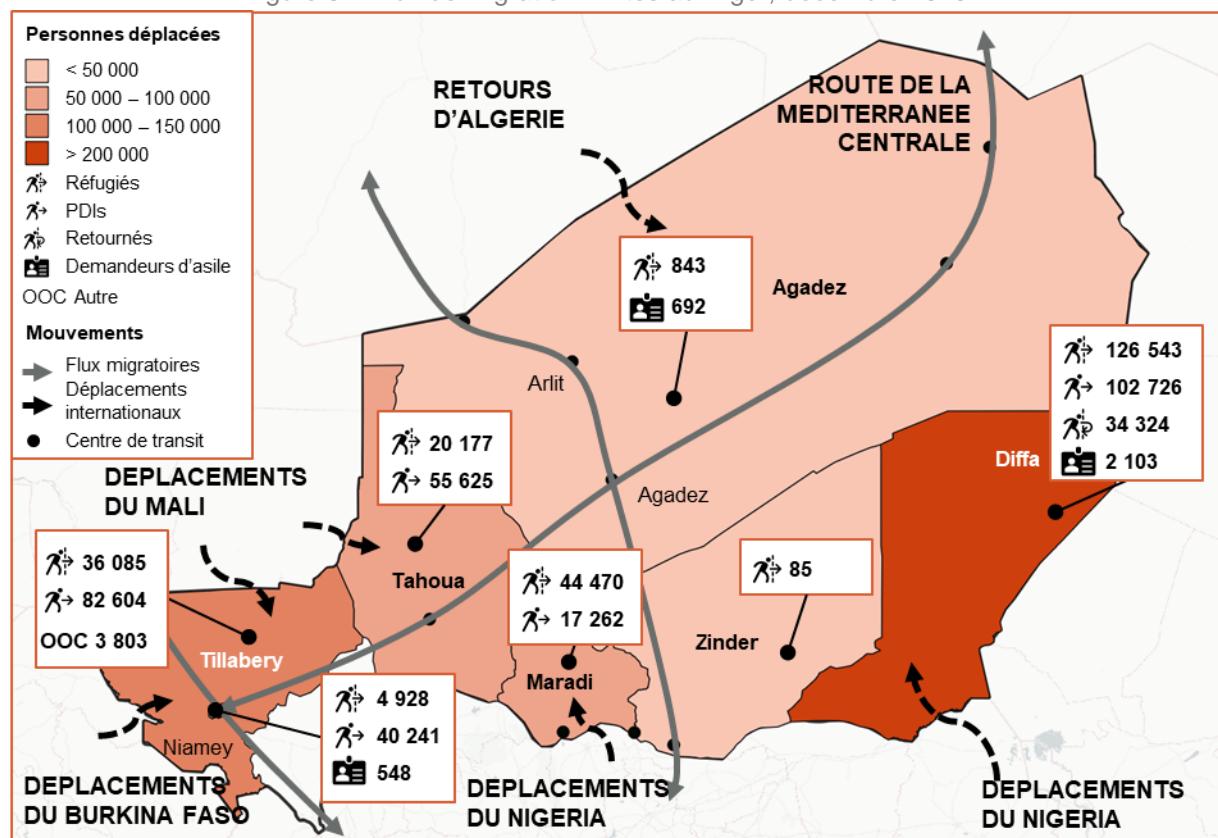
⁶ Gouvernement du Niger, 'Politique nationale de migration', septembre 2020.

⁷ France24, 'Présidentielle au Niger : le peuple a voté dans le calme pour une transition pacifique inédite', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁸ Soutien à la création d'un escadron polyvalent de la Garde Nationale du Niger.

populations déplacées et touchées à Diffa (*Kallo Tchidaniwo*, NE-09 et *Shimodu*, NE-10). Un programme de résilience visant à soutenir la résilience agro-sylvo-pastorale dans les régions occidentales (ASP, NE-14) a également été signé.

Figure 64: Flux de migration mixtes au Niger, décembre 2020



Soutenir un relèvement rapide de la population à travers des activités HIMO

Au Niger, où 29,8% de la population était au chômage ou en situation de sous-emploi en 2017,¹ les programmes HIMO agissent comme un filet de sécurité à court terme pour les populations sans emploi tout en soutenant la construction d'infrastructures et la réhabilitation des terres. L'emploi rémunéré à court terme a un impact immédiat (parfois peu durable) sur les habitudes de dépenses des ménages et aide les gens à mettre de côté certaines ressources, augmentant ainsi les possibilités d'investir dans des AGR à long terme.² Les programmes financés par le FFU visant à construire des infrastructures manquantes et à réhabiliter des hectares de terres ont donc été mis en œuvre à travers des activités HIMO.

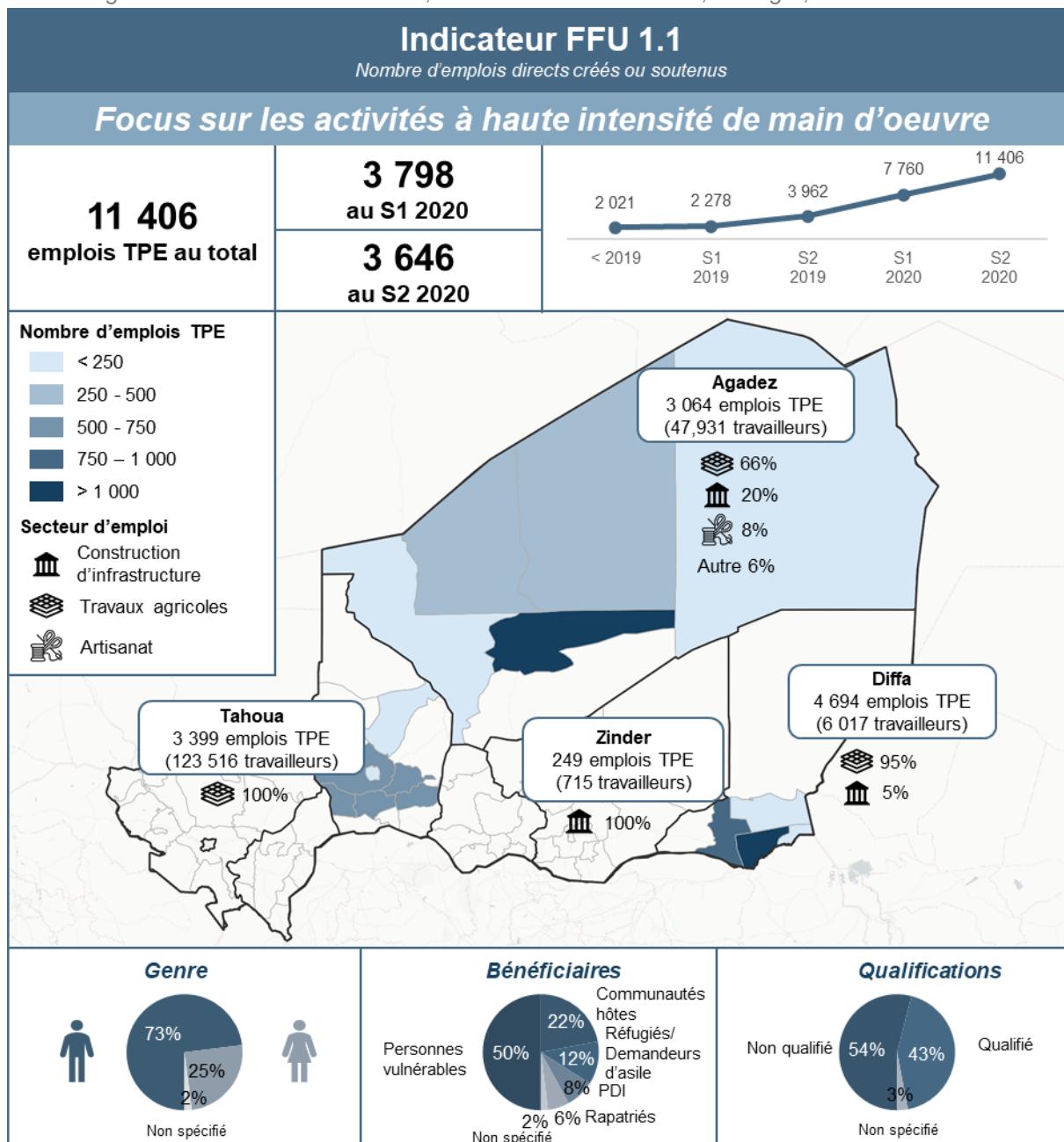
En 2020, les programmes au Niger ont soutenu la création de 8 260 emplois, dont 90% (7 444 emplois TPE) étaient des emplois occasionnels et quotidiens créés grâce aux activités HIMO (indicateur 1.1). La création d'emplois en 2020 a représenté une augmentation de 88% par rapport aux résultats obtenus fin 2019 (9 381 emplois), portant à 17 641 le nombre total d'emplois créés ou soutenus au Niger depuis le début des activités (dont 11 406, soit 65%, étaient des CFW). La majeure partie de l'augmentation en 2020 est due aux programmes Pôles Ruraux (NE-03) et *Kallo Tchidaniwo* (NE-09), qui ont intensifié leurs activités au cours de l'année. Dans l'ensemble, 85 532 personnes en

¹ Institut National de la Statistique du Niger, 'Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel - Rapport de Synthèse', 2017. Accessible [ici](#).

² AFD, 'Étude de capitalisation : Impact et mise en œuvre de programmes à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) en Afrique subsaharienne', 2017. Accessible [ici](#).

2020, dont 41% étaient des femmes (178 179 bénéficiaires depuis le début des activités), ont bénéficié des activités HIMO.

Figure 65: Indicateur 1.1 du FFU, soutien « cash-for-work », au Niger, décembre 2020¹



Mis en œuvre à Tahoua et Agadez, le programme agricole Pôles Ruraux (NE-03)² est le principal contributeur à la création d'emplois au Niger (31% de l'ensemble des emplois créés ou soutenus depuis le début des activités) et représente 43% de l'ensemble des emplois créés ou soutenus en 2020 (3 551 emplois TPE). En 2020, le programme a employé 79 700 personnes dans le cadre d'activités HIMO pour réhabiliter leurs propres terres. Le programme s'efforce d'impliquer l'ensemble des ménages dans les travaux de réhabilitation ce qui, contrairement à d'autres activités à forte intensité de main-d'œuvre, lui ont permis d'atteindre les femmes. Dans les zones rurales du Niger, 36% des femmes sont sous-employées (contre 28% des hommes), ce qui les rend plus vulnérables aux chocs.

¹ 3 emplois ne sont pas indiqués sur la carte en raison d'un emplacement non spécifié au deuxième niveau administratif.

² Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et d'Agadez.

En 2020, 31 353 (ou 39%) des bénéficiaires HIMO du programme Pôles Ruraux étaient des femmes, représentant 1 440 emplois TPE. **Les activités HIMO ont également permis au programme Pôle Ruraux de sensibiliser la population aux mesures sanitaires nécessaires pour éviter la contagion au COVID-19.** Alors que le Niger a été relativement épargné par la pandémie (3 323 cas enregistrés fin 2020), une augmentation des cas en décembre a indiqué que le virus circulait toujours dans le pays. La plupart des bénéficiaires des activités HIMO ont été sensibilisés à la distanciation sociale et à la désinfection du matériel. En 2020, 76 435 personnes ont été touchées par des campagnes de sensibilisation spécifiques à la COVID-19 à travers le programme Pôles Ruraux (indicateur 2.7).

En 2020, 44% de tous les emplois créés ou soutenus étaient situés dans la région de Diffa et tous étaient des emplois HIMO (3 641 emplois TPE). Diffa, à la frontière avec le Nigéria, accueille des réfugiés nigérians fuyant la violence dans les États de BAY¹ depuis 2013. En décembre 2020, 126 543 des 265 696 personnes déplacées à Diffa étaient des réfugiés nigérians.² Dans ce contexte, les programmes *Kallo Tchidaniwo* (NE-09)³ et *Shimodu* (NE-10)⁴ ont mis en œuvre des activités HIMO pour construire des logements sociaux et soutenir la fourniture de services de base aux communautés touchées par le déplacement. Les programmes ont employé respectivement 4 638 et 473 personnes dans leurs activités de construction, créant respectivement 3 433 et 45 emplois TPE en 2020. 32% des bénéficiaires de la création d'emplois en 2020 dans la région étaient des réfugiés et des demandeurs d'asile, 32% étaient des membres des communautés d'accueil, 20% étaient des déplacés internes et 13% des rapatriés. Toujours dans la région de Diffa, le programme RESILAC (REG-05)⁵ a créé 162 emplois TPE au 1er trimestre 2020 grâce à des activités HIMO pour la réhabilitation des infrastructures communautaires.

Les programmes financés par le FFU dans la région visaient également à fournir des compétences à leurs travailleurs, afin d'améliorer leurs perspectives économiques futures. Alors que l'insécurité éloigne les populations des terres fertiles à Diffa, réduisant les opportunités d'emploi à long terme, *Kallo Tchidaniwo* a soutenu ses bénéficiaires HIMO en les formant à la construction de maisons sans bois pour leur offrir des opportunités d'emploi futur. Contrairement aux activités plus traditionnelles d'HIMO, au Niger, 58% des bénéficiaires HIMO sont des travailleurs qualifiés (42% en 2020).

Fournir des services de base aux populations déplacées à Diffa

La violence et l'insécurité ont provoqué des déplacements additionnels au Niger en 2020 et le pays a accueilli 573 059 personnes relevant de la compétence du HCR (réfugiés, déplacés internes et demandeurs d'asile) à la fin de l'année 2020.⁶ Depuis les premières attaques sur le sol nigérien en 2015, et leur intensification ces dernières années, la population déplacée à Diffa est devenue de plus en plus mixte. La région accueille désormais des déplacés internes, des réfugiés et des rapatriés, en plus des communautés d'accueil. Les programmes financés par le FFU dans la région visent à fournir des services de base, y compris des services de logement et d'eau, d'assainissement et d'hygiène, aux communautés de la région touchées par le déplacement.

En 2020, 4 365 services ont été fournis au Niger, tous à Diffa (2 638 services en S2 2020, indicateur 2.2). Dans l'ensemble, 91% de la prestation de services depuis le début des activités a eu lieu à Diffa (10 704 sur 11 724). **Le HCR, qui met en œuvre le programme *Kallo Tchidaniwo* (NE-09), soutient l'urbanisation de sept communes à Diffa**, à travers la construction de logements sociaux pour les populations touchées par le déplacement. En décembre 2020, le programme avait

¹ Borno, Adamawa et Yobe (BAY) sont trois Etats nigérians dans le nord-est du pays.

² HCR, 'Niger : personnes relevant de la compétence du HCR', décembre 2020. Accessible [ici](#).

³ Renforcement de la résilience institutionnelle et communautaire dans la région Diffa, Bassin du Lac Tchad, Niger

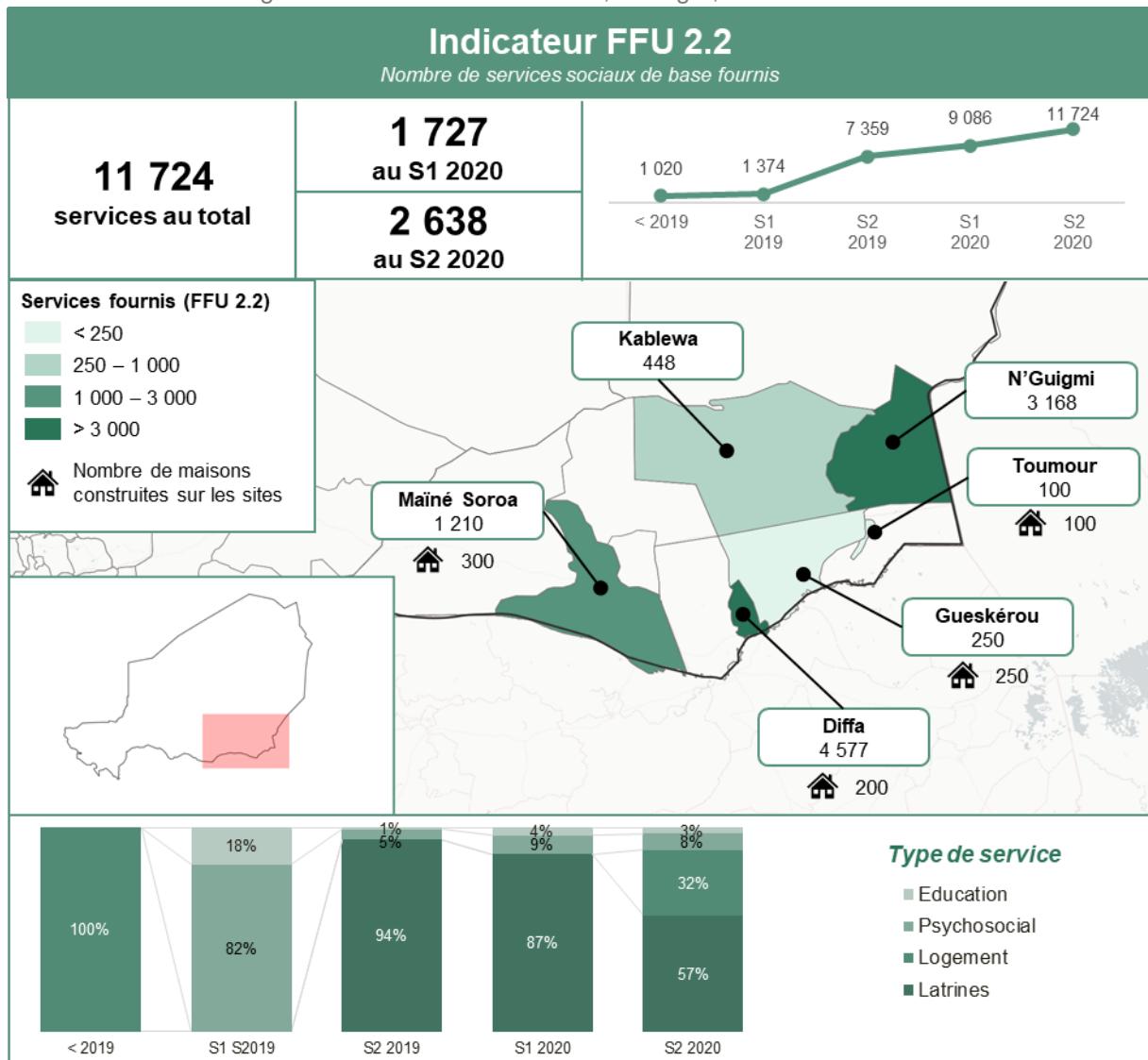
⁴ Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger.

⁵ Redressement Economique et Social Inclusif du Lac Tchad.

⁶ HCR, 'Niger : personnes relevant de la compétence du HCR', décembre 2020. Accessible [ici](#).

construit 1 163 maisons et 850 personnes s'y étaient déjà installées (indicateur 2.2) : 323 réfugiés, 208 rapatriés, 181 déplacés internes et 138 membres de la communauté d'accueil. Les sites d'urbanisation sont également destinés à accueillir des populations moins vulnérables, afin d'assurer la diversité sociale et la cohésion entre les différentes populations de Diffa. À cette fin, une partie des terres sur les sites a été transférée aux autorités locales qui ont vendu des parcelles à des ménages plus aisés. Les populations moins vulnérables (environ 260 ménages) ont déjà commencé à construire sur leurs parcelles, et les communes bénéficient des revenus supplémentaires.

Figure 66: Indicateur 2.2 du FFU, au Niger, décembre 2020¹



La construction de maisons pour les personnes déplacées à Diffa a été compliquée en 2020 par la pandémie de COVID-19 et l'insécurité dans la région. Les maisons sont construites sans bois, pour soutenir la réduction de la déforestation dans la région. Pour des raisons de sécurité, la fabrication des briques a dû être déplacée dans la ville de Diffa, et les briques ont ensuite été transportées de là vers les différentes communes, plutôt que d'être fabriquées sur chaque site d'urbanisation. En outre, la fermeture des frontières et l'inflation qui s'en est suivi dans la région ont rendu les matériaux de construction trop chers pour être achetés sur les marchés locaux. Les différents partenaires ont donc dû acheter des matériaux directement à Niamey, en commandes conjointes.

¹ L'objectif de cette carte est la région de Diffa au Niger où la plupart des services ont eu lieu. 1 020 bénéficiaires à Agadez et 951 dans la région de Diffa ne figurent pas sur la carte en raison d'un emplacement non spécifié au troisième niveau administratif.

Le programme *Shimodu* (NE-10) mis en œuvre par ACTED¹ vise à fournir aux populations divers services dans les maisons nouvellement construites. En 2020, 3 015 des 4 365 services (69%) fournis à Diffa étaient des latrines pour les habitants des sites d'urbanisation, incluant 436 latrines construites par le programme en 2020 (indicateur 2.1 bis). Au total, 8 645 personnes ont bénéficié de 1 246 latrines familiales construites par *Shimodu*. En outre, 258 jeunes ont bénéficié de services éducatifs dans les communes de Diffa et de N'Guigmi depuis le début des activités (indicateur 2.2).

***Kallo Tchidaniwo* et *Shimodu* ont construit des infrastructures sociales pour assurer un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement pour toutes les populations résidant sur les sites et autour.** Grâce à la construction de cinq infrastructures d'approvisionnement en eau (dont deux en S2 2020), *Kallo Tchidaniwo* a amélioré l'accès à l'eau pour 29 648 personnes depuis le début des activités (indicateur 2.9). *Shimodu* a également appuyé la création de trois décharges et construit 11 points d'eau (indicateur 2.1 bis), ce qui a contribué à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour 9 453 personnes au total (indicateur 2.9).

Enfin, également à Diffa, le programme régional RESILAC (REG-05) a fourni une assistance psychosociale à 371 personnes en 2020 (951 depuis le début des activités, 9% des bénéficiaires, indicateur 2.2). Le programme fournit cette assistance aux victimes de Boko Haram en tant que condition préalable à des activités plus larges de cohésion sociale. En effet, l'exposition à la violence et la perte de membres de la famille peuvent avoir des conséquences immédiates et à long terme pour les individus et les communautés, y compris le trouble de stress post-traumatique, la dépression, l'anxiété et la violence, qui sont tous préjudiciables à la reconstruction des structures sociales et de la cohésion.²

Renforcer le secteur agricole pour réduire l'insécurité alimentaire et améliorer les possibilités économiques

Environ 80% de la population nigérienne dépend de l'agriculture pour sa subsistance et son emploi. Les inondations et les sécheresses récurrentes, ainsi que l'insécurité dans les zones frontalières, endommagent les terres arables ou les rendent inaccessibles, ce qui compromet la sécurité alimentaire de la population et réduit ses revenus. Les programmes financés par le FFU visaient à renforcer le secteur agricole par la sécurité alimentaire et des activités génératrices de revenus.

En décembre 2020, 101 005 hectares ont été réhabilités au Niger, dont 13 470 en 2020 (indicateur 2.6). Presque toutes les terres (100 868 ha ou 99,9%) ont été réhabilitées par le programme agricole Pôles Ruraux (NE-03) à Tahoua et Agadez. Le programme dirigé par l'AFD³ a travaillé à la réhabilitation et à la protection des terres principalement par des activités de conservation de l'eau et des sols/défense et la restauration des terres. L'érosion hydrique dans les régions de Tahoua et d'Agadez provoque la désertification et la dégradation des terres par la perte de sols de surface. Les petites constructions hydrauliques et terrestres permettent de retenir l'eau et de prévenir la dégradation des terres productives. Bien que les activités de réhabilitation des terres de la première moitié de l'année aient été retardées par la pandémie de COVID-19, la plupart d'entre elles ont été réalisées à temps pour les semences du mois de mai. La réhabilitation des terres productives permet au programme Pôles Ruraux d'améliorer la sécurité alimentaire de la population, conformément à la stratégie nationale I3N (Les Nigériens nourrissent les Nigériens). En 2020, 98 394 personnes ont bénéficié de la réhabilitation des terres au Niger (indicateur 2.4), dont 88% par l'intermédiaire de Pôles Ruraux, et 125 002 personnes ont bénéficié d'une assistance liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4, 68 034 personnes en S2 2020).

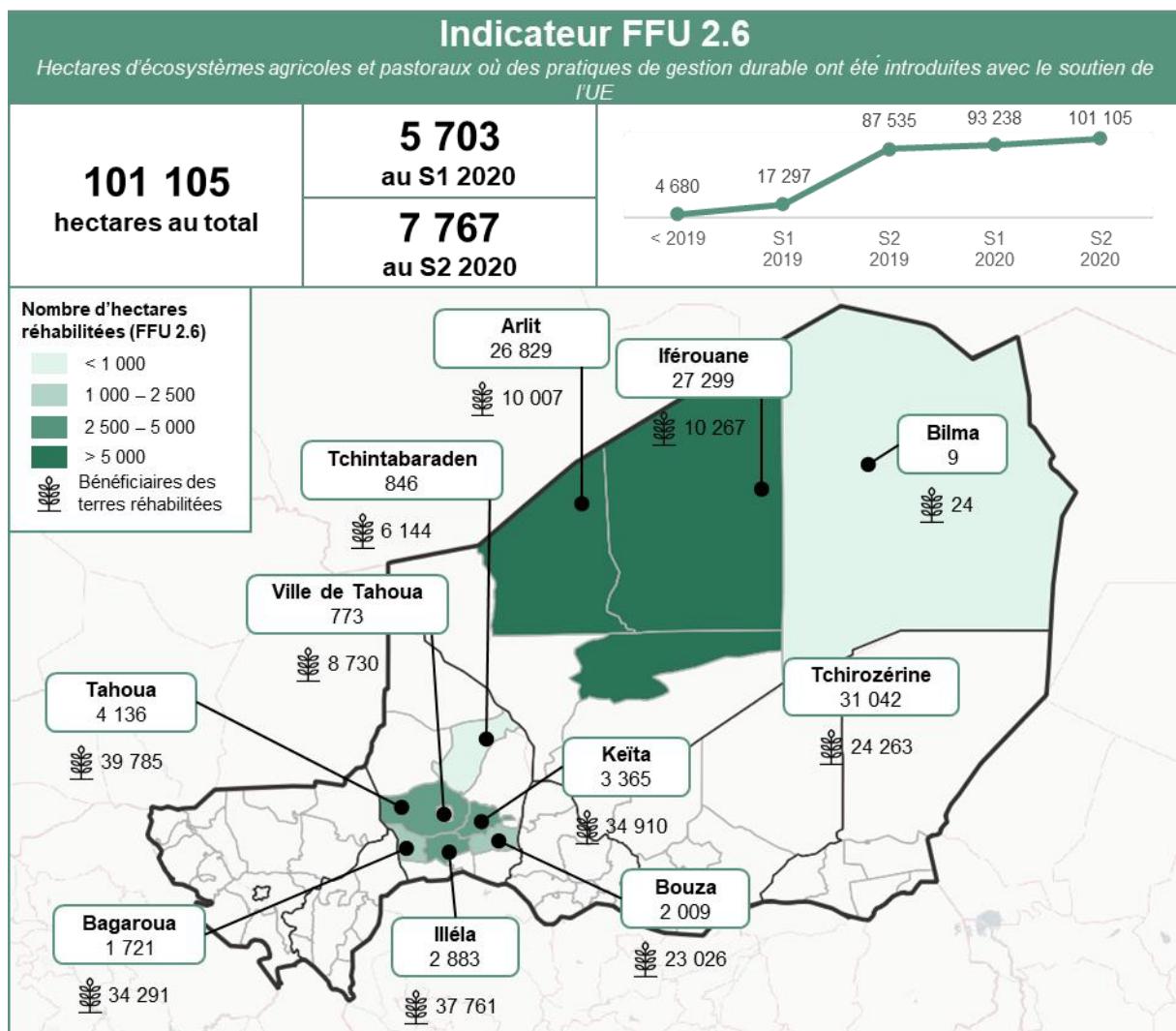
¹ Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED)

² FICR, 'Soutien psychosocial', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

³ Agence française de développement (AFD)

En 2021, le *Cadre harmonisé*¹ pour le Niger prévoit que 1,8 million de personnes seront en situation d'urgence ou de crise d'insécurité alimentaire, tandis que 4,9 millions devraient être en situation de stress.² Les programmes financés par le FFU visent à aider les petits agriculteurs et les éleveurs à renforcer leur résilience aux chocs et à relancer la production agricole. Outre la réhabilitation des terres, en 2020, 20 211 personnes ont bénéficié d'intrants et d'outils agricoles, dont 53% provenaient du programme *Shimodu* (NE-10) (indicateur 2.4). Ils ont également été formés à des techniques agricoles plus modernes et productives et adaptées au contexte local. En S2 2020, le programme PDU (REG-18)³ a soutenu 2 176 personnes à travers un soutien à l'élevage, dont 1 752 personnes qui ont reçu des aliments pour le bétail au 3e trimestre 2020, pendant la période de soudure pastorale.

Figure 67: Indicateur 2.6 du FFU, au Niger, décembre 2020⁴



En plus de soutenir la sécurité alimentaire des populations au Niger, les programmes financés par le FFU ont soutenu l'accès des bénéficiaires aux opportunités économiques du secteur

¹ Le Cadre Harmonisé est un outil produit par la Classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire (PCI), une initiative multi-partenaires visant à améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition. le *Cadre Harmonisé* classe la gravité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en fonction de l'échelle de classification internationale et produit des analyses des situations actuelles et prévues en matière d'alimentation et de nutrition. Trouver plus d'informations [ici](#)

² RPCA, 'situation alimentaire et nutritionnelle – Niger', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

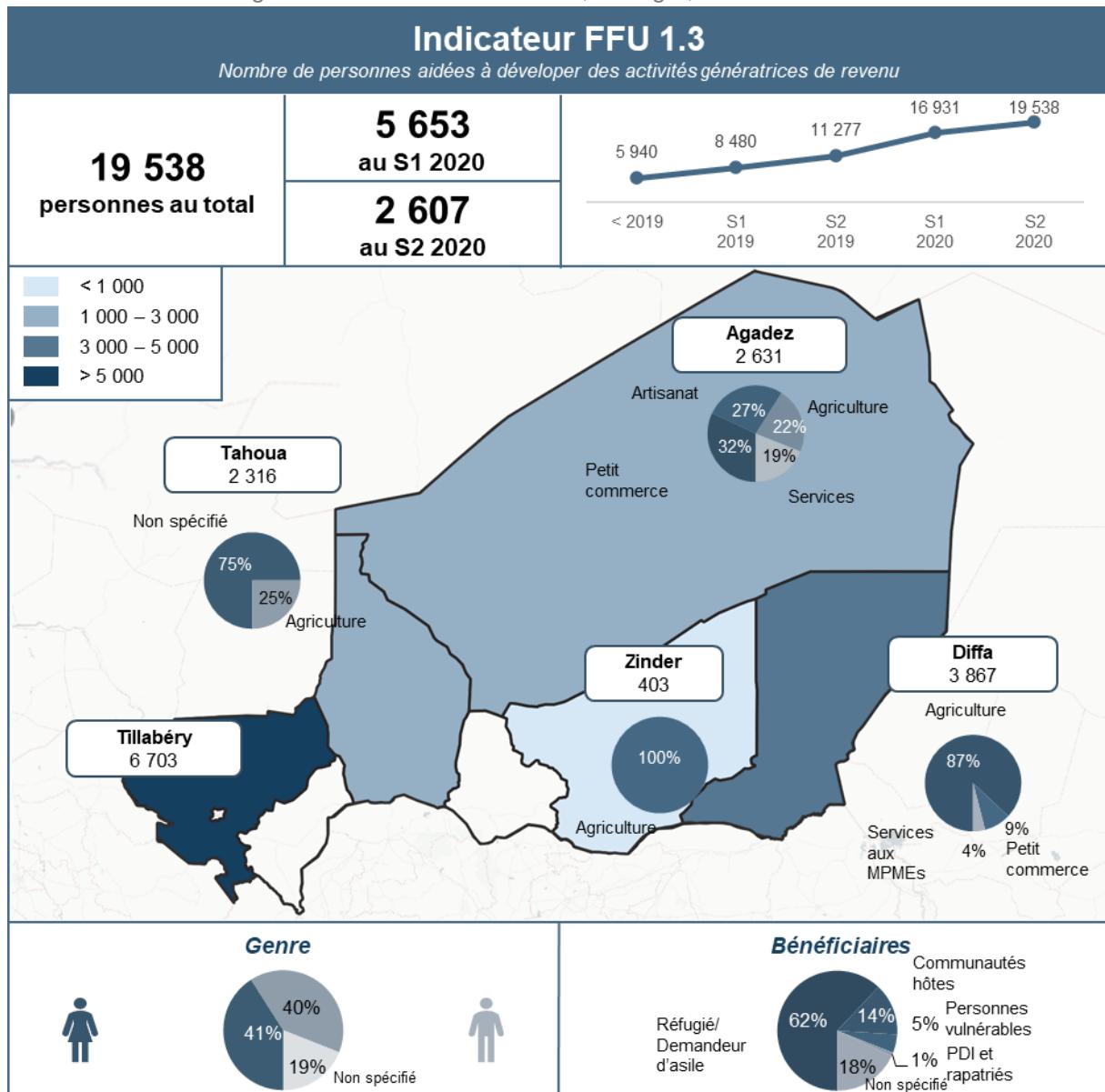
³ Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

⁴ 92 hectares ne sont pas indiqués sur la carte en raison d'un emplacement non spécifié au deuxième niveau administratif.

agricole. Le secteur emploie 80% de la population du pays et représente 40% du PIB.¹ Lier l'agriculture de subsistance des petits exploitants aux marchés agricoles nationaux et renforcer les chaînes de valeur est l'objectif du programme Pôles Ruraux qui, en décembre 2020, a soutenu financièrement 468 petites entreprises rurales (indicateur 1.2) pour travailler sur les terres réhabilitées.

En S2 2020 au Niger, 2 607 personnes ont été soutenues pour développer des activités génératrices de revenus, dont 98% dans le secteur agricole (indicateur 1.3). Au total, 19 538 personnes ont bénéficié de soutien aux AGR depuis le début des activités, dont 25% dans le secteur agricole.

Figure 68: Indicateur 1.3 du FFU, au Niger, décembre 2020²



Le programme RESILAC (NE-05) a été le principal contributeur à cet indicateur au S2 2020, soutenant 1 975 personnes à développer des AGR au second semestre de l'année, tous des petits producteurs

¹ Institut National de la Statistique du Niger, 'Agriculture et conditions de vie des ménages au Niger', 2014. Accessible [ici](#).

² 3 618 bénéficiaires ne figurent pas sur la carte car les désagrégations par location au niveau de la seconde division administrative ne sont pas spécifiées. Le secteur d'activité de Tillabéry n'est pas précisé.

du secteur agricole et de la transformation, soutenus par divers types d'activités (réhabilitation des terres, formations et accès au financement) pour développer des AGR sur les terres réhabilitées.

Au-delà de la réduction de l'insécurité alimentaire, l'augmentation des IGA dans le secteur agricole peut améliorer les perspectives économiques du pays et vise à réduire la migration des jeunes Nigériens sans emploi. En S2 2020, le programme *Emploi Niger* (NE-11)¹ a formé 532 jeunes aux compétences de base pour l'entrepreneuriat dans le secteur de l'agriculture à Zinder et Tahoua. Les mesures visant à prévenir la propagation du COVID-19 ont mis à rude épreuve les activités des programmes, car les formations ont été retardées et le programme a dû mettre en place une distanciation sociale dans les centres de formation. Cependant, le programme a identifié des plans d'affaires et des bénéficiaires pour les kits et le financement à attribuer selon l'approche FISAN,² un accord de financement tripartite, comprenant une subvention (entre 30 et 40% du montant nécessaire), un crédit d'une institution financière (s'élevant à environ 50%) et une participation du bénéficiaire (10-20%). Malgré les retards dans la mise en place des fonds, le projet a gardé des représentants dans les zones de mise en œuvre tout au long de l'année, communiquant avec les bénéficiaires sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les rassurant que le projet n'était pas terminé. La plupart des bénéficiaires sont restés et le programme n'a vu que quelques personnes quitter les régions, soit des hommes qui sont partis pour la migration, soit des femmes qui se sont mariées et se sont rendues dans d'autres régions.

Enfin, le soutien aux AGR dans les régions reculées du Niger peut aider à réduire l'attrait des activités criminelles. A Agadez, la loi 2015-36 contre le trafic de migrants, la détérioration de la situation en Libye, et la fermeture des mines ont considérablement réduit les opportunités de revenus pour les personnes qui tiraient leurs revenus de la migration (guides, passeurs, chauffeurs mais aussi propriétaires de restaurants et de magasins), les personnes qui pratiquaient la migration pendulaire avec la Libye et les populations vivant et travaillant autour des mines.³ L'une des composantes du programme Stabilisation Agadez (NE-12)⁴ vise à renforcer la stabilisation communautaire et la situation socio-économique dans la région de Bilma, à la frontière avec la Libye, où peu d'activités de développement sont mises en œuvre. Le programme, qui vient de commencer à transmettre des résultats au MLS, a déjà aidé 27 personnes (dont 16 dans le secteur agricole) à développer des AGR en leur donnant des kits de démarrage.

Analyse des résultats 4: A-FIP (NE-04), Niger,⁵

A-FIP		Principales cibles
<p> Appuyer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socio-économique de ces deux régions</p> <p> De février 2017 à novembre 2020</p>	<p> Budget : 6,9 M€</p> <p> PMO : LuxDev</p> <p> Objectif : Soutenir les possibilités d'EFTP pour les jeunes</p>	<p> Les jeunes et les hommes des zones rurales</p> <p> Institutions nationales en charge de la formation à l'EFTP</p>

L'évaluation finale du programme A-FIP suggère que des améliorations concrètes peuvent être attribuées à l'intervention du programme. Parmi les constatations notables, mentionnons :

Renforcement des capacités des institutions d'EFTP au niveau régional : les structures régionales d'Agadez et de Zinder en charge de la formation, de l'insertion et de l'orientation de l'EFTP ont été renforcées dans leur capacité à organiser, mettre en œuvre et suivre leurs activités. Cependant, au moment de l'évaluation,

¹ Création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au Niger.

² Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce fonds, qui a été développé dans le cadre de la stratégie I3N (voir ci-dessus) vise à améliorer l'accès aux services financiers pour le secteur agricole.

³ Clingendael, 'Migration et marchés à Agadez: alternatives économiques à l'industrie de la migration', 2017. Accessible [ici](#).

⁴ Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger

⁵ A-FIP, 'Rapport d'évaluation finale NIG/801', décembre 2020.

le taux d'exécution des plans régionaux de développement de l'EFTP était de 25% à Agadez et de 42% à Zinder. Cela peut être attribué à des retards de transfert de fonds au niveau national.

Meilleures pratiques

- **Inclusion de multiples acteurs dans la mise en œuvre du programme** – le programme a impliqué les autorités locales et régionales ainsi que les services gouvernementaux décentralisés, qui ont piloté les activités dans leurs régions. Ce type d'inclusion a été considéré comme une étape positive dans le renforcement de la capacité des institutions, qui, elles-mêmes, étaient enthousiastes à l'égard du projet et ont joué un rôle déterminant dans l'approbation de la prolongation de 6 mois en avril.

Défis

- **Travailler avec des services décentralisés** – les changements de personnel dans les différentes autorités régionales ont été un défi pour la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités.
- **Centralisation de la prise de décision** – le secteur de l'EFTP est encore largement contrôlé par les autorités centralisées au Niger, ce qui rend les institutions touchées par le programme dépendantes des budgets et des capacités nationaux.

Insertion : Le programme a mené trois enquêtes d'insertion (en 2018, 2019 et 2020). Bien que la dernière enquête n'ait pas inclus la dernière vague de stagiaires (1 000 personnes) qui étaient encore en formation ou en stage, elle a étudié la situation d'emploi de 5 758 jeunes formés et certifiés au cours des trois premières vagues : 3 541 des 5 758 avaient un emploi dans leur domaine de formation au cours de l'année suivant la formation (indicateur 1.1). Cela représente **un taux d'insertion de 61% un an après la formation**. De plus, lors de la dernière enquête (2020), 657 des 2 002 personnes formées lors de la première vague (2018) avaient un emploi dans leur domaine de formation (taux d'insertion de 33% deux ans après la formation).

Meilleures pratiques

- **Le partenariat public-privé** établi entre les centres de formation et les artisans a joué un rôle déterminant dans le développement d'une formation pratique et théorique combinée qui a accru l'employabilité des stagiaires et leur motivation.
- **Les points focaux pour l'égalité des genres** ainsi que les activités de sensibilisation et d'information ont permis d'inclure 42% de femmes parmi les stagiaires (43% parmi les personnes ayant un emploi), dépassant ainsi les objectifs.
- **Des évaluations régulières et une certification finale** ont permis de rassurer les parents et les futurs employeurs sur la qualité de la formation et ont contribué à terme à l'amélioration de la perception des formations d'EFTP dans les régions d'intervention.

Défi

- **L'organisation choisie pour cofinancer** (selon l'approche FISAN) un certain nombre de projets visant à soutenir le travail indépendant pour les jeunes certifiés n'avait pas la capacité d'examiner tous les projets sélectionnés, ce qui a conduit à un nombre de projets financés plus faible que prévu. Le nombre relativement faible (123 projets financés sur 852) de projets financés peut également être attribué à un manque de confiance de l'opérateur dans la solvabilité des demandeurs.

6.8.2. LE NIGER ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉALISATION DU FFU

Tableau 19: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Niger, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	4 831	4 550	4 611	3 649	17 641
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	91	127	196	472	886
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5 940	5 337	5 653	2 607	19 538
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	6 110	7 875	781	2 985	17 752
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	212	17	54	284
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	26	30	16	4	77
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	62	845	239	454	1 600
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	1 020	6 339	1 727	2 638	11 724
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	184	927	7 254	8 364
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	70 386	123 818	56 968	68 034	319 206
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	4 680	82 855	5 703	7 767	101 005
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	3 669	141 353	50 615	195 637
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	651	1 426	459	899	3 436
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	144 191	266 542	87 900	118 618	617 252
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1 642	1 165	133	526	3 466
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	263 488	199 745	941	7 865	472 039
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	24 468	14 166	5 907	1 590	46 131
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	5 219	1 643	441	423	7 726
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	285	487	26	503	1 301
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	65	14	10	0	89
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	639	672	175	116	1 602
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	2 915	1 395	359	224	4 893
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	6	4	0	10
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	9 233	2 996	22	0	12 251
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	10	0	0	0	10
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	489	1 081	736	697	3 003
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	1 607	1 768	267	536	4 178
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	395 666	78 233	22 481	26 497	522 876
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	7	40	4	12	63
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	46	40	20	65	171
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	48	58	4	395	505
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	29	18	6	8	61
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	7	5	0	20
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	1 500	2 213	3 713
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	500	367	867
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	20	0	20

6.8.3. PROJETS DU FFU AU NIGER

Tableau 20: Projets du FFU, Niger, avril 2021¹

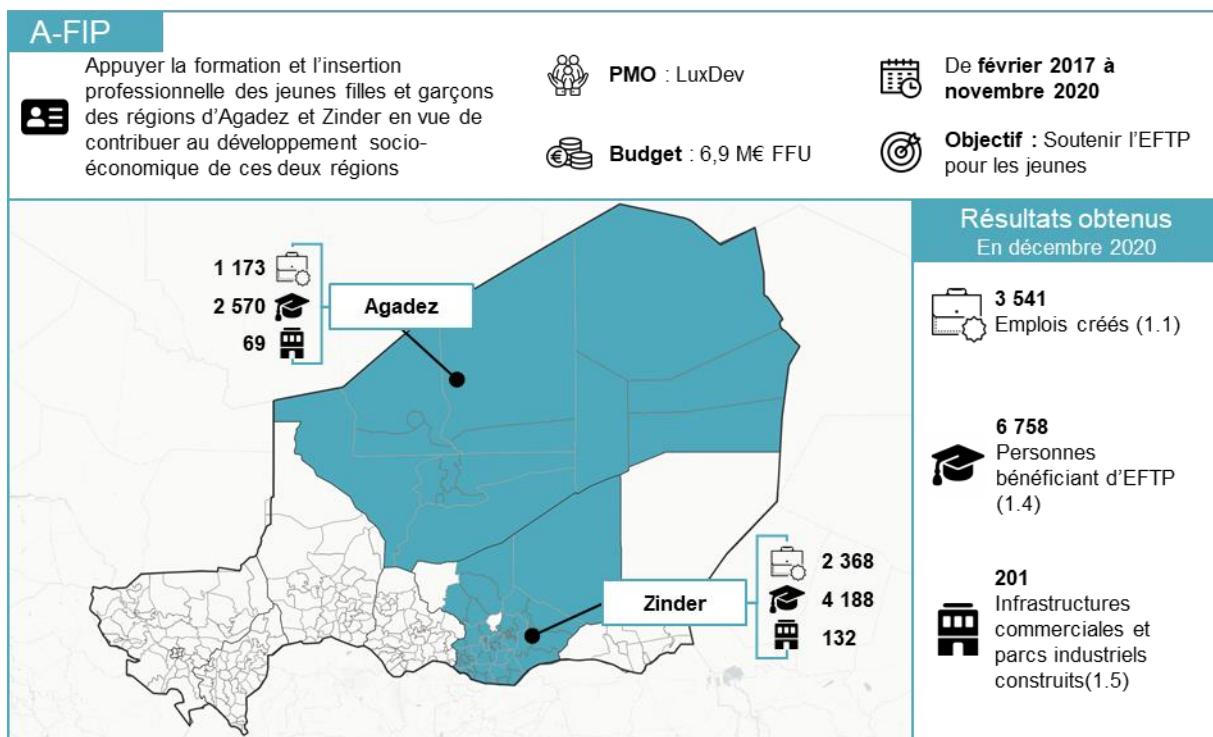
Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
Mécanisme de Réponse et de Ressources pour les Migrants (MRRM)	T05-EUTF-SAH-NE-01-01	Migrant Resource and Response Mechanism (MRRM)	Oim	6 999 893 € (Terminé)
Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires (ProGEM)	T05-EUTF-SAH-NE-02-01	Renforcement De La Gestion Durable Des Conséquences Des Flux Migratoires (ProGEM)	GIZ	31€ 500 000
Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez (Pôles Ruraux)	T05-EUTF-SAH-NE-03-01	Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez (Pôles Ruraux)	AFD	30 000 000 €
Appuyer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socioéconomique de ces deux régions (A-FIP)	T05-EUTF-SAH-NE-04-01	Appuyer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socioéconomique de ses deux régions (A-FIP)	LuxDev	6 900 000 € (Terminé)
Création d'une Équipe Conjointe d'Investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la	T05-EUTF-SAH-NE-05-01	Création d'une Équipe Conjointe d'Investigation (ECI) pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants (JIT/ECI)	FIIAPP	11 500 000 €

¹ Dans ce tableau, les projets apparaissent en gris lorsqu'ils sont terminés et en jaune lorsqu'ils sont en phase de démarrage.

traite des êtres humains et le trafic des migrants (ECI)				
Contrat relatif à la Reconstruction de l'Etat au Niger en complément du SBC II en préparation / Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger (AJUSEN)	T05-EUTF-SAH-NE-06-01	Appui budgétaire à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger (AJUSEN Budget Support)	Gvt. Niger	90 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-NE-06-02	Contrat relatif à la Reconstruction de l'Etat au Niger en complément du SBC II en préparation / Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger (AJUSEN Sécurité)	CIVIPOL	3 998 300 €
	T05-EUTF-SAH-NE-06-03	Volet Justice du Programme d'Appui à la Sécurité et à la Justice au Niger (AJUSEN Justice)	AFD	6 000 000 €
Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour durable au Niger (SURENI)	T05-EUTF-SAH-NE-07-01	Initiative FFU – OIM pour la protection et la réintégration des migrants – Niger (SURENI)	OIM	15 000 000 €
Plan d'Actions à Impact Économique Rapide à Agadez (PAIERA)	T05-EUTF-SAH-NE-08-01	Pilotage du Plan d'Actions à Impact Économique Rapide dans la Région d'Agadez (AGAPAIR)	HACP	1 075 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-NE-08-02	Projet d'Appui à la Stabilité Socioéconomique dans la Région d'Agadez (PASSERAZ)	KARKARA	3 500 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-NE-08-03	Projet d'intégration économique et sociale des jeunes : Emploi pour le patrimoine d'Agadez (EPPA)	PAIC	2 725 000 € (Terminé)
Renforcement de la résilience institutionnelle et communautaire dans la région Diffa, Bassin du Lac Tchad, Niger (Kallo Tchidaniwo)	T05-EUTF-SAH-NE-09-01	Renforcement de la résilience institutionnelle et communautaire dans la région Diffa, Bassin du Lac Tchad, Niger (Kallo Tchidaniwo)	HCR	12 000 000 €
Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger (Shimodu)	T05-EUTF-SAH-NE-10-01	Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger (Shimodu)	Agi	10 000 000 €
Création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au Niger (Emploi Niger)	T05-EUTF-SAH-NE-11-01	Les jeunes entreprennent et s'emploient au Niger (JEEN)	SNV	8 865 000 €
	T05-EUTF-SAH-NE-11-02	Programme de création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de départ et de transit du Niger (DURAZINDER)	Enabel	6 895 000 €
	T05-EUTF-SAH-NE-11-03	Durabilité de l'Environnement et Stabilisation Économique sur la Route de Transit (D.E.S.E.R.T.)	SICS	13 790 000 € (Phase de démarrage)
Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger (Stabilisation Agadez)	T05-EUTF-SAH-NE-12-01	Pilotage du projet d'appui à la stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger (PASREP)	HACP	€2.377,570 (Phase de démarrage)
	T05-TF-SAH-NE-12-03	Projet d'appui à la stabilité socioéconomique et à la paix dans la région d'Agadez (PASP)	Garkua	3 138 349 € (nouveau dans le présent rapport)
Promotion de l'emploi pour le renforcement de la résilience économique des communautés dans la région de Tillabéry (ProEMPLOI)	T05-EUTF-SAH-NE-13-01	Promotion de l'emploi pour le renforcement de la résilience économique des communautés de la région de Tillabéry (ProEMPLOI)	GIZ	7 860 000 € (Phase de démarrage)
Résilience agro-sylvo-pastorale, Ouest Niger (Résilience ASP)	T05-EUTF-SAH-NE-14-01	Résilience agro-sylvo-pastorale, Ouest Niger (REPO)	Enabel	4 860 000 € (Phase de démarrage)
Création d'une Équipe Conjointe d'Investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme (ECI CT)	T05-EUTF-SAH-NE-15-01	Création d'une Équipe Conjointe d'Investigation (ECI) pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme (ECI CT)	CIVIPOL	4 450 000 € (Phase de démarrage)
Soutien à la création d'un escadron polyvalents de la Garde Nationale du Niger (EP-GNN)	T05-EUTF-SAH-NE-16-01	Soutien à la création d'un escadron polyvalent de la Garde Nationale du Niger (EP-GNN)	COGINTA	4 500 000 € (Phase de démarrage)

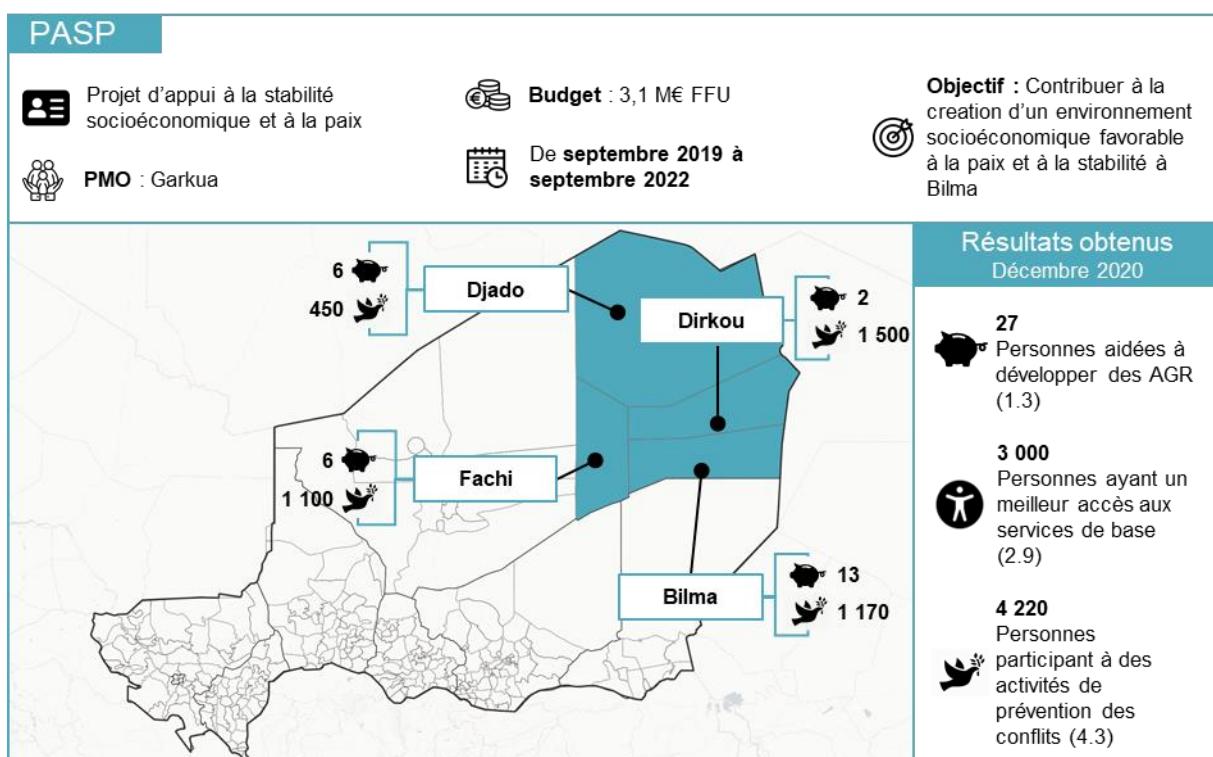
6.8.4. PROGRAMMES ACHEVÉS EN MLS EN S2 2020

Figure 69 : A-FIP (NE-04)



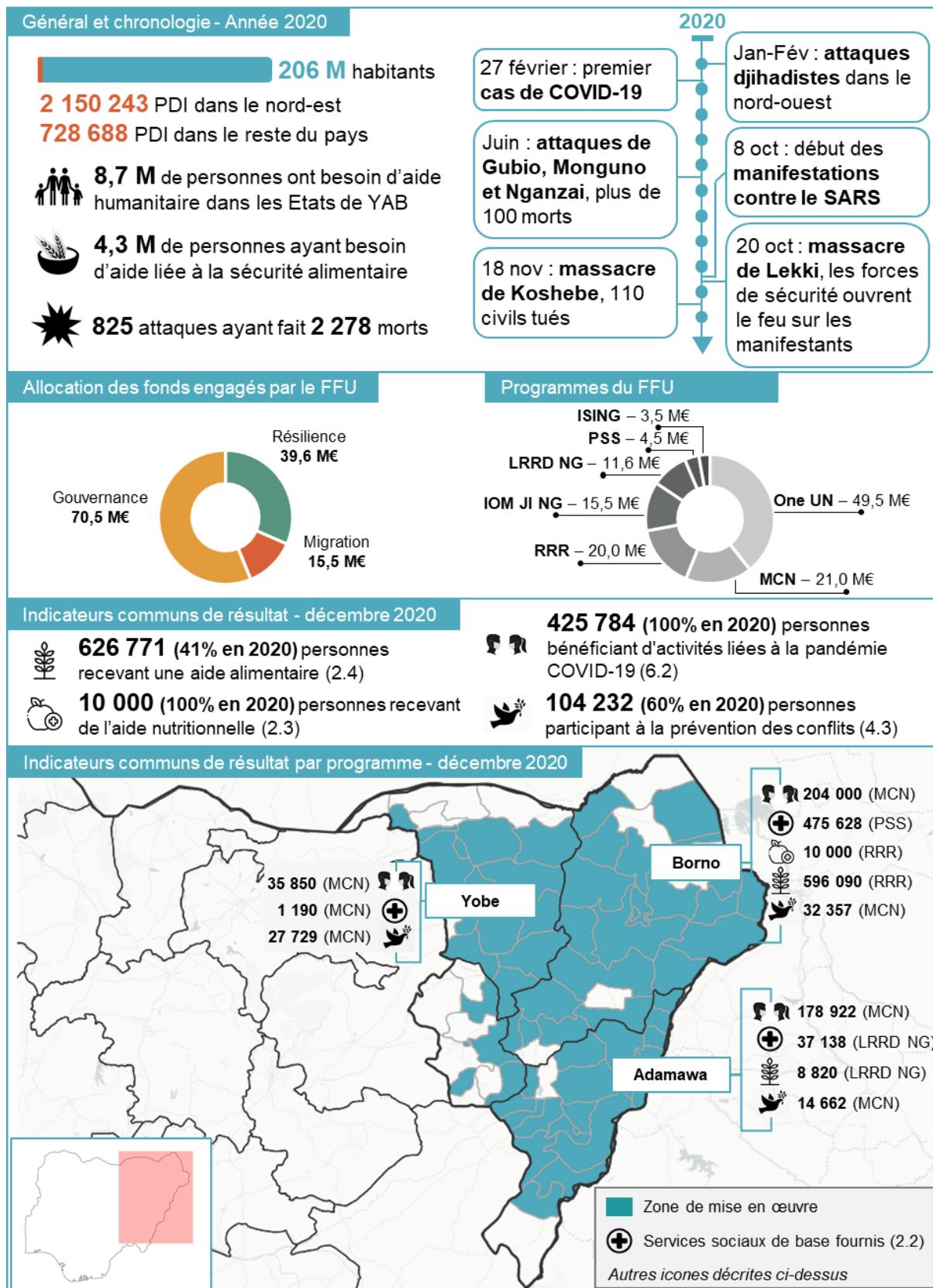
6.8.5. PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS EN S2 2020

Figure 70: PASP (NE-12-03)



6.9. NIGÉRIA

Figure 71: Nigéria – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020



6.9.1. LE NIGÉRIA ET LE FFU EN 2020

En 2020, la situation sécuritaire du Nigéria s'est détériorée en raison de l'intensification des attaques de Boko Haram et de sa faction dissidente, la Province de l'Afrique de l'Ouest de l'État Islamique (ISWAP), de l'augmentation de la violence intercommunautaire et des manifestations majeures contre les brutalités policières. Le nombre d'attaques armées contre des civils et des soldats a augmenté, avec 825 attaques et 2 278 morts en 2020, ce qui représente respectivement une augmentation de 42 % et 10 % par rapport à 2019.¹ Certaines des attaques les plus brutales perpétrées par des groupes armés non étatiques ont été enregistrées à la fin de l'année, notamment contre des personnes déplacées et des travailleurs humanitaires.^{2,3} La violence intercommunautaire, exacerbée par la prolifération des armes, s'est poursuivie alors que les bergers *peuls* se déplaçaient vers le sud, sur les terres des agriculteurs *haoussas*.^{4,5} Les enlèvements dans les Etats du centre et du nord-ouest ont fait craindre une coopération accrue entre les groupes extrémistes armés et les bandits locaux.⁶ En décembre 2020, le nombre de réfugiés nigérians dans les trois pays voisins que sont le Niger, le Tchad et le Cameroun a atteint 304 252 (contre 280 451 l'année précédente), tandis que le nombre de déplacés internes est resté stable à 2,9 millions.⁷ Bien que la situation sécuritaire ne s'améliore pas, les autorités de l'Etat de Borno ont annoncé et lancé des plans visant à renvoyer 1,8 million de déplacés internes dans leurs communautés d'origine au grand dam des organisations internationales.⁸ Le mouvement visant à dissoudre la faction de l'Escouade spéciale anti-vol (SARS) de la police nigériane s'est ravivé en octobre 2020 à la suite de nouvelles révélations d'abus de la part de l'unité:⁹ les manifestations nationales d'octobre ont vu les revendications des manifestants évoluer de la dissolution de l'unité du SARS à des réformes globales et à la responsabilité dans les opérations de police.¹⁰ La police a sévèrement réprimé ces manifestations, ouvrant notamment le feu sur une foule pacifique, entraînant un bilan incertain.¹¹

Les effets économiques de la pandémie de COVID-19 ont contribué à accroître les besoins humanitaires des populations vulnérables. L'effondrement des prix du pétrole à la suite de la propagation de la pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur l'économie nigériane : le PIB s'est contracté de 1,9% en 2020.^{12,13} Dans les Etats du nord-est (Borno, Adamawa et Yobe), les plus touchés par le conflit armé avec Boko Haram, la situation humanitaire est restée critique : le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire d'urgence étant passé de 7,1 millions en 2019 à 8,7 millions en 2020, sur une population de 13,4 millions d'habitants.¹⁴ L'insécurité alimentaire et la malnutrition se sont aggravées, 4,3 millions de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire.¹⁵

Le fonds fiduciaire a contracté 125,6 millions d'euros au Nigéria, dont 49,5 millions d'euros (39 %) ont été alloués en 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19 pour soutenir la mise en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement du *One UN Response Plan* (NG-09). Le MCN

¹ ACLED, Récupéré [ici](#).

² OCHA, 'Nigéria Situation Report', 4 janvier 2021. Accessible [ici](#).

³ The Guardian, 'L'attaque du nord-est du Nigéria a fait au moins 110 morts', 29 novembre 2020, consulté [ici](#); BBC News, 'Boko Haram kill villagers in Christmas Eve attack', 25 décembre 2020, consulté [ici](#).

⁴ Al Jazeera, 'Nigeria: At least 19 killed in ethnic fighting in Taraba', 15 avril 2020, consulté [ici](#); Reuters, 'Des bandits armés tuent 47 personnes dans l'État de Katsina, au nord-ouest du Nigéria'; 19 avril 2020, consulté le [ici](#); Ce jour-là, 'El-Rufai: Cycle of Attacks, Reprisals, Cause of Southern Kaduna Killings', 25 juillet 2020, consulté [ici](#); Sahara reporters, 'Au moins 178 tués dans les attaques du sud de Kaduna en sept mois', 29 juillet 2020, consulté [ici](#).

⁵ Global Centre for the Responsibility to Protect, 'Nigéria', consulté [ici](#).

⁶ Ibid..

⁷ HCR, Portail de données. Accessible [ici](#).

⁸ Daily Post, 'Boko Haram : Borno to return 1,8 million de déplacés internes, réfugiés dans 19 communautés', 4 août 2020. Accessible [ici](#).

⁹ Al Jazeera, 'Nigeria special police unit maîtrisé in after abuse allegations', 4 octobre 2020, consulté [ici](#).

¹⁰ Al Jazeera, 'Nous devons vivre : les jeunes Nigérians sur les raisons pour lesquelles ils protestent', 14 octobre 2020, consulté [ici](#).

¹¹ Voice Of America, 'Rights Group, Nigéria Officials Differ on Lekki Shooting Death Toll', 22 octobre 2020, consulté [ici](#).

¹² Banque mondiale, 'Monitoring COVID-19 Impact on Nigéria Households'. Accessible [ici](#).

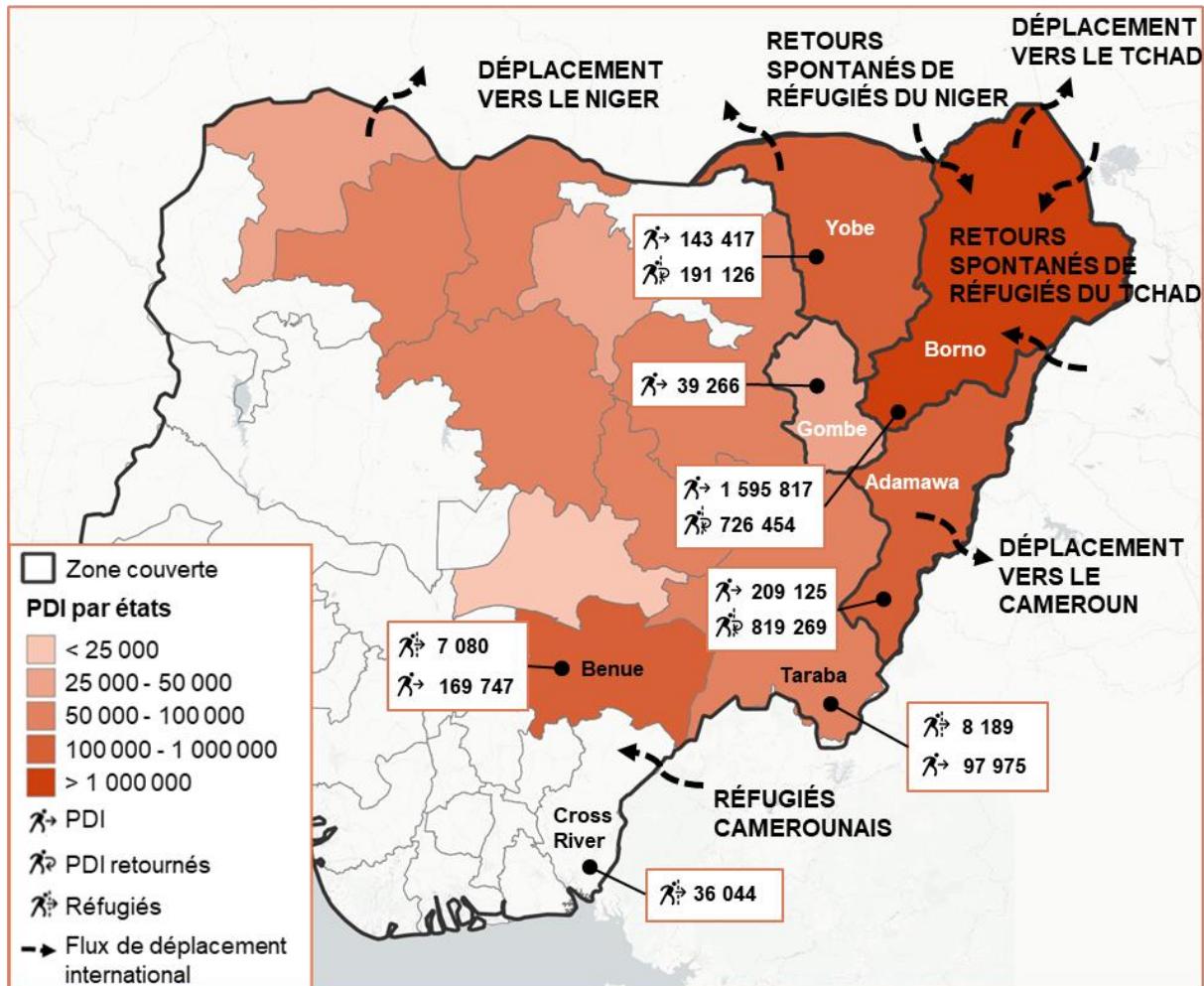
¹³ Bloomberg, 'La plus grande économie d'Afrique sort inopinément de la récession', le 18 février 2021. Accessible [ici](#).

¹⁴ OCHA, 'Nigeria Humanitarian Needs Overview'. Accessible [ici](#).

¹⁵ OCHA, 'Nigéria Situation Report', 4 janvier 2021. Accessible [ici](#).

(NG-03) contribue à améliorer la gouvernance et la prévention des conflits (OS4), ce qui porte le budget du fonds fiduciaire pour cet objectif (OS4) à 70,5 millions d'euros. 39,6 millions d'euros sont alloués au renforcement de la résilience des communautés et des plus vulnérables, y compris les réfugiés et autres personnes déplacées (OS2). Le programme RRR, qui représente la moitié du budget alloué à la résilience au Nigéria, soutient les personnes touchées par le conflit à Borno en renforçant leur résilience en termes de nutrition et de sécurité alimentaire. Des programmes tels que LRRD NG (NG-01), ISING (NG-02) et PSS (NG-06), qui sont maintenant achevés, ont également contribué à résoudre la crise des besoins fondamentaux dans les États de BAY. Enfin, 12% du budget du fonds fiduciaire au Nigéria sont alloués à la gestion des migrations (OS3).

Figure 72: Flux de migration mixtes au Nigéria, décembre 2020



Soutenir la réponse à la COVID-19

Malgré les mesures rapides prises au début de la pandémie, la situation liée à la COVID-19 s'est aggravée au Nigéria à la fin de 2020. Le premier cas confirmé de COVID-19 en Afrique subsaharienne a été enregistré à Lagos, au Nigéria, le 27 février 2020.¹ En décembre 2020, 87 607 cas ont été signalés au Nigéria, ce qui en fait le pays le plus touché d'Afrique de l'Ouest.² En février et mars, le gouvernement a fermé les frontières avec les pays à haut risque et ordonné le confinement des villes de Lagos et d'Abuja pour contenir l'évolution de la pandémie. Cependant, en raison de la diminution du nombre de cas à partir de septembre, ces mesures ont été assouplies, notamment le confinement et le port obligatoire du masque. Cela a contribué à une résurgence des cas, les autorités nationales

¹ NCDC, 28 février 2020. Accessible [ici](#).

² Statista. Accessible [ici](#).

annonçant l'arrivée d'une « deuxième vague » le 10 décembre 2020, le plus grand nombre de nouvelles infections ayant été enregistré le 17 décembre (1 145).^{1,2} le ministre de la Santé a souligné que l'augmentation des cas était principalement due à une augmentation des épidémies communautaires plutôt qu'à des voyageurs internationaux entrant au Nigéria.³

Les acteurs internationaux, y compris le FFU, se sont mobilisés rapidement pour soutenir le Nigéria et son système de soins de santé fragile dans la lutte contre la COVID-19. Au début de la pandémie, le Nigéria ne disposait que de sept laboratoires capables de tester le virus et de cinq lits d'hôpitaux disponibles pour 10 000 personnes.⁴ Fin avril, le FMI a approuvé un prêt de 2,9 mds€ pour aider le Nigéria à faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie, dans le cadre d'un paquet de 5,9 mds€ que le pays a demandé d'emprunter au FMI, à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement.⁵ Le FFU et d'autres donateurs ont soutenu la mise en œuvre par le PNUD du programme *One UN Response Plan* (NG-09)⁶ au Nigéria. Doté d'un budget de 49,5 millions d'euros, le programme vise à soutenir la mise en œuvre rapide du plan national multisectoriel de réponse à la pandémie de COVID-19 du pays afin d'assurer une prise en charge optimale des cas confirmés et de contenir une nouvelle propagation de l'épidémie. Ses bénéficiaires directs sont le Ministère fédéral de la santé, le Centre nigérian de lutte contre la maladie et l'Équipe spéciale présidentielle. Deux autres programmes financés par le FFU ont réorienté des fonds vers des activités de riposte liées à la COVID-19, à savoir le MCN (136 000 euros)⁷ et le RRR (07 NG, 4 000 euros).⁸

Ainsi, le FFU a consacré 49,6 millions d'euros à la COVID-19 au Nigéria, soit 52% du budget du FFU lié à la pandémie dans la région SLC. Le *One UN Response Plan* représente 93% de toutes les fournitures liées à la pandémie de COVID-19 fournies et/ou distribuées avec les fonds du FFU (indicateur 6.1). En outre, les trois programmes nigérians combinés représentent 57% des personnes bénéficiant directement des activités de réponse d'urgence liées à la COVID-19 (indicateur 6.2) et 44% des entités bénéficiant des activités de réponse d'urgence liées à la COVID-19 (indicateur 6.3).

Les programmes financés par le FFU ont soutenu la disponibilité des fournitures liées à la COVID-19. En décembre 2020, et pour compenser les faibles capacités de dépistage et les PAE limités dans l'Ensemble de l'État fédéral,⁹ 11 328 281 fournitures liées à la COVID-19 ont été distribuées au Nigéria, dont 98% provenaient du *One UN Response Plan* (indicateur 6.1) : 69% étaient des équipements de protection individuels (7 863 949, EPI) distribuées par les trois programmes, et 31% (3 462 358) étaient des fournitures de test fournies par le *One UN Response Plan*. Alors que le *One UN Response Plan* a envoyé ces fournitures de manière centralisée au gouvernement, le MCN a fourni un total de 179 586 articles d'EPI à 40 ONG/OSC, 23 communautés locales, 9 institutions gouvernementales et deux hôpitaux. La fourniture d'EPI a donc non seulement soutenu la réponse générale à la COVID-19, mais a également permis aux PMO de mettre en œuvre des activités en toute sécurité. RRR (NG-07) a commencé ses actions liées à la COVID-19 pendant S2 et a distribué 15 500 EPI aux communautés locales (indicateur 6.1).

Les programmes financés par le FFU, en particulier le *One UN Response Plan*, ont également abordé le faible niveau d'éducation communautaire sur les mesures de distanciation sociale et l'utilisation du masque facial par le biais de campagnes de sensibilisation.¹⁰ 131 884 860 personnes ont été touchées (dont plus de 99% dans le cadre du *One UN Response Plan*) à travers des

¹ Ministère fédéral de la Santé, 10 décembre 2020, Point de presse de l'honorable ministre de la Santé, le Dr Osagie Ehanire, lors du groupe de travail présidentiel sur la COVID-19. Accessible [ici](#).

² NCDC. Accessible [ici](#).

³ Ministère fédéral de la Santé, 10 décembre 2020, Point de presse de l'honorable ministre de la Santé, le Dr Osagie Ehanire, lors du groupe de travail présidentiel sur la COVID-19. Accessible [ici](#).

⁴ Ministère fédéral de la santé. Accessible [ici](#).

⁵ France Infos, 'Coronavirus : le Nigéria veut emprunter 7 milliards de dollars pour faire face à la crise', le 8 avril 2020. Accessible [ici](#)

⁶ Plan commun d'intervention des Nations Unies contre la COVID-19.

⁷ *Enhancing State and Community Level Conflict Management Capability in North Eastern Nigéria*.

⁸ *Response Recovery and Resilience*.

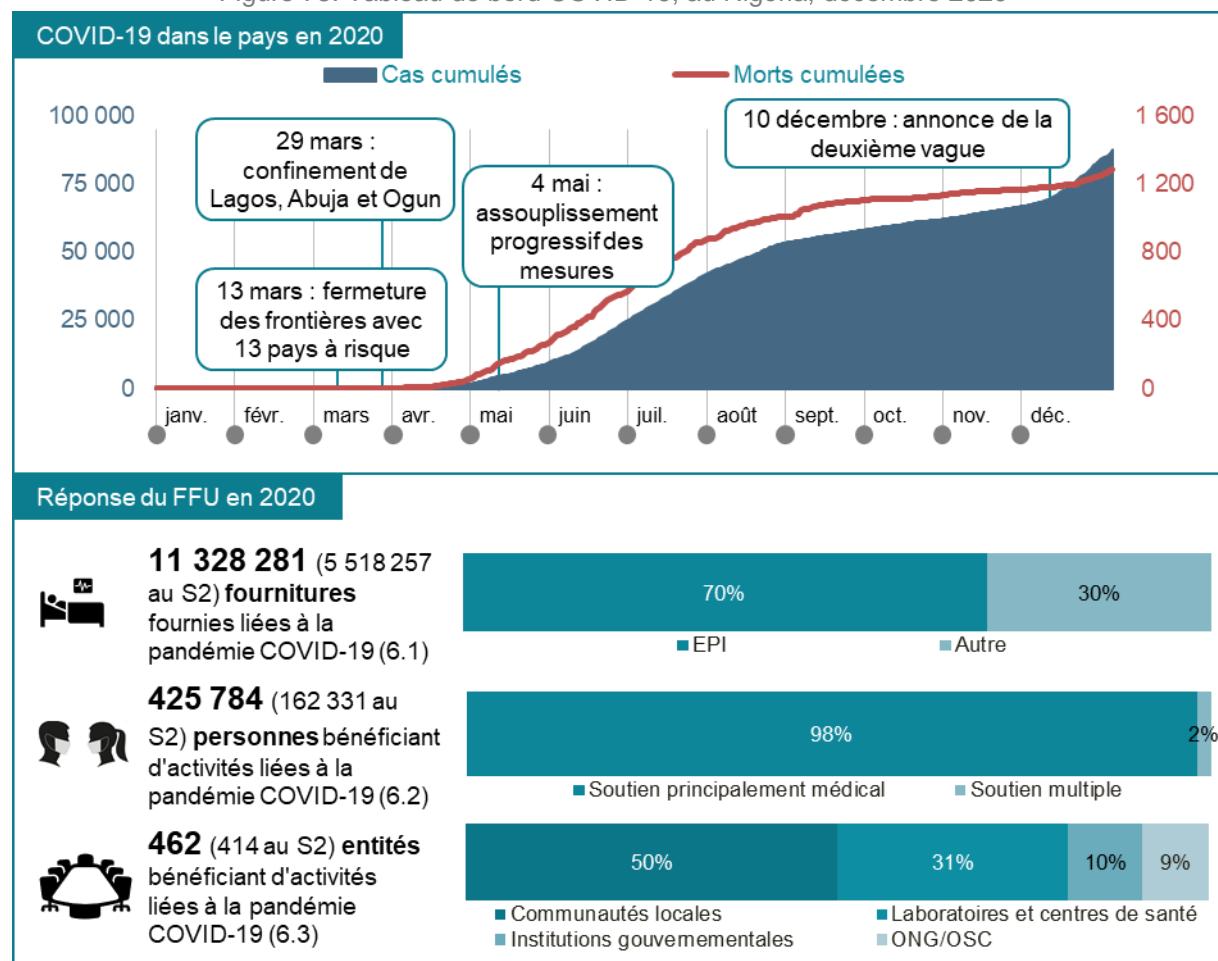
⁹ OMS, 'Covid-19 Situation Update: Northeast Nigéria', 7 juin 2020. Accessible [ici](#).

¹⁰ Ibid.

campagnes de sensibilisation, d'interventions de rétablissement, de communication sur les risques et de messages d'engagement du public (indicateur 2.7). Les actions comprenaient des partenariats avec des entreprises de médias et des stations de radio pour renforcer la communication médiatique autour de la COVID-19, la diffusion d'informations par les canaux traditionnels et la production de matériel publicitaire lié à la COVID-19 dans différentes langues locales. La communication a été renforcée en passant par des acteurs clés tels que les dirigeants politiques et leurs conjoints, les chefs religieux et traditionnels et les musiciens.

Enfin, le One UN Response Plan visait également à maintenir l'accès aux services de santé essentiels pour les groupes vulnérables. En juillet 2020, le programme a organisé une réunion avec les parties prenantes gouvernementales et de la société civile concernées afin de cartographier les lacunes spécifiques en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) et de fourniture de services de lutte contre la violence sexiste en raison de la COVID-19. Le programme a également aidé 7 041 personnes, dont 1 992 femmes, à accéder à des soins liés aux VBG, au VIH/SIDA, à la tuberculose et aux SSR (indicateur 2.2)¹ et a distribué des préservatifs dans 30 zones de gouvernement local dans 15 États. Il a également fourni une aide au remplacement du revenu à 35 468 personnes vulnérables au moyen de petites subventions inconditionnelles (indicateur 2.9).

Figure 73: Tableau de bord COVID-19, au Nigéria, décembre 2020



¹ Le reste étant 286 hommes et 4,763 non spécifiés.

Faire face à la crise extrême de la sécurité alimentaire et de la nutrition à Borno

À la fin de 2020, on estimait que 4,3 millions de personnes avaient besoin d'une aide en matière de sécurité alimentaire et que 1,1 millions avaient besoin d'une aide nutritionnelle au Nigéria.¹ L'insécurité persistante, l'impact de la COVID-19 et les inondations ont été les principaux moteurs de la crise alimentaire nigériane en 2020. L'Etat de Borno est l'épicentre de la crise car la situation sécuritaire a conduit presque tous les ménages à subir une réduction de l'accès à la nourriture, y compris en raison de l'accès peu fréquent aux marchés par les transporteurs de nourriture.² On estime que jusqu'à 5,1 millions de personnes dans les Etats de BAY risquent d'être en situation d'insécurité alimentaire critique pendant la prochaine période de soudure (juin - août 2021), un niveau similaire à celui de 2016-2017, lorsque la famine planait sur Borno.³

Le programme RRR (NG-07), financé par le FFU, a fourni de multiples types d'assistance liée à la sécurité alimentaire en 2020. L'aide à la sécurité alimentaire financée par le FFU a touché 255 380 personnes en 2020 (41% du total depuis le début des activités financées par le FFU, indicateur 2.4), dont 95% par l'intermédiaire du RRR à Borno. Le programme, qui est mis en œuvre par la FAO, le PAM et ONU Femmes, vise à améliorer durablement la production et à atténuer les risques agropastoraux grâce au développement de l'agriculture à petite échelle. Il a été confronté à de multiples défis de mise en œuvre en 2020, notamment une insécurité accrue, des restrictions liées à la COVID-19 et des mesures de sécurité gouvernementales concernant les mouvements d'engrais (des composants tels que le nitrate d'ammonium pouvant être utilisés pour fabriquer des explosifs), ce qui a entravé sa capacité à en distribuer. Malgré les difficultés et les retards, le programme a réussi à aider 246 044 personnes à bénéficier d'une assistance liée à la sécurité alimentaire en 2020, soit une augmentation de 25% par rapport à 2019, grâce à sa collaboration avec les gouvernements locaux.

L'intervention la plus importante du programme en 2020 est la fourniture d'intrants agricoles de qualité pour renforcer la production agricole, la diversification des cultures et la conservation des sols, bénéficiant à 171 451 personnes, dont 39% de femmes. Cela est particulièrement pertinent au Nigéria, où l'agriculture est principalement pluviale et caractérisée par une faible productivité, une faible technologie et une forte intensité de main-d'œuvre.⁴ En outre, l'intensification d'autres types de soutien, tels que la fourniture de kits de démarrage pour l'aquaculture, la mise en place d'activités de transformation du poisson ou la fourniture de poêles et de pots de zeer, a bénéficié à 49 245 personnes en 2020. Ces interventions ont permis aux ménages de stocker et de produire de manière adéquate des aliments dans le contexte de mauvaises récoltes ou de pertes de récolte. Au second semestre 2020, le programme régional RESILAC (REG-05) a également fourni à 9 336 habitants de Borno une assistance liée à la sécurité alimentaire à travers la création ou la réhabilitation d'installations pastorales et la facilitation de l'accès à la terre.⁵

Comme mentionné ci-dessus, la situation nutritionnelle dans les Etats de BAY s'est considérablement détériorée en 2020 avec une augmentation de la malnutrition aiguë.⁶ L'insécurité persistante a également perturbé les services de santé et de nutrition et provoqué de nouveaux déplacements de population. En 2020, RRR a offert une assistance nutritionnelle à 10 000 personnes (indicateur 2.3) : cette activité nouvellement mise en œuvre consistait en la distribution de bons alimentaires frais aux chefs de famille. À Borno, où l'insécurité limite les mouvements d'argent liquide et où les banques et la couverture mobile fonctionnelle font défaut, les bons alimentaires représentent une réponse contextuellement appropriée au faible pouvoir d'achat des populations déjà vulnérables, permettant aux ménages de mieux faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires.

¹ OCHA, 'Nigéria Situation Report', 4 janvier 2021. Accessible [ici](#).

² Ibid.

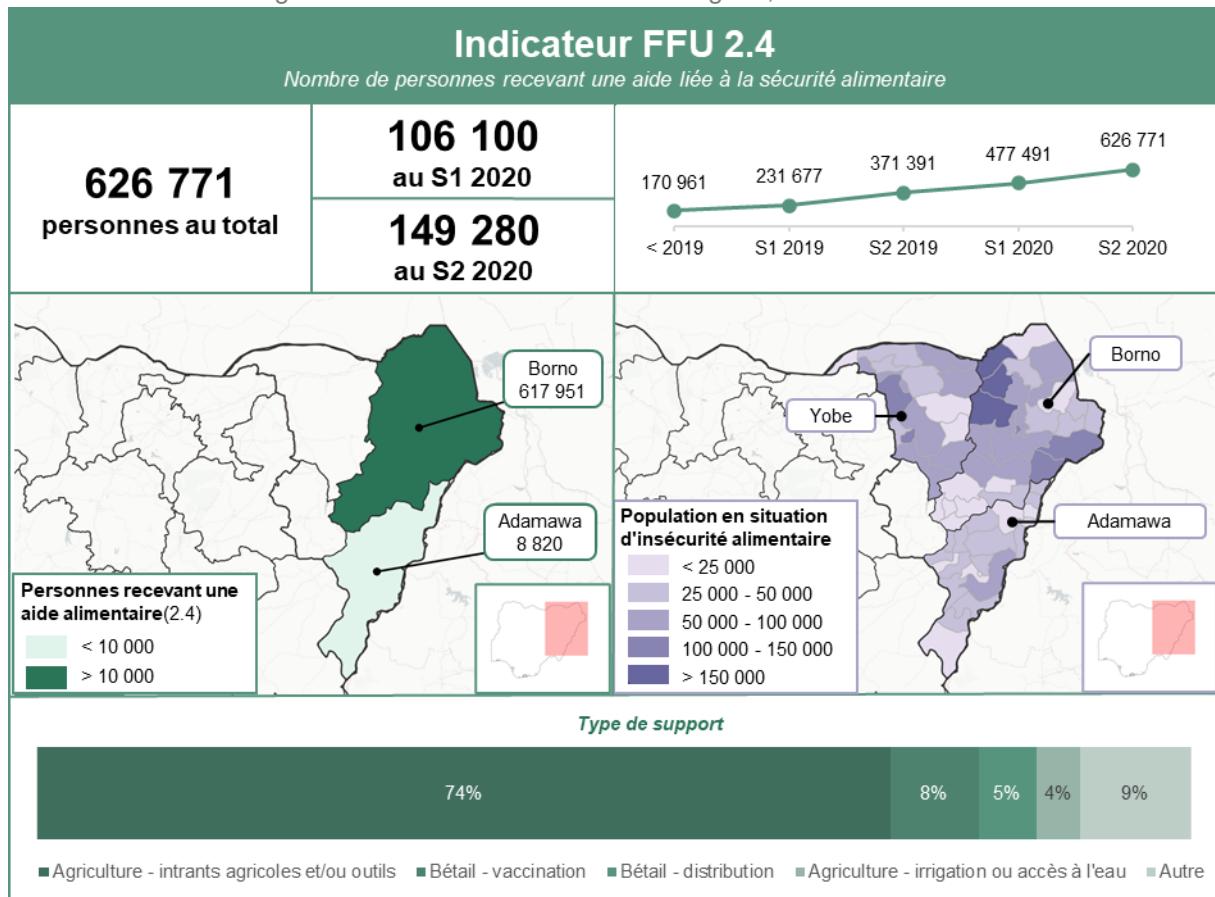
³ Ibid.

⁴ Institut international d'agriculture tropicale, 'Rapport de synthèse de l'examen stratégique faim zéro au Nigéria', 2017. [ici](#).

⁵ Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad.

⁶ OCHA, 'Nigéria Situation Report', 4 janvier 2021. Accessible [ici](#).

Figure 74: Indicateur 2.4 du FFU au Nigéria, décembre 2020



Renforcer la réconciliation et la stabilité dans les communautés touchées par le conflit

La situation sécuritaire dans les Etats du nord-est de BAY est restée critique en 2020, en particulier dans les Etats de Borno et de Yobe, où le nombre de morts dus aux attaques a augmenté de 55% et de 140% par rapport à 2019.¹ L'insurrection de Boko Haram, qui dure depuis dix ans, la violence intercommunautaire et le banditisme ont gravement affaibli les institutions de gouvernance communautaires dans ces Etats. Il est essentiel de renforcer la réconciliation et la stabilité par le dialogue et les activités de médiation pour rétablir la cohésion et la résilience des communautés dans les situations de conflit.

Les programmes financés par le FFU ont continué de participer à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix au Nigéria en 2020. En 2020, 62 706 personnes ont participé à ces activités (indicateur 4.3), ce qui porte le total des bénéficiaires à 104 232. Compte tenu de la situation en matière de sécurité, la plupart des bénéficiaires se trouvaient à Borno (55%). Le nombre de bénéficiaires à Borno a été multiplié par six de 2019 à 2020 grâce aux activités de MCN (NG-03)² ainsi qu'au début des activités RESILAC connexes (REG-05) au second semestre 2020. Depuis que la LRRD et la PSS ont achevé leurs activités dans ce domaine en 2019, ces deux programmes ont été les seuls contributeurs à cet indicateur en 2020.

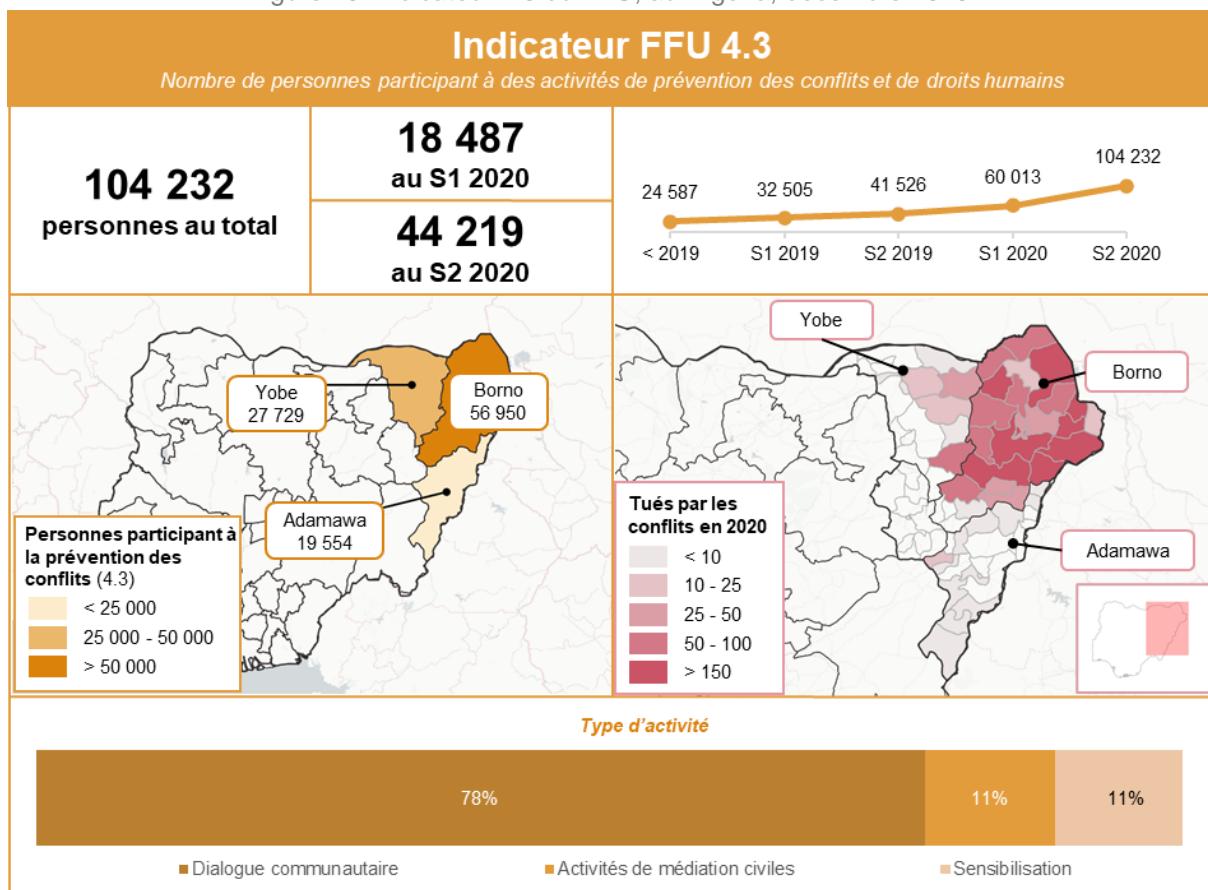
MCN vise à améliorer les capacités de gestion des conflits au niveau de l'Etat et de la communauté dans les Etats de BAY grâce à une approche communautaire. MCN est un programme mis en œuvre par le British Council, opérant dans les trois Etats de BAY qui vise notamment à renforcer la résilience des communautés aux conflits en engageant les dirigeants et les dirigeants

¹ ACLED. Accessible [ici](#).

² Enhancing state and community level conflict management capability in north-eastern Nigéria.

traditionnels et en veillant à ce que les mécanismes locaux de résolution des conflits fonctionnent correctement. Le programme a été mis en œuvre depuis février 2017 et représente 72% du nombre total de personnes ayant participé aux activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme financées par le FFU au Nigéria (indicateur 4.3). En 2020, MCN a engagé 47 249 personnes dans des dialogues communautaires, grâce à des activités telles que des formations de dirigeants locaux sur le règlement des différends, le renforcement des OSC et des groupes de jeunes sur la consolidation de la paix/réconciliation, et le lancement d'une plate-forme de dialogue dans les communautés. Les 3 010 bénéficiaires restants ont participé à des activités de médiation civile par le biais de diverses plateformes telles que les partenariats communautaires pour la paix dans les conseils locaux, qui ont résolu 295 problèmes de sûreté/sécurité en décembre 2020.¹

Figure 75: Indicateur 4.3 du FFU, au Nigéria, décembre 2020



Parallèlement, au S2 2020, le programme RESILAC a impliqué 12 447 personnes dans des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme au Nigéria, toutes à Borno. La pandémie de COVID-19 ainsi que l'insécurité croissante dans certaines LGA ont entraîné des retards dans la mise en œuvre de cette composante. Le programme a donc organisé des activités telles que des matchs de football pour encourager la cohésion sociale tout en respectant les mesures barrières. Des campagnes de sensibilisation au porte-à-porte ont également été menées en octobre, et des programmes radiophoniques se sont poursuivis tout au long du dernier trimestre dans les langues locales telles que le haoussa et le kanuri. Au total, 11 626 personnes ont bénéficié de ces activités de sensibilisation en 2020. Les autres bénéficiaires (821) ont participé à des dialogues communautaires pour la mise en œuvre d'accords de gestion des ressources naturelles.

¹ Gestion des conflits au Nigéria. Accessible [ici](#).

6.9.2. LE NIGÉRIA ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉALISATION DU FFU

Tableau 21: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Nigéria, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	4 575	75	0	0	4 650
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	257	27	11	26	321
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	17 101	5 511	1 179	4 207	27 998
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	774	1 322	105	181	2 382
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	12	0	0	0	12
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	431	24	1	0	456
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	186 085	315 828	58 715	8 313	568 941
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	0	7 000	3 000	10 000
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	170 961	200 430	106 100	149 280	626 771
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	600	273	467	1 340
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	114 224	9 388	27 383	154 104 507 450	132 014 216
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	5 624	1 774	174	230	7 802
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	169 560	17 965	0	118 327	305 852
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	1 265	11 020	10 910	47 616	70 811
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	0	0	7	7
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	11 451	4 450	586	334	16 821
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	5 261	4 825	833	448	11 367
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	0	0	3	3
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	0	45	45
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	41	14	57	112
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10	65	43	86	204
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	4	17	3	0	24
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	40	20	60
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	9 093	4 612	2 011	1 236	16 953
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	24 587	16 939	18 487	44 219	104 232
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	9	2	0	6	17
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	33	1	11	12	57
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	16	12	4	0	32
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	28	9	4	2	44
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	5 810 024	5 518 257	11 328 281
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	263 454	162 331	425 784
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	48	414	462

6.9.3. PROJETS DU FFU AU NIGÉRIA

Tableau 22: Projets du FFU, Nigéria, avril 2021¹

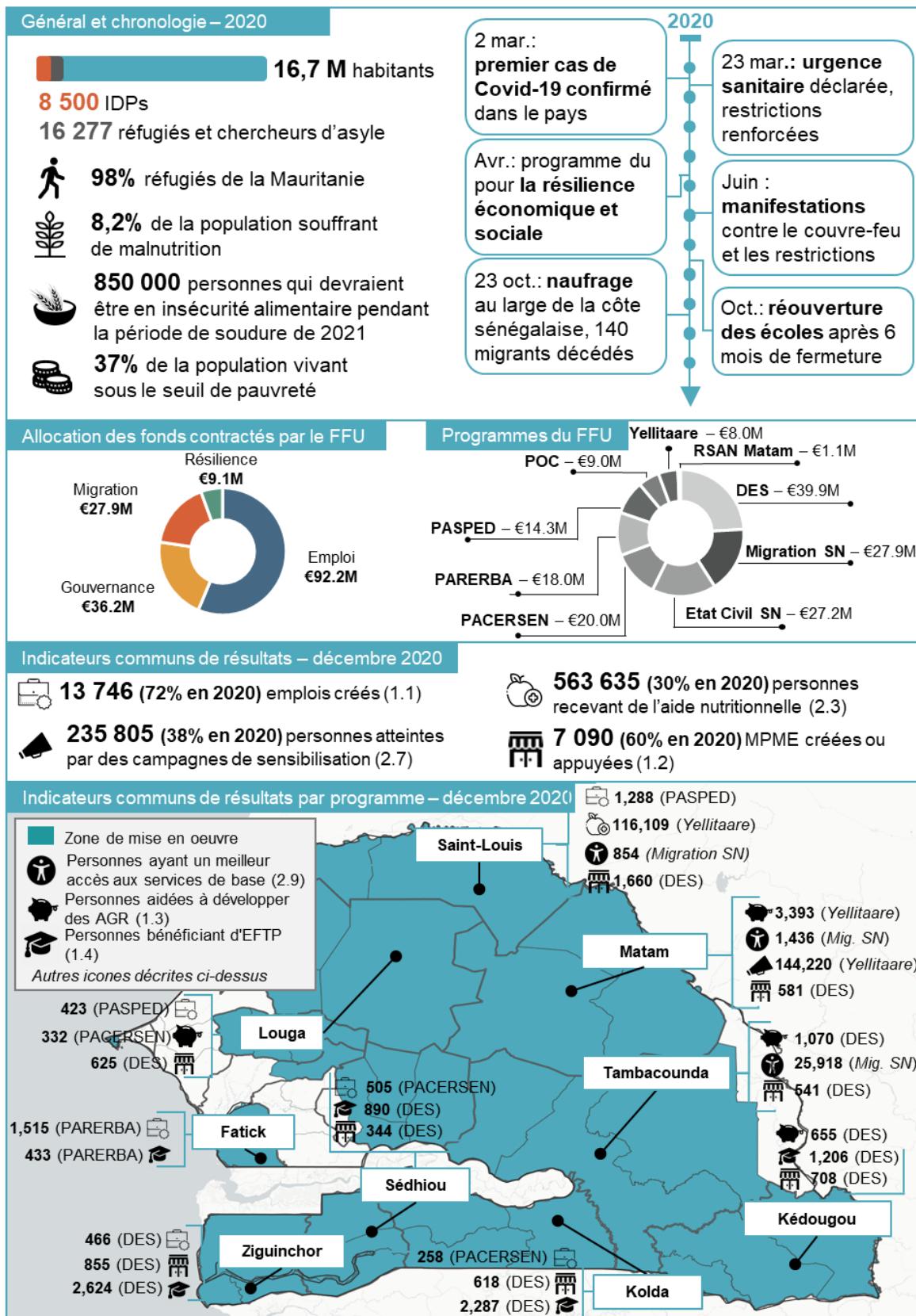
Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
<i>Linking Relief, Rehabilitation and Development and promoting the stability and safety of communities in displacement in North East Nigéria (LRRD NG)</i>	T05-EUTF-SAH-NG-01-01	<i>Promoting Stability in Nigéria's Northeast (LRRD NG DRC)</i>	Rdc	5 500 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-NG-01-02	<i>Multi-sector support to the displaced in Adamawa and Borno States (LRRD NG IRC)</i>	Irc	4 000 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-NG-01-03	<i>Promoting Resilience and Peaceful Coexistence Among Displacement Affected Communities in Northeast Nigéria (LRRD NG NRC)</i>	Cnrc	2 123 000 € (Terminé)
<i>Investing in the Safety and Integrity of Nigérian Girls (ISING)</i>	T05-EUTF-SAH-NG-02-01	<i>Investing in The Safety and Integrity of Nigérian Girls (ISING)</i>	Mercy Corps	3 500 633 € (Terminé)
<i>Enhancing state and community level conflict management capability in North Eastern Nigéria (MCN)</i>	T05-EUTF-SAH-NG-03-01	<i>Enhancing state and community level conflict management capability in North Eastern Nigéria (MCN)</i>	British Council	21 000 000 €
<i>Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Nigéria (IOM JI NG)</i>	T05-EUTF-SAH-NG-04-01	<i>IOM – Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Nigéria (EU-IOM JI NG)</i>	Oim	15 500 000 €
<i>Strengthening Psychosocial Support, Mental Health, Reintegration and Protection Services for children in Borno, including children associated with Boko Haram (PSS)</i>	T05-EUTF-SAH-NG-06-01	<i>UNICEF – Strengthening Psychosocial Support, Mental Health, Reintegration and Protection Services for children in Borno, including children associated with Boko Haram (PSS)</i>	UNICEF	4 500 000 € (Terminé)

¹ Dans ce tableau, les projets apparaissent en gris lorsqu'ils sont terminés et en jaune lorsqu'ils sont en phase de démarrage.

<i>children associated with Boko Haram (PSS)</i>				
<i>EU Support to Response, Recovery and Resilience in Borno State (RRR)</i>	T05-EUTF-SAH-NG-07-01	<i>Restoring and Promoting Sustainable Agriculture Based Livelihoods For Food Security And Nutrition Improvement In Borno State (RRR)</i>	FAO	20 000 000 €
<i>EU Support to the United Nations 'One UN Response Plan to COVID-19 in Nigéria' (One UN Response Plan)</i>	T05-EUTF-SAH-NG-09-01	<i>EU Support to the United Nations 'One UN Response Plan to COVID-19 in Nigéria' (One UN Response Plan)</i>	PNUD	49 500 000 €

6.10. SÉNÉGAL

Figure 76: Sénégal – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020



6.10.1. LE SÉNÉGAL ET LE FFU EN 2020

Fin 2020, le président sénégalais Macky Sall a annoncé un nouveau remaniement ministériel, le premier depuis sa réélection en 2019. Ce changement visait à insuffler une nouvelle dynamique d'innovation et de transformation pour le développement du pays. Le gouvernement comprend notamment des membres clés de l'opposition, comme Idrissa Seck, arrivé en seconde position lors des dernières élections présidentielles.¹

La pandémie de COVID-19 a eu de graves répercussions sur l'économie du pays. Après l'identification du premier cas le 2 mars 2020, le gouvernement sénégalais a mis en place des mesures de restriction pour contenir la propagation du virus, notamment la fermeture temporaire des frontières, la fermeture des écoles, un couvre-feu et des restrictions sur les transports interrégionaux et les rassemblements dans les espaces publics et privés. En avril 2020, le gouvernement a lancé son programme de résilience économique et sociale qui articule des stratégies de soutien en réponse à la pandémie. Malgré les mesures d'atténuation, le PIB du pays s'est contracté de 0,7% en 2020 en raison d'un ralentissement dans les secteurs du tourisme, des transports et du commerce.²

La contraction de l'économie a affecté les moyens de subsistance, provoquant des manifestations. Au cours du premier semestre 2020, 85% des ménages ont vu leurs revenus diminuer en raison du climat économique.³ Dans un pays où 90% de la population dépend de l'économie informelle⁴ et où 37% de la population vit dans la pauvreté,⁵ les mesures de restriction ont menacé la plupart des moyens de subsistance des segments de la population dépendant de travaux journaliers, conduisant à l'éruption de manifestations dans diverses villes contre le couvre-feu et d'autres mesures en place.

La détérioration du climat économique a coïncidé avec un nombre croissant de départs de migrants du Sénégal. Pour de nombreux Sénégalais, la migration est considérée comme la voie de la réussite et de la prospérité économique.⁶ En 2020, compte tenu du ralentissement économique, la migration semblait encore plus attrayante. Rien qu'en octobre, la marine sénégalaise a intercepté cinq pirogues au départ des côtes sénégalaises. Le 23 octobre, un naufrage au large de Mbour, une ville de pêcheurs sur les côtes sénégalaises, a coûté la vie à 140 Sénégalais – dont un garçon de 14 ans – dans leur tentative d'atteindre les îles Canaries.⁷ Cet événement a suscité la consternation dans tout le pays et, pour la première fois dans l'histoire du Sénégal, trois pères ont été jugés pour « mise en danger de la vie d'autrui » et condamnés à deux ans de prison.⁸

¹ Jeune Afrique, 'Sénégal : Macky Sall opte pour un gouvernement d'ouverture', novembre 2020. Accessible [ici](#).

² Banque africaine de développement, 'Perspectives macroéconomiques', 2021. Accessible [ici](#).

³ Agence nationale de statistique et de démographie, 'Suivi de l'impact sur le bien-être des ménages', Septembre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Organisation internationale du Travail, 'Etude de l'impact de la Covid-19 sur les entreprises et travailleurs de l'économie informelle au Sénégal', septembre 2020. Accessible [ici](#).

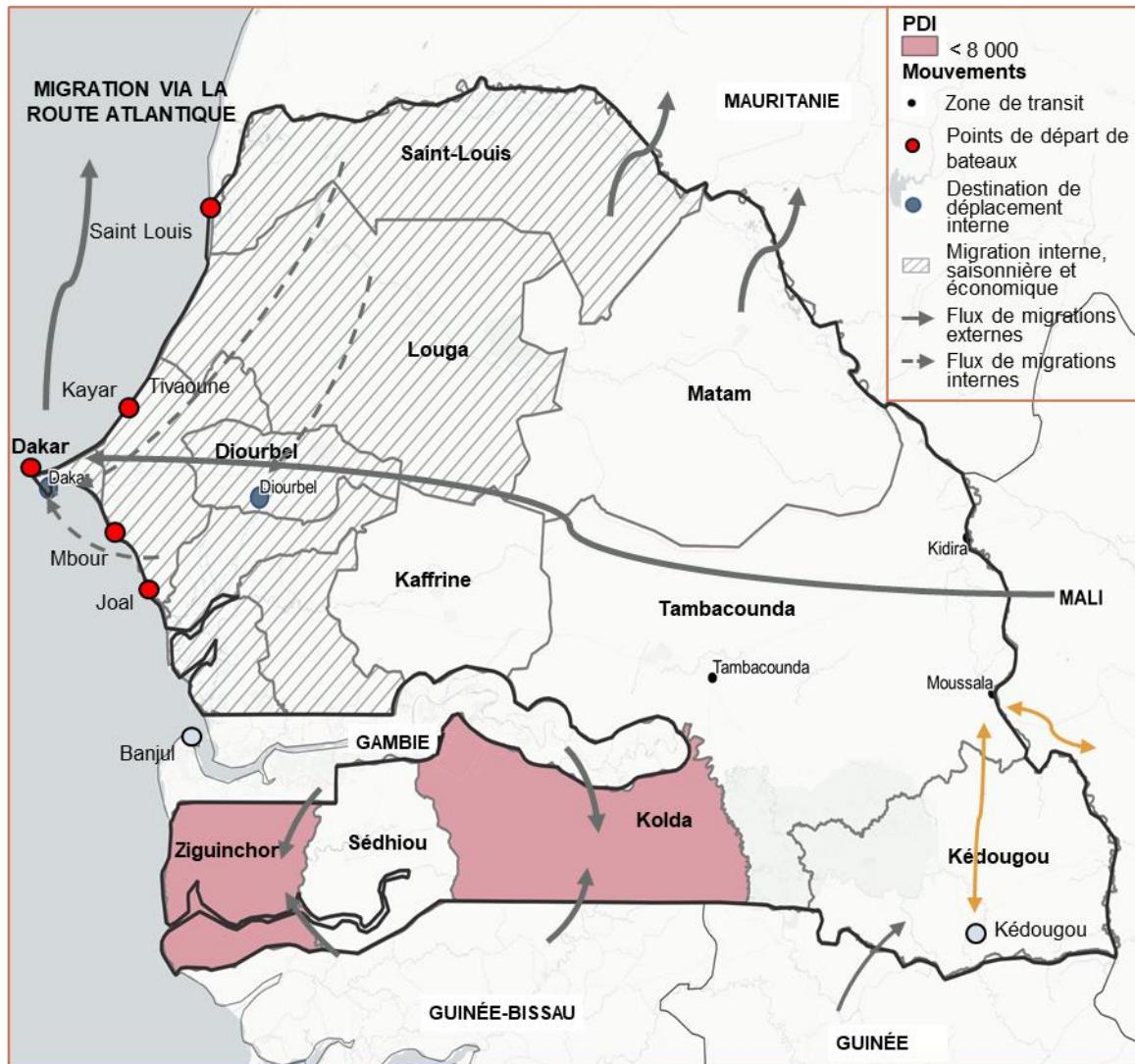
⁵ PAM, 'Sénégal Country Brief', janvier 2021. Accessible [ici](#).

⁶ Le Monde, 'Après un naufrage, le Sénégal s'inquiète de la "recrudescence" des tentatives d'émigration', Décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ Le Parisien, 'Le naufrage d'un bateau de migrants fait au moins 140 morts au Sénégal', Septembre 2020. Accessible [ici](#).

⁸ Le Parisien, 'Sénégal : trois pères condamnés après avoir fait embarquer leurs fils pour l'Europe', Décembre 2020. Accessible [ici](#).

Figure 77: Flux de migration mixtes au Sénégal, décembre 2020



Le FFU a contracté 165,4 millions d'euros au Sénégal, dont 56% pour des projets liés à l'emploi (OS1), suivis par les projets de gouvernance (OS4 – 22%) et les projets liés à la migration (OS3 – 17%). Notamment à travers les programmes *Développer l'Emploi au Sénégal*, PARERBA, PASPED et PACERSEN (SN-04, SN-08, SN-09 et SN-05, respectivement), le FFU vise à créer des opportunités économiques et des emplois, ainsi qu'à soutenir la résilience des populations à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à des initiatives de diversification alimentaire et à l'accès aux services de base. Il vise également à aider les migrants de retour et leur réintégration durable par le biais du programme Migration SN (SN-06). Au Sénégal, la prévention de la migration irrégulière et de la traite des êtres humains sont également des priorités qui sont soutenues par les programmes Etat civil SN et POC (SN-07 et SN-10).

Soutenir la création d'emplois et les MPME, en mettant l'accent sur les principaux points de départ de la migration

La pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve l'économie sénégalaise. Après une hausse de 6,7% en 2018 et de 5,3% en 2019, le PIB réel s'est contracté de 0,7% en 2020. Au-delà du secteur informel largement prédominant qui a été directement touché par les restrictions de mouvement et le couvre-feu, le secteur formel a également connu un déclin important des activités. Plus de 90% des entreprises interrogées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie sénégalaise ont indiqué que la pandémie avait eu un impact négatif sur leurs opérations, et par exemple, sur leur

capacité à importer des matières premières de l'étranger ou à avoir accès à des financements.¹ La baisse de la demande intérieure et internationale a également eu une incidence sur les revenus, les consommateurs voyant leur pouvoir d'achat s'affaiblir.²

Les MPME sont le moteur de l'économie sénégalaise car elles représentent plus de 90% du tissu économique du pays et plus de 30% de l'emploi total.^{3,4} Afin de soutenir les entreprises et l'emploi au Sénégal, les programmes financés par le FFU ont fourni un soutien technique et financier aux MPME nouvelles et existantes. En décembre 2020, 7 402 MPME avaient été créées ou soutenues par l'intermédiaire du FFU (indicateur 1.2), dont 4 568 en 2020 (62% du total des MPME soutenues depuis leur création). Ces résultats sont principalement imputables au programme DES (SN-04), qui a créé ou soutenu 3 656 MPME en 2020 (80% du nombre total d'entreprises soutenues au cours de l'année). Dans ce cadre, DES a fourni un soutien lié à la COVID-19 à 534 entreprises. Comme certains entrepreneurs sont devenus incapables de débloquer des fonds, les MPME ont reçu un financement et une assistance technique pour la restructuration financière et l'intermédiation avec les banques, mais aussi pour le renforcement des capacités dans la mise en place d'outils numériques.⁵

Au Sénégal, malgré l'amélioration de l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi ces dernières années, le travail des femmes reste largement concentré dans le secteur informel.^{6,7} En tant que tel, le programme DES, mis en œuvre par l'AFD, vise à aider les femmes à accéder aux opportunités économiques et, par conséquent, 20% des entreprises soutenues par l'AFD étaient dirigées par des femmes. PASPED (SN-09),⁸ qui vise à améliorer les capacités du secteur privé sénégalais et de la diaspora sénégalaise, a également soutenu 694 entreprises au cours du second semestre 2020. Environ un quart de ces entreprises (178) ont bénéficié d'un soutien financier et 516 d'une assistance technique pour l'élaboration d'un cadre de stages. Sur les 178 entreprises qui ont reçu un soutien financier, 136 ont reçu un accès à un financement rapide pour améliorer leur résilience pendant la pandémie de COVID-19.

Le soutien aux MPME a également permis de créer et de consolider des emplois en temps de crise. En 2020, 11 423 emplois ont été créés ou soutenus au Sénégal (indicateur 1.1), soit 74% de l'ensemble des emplois créés ou soutenus par les fonds du FFU dans le pays. La création d'emplois ou le soutien direct a été largement stimulée par les programmes DES (SN-04) et PASPED (SN-09). PASPED a contribué à la création ou au soutien direct de 4 600 emplois (dont 2 154 pour les jeunes), soit un tiers de l'ensemble des emplois créés ou soutenus en 2020 et près de 50% des emplois créés ou soutenus au cours du second semestre. Le chômage des jeunes est un problème urgent au Sénégal et l'un des principaux moteurs de la migration. En s'attaquant au chômage des jeunes, le PASPED s'attaque à l'une des principales causes profondes de la migration dans les zones ciblées.

Le programme DES (SN-04) a contribué à la création de 2 746 emplois en S2 2020, orientant principalement son financement vers le secteur agricole, qui emploie un grand nombre de personnes : 60% de la population rurale sénégalaise travaille dans l'agriculture, et le secteur contribue à 15% du PIB.⁹ En outre, le programme PARERBA (SN-08),¹⁰ qui vise à développer l'économie rurale par la création d'emplois à long terme, a contribué à la création de 1 691 emplois dans le secteur agricole en 2020, sur un total de 3 709 depuis sa création.

Au Sénégal, malgré les progrès récents, l'emploi des femmes par rapport aux hommes dans le pays s'élève à 0,60, car les femmes continuent de se heurter à des obstacles à l'emploi tels que les coûts

¹ Direction générale du Trésor, 'Sénégal', Décembre 2020. Accessible [ici](#)

² ANSD, Enabel, 'Enquête Covid-19 Industrie (ICE)', Novembre 2020. Accessible [ici](#).

³ Primature de la république du Sénégal - Journal Officiel, Novembre 2008. Accessible [ici](#).

⁴ ANSD, 'Rapport global du Recensement général des Entreprises', Janvier 2017. Accessible [ici](#).

⁵ Développer l'Emploi au Sénégal

⁶ Nellie Peyton, 'Comment le Sénégal autonomise les femmes d'affaires', février 2020. Accessible [ici](#).

⁷ FMI, 'Une analyse quantitative de l'emploi des femmes au Sénégal', 2019. Accessible [ici](#).

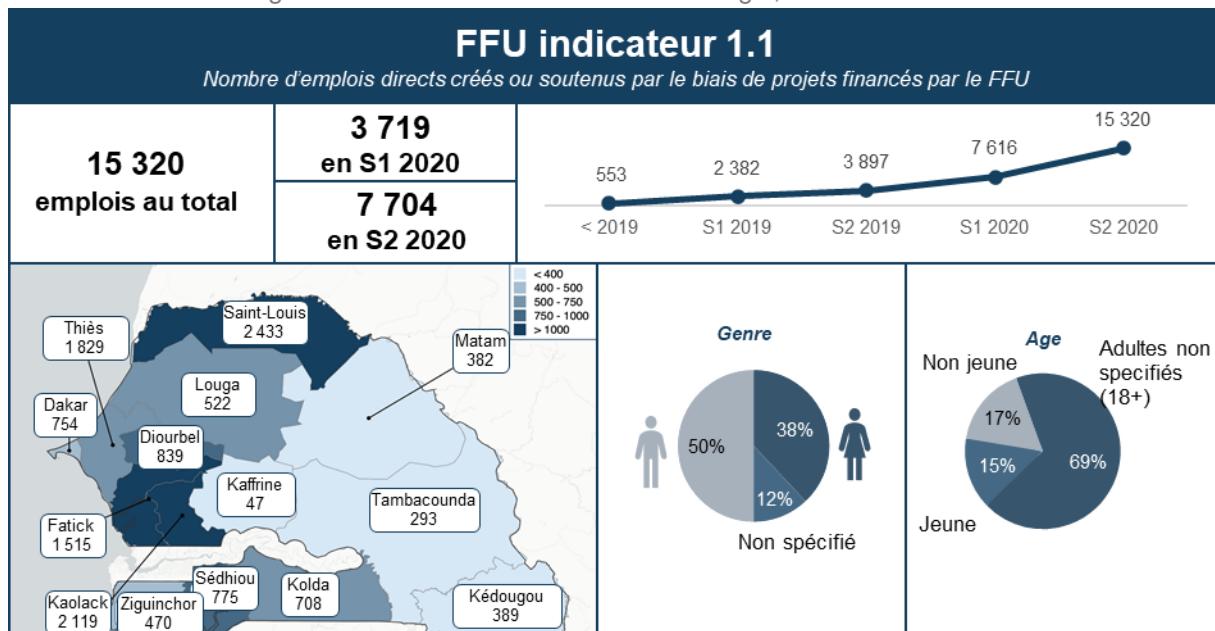
⁸ Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal.

⁹ FAO, 'Plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale', consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

¹⁰ Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier.

liés à la prise en charge du foyer et de la famille et la discrimination sur le marché du travail.¹ Ainsi, dans tous les programmes du FFU, un effort a été fait pour faire en sorte qu'environ un tiers du nombre total d'emplois créés ou soutenus en 2020 soient occupés par des femmes.

Figure 78: Indicateur 1.1 du FFU au Sénégal, décembre 2020



Le soutien aux MPME et à la création d'emplois fourni par les programmes du FFU a été concentré dans les principaux points de départ des migrants. La région de Saint Louis, dans le nord du pays, dépend fortement de la pêche et du tourisme, qui sont en déclin. L'épuisement progressif des captures de poissons au cours des dernières années a eu de graves répercussions sur les moyens de subsistance et, plus récemment, les mesures de restriction telles que le couvre-feu ont limité la capacité de pêche, tandis que les restrictions imposées aux voyages internationaux ont paralysé le tourisme terrestre.^{2,3} Ces facteurs aggravants ont fait de Saint Louis l'un des principaux points de départ des migrants en 2020.^{4,5} La plupart des jeunes hommes qui se trouvaient à bord du bateau naufragé en octobre 2020 venaient de Pikine, une ville située dans la région de Saint Louis.⁶ Et, selon le dernier recensement national de 2013, 10% de tous les migrants sénégalais venaient de Saint-Louis, le taux le plus élevé après Dakar.⁷ Les activités financées par le FFU ont contribué à la création de 2 433 emplois dans la région en 2020, soit plus que dans toute autre région du pays (indicateur 1.1).⁸ De plus, sur les 4 568 MPME soutenues ou créées en 2020, 1 798 se trouvaient à Saint Louis (indicateur 1.2). Le FFU a également offert des possibilités d'emploi dans d'autres régions du pays où les taux de pauvreté sont particulièrement élevés : Diourbel, Kolda et Louga, qui se situent dans les tranches nationales de pauvreté les plus élevées (entre 36% et 50%),⁹ ont concentré 20% de tous les emplois créés ou soutenus et de MPME soutenues dans l'ensemble du pays en 2020.

¹ FMI. 2019. Op. Cil.

² RFI, 'Sénégal : les racines du malaise à Saint-Louis', mars 2021. Accessible [ici](#).

³ Le Quotidien, 'Conséquences de la maladie sur l'économie : Les activités de la pêche au ralenti à Saint-Louis', avril 2020. Accessible [ici](#).

⁴ OIM, 'Monitoring of movement to the Canary Islands', septembre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ France 24, 'Au Sénégal, les pêcheurs et les jeunes frappés par la crise se tournent vers les îles Canaries', octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁶ France24, 'Au large du Sénégal, une pirogue pour les Canaries prend feu : 'Cette route offre deux possibilités, mourir ou réussir'' octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ OIM, 'Migration au Sénégal : profil migratoire 2018', 2018. Accessible [ici](#).

⁸ Par exemple, Saint Louis a été suivi par Kaolack, avec 2 119 emplois ; Fatick, avec 1 515 emplois ; Diourbel, avec 839 emplois ; Sédhiou, avec 775 emplois, etc.

⁹ Agence nationale de la statistique et de la démographie, 'Cartes de pauvreté 2011', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

Une approche à plusieurs niveaux de la migration : sensibilisation ; soutien à l'intégration des rapatriés ; et implication de la diaspora

Au Sénégal, la migration irrégulière est largement motivée par des motifs économiques. Les migrants sénégalais ont tendance à être de jeunes hommes en âge de travailler, à la recherche de perspectives financières, qui voient des exemples de réussites en Europe et veulent suivre la même voie.¹ Le Sénégal est l'un des principaux pays d'origine en termes de migration irrégulière vers le Maroc et l'Union européenne.²

Au cours des dernières années, la migration irrégulière est devenue plus dangereuse à mesure que l'utilisation de la route de l'Atlantique s'est accrue. Avec un contrôle plus strict sur les traversées vers l'Europe depuis la Libye et une répression de la migration le long de la côte nord du Maroc, les candidats ouest-africains à la migration, y compris les Sénégalais, utilisent de plus en plus la route des îles Canaries – également connue sous le nom de route maritime de l'Atlantique, l'une des voies de migration les plus dangereuses.^{3,4} L'éclosion de la pandémie de COVID-19 et les restrictions connexes au-delà des frontières internationales ont également été un facteur de résurgence de la route. Rien qu'en octobre 2020, plus de 400 Sénégalais sont morts en tentant le voyage.⁵ En 2020, les difficultés économiques accrues provoquées par la pandémie ont accéléré le nombre de départs par la route de l'Atlantique.^{6,7} En 2019, environ 2 700 personnes originaires d'Afrique sont arrivées aux îles Canaries par bateau tandis qu'en 2020, ce nombre dépassait les 19 500, dont de nombreux Sénégalais.⁸

L'enracinement des mythes sur la migration joue un rôle dans la prise de décision des migrants potentiels. La pression de la famille, des amis et de la communauté en général entre également en jeu.^{9,10} Plus récemment, pendant la pandémie, des rumeurs ont circulé selon lesquelles le nombre de morts en Europe aurait provoqué une pénurie de travailleurs qui pourraient être comblés par des migrants.¹¹ Dans ce contexte, les activités financées par le FFU contribuent à sensibiliser aux risques liés à la migration irrégulière. 702 578 migrants potentiels ont été atteints par des campagnes d'information sur la migration (indicateur 3.3) depuis le lancement des programmes, dont 92 241 en 2020. Afin de déconstruire les mythes sur la migration et d'empêcher les jeunes de se lancer dans un voyage périlleux, *Tekki Fii*¹² (SN-04) a ciblé les migrants potentiels pour les informer des risques de la migration irrégulière, atteignant 86 491 personnes (indicateur 3.3) en 2020, soit environ 94% des personnes atteintes au cours de l'année. Les groupes cibles s'étendent au-delà des migrants (potentiels) pour atteindre également les communautés en général, qui peuvent exercer une influence sur la façon dont la migration irrégulière est perçue et entraîner un changement des pratiques. De même, l'Initiative Conjointe UE-OIM (SN-06) a touché 3 912 migrants potentiels grâce à des campagnes d'information sur la migration en 2020, et le programme *Protection West Africa* (REG-13) a touché 1 838 migrants potentiels et parties prenantes en 2020 grâce à des campagnes de sensibilisation, dont près de 40% de femmes.

¹ Seydi Ababacar Dieng, 'Déterminants, caractéristiques et enjeux de la migration sénégalaise', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#)

² OIM, 'Irregular Migration from West Africa to the Maghreb and the European Union: An Overview of Recent Trends'. Accessible [ici](#).

³ Daily Sabah, 'Le Sénégal intercepte 186 migrants alors que d'autres choisissent la route de migration atlantique vers les Canaries', octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ The New Humanitarian, 'What's driving the deadly migrant surge from Senegal to the Canary Islands?', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ Ibid.

⁷ Le Monde. 2020. Op. Cit.

⁸ The New Humanitarian. 2020. Op. Cit.

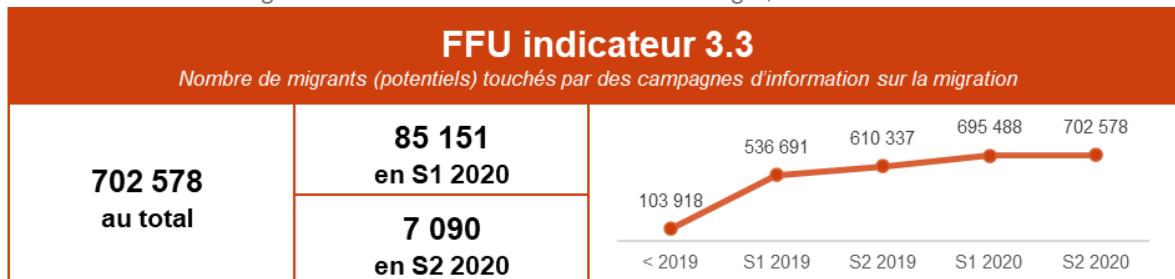
⁹ DW, 'Les parents et l'immigration clandestine', novembre 2016. Accessible [ici](#).

¹⁰ Seydi Ababacar Dieng. Op. Cit.

¹¹ Le Nouvel Humanitaire. 2020. Op. Cit.

¹² 'Réussir ici' en wolof.

Figure 79: Indicateur 3.3 du FFU au Sénégal, décembre 2020



Les migrants qui sont partis et qui ont dû revenir se heurtent à des obstacles à leur retour. Habituellement, la migration est associée à un objectif de vie, et la famille peut placer de grandes attentes sur le migrant qui part.¹ Lorsque ce projet de migration est affecté, les rapatriés peuvent être confrontés à un stress sociologique et psychologique important, et la réintégration à leur retour peut être très difficile.² De nombreux facteurs déterminent le processus de réinsertion sociale, comme la durée du séjour à l'étranger, les compétences acquises et d'autres facteurs plus structurels comme le logement et l'emploi.³

Au Sénégal, les activités financées par le FFU apportent un soutien à la réintégration des migrants de retour. En décembre 2020, 20 469 migrants ont bénéficié d'une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis), dont 18 287 en 2020 (89% des chiffres atteints depuis le début des activités). Cela a été principalement dû au programme Migration Sénégal (SN-06), qui représente 98% de l'ensemble du soutien depuis sa création. Mis en œuvre par l'AFD et l'OIM, le programme a distribué des transferts monétaires aux migrants de retour pour les aider à gérer les défis quotidiens et à couvrir les besoins fondamentaux, tels que l'approvisionnement alimentaire, dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il s'est également employé, sur le plan structurel, à améliorer les conditions de retour et de réintégration et à créer un environnement plus propice à la réintégration. Par exemple, les rapatriés ont bénéficié de séances de conseil sur la réintégration et la formation et d'un soutien professionnel, en particulier dans la mise en place d'entreprises et la gestion d'entreprise.⁴

Les programmes du FFU mobilisent également la diaspora dans la mise en place de projets de développement. La partie du programme Migration Sénégal mise en œuvre par l'AFD a mobilisé les membres de la diaspora pour participer aux initiatives de développement local, social et économique au Sénégal. En conséquence, 70 projets ont reçu un soutien financier et technique depuis leur création, dont 15 en 2020.

Renforcer la résilience dans les zones rurales dans un contexte d'insécurité alimentaire et de malnutrition

Au Sénégal, l'insécurité alimentaire est un problème urgent qui expose les populations à un risque accru de vulnérabilité. En 2019, 7,2% des Sénégalais étaient en situation d'insécurité alimentaire, en raison de multiples facteurs.⁵ Les communautés rurales pauvres disposent de moyens limités pour faire face aux hausses soudaines des prix alimentaires, qui ont tendance à être fréquentes étant donné que le Sénégal reste dépendant des importations alimentaires (le pays importe près de 70% de ses besoins alimentaires),⁶ en particulier le riz. En outre, des facteurs environnementaux ont conduit à l'épuisement progressif des sols et des ressources, avec des dommages et des pertes

¹ Seydi Ababacar Dieng. Op. Cit.

² OIM, 'Mentoring returnees: study on reintegration outcome through a comparative lens', octobre 2020. Accessible [ici](#)

³ OIM, 'Rentrer à la maison peut être plus difficile que de partir : les défis psychosociaux d'être un rapatrié', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise.

⁵ PAM, 'Senegal Country Brief', novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁶ IPAR, 'Effets de la Covid-19 sur les exploitations familiales agricoles et des organisations de producteurs membres du CNCR au Sénégal', Novembre 2020. Accessible [ici](#).

considérables en termes de production agricole.¹ Récemment, les mesures d'atténuation de la pandémie ont aggravé l'insécurité alimentaire des populations. La fermeture des marchés alimentaires à l'échelle nationale au début du deuxième trimestre de l'année a eu un impact significatif sur l'accès aux denrées alimentaires, avec une flambée des prix et l'inaccessibilité des produits de qualité.² Alors que le gouvernement a levé la plupart des restrictions relatives aux marchés alimentaires à la mi-2020, le contexte économique plus large et la perturbation des programmes nutritionnels d'urgence existants ont encore exacerbé les vulnérabilités alimentaires dans le pays.³

En décembre 2020, les activités financées par le FFU ont fourni une assistance liée à la sécurité alimentaire à 58 752 bénéficiaires (indicateur 2.4), dont 15 547 (26%) en 2020. Cela s'explique en grande partie par le programme PARERBA (SN-08), qui a soutenu 32 787 personnes depuis sa création, dont 15 205 en 2020, soit près de 98% de la production totale déclarée en 2020. PARERBA est particulièrement actif dans le bassin de l'arachide,⁴ où les risques liés au changement climatique et l'accès limité à l'eau limitent l'exploitation agricole, augmentant ainsi l'insécurité alimentaire. Les bénéficiaires ont bénéficié d'améliorations hydro-agricoles dans les zones rurales, ce qui leur a permis d'exploiter et de travailler les terres. Les femmes ont été spécifiquement ciblées par le PARERBA, représentant 61% des bénéficiaires depuis leur création, ce qui leur a permis d'améliorer leurs intrants agricoles et la nutrition des familles. Dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19, le PARERBA a également soutenu 239 460 bénéficiaires au cours du deuxième semestre (indicateur 6.2), en leur distribuant des denrées alimentaires de base pour les aider à faire face aux difficultés économiques induites par le climat économique plus large.

En 2018, la malnutrition chronique touche 8,2% de la population et près de 20% des enfants du pays.^{5,6} La malnutrition peut avoir un impact à long terme sur le développement du bien-être des enfants et des conséquences de grande portée sur le capital humain et le développement national en général.⁷ Dans le nord du pays, où l'effet du changement climatique est plus aigu, la malnutrition chronique des nourrissons est particulièrement élevée, touchant entre 2,2 et 4,5% des 6 à 59 mois.^{8,9,10}

Dans ce contexte, les programmes financés par le FFU fournissent une assistance nutritionnelle dans les régions du pays où la nutrition est la plus à risque. En 2020, 168 358 personnes ont reçu une aide nutritionnelle (30% du total depuis la création – indicateur 2.3). Cela a été fait par le biais du programme Yellitaare (SN-01),¹¹ qui vise à améliorer la résilience des populations locales et l'accès aux services de base en mettant l'accent sur les plus vulnérables. À Matam et Podor, dans le nord du pays,¹² Yellitaare a entrepris le dépistage et le traitement de la malnutrition et a fourni des fournitures nutritionnelles à tous les bénéficiaires de 2020, tous des enfants ou bébés. Yellitaare a également mené des campagnes de résilience (indicateur 2.7) pour sensibiliser les parents, en particulier les mères, aux pratiques en matière de nutrition infantile à Matam et Podor, touchant 67 250 adultes. De ce nombre, 85% étaient des femmes qui ont reçu de l'information sur les bonnes pratiques nutritionnelles, tandis que 60 femmes ont reçu une formation sur des produits accessibles et riches en nutriments disponibles localement.

¹ BAD, 'Sécurité alimentaire au Sénégal', consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

² Cicodev Afrique, 'Résultats de l'enquête sur les impacts de la Covid-19 sur la sécurité alimentaire au Sénégal', juillet 2020. Accessible [ici](#).

³ Transform nutrition, 'COVID-19 et son impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique de l'Ouest', novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Le bassin d'arachides s'étend sur Diourbel, Fatick, Kaffrine, Kaolack et Thiès.

⁵ USAID, 'Sénégal : profil nutritionnel', février 2018. Accessible [ici](#).

⁶ PAM, 2020. Op.cit.

⁷ USAID, 2018. Op.

⁸ Akpaki et al. 'Assessing the Food Availability and Food Insecurity Situation among Communities of Matam Region, Senegal', mars 2020. Accessible [ici](#)

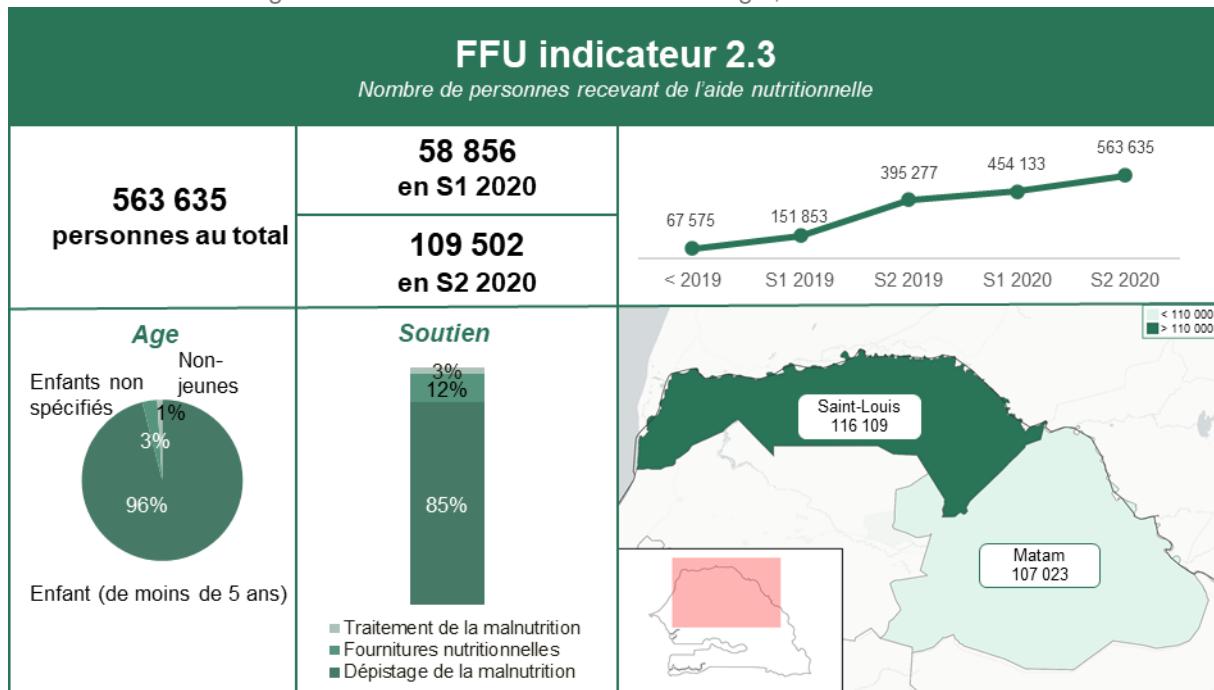
⁹ USAID, 'Food assistance fact sheet', septembre 2018. Accessible [ici](#).

¹⁰ Akvo RSR, 'Résumé du projet Yellitaare', consulté en avril 2021. Accessible [ici](#)

¹¹ Amélioration de la réponse des communautés les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les départements de Podor, Ranérou, Matam et Kanél.

¹² Podor est une commune située dans la région de Saint Louis.

Figure 80: Indicateur 2.3 du FFU au Sénégal, décembre 2020



6.10.2. LE SÉNÉGAL ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉALISATION DU FFU

Tableau 23: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Sénégal, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	553	3 344	3 719	7 704	15 320
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	1 688	1 146	2 159	2 408	7 402
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	6 207	7 356	1 137	2 478	17 178
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	9 757	7 109	908	1 794	19 569
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	6	11	5	3	25
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	3	56	2	11	72
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	5 378	2 781	0	304	8 463
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	67 575	327 702	58 856	109 502	563 635
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	23 153	20 052	14 126	1 420	58 752
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	0	40	0	0	40
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	23	658	469	27	1 176
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	42 939	104 275	44 756	160 951	352 921
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	194	1 997	25	74	2 290
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2 400	10 737	1 829	28 208	43 174
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	9	6	70
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	0	0	442	442
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	103 918	506 419	85 151	7 090	702 578
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	7	3	116	126
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3 104	789	265	106	4 264
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintigration	1 139	1 043	1 591	16 696	20 469
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	8	0	0	8
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	147	0	160	307
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	36	39	11	86
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	221	73	250	298	842
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	34	0	340	362	736
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	150	50	0	141	341
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	8	28	0	10	46
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	44	0	9	53
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	8	9	0	3	20
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	14	5	0	16	35
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	25 005	59 520	84 525
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	252 506	0	252 506
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	27	66	93

6.10.3. PROJETS DU FFU AU SÉNÉGAL

Tableau 24: Projets du FFU, Sénégal, avril 2021¹

Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
Résilience des populations les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les zones de départ de Podor, Ranérou, Matam et Kanel	T05-EUTF-SAH-SN-01-01	Amélioration de la réponse des communautés les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les départements de Podor, Ranérou, Matam et Kanel (Yellitaare)	AECID	8 000 000 €
Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Matam	T05-EUTF-SAH-SN-03-01	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Matam (RSAN Matam)	ACTED	1 100 000 € (Terminé)
Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ	T05-EUTF-SAH-SN-04-01	Développer l'emploi au Sénégal : renforcer le tissu d'entreprises locales (DES AFD)	AFD	16 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-SN-04-02	Développer l'emploi au Sénégal : accès équitable à la formation professionnelle (DES LUXDEV)	LuxDev	19 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-SN-04-04	Développer l'emploi au Sénégal : campagne « Tekki fii » (DES Tekki Fii 1)	20STM	544 060 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-SN-04-05	Positive Planet – Développer l'emploi au Sénégal : faciliter l'accès au financement – Oser entreprendre ! (DES PPI)	PPI	2 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-SN-04-06	Gret – Développer l'emploi au Sénégal : faciliter l'accès au financement – Accompagnement des jeunes vers l'emploi au Suddu Sénégal (DES Gret)	GRET	2 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-SN-04-07	T05-EUTF-SAH-SN-04-07 – Campagne de communication Tekki Fii – Phase 2 (DES Tekki Fii 2)	AF Consulting Sénégal	369 784 €
Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Crédit d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles	T05-EUTF-SAH-SN-05-01	Projet d'appui à la réduction de la migration à travers la création d'emploi ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Natanguées) (PACERSEN AECID)	AECID	10 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-SN-05-02	Projet d'appui à la réduction de la migration à travers la création d'emploi ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Natanguées) (PACERSEN MAECI)	MAECI DGCS	10 000 000 €
Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise	T05-EUTF-SAH-SN-06-01	OIM – Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Sénégal (IOM JI Sénégal)	OIM	7 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-SN-06-02	AFD – Promouvoir les initiatives de développement local, économique et social et accompagner les investissements productifs au Sénégal de la diaspora (Diaspora Senegal)	AFD	10 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-SN-06-03	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Sénégal (Gouv. Migrations)	AECID	9 500 000 €
	T05-EUTF-SAH-SN-06-04	Initiative de l'OIM pour la protection et la réintégration des migrants : proposition régionale (Bureau régional de l'OIM pour l'application conjointe)	OIM	1 400 000 € (Terminé)
Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique	T05-EUTF-SAH-SN-07-02	Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique (Etat Civil SN CIVIPOL)	CIVIPOL	17 150 000 € (Phase de démarrage)
	T05-EUTF-SAH-SN-07-03	Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique (Etat Civil SN Enabel)	Enabel	10 000 000 € (Phase de démarrage)
Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués	T05-EUTF-SAH-SN-08-01	Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués (PARERBA)	Enabel	18 000 000 €
PASPED – Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la	T05-EUTF-SAH-SN-09-01	Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal /PASPED)	AICS	14 303 200 €

¹ Dans ce tableau, les projets apparaissent en gris lorsqu'ils sont terminés et en jaune lorsqu'ils sont en phase de démarrage.

création d'emplois au Sénégal				
Partenariat Opérationnel Conjoint (POC) de lutte contre l'immigration irrégulière, la traite et le trafic de migrants au Sénégal	T05-EUTF-SAH-SN-10-01	Partenariat opérationnel conjoint (POC) de lutte contre l'immigration irrégulière et le trafic de migrants et de la traite des êtres humains au Sénégal	CIVIOL	9 000 000 €

6.10.4. PROJETS NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS EN S2 2020

Figure 81: Gouvernance des migrations (SN-06-03)

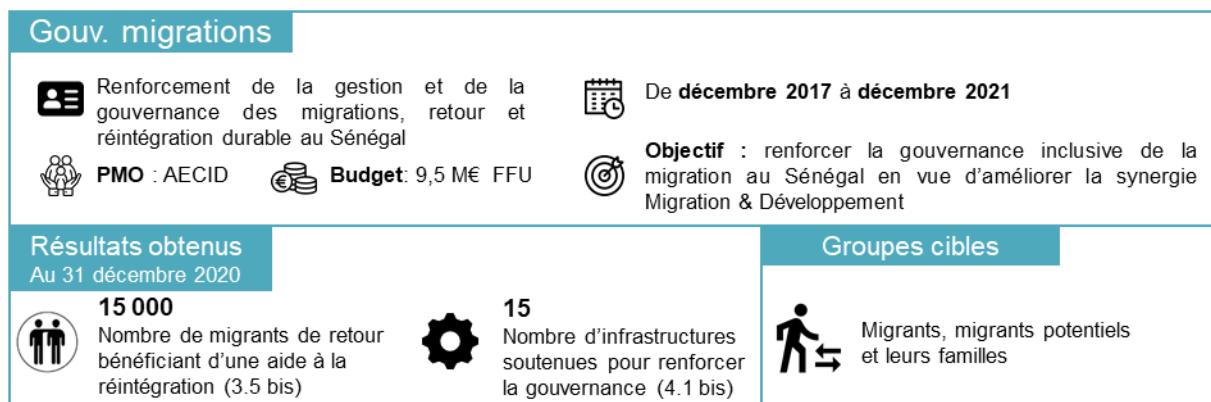


Figure 82: PASPED (SN-09-01)

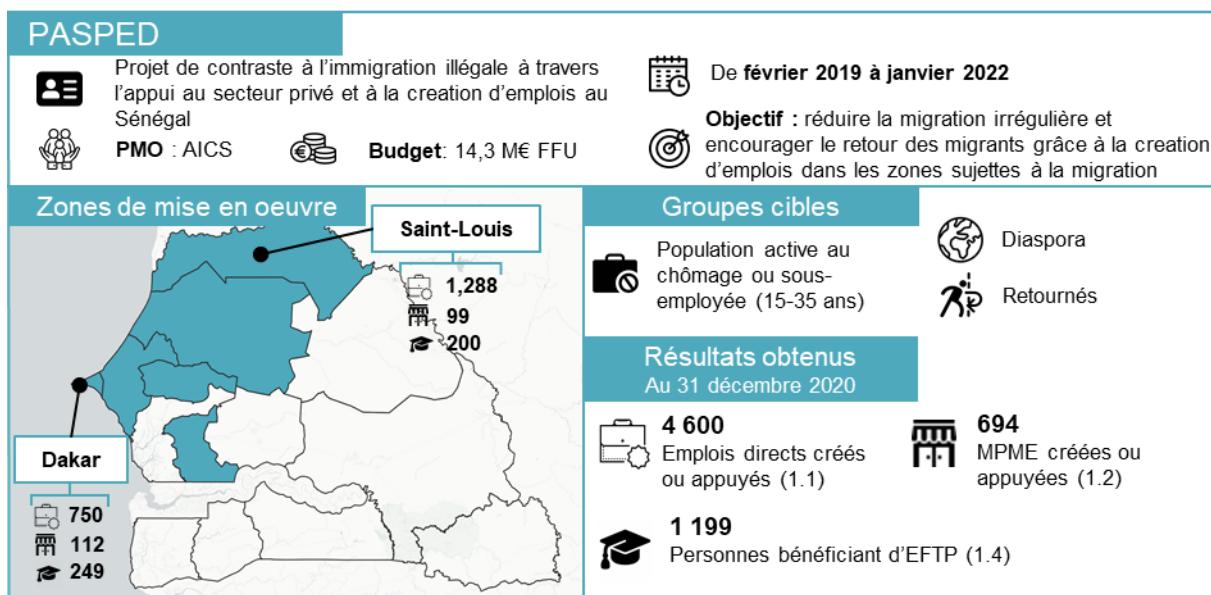
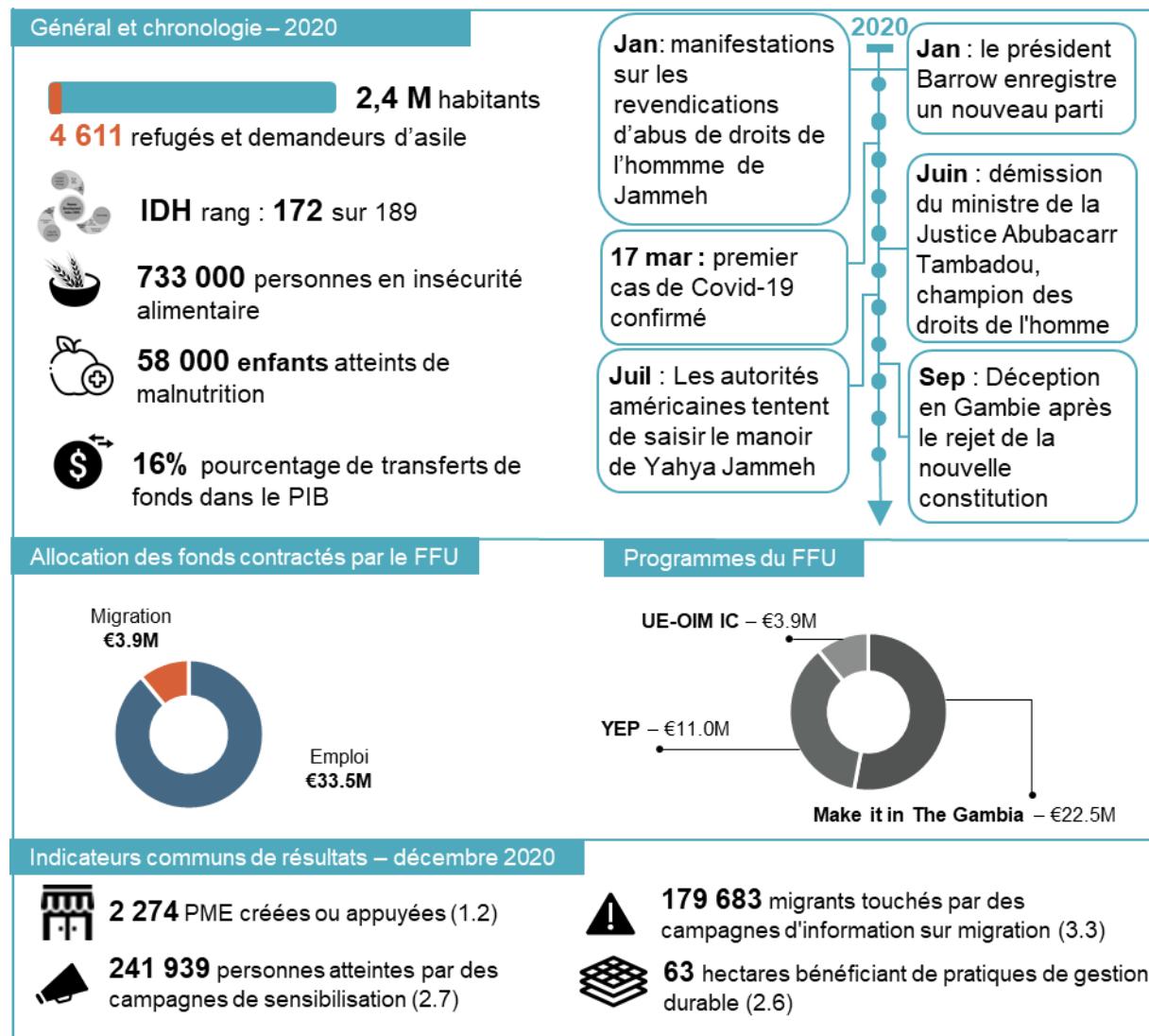


Figure 83: POC (SN-10-01)

POC		Groupes cibles	
	Partenariat Opérationnel Conjoint (POC) de lutte contre l'immigration irrégulière, la traite et le trafic de migrants au Sénégal		D'octobre 2019 à octobre 2022
	PMO : CIVIPOL		Objectif : prévenir la migration irrégulière et les déplacements forcés et faciliter la gestion de la migration ainsi que les retours
	Budget : 9 M€ FFU		
Résultats obtenus Au 31 décembre 2020	 141 Personnes formées à la gouvernance et la prévention des conflits (4.2)	 4 Stratégies et loi développées (4.6)	 6 Etudes et recherches menées (5.3)

6.11. GAMBIE

Figure 84 : Gambie – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020



6.11.1. LA GAMBIE ET LE FFU EN 2020

L'année 2020 a marqué le troisième anniversaire de l'investiture du président Adama Barrow après le départ de Yahya Jammeh qui dirigeait le pays depuis plus de vingt ans. Alors que Barrow avait déclaré à l'époque qu'il mènerait un mandat de transition de trois ans avant de convoquer des élections,¹ il est maintenant préparé à terminer son mandat de cinq ans et à briguer un nouveau mandat. Yahya Jammeh, l'ancien président, a accepté de s'exiler à condition d'être autorisé à rentrer dans le pays après trois ans, mais a depuis été accusé de violations des droits humains, y compris d'exécutions extrajudiciaires, et a été averti que sa sécurité ne pourrait pas être garantie s'il retournait dans le pays.²

En 2020, le pays a également été aux prises avec les répercussions de la pandémie de COVID-19 et d'un climat économique mondial difficile. En raison de la pandémie, le PIB réel par habitant s'est contracté de 2,9% en 2020.³ La Gambie est fortement tributaire du tourisme, qui contribue

¹ Al Jazeera, 'Des milliers de personnes se rassemblent en Gambie pour le retour de l'ex-dirigeant Yahya Jammeh', janvier 2020. Accessible [ici](#).

² BBC, 'Yahya Jammeh a averti de ne pas retourner en Gambie', janvier 2020. Accessible [ici](#).

³ La Banque mondiale, 'La Banque mondiale en Gambie', consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

traditionnellement à environ un quart du PIB du pays.¹ Avec la fermeture des frontières et les restrictions sur les marchés sources pour les touristes, de nombreuses entreprises gambiennes ont dû réduire considérablement leur capacité et leurs opérations. Le secteur a perdu plus de 100 millions de dollars en 2020 et l'équivalent d'au moins 57 millions de dollars de recettes fiscales, et les pertes pourraient être encore plus importantes si les restrictions de voyage sont maintenues en Europe tout au long de 2021.²

Bien qu'elle soit l'un des plus petits pays d'Afrique subsaharienne et qu'elle ne compte que deux millions d'habitants, la Gambie a l'un des taux les plus élevés de migration irrégulière vers l'Europe. Entre 2009 et 2019, on estime que 46 199 Gambiens ont atteint l'Europe par les routes de la mer Méditerranée, ce qui équivaut à près de 4% de la population.³ De nombreux Gambiens perçoivent la migration comme la voie vers des moyens de subsistance décents, et la récente détérioration du climat économique pourrait exacerber encore cette tendance.⁴

Figure 85: Flux de migration mixtes en Gambie, décembre 2020



Les programmes du FFU en Gambie visent à contribuer au développement des possibilités d'emploi pour les jeunes et à la sensibilisation aux risques de la migration irrégulière.⁵

Prévenir la migration irrégulière grâce à un développement axé sur l'agriculture

La Gambie est l'un des pays les plus pauvres du monde.⁶ Selon les dernières estimations, en 2015, 10% de la population gambienne vivait sous le seuil de pauvreté international – et jusqu'à 50% sont en dessous du seuil de pauvreté national.^{7,8} au moins la moitié des pauvres du pays sont des agriculteurs et des travailleurs agricoles. Une grande partie de la population vit dans les zones rurales, où les taux de pauvreté sont les plus élevés.⁹ Alors que le secteur agricole contribue à 25% du PIB du pays, il emploie plus de 70% de la main-d'œuvre et reste caractérisé par une main d'œuvre à faible productivité.¹⁰

¹ AA, 'Gambian tourism struggles with virus' impact', novembre 2020. Accessible [ici](#).

² Ibid.

³ Blog de la Banque mondiale, 'No one leaves home unless home is the mouth of a shark', décembre 2019. Accessible [ici](#).

⁴ The New Humanitarian, 'What's driving the deadly migrant surge from Senegal to the Canary Islands?', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Commission européenne. FFU d'urgence de l'UE pour l'Afrique et la Gambie'. Accessible [ici](#).

⁶ FIDA, 'Investir dans les populations rurales en Gambie', juin 2019. Accessible [ici](#).

⁷ Banque Mondiale, 'Poverty and Equity Brief, Gambia', octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁸ Ibid.

⁹ FIDA. 2019. Op.Cit.

¹⁰ Ibid.

La pauvreté rurale contribue à la migration, de nombreux Gambiens migrant des zones rurales vers les zones urbaines à la recherche de nouvelles opportunités socio-économiques.¹ Cette urbanisation rapide a conduit à une concentration de pauvres, en grande majorité des jeunes, dans les zones urbaines, où les inégalités sont élevées et les systèmes de soutien traditionnels faibles.² La Gambie a l'un des niveaux les plus élevés d'exode rural en Afrique, avec 58% de la population vivant dans les centres urbains en 2019.³ L'incapacité d'offrir aux nouveaux arrivants des opportunités économiques a conduit de nombreux Gambiens à quitter le pays pour chercher des perspectives à l'étranger.⁴

Au cours des dernières années, les catastrophes naturelles, l'érosion et l'insuffisance des précipitations ont contribué à la faiblesse des rendements et à l'accroissement de la pauvreté dans les zones rurales. En conséquence, le FFU vise à contribuer au développement axé sur l'agriculture en tant que domaine prioritaire en Gambie, en œuvrant à la création de moyens de subsistance durables dans les zones rurales et en montrant aux migrants potentiels qu'il est possible de gagner durablement leur vie dans leurs communautés. Par exemple, le programme Make it in The Gambia (MIITG) (GM-03), qui est mis en œuvre par l'IMVF,⁵ Enabel ITC et la GIZ, a réhabilité 42 hectares de terres agricoles en 2020 (les deux tiers du total depuis sa création) où il a introduit des pratiques de gestion durable (indicateur 2.6).

La plupart des femmes gambiennes sont rurales et participent à la production agricole, généralement à l'horticulture.⁶ Pour soutenir leur engagement, le MIITG a contribué à la création de groupes de femmes pour le développement du secteur horticole par le biais de la production de légumes et de services connexes, grâce auxquels les femmes ont reçu des engrains et des outils pour améliorer l'exploitation. Les femmes ont alors bénéficié d'une stratégie de mise à l'échelle, leur permettant d'augmenter le nombre de potagers aménagés, tandis que l'infrastructure des potagers existants a été développée. En 2020, le MIITG a également aidé 1 676 femmes à développer des IGA (76% de tous les bénéficiaires en 2020 et 50% du total depuis sa création – indicateur 1.3), dont 1 079 en S2. Ils ont reçu des semences et des outils pour améliorer les activités dans les potagers et ont bénéficié de renforcement de capacités de gestion collective et financière ainsi que d'une formation technique via des écoles de terrain agricoles. En Gambie, les agricultrices gèrent la majeure partie de la volaille rurale. À ce titre, les femmes ont également suivi des formations sur les plans d'affaires et les intrants pour leur entreprise avicole afin de renforcer la chaîne de valeur de la volaille.⁷

L'accès aux services de base est également une question urgente en dehors des centres urbains.⁸ La pauvreté est étroitement liée au faible accès aux services de base et aux infrastructures. Cela signifie que les personnes vivant dans les zones rurales, où les taux de pauvreté sont plus élevés, connaissent des niveaux plus élevés de vulnérabilité tels qu'une mauvaise santé, une mauvaise qualité du travail ou une vie inadéquate et, par conséquent, des niveaux plus faibles de productivité et de résilience.^{9,10} Dans ce contexte, les programmes financés par le FFU visent à améliorer l'accès aux services pour les Gambiens dans les zones rurales : en 2020, le MIITG a construit des systèmes d'approvisionnement en eau et amélioré les infrastructures et les équipements agricoles, aidant ainsi 2 400 personnes vulnérables et/ou migrants potentiels à bénéficier d'un meilleur accès aux services (78% du total depuis sa création – indicateur 2.9).

¹ Université de Maastricht, 'Profil migratoire gambien', octobre 2017. Accessible [ici](#).

² Banque mondiale. 2020. op. cit.

³ APA news, ' La petite Gambie dans un grand dilemme migratoire ', mars 2019. Accessible [ici](#).

⁴ Afrobaromètre, 'Les Gambiens voient leur émigration diminuer fortement, bien que l'intérêt pour le départ reste élevé', décembre 2018. Accessible [ici](#).

⁵ Instituto Marqués de Valle Flôr.

⁶ ONU, 'Gambie', consulté en mai 2021. Accessible [ici](#).

⁷ Ibid.

⁸ La Banque mondiale, 'Poverty and Equity Brief, The Gambia', octobre 2020. Accessible [ici](#).

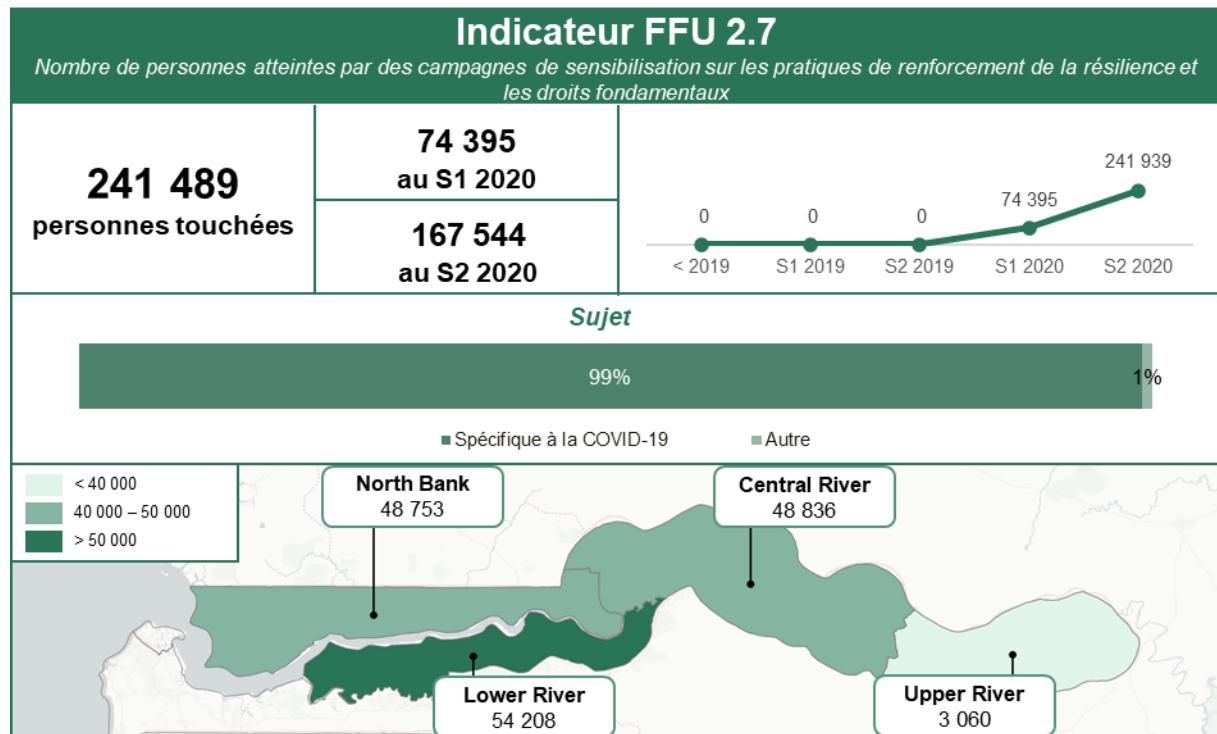
⁹ OPHI, 'Politique – Une approche multidimensionnelle'. Accessible [ici](#).

¹⁰ Banque mondiale. 2020. Op.

Lutter contre la pandémie de COVID-19 grâce à des campagnes de sensibilisation et de distribution

La pandémie de COVID-19 a atteint la Gambie en mars 2020. Peu après, le pays a adopté des mesures rapides pour contenir la propagation du virus : il a fermé toutes les frontières – y compris les frontières terrestres avec son seul voisin, le Sénégal –¹ et a adopté l'état d'urgence. En outre, tous les points de vente d'aliments non essentiels, les espaces publics non essentiels et les lieux de culte publics ont été fermés.²

Figure 86: Indicateur 2.7 du FFU en Gambie, décembre 2020



Tout au long de l'année, les programmes financés par le FFU ont sensibilisé les Gambiens aux mesures préventives liées à la COVID-19, même dans les zones les plus reculées, atteignant 241 489 bénéficiaires (indicateur 2.7), soit environ 10% de la population du pays. Dans le cadre de la réponse, le MIITG a sensibilisé 149 607 personnes aux mesures liées à la pandémie en mobilisant des groupes de jeunes dans tout le pays, en particulier dans les endroits reculés où l'accès à l'information est plus rare. Au-delà de son rôle de sensibilisation aux mesures préventives, la mobilisation des jeunes peut avoir un impact à plus long terme car elle contribue à renforcer les liens intergénérationnels et la solidarité, dimensions clés de la cohésion sociale, tout en donnant aux jeunes un sentiment de fierté dans un contexte d'urgence. De même, le programme YEP (GM-01)³ a mis en place des mécanismes de sensibilisation à la pandémie de COVID-19, atteignant 87 032 bénéficiaires en S2 : dix panneaux d'affichage ont été affichés dans tout le pays et des émissions de radio hebdomadaires comprenaient des messages sur la façon de prévenir la propagation de COVID-19. De plus, des vidéos sur l'utilisation de masques faciaux ont été diffusées quotidiennement à la télévision locale et les médias sociaux ont été utilisés pour atteindre les jeunes, et des défis de poésie et un défi musical lié à la COVID-19 ont été lancés.

Dans le cadre de leur réponse à la pandémie, les programmes financés par le FFU ont distribué des EPI à 5% de la population gambienne. En 2020, 112 796 PPA (indicateur 6.1) ont été distribuées

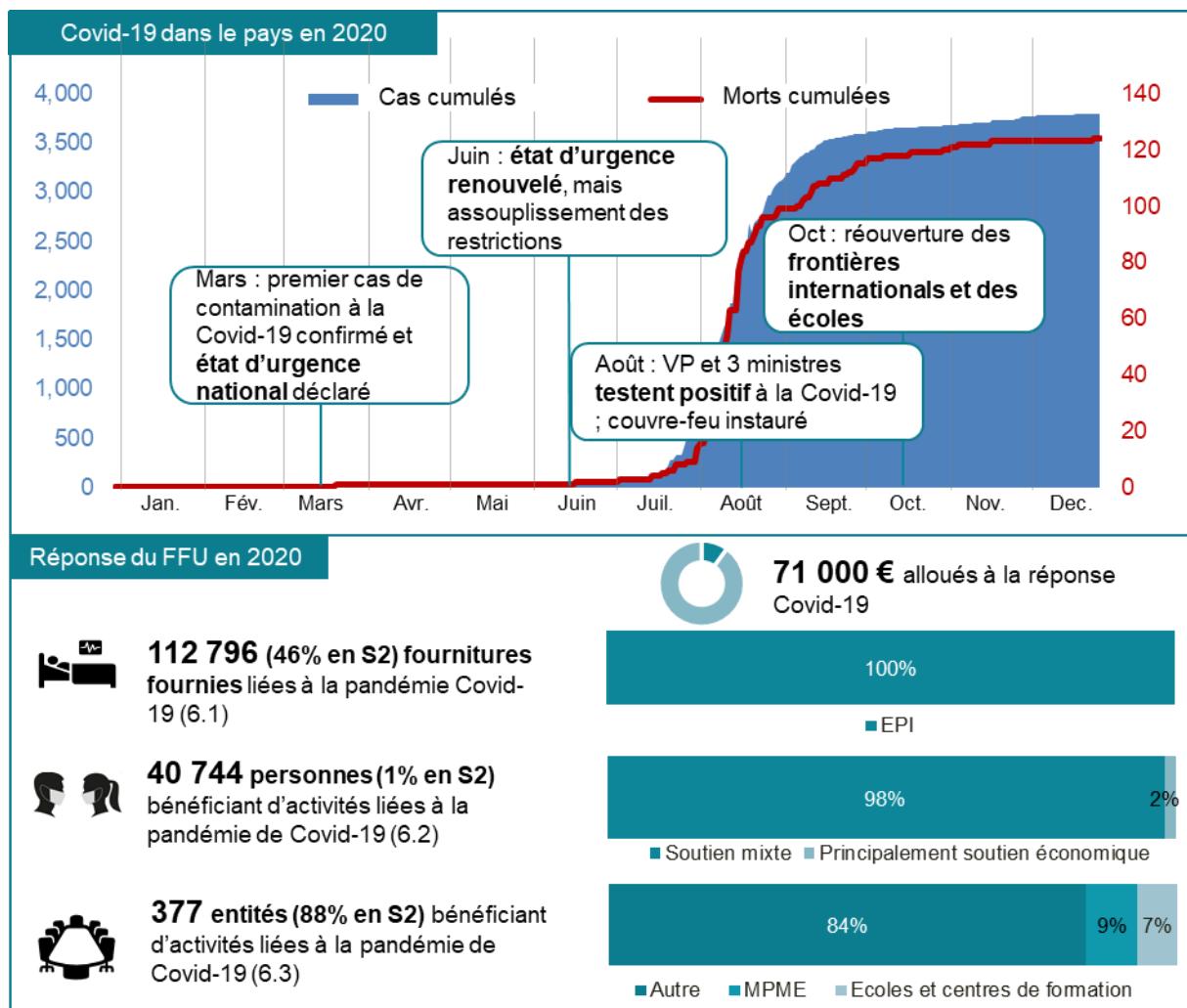
¹ AA, 'COVID-19 : la Gambie et le Sénégal ferment leur frontière pendant 21 jours', mars 2020. Accessible [ici](#).

² Africa feeds, 'La Gambie déclare l'état d'urgence sur le coronavirus', mars 2020. Accessible [ici](#).

³ Projet d'autonomisation des jeunes

dans le cadre des programmes YEP et MIITG, dont 51 820 dans le cadre de S2. Le YEP représentait 72% de l'ensemble des EPI distribués dans le pays par l'intermédiaire des fonds du FFU. Le programme s'est procuré 45 000 masques faciaux auprès de dix jeunes entrepreneurs de la mode, de trois instituts de formation et de 107 femmes de groupes de femmes rurales pour le compte du Ministère gambien de la santé. YEP a également soutenu des solutions d'impression 3D via *Make3D Gambia*, une société privée, et a distribué plus d'une centaine de visière 3D imprimées dans le pays. Pendant ce temps, le MIITG a fourni 31 878 EPI en 2020, dont 16 015 en S2.

Figure 87: Tableau de bord COVID-19, en Gambie, décembre 2020



6.11.2. LA GAMBIE ET LES INDICATEURS COMMUNS DE RÉALISATION DU FFU

Tableau 25: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Gambie, décembre 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	S2 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	370	1 681	90	1 425	3 566
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	335	306	233	1 400	2 274
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR		1 770	2 956	782	7 840
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...		767	2 877	222	4 599
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits..	0	5	3	5	13
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	0	0	0	7	7
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	21	19	23	63
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	0	74 395	167 544	241 939
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	42	111	146	298
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	688	440	1 960	3 088
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	0	0	69	69
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	8 775	73 378	8 162	89 368	179 683
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge		0	3	2	5
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3 440	729	193	24	4 386
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	2 028	1 324	659	176	4 188
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	0	70	70
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	10	1	4	15
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	65	208	285	7	565
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	4	1	0	1	6
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	4	4	3	0	11
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	0	1	1
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	1	0	7	8
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	60 976	51 820	112 796
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	40 252	492	40 744
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	46	331	377

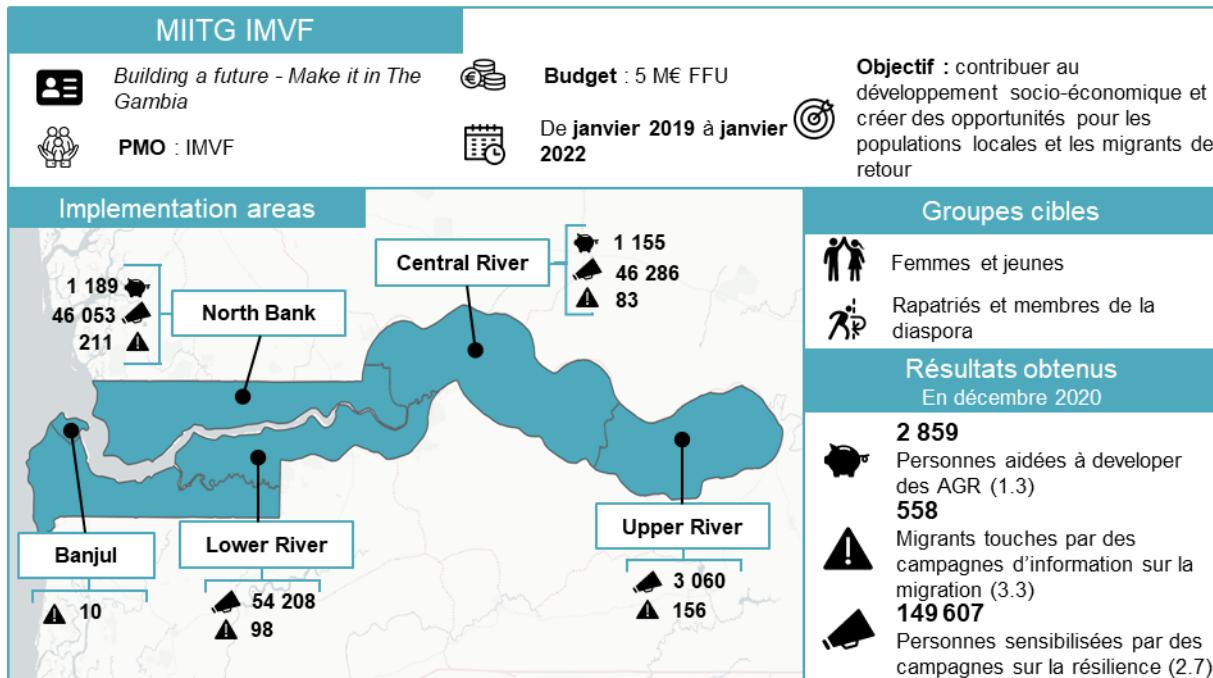
6.11.3. PROJETS DU FFU EN GAMBIE

Tableau 26: Projets du FFU, Gambie, avril 2021

Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
Youth Empowerment Project	T05-EUTF-SAH-GM-01-01	Youth Empowerment Project (YEP)	ITC	11 000 000 €
Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in the Gambia	T05-EUTF-SAH-GM-02-01	IOM - Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in the Gambia (EU-IOM JI The Gambia)	OIM	3 900 000 €
Building a future – Make it in The Gambia	T05-EUTF-SAH-GM-03-01	Make it in The Gambia – GIZ (MIITG GIZ)	GIZ	7 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-GM-03-02	Make it in The Gambia – YEP 2.0 (MIITG YEP 2)	ITC	3 500 000 €
	T05-EUTF-SAH-GM-03-03	Make it in The Gambia – IMVF (MIITG IMVF)	FVF IMVF	5 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-GM-03-04	Make it in The Gambia – Rural Infrastructures for Employment Creation – RIEC (MIITG Enabel)	Enabel	7 000 000 €

6.11.4. PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS EN S2 2020

Figure 88: MIITG IMVF (GM-03-03)



6.12. PROJETS RÉGIONAUX DANS LE MLS

Dans la fenêtre SLC, le FFU finance des programmes régionaux qui mettent en œuvre des activités dans plus d'un pays. Dans la mesure du possible, le MLS attribue ces résultats au pays où les activités ont lieu. Toutefois, certains programmes régionaux mettent en œuvre des activités en Côte d'Ivoire (dont les résultats ne sont pas encore inclus dans le MLS) ou dans d'autres pays éligibles de la région (Bénin, Guinée-Bissau et Togo) qui ne sont pas analysées au niveau des pays. Ces résultats, ainsi que les résultats au niveau régional (non imputables à un pays), sont présentés dans l'aperçu des résultats (section 4.2). En outre, tout au long du présent rapport, les résultats présentés au niveau des pays comprennent les résultats obtenus par les programmes régionaux.

Dix projets régionaux ont été nouvellement inclus dans le MLS et sont présentés ici.

6.12.1. PROJETS RÉGIONAUX DU FFU

Tableau 27: Projets du FFU, régional, avril 2021¹

Programme	Code du projet	Projet	PMO	Budget
<i>Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route</i>	T05-EUTF-REG-REG-04-01	<i>Enhancing protection, life-saving assistance and solutions, including resettlement for persons of concern with international protection needs in Libya and West Africa (ETM)</i>	HCR	45 000 000 €
	T05-EUTF-REG-REG-04-03	<i>Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean Route (Top-up IOM)</i>	OIM	100 000 000 €
<i>Erasmus+ in West Africa and the Horn of Africa</i>	T05-EUTF-REG-REG-05-01	<i>Erasmus+ in West Africa and the Horn of Africa (Erasmus)</i>	Agence nationale	6 000 000 €
<i>Appui à la coopération régionale des pays du G5 Sahel et au Collège Sahélien de Sécurité</i>	T05-EUTF-SAH-REG-01-01	<i>Appui à la coopération régionale des pays du G5 Sahel et au Collège Sahélien de Sécurité (PAGS I)</i>	CIVIPOL	7 200 000 € (Terminé)

¹ Dans ce tableau, les projets apparaissent en gris lorsqu'ils sont terminés et en jaune lorsqu'ils sont en phase de démarrage.

Programme d'Appui au G5 pour la Sécurité au Sahel (PAGS) Phase II	T05-EUTF-SAH-REG-20-01	Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel phase II (PAGS II) - en consortium avec GIZ et FIAPP	CIVIPOL	9 998 500 € (nouveau dans le présent rapport)
GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel)	T05-EUTF-SAH-REG-04-01	GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel)	FIAPP	9 783 953 €
	T05-EUTF-SAH-REG-04-02	GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel) - Burkina Faso	FIAPP	11 802 073 €
	T05-EUTF-SAH-REG-04-03	GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel) – Mali	FIAPP	15 219 637 €
	T05-EUTF-SAH-REG-04-04	GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel) – Niger	FIAPP	10 438 963 €
	T05-EUTF-SAH-REG-04-05	GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel) – Sénégal	FIAPP	6 392 030 €
	T05-EUTF-SAH-REG-04-06	GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel) – Tchad	FIAPP	8 300 499 €
RESILAC – Redressement Économique et Social Inclusif du Lac Tchad	T05-EUTF-SAH-REG-05-01	Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad (RESILAC)	AFD	31 100 000 €
Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali	T05-EUTF-SAH-REG-06-01	Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali – Mali (Refugees' Resilience ML)	HCR	5 300 000 €
	T05-EUTF-SAH-REG-06-02	Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord du Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés - Burkina Faso (Refugees' Resilience BF)	HCR	4 900 000 € (Terminé)
	T05-EUTF-SAH-REG-06-03	Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali – Mauritanie (Refugees' Resilience MR)	HCR	4 900 000 €
	T05-EUTF-SAH-REG-06-04	Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali – Niger (Refugees' Resilience NE)	HCR	4 900 000 €
Job creation and development of micro enterprises through fair trade and selected value chains	T05-EUTF-SAH-REG-07-01	Création d'emplois équitables et développement durable de micro entreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaînes de valeur spécifiques liées aux secteurs de la mode (Mode éthique)	ITC	10 000 000 €
Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Côte d'Ivoire, Ghana and Guinea, Guinea Bissau and Chad (EU-IOM JI)	T05-EUTF-SAH-REG-08-01	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Côte d'Ivoire (EU-IOM JI Côte d'Ivoire)	OIM	2 700 000 €
	T05-EUTF-SAH-REG-08-02	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Ghana (EU-IOM JI Ghana)	OIM	3 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-REG-08-03	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Guinea Bissau (EU-IOM JI Guinea Bissau)	OIM	2 480 000 €
	T05-EUTF-SAH-REG-08-04	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Guinea (EU-IOM JI Guinea)	OIM	5 400 000 €
	T05-EUTF-SAH-REG-08-05	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Chad (EU-IOM JI Chad)	OIM	350 000 €
La voix des jeunes du Sahel	T05-EUTF-SAH-REG-09-01	La Voix des jeunes du Sahel	HD	2 200 000 € (Terminé)
La voix des jeunes du Sahel - Dialogue entre jeunes et institutions au Sahel (phase II)	T05-EUTF-SAH-REG-19-01	La voix des jeunes du Sahel - Dialogue entre jeunes et institutions au Sahel (phase II)	HD	5 000 000 €
Erasmus+ in West Africa	T05-EUTF-SAH-REG-10-01	Erasmus+ in West Africa	Agence nationale	6 000 000 €
IPDEV2: Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest	T05-EUTF-SAH-REG-11-01	I&P accélération au sahel (en appui à l'initiative IPDEV-2)	I&P	15 800 000 €
Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe de Guinée	T05-EUTF-SAH-REG-12-01	Appui à la lutte contre la traite des personnes dans les pays du Golfe de Guinée (TEH)	Expertise France	17 400 000 €
Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest	T05-EUTF-SAH-REG-13-01	Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest (Protection West Africa – Red Cross)	FICR ES	10 000 000 € (nouveau dans le présent rapport)

	T05-EUTF-SAH-REG-13-02	Amélioration de la protection des enfants et jeunes migrant(e)s dans les principales routes migratoires de l'Afrique de l'ouest (Protection West Africa – Save the Children)	Save the Children	5 000 000 € (nouveau dans le présent rapport)
<i>Modernizing and strengthening secure identity chains and documental security (GESTDOC)</i>	T05-EUTF-SAH-REG-14-01	<i>Modernizing and strengthening secure identity chains and documental security (GESTDOC)</i>	CAMOES	5 000 000 € (Phase de démarrage)
<i>ARCHIPELAGO: an African-European TVET initiative</i>	T05-EUTF-SAH-REG-15-01	<i>ARCHIPELAGO: an African-European TVET initiative</i>	SEQUA	15 000 000 € (nouveau dans le présent rapport)
<i>Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route</i>	T05-EUTF-SAH-REG-16-01	<i>Monitoring and evaluation of the EUTF migration management approach and actions in the Sahel and Lake Chad (TPML)</i>	Altai	1 995 038 €
<i>Monitoring and Learning System for the EUTF Sahel and Lake Chad (MLS)</i>	T05-EUTF-SAH-REG-17-01	<i>Monitoring and Learning System for the EUTF Sahel and Lake Chad (MLS)</i>	Altai	4 995 000 €
Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel (PDU)	T05-EUTF-SAH-REG-18-01	PDU Médiation communautaire G5-HD	HD	5 000 000 €
	T05-EUTF-SAH-REG-18-02	Soutien au programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité (PDU) du G5 Sahel, composante hydraulique et assainissement pour les zones Nord Tillabéry et Ouest Tahoua au Niger, dans le cadre du PROSEHA	LUXDEV	8 000 000 € (nouveau dans le présent rapport)
	T05-EUTF-SAH-REG-18-04	Résilience et cohésion sociale des communautés transfrontalières du Liptako Gourma (RECOLG)	Save the Children	17 640 000 € (nouveau dans le présent rapport)
	T05-EUTF-SAH-REG-18-06	Alliance pour la cohésion sociale et la résilience au Mali et en Mauritanie – lot 1 Fuseau ouest et zones limitrophes (ACOR)	HI	12 691 500 € (nouveau dans le présent rapport)
	T05-EUTF-SAH-REG-18-07	Projet de renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations vulnérables des régions transfrontalières du Burkina Faso (et du Niger (RECOSA)	HI	17 575 000 € (nouveau dans le présent rapport)
	T05-EUTF-SAH-REG-18-08	Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale dans les zones frontalières du Niger et du Tchad (RECOSOC)	OXFAM	12 734 094 € (nouveau dans le présent rapport)
	T05-EUTF-SAH-REG-18-09	Programme de résilience et de cohésion sociale au Sahel (PROGRESS)	ACH	27 000 000 € (nouveau dans le présent rapport)
	T05-EUTF-SAH-REG-18-11	Appui à la résilience et à la réduction de la conflictualité dans les communautés de Mopti au Mali et de Soum au Burkina Faso	IRC	15 000 000 € (Phase de démarrage)
	T05-EUTF-SAH-REG-18-12	Inter-consortia PDU Burkina Faso	TDH	1 400 000 € (Phase de démarrage)
	T05-EUTF-SAH-REG-18-13	Inter-consortia PDU Mali Mauritanie	HI	1 400 000 € (Phase de démarrage)
	T05-EUTF-SAH-REG-18-14	Inter-consortia PDU Niger Tchad	Save the Children	1 400 000 € (Phase de démarrage)
Contribution au financement de l'Unité de Coordination de l'Alliance Sahel (UCA)	T05-EUTF-SAH-REG-22-01	Contribution au financement de l'Unité de coordination de l'Alliance Sahel (UCA)	GIZ	2 000 000 € (Phase de démarrage)
Appui aux forces de sécurité des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations	T05-EUTF-SAH-REG-23-03	Appui aux capacités de dialogue et d'actions concertées des Forces de sécurité intérieures dans les environnements de conflictualité et d'insécurité au Burkina Faso, Mali et Niger (G5 Security FSI)	Promédiation	2 400 000 € (Phase de démarrage)

CRIALCES - Réponse à la Crise Alimentaire au Centre Sahel : support nutritionnel et relèvement nutritionnel	T05-EUTF-SAH-REG-24-01	Réponse à la Crise Alimentaire au Centre Sahel : support nutritionnel et relèvement nutritionnel (CRIALCES)	PAM	20 000 000 € (Phase de démarrage)
Radio Jeunesse Sahel - Appui européen à la phase de démarrage de la radio	T05-EUTF-SAH-REG-25-01	Radio Jeunesse Sahel - Appui européen à la phase de démarrage de la radio	OIF	2 050 000 € (Phase de démarrage)

6.12.2. PROJETS NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS

Figure 89: Protection West Africa - Croix-Rouge Espagnole (REG-13-01)

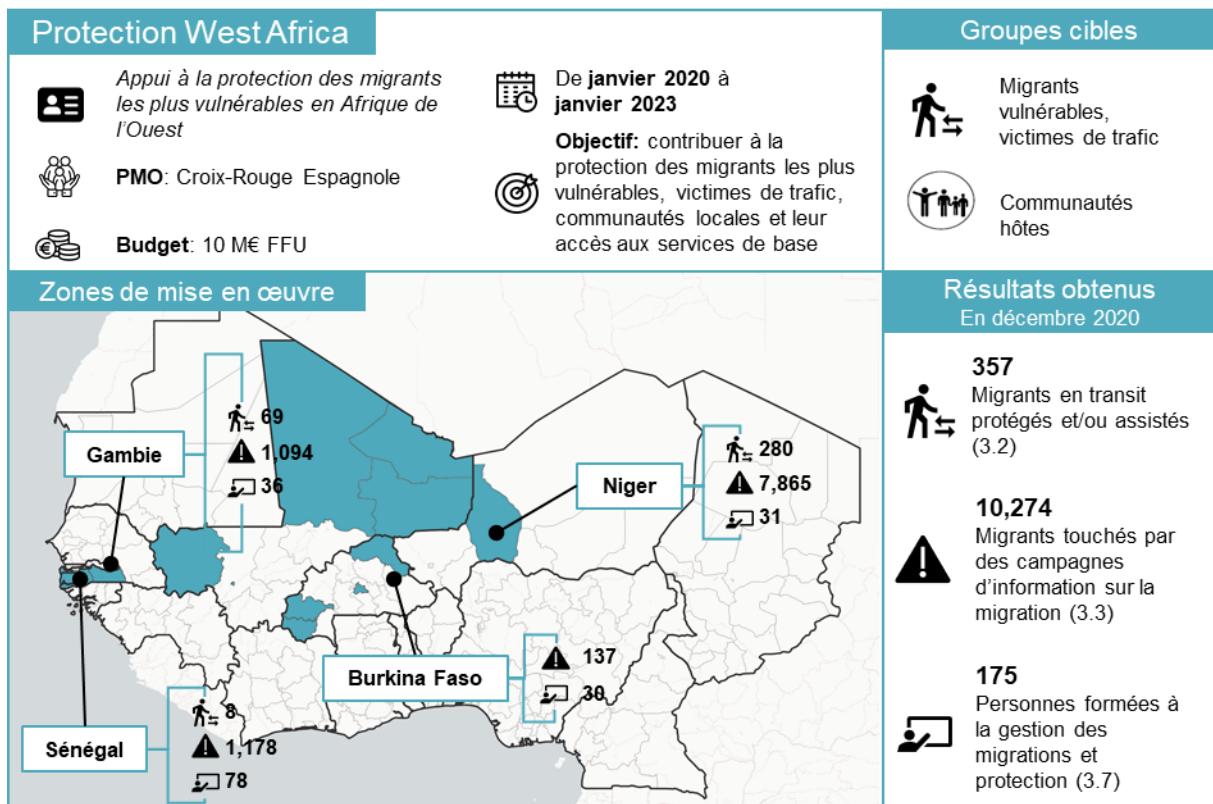


Figure 90: Protection West Africa - Save the Children (REG-13-02)

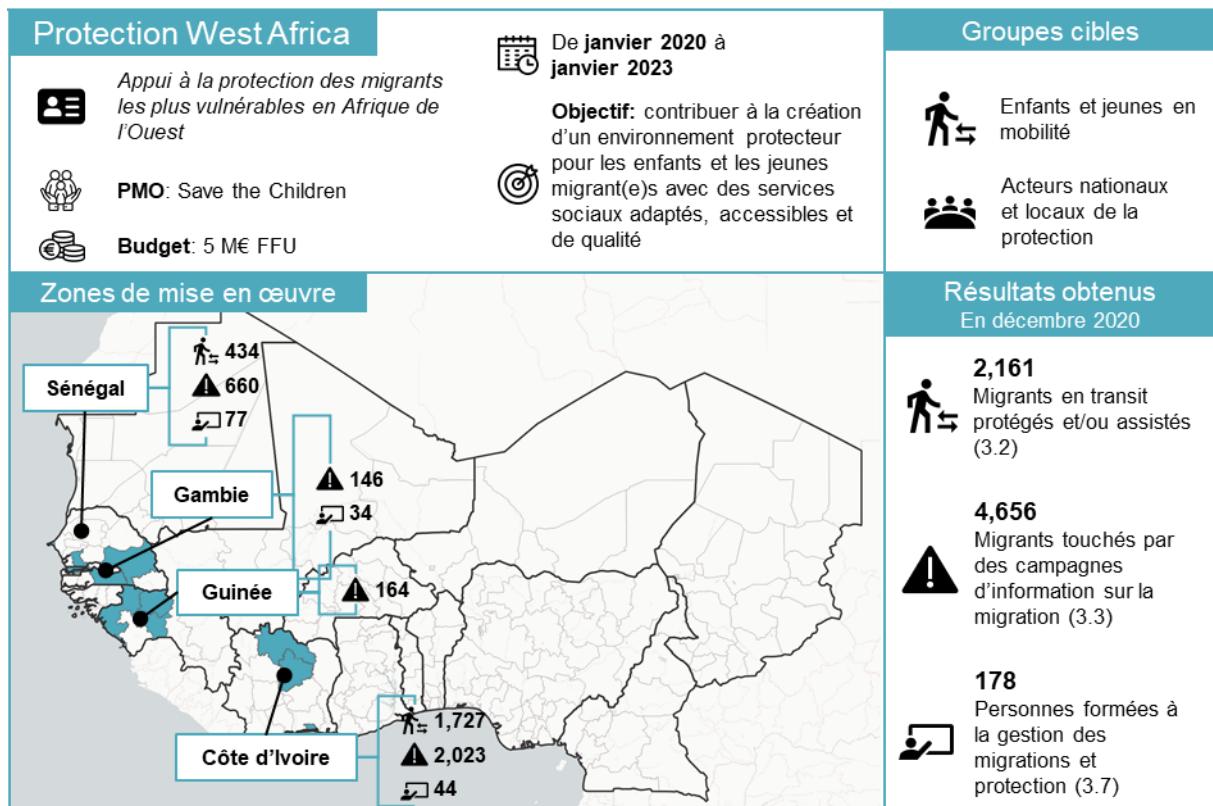


Figure 91: ARCHIPELAGO (REG-15-01)

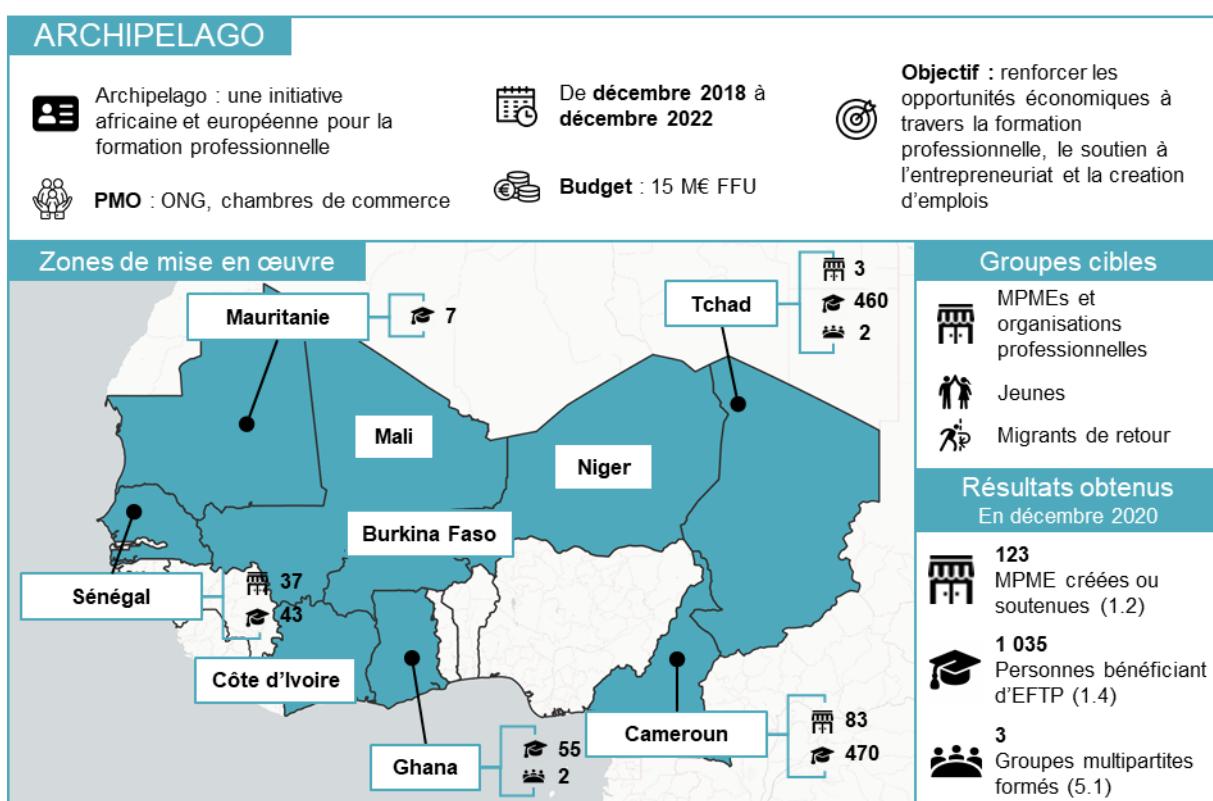


Figure 92: PDU PROSEHA (REG-18-02)

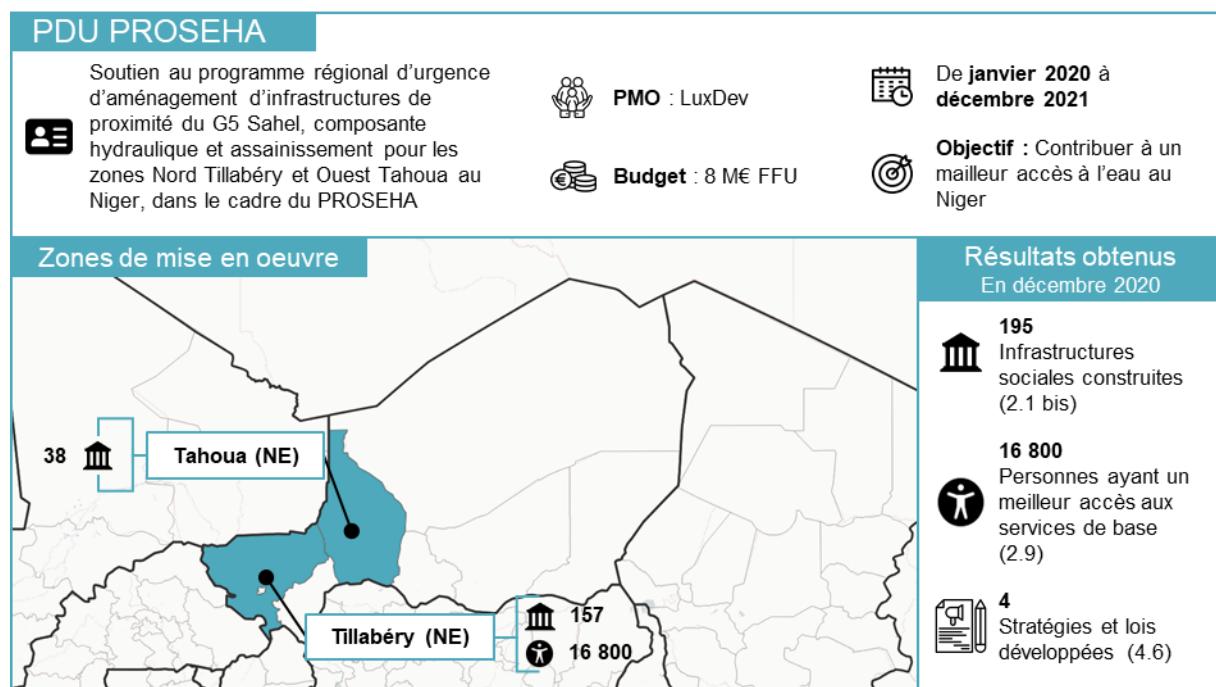


Figure 93: PDU RECOLG (REG-18-04)

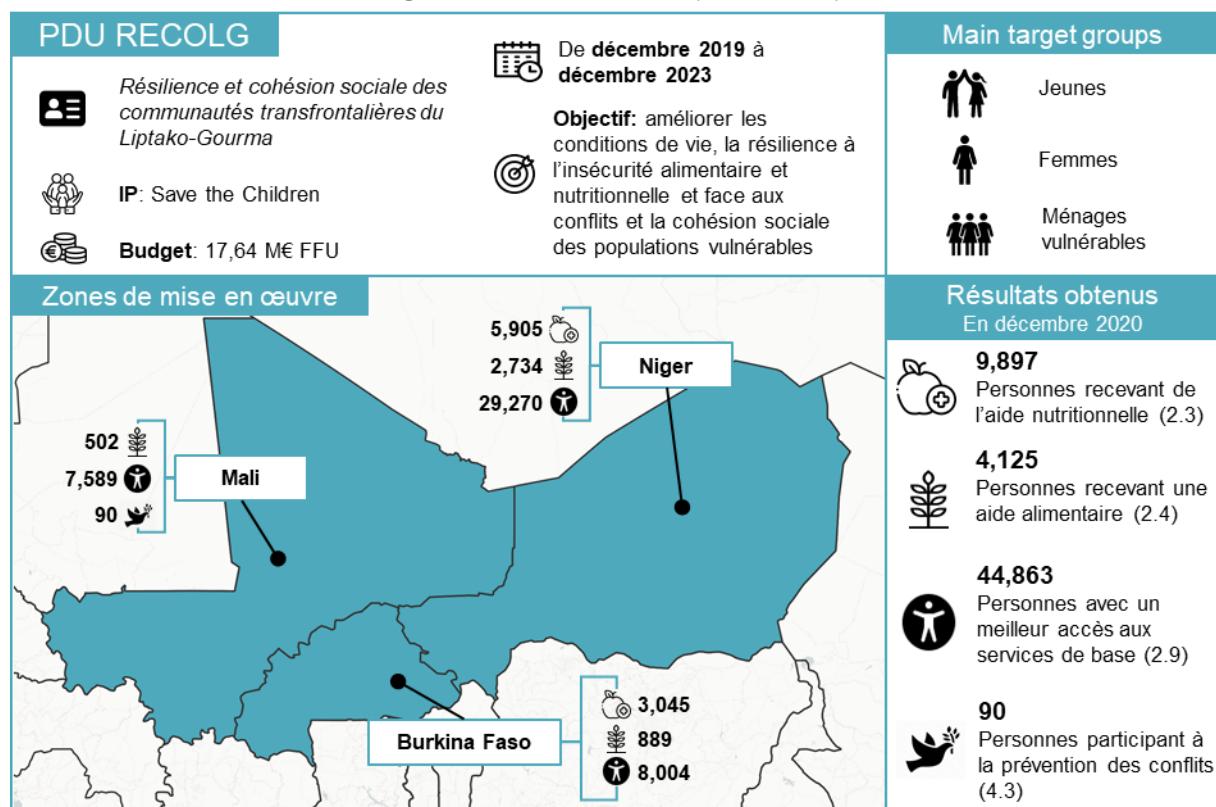


Figure 94: PDU ACOR (REG-18-06)

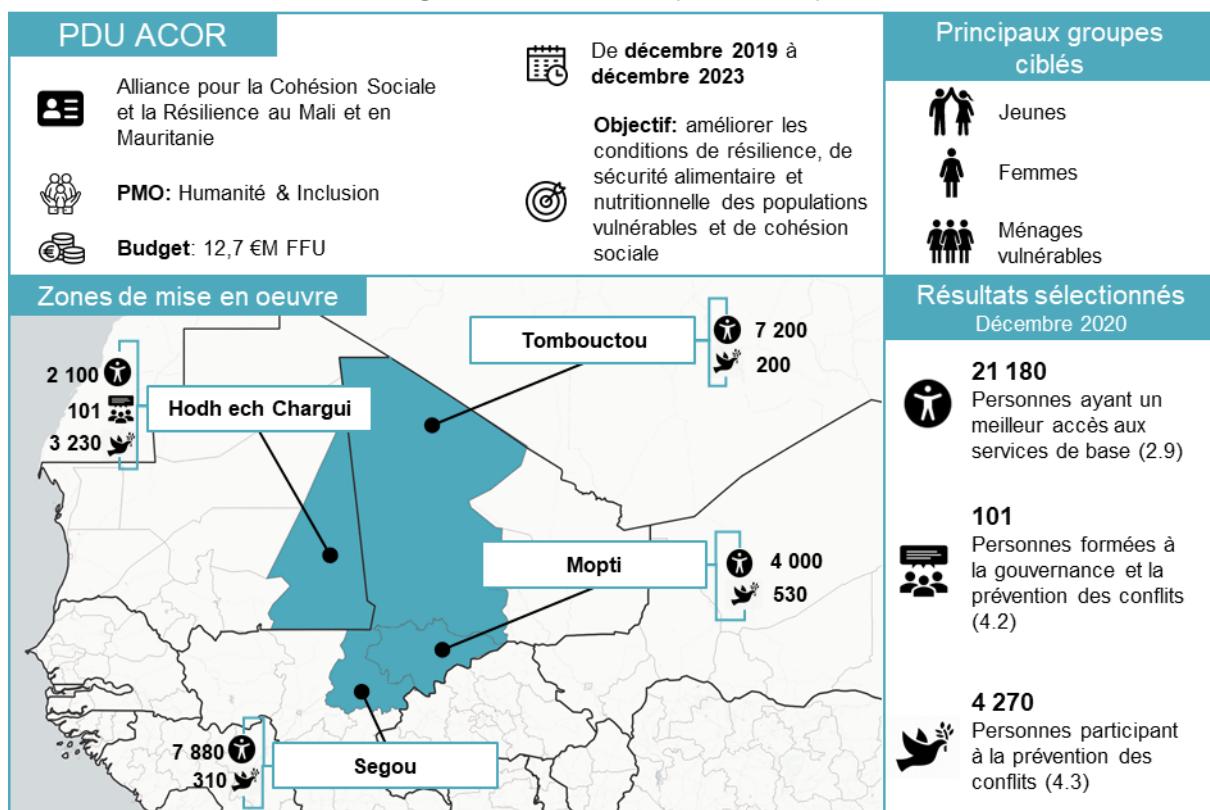


Figure 95: PDU RECOSA (REG-18-07)

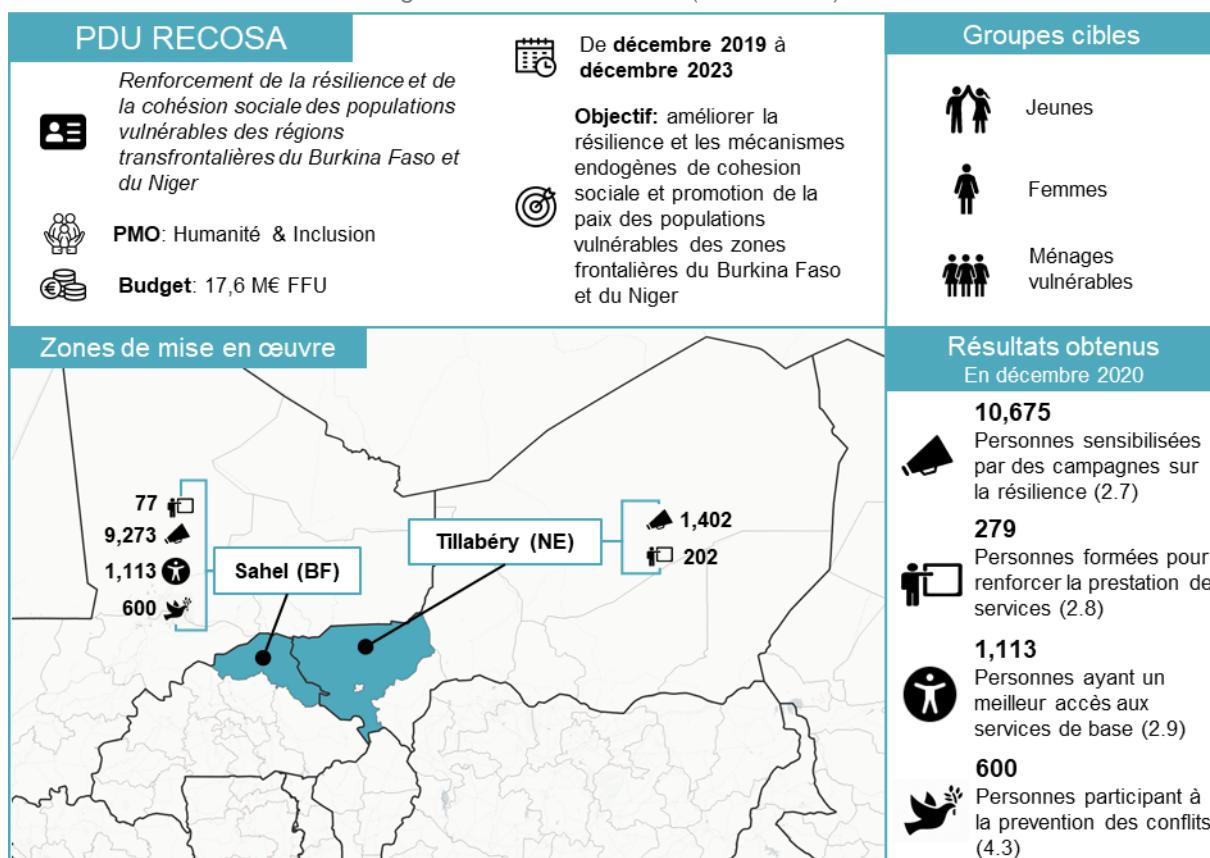


Figure 96: PDU RECO SOC (REG-18-08)

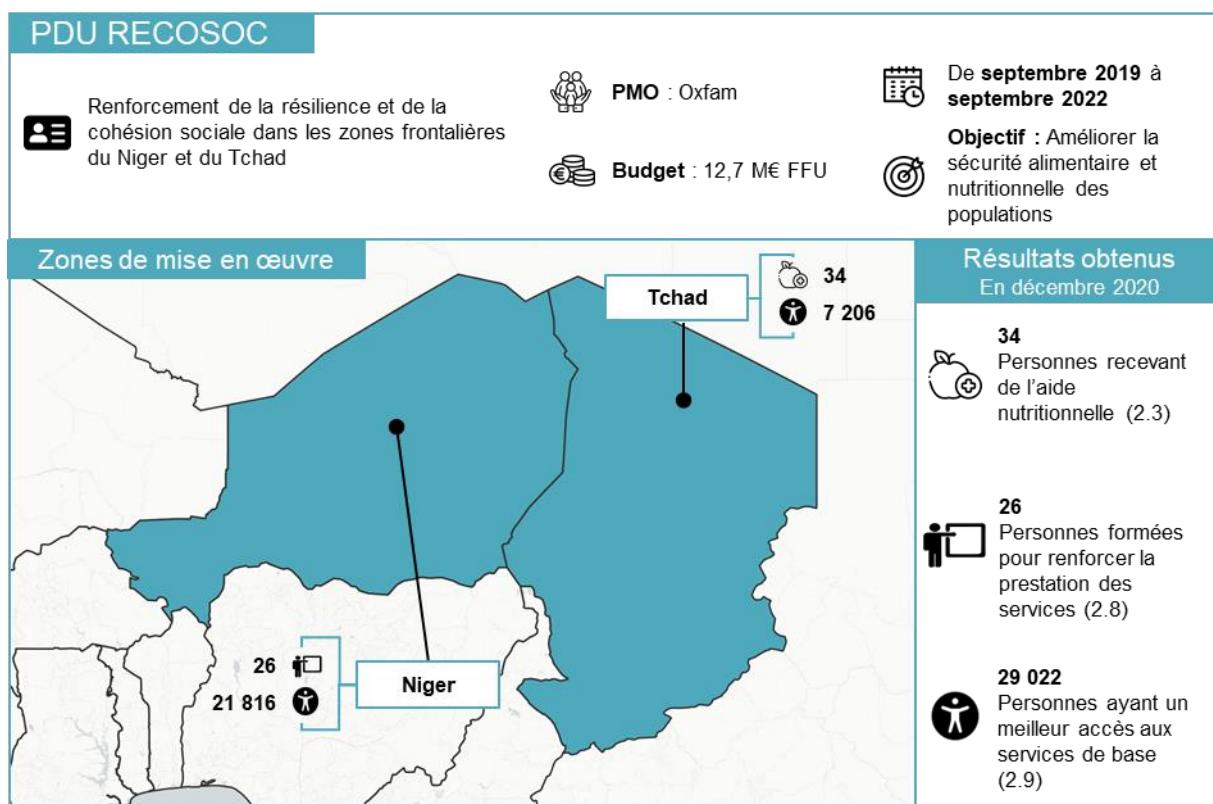


Figure 97: PDU PROGRESS (REG-18-09)

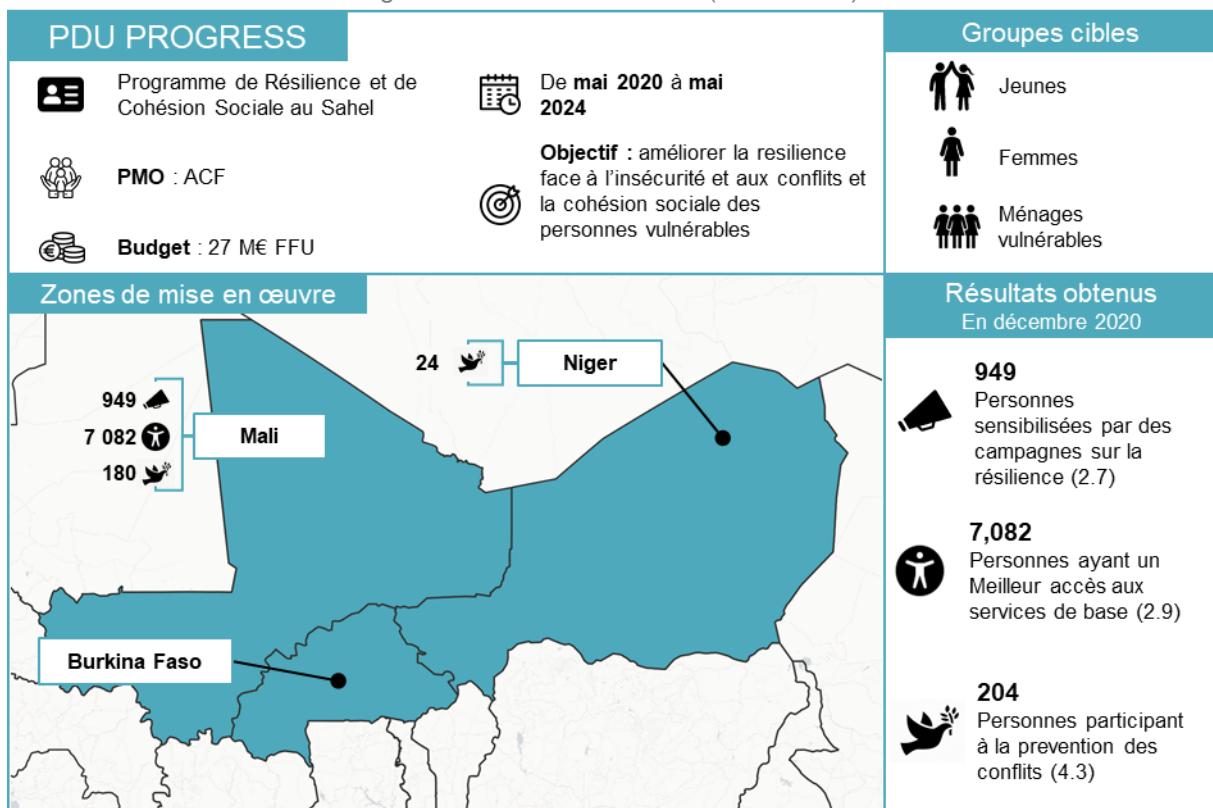
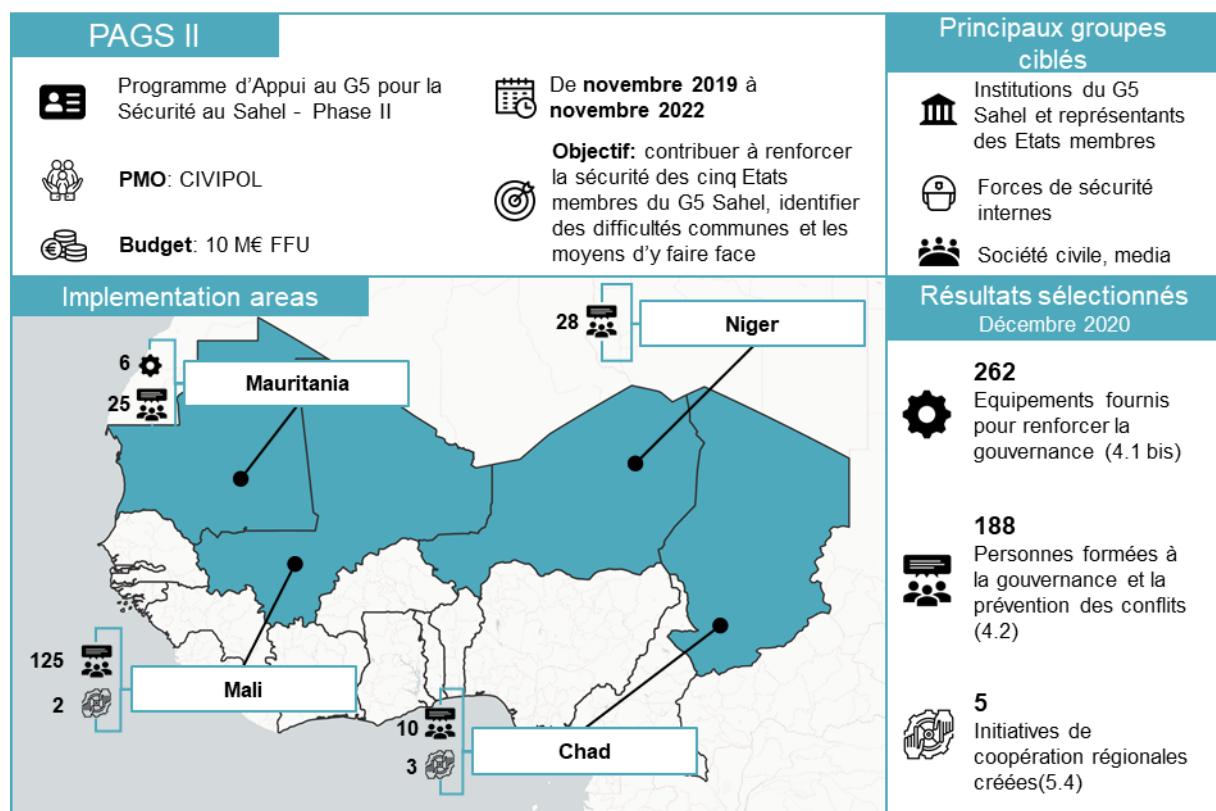


Figure 98: PAGS II (REG-20-01)



CONCLUSIONS

La situation dans la région du SLC n'a cessé de se détériorer en 2020 alors que l'insécurité qui affecte la région du Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad depuis une décennie s'est intensifiée et étendue à d'autres régions. Le nombre de déplacés a encore augmenté en 2020, et la région SLC accueillait 1,4 millions de réfugiés et demandeurs d'asile et 6,8M déplacés internes à la fin de l'année. Les déplacements massifs, combinés aux effets du changement climatique, à la pauvreté endémique et aux conséquences des mesures préventives liées à la COVID-19, ont entraîné une augmentation du nombre de personnes dans le besoin, atteignant 31,4 millions de personnes en novembre 2020.

LE PORTEFEUILLE DU FFU EN 2020

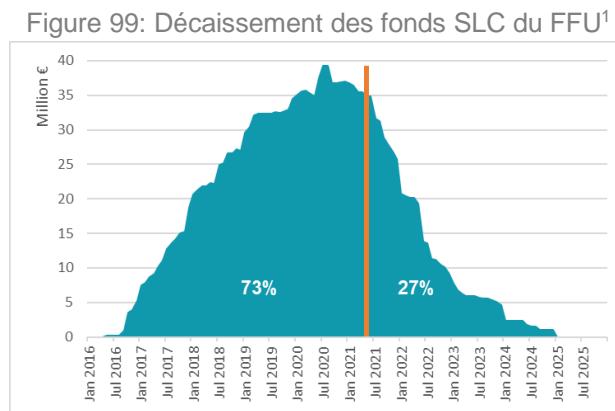
Le portefeuille du FFU a augmenté en 2020 de 14% en termes de nombre de projets et de 18% en termes de financement, passant de 170 contrats opérationnels et 1,61 milliards d'euros à fin 2019 à 193 contrats et 1,90 milliards d'euros en avril 2021. Le fonds a atteint son pic de décaissement au cours du premier semestre 2020, mais un montant important de budget reste à mettre en œuvre.

De nouveaux projets ont été engagés pour couvrir tous les objectifs stratégiques. Cinq autres projets ont été engagés pour appuyer la gouvernance, la paix et la sécurité (deux au Niger, un régional et un au Burkina Faso) ; et cinq autres contrats ont été signés pour soutenir la résilience des populations (au Tchad, en Guinée, au Niger et deux au niveau régional). Un projet a été signé pour soutenir l'enregistrement des faits d'état civil en Côte d'Ivoire (le premier contrat signé en Côte d'Ivoire, contribuant à l'OS3), et un projet a été signé pour soutenir l'emploi des populations au Niger (contribuant à l'OS1).

Afin d'atténuer l'impact de la pandémie sur les pays du SLC, le FFU a également réagi en réorientant une partie de son financement vers la riposte à la COVID-19. Au total, 58 projets ont réorienté des fonds, soit 95,6 millions d'euros (contre 65 millions d'euros en S1 2020), vers une réponse à la COVID-19 ; 53 projets avaient mis en œuvre des activités liées à la COVID à fin décembre 2020 (contre 31 en S1 2020).²

LE MLS

Le présent rapport est le résultat du septième cycle de collecte de données mené par l'équipe MLS pour la fenêtre SLC du FFU. En 2020, le MLS est passé d'un calendrier de rapports trimestriels à un calendrier de rapports semestriels, d'abord pour tenir compte du processus de modifications méthodologiques décrit à la section 2.1.1., puis pour faire place à d'autres flux de travail complémentaires visant à soutenir le FFU et l'UE à moyen et à long terme. Le format de ce rapport suit en grande partie le rapport annuel du T4 2019 et le rapport S1 2020, qui adoptent une approche plus



¹ Estimations basées sur le budget des contrats connus, les dates de début et de fin. Seuls les projets contractuels et opérationnels sont inclus.

² Les 58 projets pour lesquels des fonds ont été alloués à la réponse à la COVID-19 et les 53 projets pour lesquels des résultats de réponse à la COVID-19 ont été rapportés ne sont pas nécessairement les mêmes projets. Il existe quatre projets qui rapportent des résultats liés à la réponse à la COVID-19, mais qui n'ont pas réorienté de fonds pour cela : Yellitaare (SN-01-01), RESILANT (CM-01-01), Promopêche GIZ (MR-04-01), Pôles Ruraux (NE-03-01), PAGS II (REG-20-01) et DES PPI (SN-04-05). En outre, certains projets pour lesquels des fonds ont été alloués à la riposte à la COVID-19 n'ont pas encore généré de résultats liés à la COVID-19 qui soient pertinents pour les indicateurs du FFU.

narrative par rapport aux rapports trimestriels précédents en reliant les extrants du projet aux données contextuelles.

La collecte de données pour le rapport S2 2020 s'est étendue du début mars à la mi-avril 2021. Comme prévu, le déploiement a été simple après l'application complète des changements de méthodologie en S1 2020, ce qui signifie qu'aucune autre adaptation n'a été nécessaire en S2 2020. En plus des demandes de collecte de données standard, les PMO ont été invités à mettre à jour leur budget COVID-19 et leurs données de résultats sur le sujet, le cas échéant. Un certain nombre de programmes d'information ont également fourni à l'équipe MLS des informations plus qualitatives sur la mise en œuvre des programmes, ce qui a permis d'ajouter des détails qualitatifs et des explications supplémentaires aux données collectées.

Ce rapport comprend des données pour 166 projets, un nombre qui est passé progressivement de 71 projets dans le premier rapport pour 2018 à 129 à la fin de 2019 et à 143 en S1 2020.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DE S2 2020

Malgré l'impact de la COVID-19 sur la mise en œuvre des projets, des résultats substantiels ont été signalés par rapport à tous les objectifs stratégiques en S2 2020 et tout au long de l'année.

- **Économie et emploi** : le FFU a soutenu la création de 19 900 emplois dans la région SLC au cours de la S2 2020, pour un total de 33 227 emplois créés ou soutenus au cours de l'année (indicateur 1.1). En outre, 41 143 personnes ont bénéficié d'une assistance à des activités génératrices de revenus pour un total de 76 112 en 2020 (indicateur 1.3), et 15 122 personnes ont bénéficié de l'EFTP et/ou du développement des compétences pour un total de 28 167 en 2020 (indicateur 1.4). 6 317 MPME ont également été créées ou soutenues au cours de l'année S2 2020, pour un total de 11 312 tout au long de l'année (indicateur 1.2). Enfin, 101 infrastructures commerciales et productives ont été construites ou réhabilitées au second semestre, pour un total de 162 en 2020 (indicateur 1.5).
- **Résilience** : les programmes financés par le FFU ont fourni à 327 455 personnes une assistance liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) et 162 424 une assistance nutritionnelle (indicateur 2.3) en S2 2020, pour un total de 765 950 et 345 687 en 2020 respectivement. Les programmes financés par le FFU ont également permis de financer la fourniture de 21 125 services sociaux de base (indicateur 2.2), l'amélioration de l'accès aux services de base pour 400 420 personnes (indicateur 2.9) et la construction ou la remise en état de 937 infrastructures sociales (indicateur 2.1 bis) au cours de l'exercice S2 2020, pour un total de 126 726, 754 964 et 1 648 en 2020 respectivement.
- **Migration** : les activités financées par le FFU ont aidé 2 809 personnes à des retours volontaires et à des rapatriements humanitaires (indicateur 3.4), et ont également aidé 3 238 rapatriés à obtenir une aide après leur arrivée (indicateur 3.5) et 24 447 à une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis) au cours de l'exercice S2 2020, pour un total de 14 715, 8 728 et 31 320 en 2020 respectivement. Les programmes financés par le FFU ont également fourni une assistance ou une protection à 4 017 migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées en 2020 et à 5 030 en 2020 (indicateur 3.2). Afin d'améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination, les programmes ont également permis de renforcer les capacités ou d'apporter un soutien opérationnel à 22 institutions et acteurs non étatiques (indicateur 3.6) et à 802 membres du personnel (indicateur 3.7) au cours de l'exercice S2 2020, pour un total de 76 et 1 072 respectivement en 2020. 1 014 384 migrants et migrants potentiels ont été rejoints par des campagnes sur les risques de migration irrégulière en S2 2020, pour un total de 1 224 886 personnes touchées tout au long de l'année.
- **Sécurité et stabilité** : les programmes financés par le FFU ont soutenu l'élaboration de 246 lois, plans et documents d'orientation visant à soutenir les efforts de gouvernance et d'élaboration des politiques au cours de l'exercice S2 2020, pour un total de 339 en 2020 (indicateur 4.6). En outre,

2 548 868 personnes ont participé à des activités de consolidation de la paix axées sur la cohésion sociale, la résolution et la gestion des conflits en S2 2020, pour un total de 2 697 200 en 2020 (indicateur 4.3). Les programmes financés par le FFU ont également dispensé une formation en matière de prévention des conflits et de sécurité à 5 522 membres du personnel et membres d'acteurs clés impliqués dans la cohésion sociale et la dynamique de la paix au cours de l'année S2 2020, pour un total de 10 796 au cours de l'année (indicateur 4.2). En outre, 3 infrastructures ont été construites (indicateur 4.1) et 3 555 équipements (indicateur 4.1 bis) ont été fournis pour soutenir la gouvernance et la sécurité en S2 2020, pour un total de 23 infrastructures et 6 851 équipements fournis en 2020.

- **Réponse à la COVID-19 :** Pour atténuer l'impact de la pandémie dans la région SLC, 6 087 521 fournitures liées à la COVID-19 ont bénéficié d'un financement au sein du FFU au cours de la S2 2020, pour un total de 12 012 919 depuis le début de la pandémie (indicateur 6.1). En outre, 172 638 bénéficiaires individuels et 877 entités ont bénéficié d'activités spécifiques de riposte à la COVID-19 au cours de l'année S2 2020, pour un total de 744 408 et 1 051 respectivement (indicateurs 6.2 et 6.3).

7. INDEX

7.1. TABLES

Tableau 1: Indicateurs de réalisation communs du FFU pour tous les projets SLC, décembre 2020 ..	6
Tableau 2: Résumé des modifications méthodologiques apportées aux indicateurs communs de résultats du FFU	12
Tableau 3: Projets nouvellement ajoutés au MLS pour le rapport annuel/S2 2020, avril 2021	17
Tableau 4 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour tous les projets de la région SLC, décembre 2020	28
Tableau 5: Indicateurs de réalisation communs du FFU pour le Burkina Faso, décembre 2020	72
Tableau 6: Projets du FFU, Burkina Faso, avril 2021	72
Tableau 7: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Cameroun, décembre 2020	83
Tableau 8: Projets du FFU, Cameroun, avril 2021	83
Tableau 9: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Tchad, décembre 2020	95
Tableau 10: Projets du FFU, Tchad, avril 2021	95
Tableau 11: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Ghana, décembre 2020	105
Tableau 12: Projets du FFU au Ghana, avril 2021	106
Tableau 13: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Guinée, décembre 2020	114
Tableau 14: Projets du FFU, Guinée, avril 2021	114
Tableau 15: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Mali, décembre 2020	124
Tableau 16: Projets du FFU, Mali, avril 2021	124
Tableau 17 : Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Mauritanie, décembre 2020	135
Tableau 18: Projets du FFU, Mauritanie, avril 2021	136
Tableau 19: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Niger, décembre 2020	149
Tableau 20: Projets du FFU, Niger, avril 2021	149
Tableau 21: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Nigéria, décembre 2020	160
Tableau 22: Projets du FFU, Nigéria, avril 2021	160
Tableau 23: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Sénégal, décembre 2020	170
Tableau 24: Projets du FFU, Sénégal, avril 2021	171
Tableau 25: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Gambie, décembre 2020	179
Tableau 26: Projets du FFU, Gambie, avril 2021	179
Tableau 27: Projets du FFU, régional, avril 2021	180

7.2. FIGURES

Figure 1: Budget par pays et par objectif stratégique, SLC, avril 2021	5
Figure 2: Projets et budget couverts par l'actuel rapport S2 2020 MLS, mai 2021	17
Figure 3: Évolution des projets et budgets couverts par la MLS en SLC, avril 2021	19
Figure 4: Projets opérationnels contractés du FFU SLC, par budget et état d'avancement de la mise en œuvre, avril 2021	20
Figure 5: Répartition du budget par pays et partenaire de mise en œuvre, avril 2021	21
Figure 6: Répartition du budget par objectif stratégique, avril 2021	23
Figure 7: Budget alloué à l'« OS3 étendu », par pays, région SLC, avril 2021	24
Figure 8: Budget alloué à la réponse à la COVID-19, SLC, mai 2021	25

Figure 9: Flux de migration mixtes dans la région SLC, décembre 2020.....	27
Figure 10: Objectif stratégique 1 – Tableau de bord, SLC, décembre 2020	29
Figure 11: Population couverte par au moins une prestation de protection sociale (% de la population totale)	31
Figure 12: Personnes ayant dépassé l'âge de la retraite percevant une pension (% des retraités)....	31
Figure 13: Taux de pauvreté des travailleurs, 2019 (% de la population en âge de travailler).....	33
Figure 14: Objectif stratégique 2 – Tableau de bord, SLC, décembre 2020	38
Figure 15: Objectif stratégique 3 – Tableau de bord, SLC, décembre 2020	44
Figure 16: Objectif stratégique 4 – Tableau de bord, SLC, décembre 2020	51
Figure 17 : Réponse à la COVID-19 – Tableau de bord, SLC, décembre 2020.....	57
Figure 18: Burkina Faso – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020	Error!
Bookmark not defined.	
Figure 19: Flux de migration mixtes au Burkina Faso, décembre 2020	64
Figure 20: Indicateur 4.3 du FFU, au Burkina Faso, décembre 2020	65
Figure 21: Indicateur 2.4 du FFU, au Burkina Faso, décembre 2020	67
Figure 22: Indicateur 1.2 du FFU, au Burkina Faso, décembre 2020	71
Figure 23: Emploi Burkina Faso (BF-05)	74
Figure 24: Appui budgétaire à la mise en œuvre du Programme d'Urgence Sahel étendu au Burkina Faso (BF-09)	74
Figure 25: Cameroun – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020.....	75
Figure 26: Flux de migration mixtes au Cameroun, décembre 2020	77
Figure 27: Indicateur 1.3 du FFU, au Cameroun, décembre 2020	78
Figure 28: Indicateur 2.4 du FFU au Cameroun, décembre 2020	80
Figure 29: Indicateur 3.5 bis du FFU, au Cameroun, décembre 2020	82
Figure 30: RESILIANT (CM-01-01)	84
Figure 31: PRESEC (CM-01-02)	84
Figure 32: Tchad – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020	85
Figure 33: Flux de migration mixtes au Tchad, décembre 2020	87
Figure 34: Indicateur 2.1 bis du FFU, au Tchad, décembre 2020.....	88
Figure 35: Indicateur 4.2 du FFU, au Tchad, décembre 2020	91
Figure 36: Indicateur 1.1 du FFU, au Tchad, décembre 2020	94
Figure 37: Superstructures RESTE (TD-01-09).....	97
Figure 38: DIZA Appui Transversal (TD-07-03)	97
Figure 39: Ghana – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020	98
Figure 40: Flux de migration mixtes au Ghana, 2020	100
Figure 41: Indicateur 1.3 du FFU, au Ghana, décembre 2020	102
Figure 42: Tableau de bord COVID-19, décembre 2020.....	105
Figure 43: Strengthening Border Security (GH-01-01)	106
Figure 44: GrEEEn SNV (GH-02-01)	107
Figure 45: GrEEEn UNCDF (GH-02-02)	107
Figure 46: Guinée – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020.....	108
Figure 48 : Flux de migration mixtes en Guinée, décembre 2020	109
Figure 49: Indicateur 1.1 du FFU, en Guinée, décembre 2020	111
Figure 50: Indicateur 2.9 du FFU en Guinée, décembre 2020	112
Figure 51: RESIGUI (GN-04)	115
Figure 52: Mali – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020	116

Figure 53: Flux de migration mixtes au Mali, décembre 2020	117
Figure 54: Indicateur 4.2 du FFU, au Mali, décembre 2020	119
Figure 55: Indicateur 1.1 du FFU, au Mali, décembre 2020	121
Figure 56: KEY (ML-01).....	125
Figure 57: ADEL (ML-12-01).....	126
Figure 58: Mauritanie – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020.....	127
Figure 59: Flux de migration mixtes en Mauritanie, décembre 2020	129
Figure 60: Indicateur 1.4 du FFU en Mauritanie, décembre 2020	130
Figure 61: Indicateur 2.4 du FFU en Mauritanie, décembre 2020	132
Figure 62: Indicateur 4.3 du FFU, en Mauritanie, décembre 2020	134
Figure 63: Nexus SRD IOM (MR-08-03).....	137
Figure 64: Niger – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020	138
Figure 65: Flux de migration mixtes au Niger, décembre 2020	140
Figure 66: Indicateur 1.1 du FFU, soutien « cash-for-work », au Niger, décembre 2020	141
Figure 67: Indicateur 2.2 du FFU, au Niger, décembre 2020	143
Figure 68: Indicateur 2.6 du FFU, au Niger, décembre 2020	145
Figure 69: Indicateur 1.3 du FFU, au Niger, décembre 2020	146
Figure 70 : A-FIP (NE-04)	151
Figure 71: PASP (NE-12-03).....	151
Figure 72: Nigéria – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020.....	152
Figure 73: Flux de migration mixtes au Nigéria, décembre 2020.....	154
Figure 74: Tableau de bord COVID-19, au Nigéria, décembre 2020.....	156
Figure 75: Indicateur 2.4 du FFU au Nigéria, décembre 2020.....	158
Figure 76: Indicateur 4.3 du FFU, au Nigéria, décembre 2020.....	159
Figure 77: Sénégal – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020	162
Figure 78: Flux de migration mixtes au Sénégal, décembre 2020.....	164
Figure 79: Indicateur 1.1 du FFU au Sénégal, décembre 2020.....	166
Figure 80: Indicateur 3.3 du FFU au Sénégal, décembre 2020.....	168
Figure 81: Indicateur 2.3 du FFU au Sénégal, décembre 2020.....	170
Figure 82: Gouvernance des migrations (SN-06-03)	172
Figure 83: PASPED (SN-09-01).....	172
Figure 84: POC (SN-10-01)	173
Figure 85 : Gambie – Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2020.....	174
Figure 86: Flux de migration mixtes en Gambie, décembre 2020	175
Figure 87: Indicateur 2.7 du FFU en Gambie, décembre 2020	177
Figure 88: Tableau de bord COVID-19, en Gambie, décembre 2020.....	178
Figure 89: MIITG IMVF (projet, GM-03-03).....	180
Figure 90: Protection West Africa - Croix-Rouge Espagnole (REG-13-01).....	183
Figure 91: Protection West Africa - Save the Children (REG-13-02)	184
Figure 92: ARCHIPELAGO (REG-15-01)	184
Figure 93: PDU PROSEHA (REG-18-02).....	185
Figure 94: PDU RECOLG (REG-18-04)	185
Figure 95: PDU ACOR (REG-18-06)	186
Figure 96: PDU RECOSA (REG-18-07)	186
Figure 97: PDU RECOSSOC (REG-18-08)	187

Figure 98: PDU PROGRESS (REG-18-09)	187
Figure 99: PAGS II (REG-20-01).....	188
Figure 100: Décaissement des fonds SLC du FFU.....	189